
3 1761 07833161 8



LES LEÇONS MILITAIRES DE LA GUERRE

PAR LE COMMANDANT BTÉ BOUVARD

PRÉFACE DU MARÉCHAL PÉTAIN

MASSON & Cie
EDITEVRS

MASSON ET CIE
ÉDITEURS

9^f *net*

Majoration comprise

Cne Perré

LES LEÇONS DE LA GVERRE

LES LEÇONS DE LA GVERRE

VOLUMES PUBLIÉS :

L'Industrie Française. *L'Œuvre d'hier, l'Effort de demain,* par Léon Guillet, Professeur au Conservatoire des Arts et Métiers et à l'École Centrale, Directeur des Études techniques au Ministère du Commerce et de l'Industrie et Jean Durand, Professeur suppléant à l'École Centrale. 1 vol., avec 38 figures et schémas, broché . . . . 9 francs.

Alimentation et Ravitaillement, par R. Legendre, Docteur ès-sciences. Préface par Charles Richet, Membre de l'Académie des Sciences. 1 vol., broché . . . . 8 francs.

Les Leçons militaires de la guerre, par le Cdt Bté H. Bouvard. Préface par le Maréchal Pétain. 1 vol., broché . . 9 francs.

L'Aéronautique, *Hier, Demain,* par le Cdt Orthlieb. Préface par le Cdt Wateau. 1 vol., avec 29 figures et cartes, broché 9 francs.

Marine et Guerre Navale, par le Capitaine de Frégate J. Vaschalde. Préface par Jules Cels, ancien Sous-Secrétaire d'État à la Marine de Guerre, Vice-Président de la Commission de la Marine Militaire à la Chambre des Députés. 1 vol., avec figures et cartes, broché . . . . 9 francs.

SOUS PRESSE :

La Chimie et la Guerre. — La Science et l'Avenir, par Ch. Moureu, Professeur au Collège de France, Membre de l'Académie des Sciences et de l'Académie de Médecine.

Le Crédit et les Banques, par Germain Martin, Correspondant de l'Institut, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.

Le Commerce Français, par Daniel Serruys, Professeur à l'École des Hautes Études, Directeur de l'Information Économique au Ministère du Commerce et de l'Industrie.

La Politique Extérieure, par Pertinax.

LES LEÇONS DE LA GUERRE

Après la victoire et la paix, l'avenir est riche de promesses. Mais l'heure présente est difficile : les deuils ont été cruels, les ruines innombrables, les dévastations atroces. Souvent, hélas, il ne s'agit pas de restaurer, mais de reconstruire. Comment le ferons-nous ?

Plus de quatre années de bataille nous ont été une dure école. Avec des moyens diminués, un personnel décimé, il a fallu faire face à tout, aux besoins imprévus, aux difficultés grandissantes, aux formidables nécessités de la guerre. Nous y avons réussi.

Arrachés à notre quiétude, à notre horizon trop étroit, il a fallu regarder loin, il a fallu agir, et avec quelle puissance obstinée, dans un cadre qui, dès les premiers mois de la guerre, devint le monde entier. Nous avons vu à l'œuvre nos amis, Anglais, Américains ou Italiens et nos ennemis aussi : souvent, nous avons dûs admirer leurs méthodes. Trop souvent aussi, nous avons souffert de nos conceptions étriquées, de

notre routine, de nos organisations compliquées et stériles. Combattants de l'avant, comme travailleurs de l'arrière, après avoir beaucoup agi, ont beaucoup réfléchi. Il nous faut profiter des enseignements de cette longue épreuve.

Aussi a-t-il semblé aux éditeurs de cette collection qu'ils feraient œuvre utile en rassemblant dans une série de courts volumes l'essentiel de nos expériences. Leur but n'a pas été de donner aux techniciens les traités spéciaux qu'ils trouveront ailleurs, mais bien de présenter à ceux qui veulent et doivent participer à l'œuvre de restauration nationale les données générales qui guideront leur action.

De l'étude du passé, de nos erreurs comme de nos succès, ne retenir que les leçons fécondes ; rechercher en s'inspirant des meilleurs méthodes, quelles doivent être nos idées directrices et nos techniques générales, tel est le but de la Collection « Les Leçons de la Guerre ». *L'autorité des écrivains qui, dans ce cadre, ont bien voulu résumer leur science et leur expérience, nous est un sûr garant de l'accueil que lui réservera le public.*

LES LEÇONS DE LA GVERRE

LES LEÇONS MILITAIRES DE LA GUERRE

PAR

LE C^DT B^TÉ H. BOUVARD

PRÉFACE PAR LE MARÉCHAL PÉTAIN

MASSON ET Cie, EDITEURS
LIBRAIRES DE L'ACADEMIE DE MEDECINE
120, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 120, PARIS (VIe)
1920

DÉDIÉ

AUX

OFFICIERS DE COMPLÉMENT

H. B.

LE MARÉCHAL PÉTAIN

12 Avril 1920

Mon cher Bouvard

C'était un service à rendre à ceux qui ont fait la guerre que de leur expliquer avec simplicité le pourquoi des choses ; vous y avez réussi. Votre livre touche à beaucoup de questions. Sans les approfondir toutes il en souligne la variété et la complexité juste assez pour en faire toucher du doigt les difficultés au lecteur.

Je serais bien étonné
si celui-ci s'arrêtait avant
la fin.

Recevez mes compliments
affectueux

Ph. Pétain

AVERTISSEMENT

Ce livre n'a pas la prétention d'être un traité d'art militaire visant à résoudre les problèmes posés au cours de cinq années de lutte.

Au surplus ces questions, surtout dans l'application, resteront éternellement débattues, ainsi qu'il convient à une branche de l'activité humaine dans laquelle l'art intervient pour une part, avec tous les impondérables de notre psychologie.

Le but, très modeste, et d'ailleurs volontairement limité, de cette étude, est de fournir aux hommes réfléchis, que leur éducation a tenus en dehors du domaine très spécial des sciences militaires, les éléments permettant un clair entendement de celles-ci. C'est une sorte d' « *initiation* », aussi actuelle et concrète que possible, ramassée en trois cents pages, dans un effort de synthèse qui ne sera pas, nous l'espérons, nuisible à l'intelligence des questions abordées.

Après la rude leçon de la période laborieuse et sévère que nous venons de vivre, ni la victoire magnifique, ni l'idéologie généreuse, si séduisante aux Français, ne doivent autoriser le retour à l'ignorance générale d'avant guerre. Un citoyen cultivé doit être renseigné sur les

choses militaires parce que la « Défense Nationale » comporte pour chacun des devoirs sacrés et exige, dès le temps de paix, la participation de tous à l'entreprise commune, participation non seulement physique mais intellectuelle et morale.

Les destinées du pays ne se joueraient-elles qu'une fois par siècle sur l'échiquier redoutable, que nul membre de la cité ne devrait rester indifférent à l'égard du grand organisme chargé d'y représenter la Patrie.

Si ce travail est dédié tout particulièrement aux camarades des cadres de complément, c'est qu'eux-mêmes ont souvent manifesté le désir d'être plus éclairés. Nous en avons pour preuve l'assiduité qu'ils montrèrent, avant la guerre, lorsque furent ouverts les conférences et les cours à leur usage, comme, pendant la guerre, leur curiosité inlassable.

C'est aussi que les officiers de complément sont appelés à jouer dans les armées du XXe siècle, quelle qu'en soit la formule définitive, un rôle d'extrême importance.

Et si l'on est tenté de faire remarquer que ce rôle, soit dans les corps de troupe, soit dans les états-majors, n'implique pas une connaissance des parties générales de l'art militaire — en raison même de la division du travail qui sera la loi — il est facile de souligner cette évidence que le rendement sera plus grand, l'action plus efficace et plus souple, si chacun comprenant la nature des problèmes posés aux échelons supérieurs et leur complexité, connaît mieux le milieu dans lequel s'encadre son activité personnelle.

Enfin, avec le caractère volontiers critique du Français, il y a toujours un gain à réaliser en « allumant la lanterne ». Il préfère comprendre plutôt que faire confiance : accéder à ce désir naturel, n'est-ce pas le moyen le plus sûr d'empêcher de naître les critiques paralysantes, si souvent légères et injustes ? On ne censure pas les cerveaux, mais on les gagne en les rendant plus compréhensifs aux réalités.

L'homme renseigné est plus indulgent dans ses jugements, c'est une constatation de chaque jour.

Le présent ouvrage montrera d'abord le *problème de la guerre* dans toute sa généralité, débordant les cadres de l'activité militaire pour intéresser toutes les branches de l'activité sociale. Les questions qui se présenteront dans ce chapitre seront seulement esquissées, le développement ayant place ailleurs.

On s'efforcera ensuite de donner un aperçu succinct de *l'outil de guerre* « démonté », c'est-à-dire *arme par arme*, de manière à présenter les caractéristiques et les possibilités de chacune, à faire comprendre leur technique propre et leur évolution.

L'étude de l'action en liaison sur le champ de bataille des différentes armes réunies pour constituer les *grandes unités* donnera une vision de la *tactique générale*, comme l'examen rapide, qui suivra, de la conduite des opérations par le *haut commandement* constituera une incursion discrète dans le domaine délicat de la *stratégie*.

En possession de ces éléments on montrera quelles

mesures doivent précéder la mise en œuvre de l'appareil guerrier, et ce sera l'étude de la *mobilisation*, de la *concentration*.

Pour finir, les principes seront indiqués qui doivent guider dans l'*organisation des forces militaires en temps de paix*, cette organisation servant de base aux opérations succesives qui conduisent la Nation, en cas de conflit, de l'état de paix à la bataille.

PREMIÈRE PARTIE

LE PROBLÈME DE LA GUERRE
DANS SA GENERALITE

LA QUESTION DE LA GUERRE.

La Grande Guerre, qui vient de prendre fin, est-elle la dernière ?

La conscience, révoltée par les horreurs accumulées pendant cinq ans, écœurée de tant de sang répandu, voudrait répondre oui dans un grand élan de pitié, et aussi la logique, atterrée devant les folles destructions commises dans le patrimoine intellectuel, moral et matériel du genre humain.

Hélas ! l'expérience, souveraine, montre dans le passé les aspirations généreuses vers une paix universelle et définitive toujours bafouées, les cataclysmes guerriers surgissant en dépit des objurgations de l'esprit philosophique, voire des commandements impératifs des religions les plus honorées par ceux-là mêmes qui lancent de sang-froid leurs peuples dans tous les excès de la violence.

La lutte pour l'existence est sans doute une nécessité

de la vie elle-même. Mais pourquoi l'homme n'a-t-il pas encore résolu le problème d'une union intime avec ses semblables pour triompher des ennemis extérieurs à l'Humanité ? Pourquoi l'entr'aide n'est-elle pas la loi des sociétés et des relations entre les sociétés ? Pour répondre à ces questions, vieilles comme le monde, la parole est à d'autres qu'aux militaires qui ne sont que des agents d'exécution.

Quoi qu'il en soit, aussi longtemps qu'une transformation radicale des mentalités humaines n'aura pas mis notre malheureuse planète à l'abri des crises de violence, chaque nation devra compter parmi ses préoccupations nationales, l'établissement de son plan de guerre éventuelle.

Si dans un Etat vraiment démocratique, possédant un système de contrôle effectif sur les agissements de groupes plus ou moins avides ou excités, on peut être assuré que le plan de guerre ne sera autre chose qu'un plan de défense nationale, il est non moins certain que chez les peuples encore aux mains de gouvernements autoritaires, pour peu qu'ils aient un grand pouvoir d'expansion, le plan de guerre sera souvent un plan d'agression — plus ou moins hypocritement camouflé — en vue de conquêtes profitables.

Car il semble bien que ceci soit une des tristes lois de l'Histoire que chaque fois qu'une collectivité humaine se croit en mesure de dépouiller une collectivité voisine, à peu de frais, ou avec des risques limités, les considérations religieuses, morales ou philosophiques constituent un frein impuissant à endiguer les convoitises,

quand elles ne sont pas utilisées comme accélérateurs par les éducateurs officiels chargés de les interpréter.

Souhaitons que demain, grâce aux efforts des hommes de bonne volonté, apporte un démenti à cette loi néfaste, mais prenons garde, en France, de ne point nous griser à nouveau de rêves fumeux et de méconnaître dans notre impatience la lenteur de l'évolution.

Craignons que des baisers Lamourette prématurément acceptés ne deviennent, quelque vilain jour, des baisers de Judas.

LE PLAN DE GUERRE.

Le plan de guerre pris dans le sens général qui lui est donné ci-dessus ne saurait être exclusivement l'œuvre des militaires. Il dépasse les attributions de ceux-ci comme leur compétence. Si une partie — importante — du plan aura à traiter des problèmes militaires en vue de favoriser une solution victorieuse par un bon emploi des armes, l'ensemble s'étendra à toute l'existence et à toute l'activité nationales et traitera de l'orientation nouvelle imposée à celles-ci par l'entrée dans le conflit.

Aucune des forces de la Société menacée ne doit, en effet, rester indépendante à ce moment et toutes ont à participer à l'œuvre de « survivance ».

En tête du plan figurera la décision « gouvernementale », relative aux objectifs politiques initiaux, l'initiative du déclenchement des hostilités étant prises ou laissée à l'adversaire suivant la situation militaire et la situation internationale.

Des variantes interviendront, s'il est besoin, pour tenir compte des éventualités diplomatiques de la dernière heure.

Le plan contiendra ensuite l'exposé des mesures d'exécution extra-militaires ayant un caractère de permanence, quelles que soient les circonstances du déclenchement de la lutte. Telles sont les mobilisations diverses destinées à mettre sur le pied de guerre les organismes multiples dont est formé le corps social et qui collaboreront, de loin ou de près, mais certainement à un degré déterminé, à l'œuvre de guerre.

Viendront enfin les mesures d'exécution purement militaires ayant, les unes, un caractère semi-permanent comme la mobilisation des forces armées du Pays, les autres sujettes à variations plus fréquentes comme le plan d'opérations initial, la concentration qui en prépare la mise en œuvre, la couverture qui garantit la sûreté de la concentration.

La base de ce document complexe, si important, sera constituée par les « renseignements » de tous ordres, recueillis sur les adversaires éventuels, comme sur les alliés escomptés, et par la connaissance parfaite des possibilités nationales.

C'est dire que le plan, essentiellement objectif, doit être susceptible d'une grande souplesse d'adaptation pour suivre les variations affectant les relations internationales, comme celles qui apparaissent dans les ressources morales et matérielles des états appelés à jouer leur rôle dans le conflit.

LE PLAN DE RENSEIGNEMENTS.

La besogne est ardue.

L'une des préoccupations, en effet, des futurs belligérants est la recherche du secret dans leurs préparatifs comme dans l'établissement de leurs bilans divers. Il en résulte que le problème comporte, à côté de données certaines, beaucoup d'inconnues dont il faut restreindre le nombre ou poursuivre l'élimination totale, ce qui est rarement possible.

En tout cas, ces inconnues doivent être cataloguées en vue d'une étude systématique dans ce que nous appellerons, par un nouvel emprunt à la terminologie militaire, le *plan de renseignements*, établi à l'échelon « gouvernement », et s'étendant à tous les domaines de l'activité et de la puissance de chaque nation à connaître.

Y figureront d'abord les données diplomatiques. Et avant tout, l'exposé de la mentalité actuelle des adversaires présumés ainsi que son évolution. Ceci comporte la surveillance non seulement des tendances dans les milieux dirigeants, mais encore de l'opinion générale de la masse. Il faudra porter attention aux influences officielles ou officieuses exercées sur l'âme de la nation observée et aux indices susceptibles de montrer vers quoi les gouvernants entendent diriger une mentalité nationale plus ou moins docile.

Dans un pays comme la France, où un peu de piment anarchique et beaucoup d'esprit frondeur ont place dans tous les esprits parfois les plus conservateurs, l'enquête n'est pas facile, et 1914 a montré aux Allemands la pro-

fondeur des erreurs possibles, quand on attache une importance trop grande aux apparences.

Notre légèreté bien connue a remarquablement camouflé les qualités profondes que devait révéler la lutte gigantesque.

Mais en Allemagne, où la Prusse a introduit une discipline caporalisée, il n'en est pas de même. Il suffisait d'éliminer quelques rares enfants perdus et la note devenait d'une uniformité accablante. Journaux, livres, manuels scolaires, tracts des ligues diverses, cours des universités, prêches des pasteurs, tout concordait, suivait la ligne tracée, indiquait le but poursuivi. C'était une nation entière au pas de l'oie derrière le destrier de l'Empereur idolâtré. Et pourtant que d'illusions chez nous !

Il n'y a pas que l'ennemi à étudier. Quelle que soit la confiance dans les alliances, dans les paroles reçues, chacun sait que les grandes collectivités sont versatiles autant que les individus, qu'elles ont, elles aussi, une tendance manifeste à suivre leurs intérêts du présent ou qu'elles peuvent être entraînées, à un moment donné, dans des directions nouvelles par un homme ou une coterie.

Donc les alliances doivent être observées, surveillées avec un soin jaloux et, si besoin est, les remèdes convenables immédiatement employés lorsque des crises menacent.

Mêmes problèmes vis-à-vis des neutres.

Les renseignements ainsi recueillis dans le domaine diplomatique sont susceptibles d'éclairer sur le sens, favo-

rable ou défavorable, dans lequel, le cas échéant, seront employées les ressources des états susceptibles d'entrer dans la lutte.

Ces ressources qui figureront au bilan de guerre, à l'actif ou au passif, ou au chapitre des « incertains », il faut les bien connaître.

Les apports de puissance de chacun seront donc inventoriés régulièrement avec exactitude.

Et il ne s'agit pas seulement de fusils, de canons, d'avions ou de vaisseaux, mais bien de tout ce qui constitue la force de combat d'une nation engagée dans une guerre, les possibilités économiques en particulier.

C'est en somme le rôle actuel des « 2e bureaux militaires » élargi dans des proportions considérables.

Vaste agence de renseignements dont la direction devait incomber à un diplomate non spécialisé dans l'étude d'un pays, mais appartenant depuis longtemps à l'Administration Centrale et très au courant de la situation mondiale, ce « 2e bureau » comprendrait toutes les spécialités qui correspondent aux diverses branches de l'activité sociale.

Amis ou ennemis éventuels y seraient fichés avec un soin méticuleux et des synthèses périodiques seraient produites pour mettre au point la situation du moment.

Une pénétration de tous les instants exigée entre les diverses sections provoquerait les réactions, les unes sur les autres, des données d'ordres divers rassemblées par les organes institués à l'étranger.

Diplomates, économistes, hommes d'affaires, intellectuels, militaires, se coudoiraient journellement pour travailler en commun.

Mais pour obtenir cette suppression si désirable des cloisons étanches, il est indispensable de réaliser *matériellement* la « liaison » entre les divers ministères qui ont à connaître de ces questions et d'instituer, dans ses bureaux propres, un organe général coordinateur.

A l'œuvre de cet organe, tous les agents officiels en service à l'étranger, tous les nationaux appelés hors de France pour leurs affaires ou pour celles du pays, apporteraient leur contribution régulière ou spontanée. Cette méthode contraindrait à l'objectivité les esprits les plus rebelles.

Combien de gens avant 1914, et parfois des mieux placés, ne croyaient pas à la possibilité d'un conflit, qui, s'ils eussent consenti à ouvrir les yeux sur les réalités, eussent considéré la course de l'Allemagne comme devant nécessairement la conduire à déchaîner le cataclysme !

Les appétits exaltés des partisans de la plus grande Allemagne, la crise grave — signalée par des hommes avertis — que subissait alors le pays dans le domaine économique, les embarras considérables qui se multipliaient derrière une façade de luxe trompeur, appelaient une solution hardie et radicale : la mainmise sur le bien d'autrui.

D'autre part l'Allemagne, née de la force militaire, entretenait une armée extrêmement coûteuse, de rendement nul pendant les longues périodes de paix. L'utilisation profitable d'un organisme sans cesse plus onéreux devait hanter des cerveaux d'hommes d'affaires.

Le sentiment de la force supérieure, la certitude de l'impunité et l'absence de scrupules, tout concordait à mener l'Allemand vers la solution guerrière.

Au surplus suffisait-il de lire avec attention les ouvrages à gros tirages qui paraissaient en Allemagne pour voir la doctrine sociale résultant de ces contingences matérielles se développer et prendre corps.

Le général philosophe von Bernhardi, pour ne citer que le porte-drapeau, ne proclame-t-il pas dans ses ouvrages le *droit* à la guerre et le *devoir* de la faire. ne met-il pas ses compatriotes dans l'alternative de choisir entre l'extension au monde entier de la puissance allemande et la décadence de celle-ci ?

Ces aperçus, joints aux préparatifs concrets dont les progrès s'inscrivaient dans les casernes et les arsenaux, pouvaient-ils tromper ?

Hélas ! il a fallu le réveil de 1914 pour montrer que la France dormait et cette France qui avait écarté de ses rêves le cauchemar guerrier s'est trouvée après ce dur réveil au milieu de réalités terribles, qui pèseront sur les générations futures, malgré la victoire, pendant longtemps encore.

C'est que cette lutte impie, considérée comme improbable à notre siècle par tant d'esprits sincères, a été caractérisée non seulement par une intensité toute nouvelle, mais encore par sa prolongation exténuante, au delà de toutes prévisions.

LA DURÉE DE LA GUERRE.

On s'était largement trompé, de part et d'autre, dans l'évaluation de cette donnée fondamentale.

Avant 1914, on s'accordait pour assigner à la guerre

éventuelle une durée fort limitée et les esprits clairvoyants étaient rares qui avaient su discerner le caractère de la prochaine lutte. Celle-ci, croyait-on, ne pourrait se prolonger au-delà de quelques mois sans provoquer l' « asphyxie » des corps sociaux par suite du ralentissement de la production et de la pénurie consécutive des matières de première nécessité. Les crises financières devaient surgir très rapidement, amenant des catastrophes. Enfin, la puissance des moyens mis en action donnerait à la lutte une forme si violente qu'une seule grande bataille entraînerait la défaite décisive de l'un des adversaires et rejetterait les débris de ses armées, désemparés, à l'intérieur du territoire, hors d'état de se ressaisir et de tenir la campagne.

La guerre a duré quatre lourdes années et presque toute la planète organisée est entrée dans le conflit.

Les exigences des « fronts » à l'égard des industries diverses, dépassant toutes prévisions, ont atteint des proportions insoupçonnées et diminué d'autant les possibilités de satisfaire les besoins généraux.

Or, rien ne s'est produit de ce qui avait été annoncé. Derrière les lignes de bataille, les « intérieurs » ont tenu, dans une situation sans doute de plus en plus pénible, avec une aggravation constante des problèmes posés pour l'après-guerre, mais enfin sans la paralysie rapide prévue et sans mise hors de combat définitive.

L'expérience acquise permet-elle aujourd'hui une prévision qui ait quelque chance de ne pas faire faillite ainsi que ses devancières ?

Comme par le passé, tout incitera à rechercher une décision militaire aussi rapide que possible afin d'éviter au vainqueur lui-même un épuisement redoutable. La guerre d'usure, étant la plus coûteuse, ne sera jamais que subie et les auteurs responsables du conflit auront toujours la conviction d'être en mesure d'obtenir une victoire hâtive. Celle-ci sera recherchée dans une rencontre unique, générale, l'agresseur visant à étreindre son adversaire pour empêcher la dérobade et à le réduire d'un seul coup à merci.

Mais, d'autre part, les moyens d'action mis en œuvre entraînent des répercussions si graves, les guerres peuvent être la source de tant de surprises, et enfin les appétits économiques des peuples sont tels, que les luttes ne s'engageront plus que pour des intérêts extrêmement importants. Concluons qu'il s'agira pour l'un au moins des adversaires d'être ou de ne plus être.

Dans ces conditions, la thèse soutenue par les rares auteurs qui attribuaient avant 1914 une longue durée aux guerres futures a toutes chances de rester vraie dans l'avenir. Défendant leur existence même, les peuples lutteront à outrance et ne cèderont qu'une fois écrasés, sachant bien qu'aucun compromis ne sera consenti par le vainqueur, qui soit acceptable par le vaincu.

Un élément nouveau apparaîtra sans doute qu'il faut indiquer. La tendance, demain, sera aux armées réduites tant en personnel qu'en matériel. Un conflit survenant, les premières rencontres n'intéresseront que la partie restreinte des forces nationales immédiatement mobilisées. Le gros de ces forces s'organisera en toute hâte et

le vaincu du moment, n'acceptant pas le verdict des premières batailles, fera appel aux décisions ultérieures du sort des armes, après avoir réalisé la levée en masse.

Hypothèses sans doute, mais possibilités à coup sûr. Et en fin de compte il suffit qu'une guerre longue soit possible pour que, nous préparant à l'éventualité la plus défavorable, nous n'hésitions pas à consentir la préparation adéquate. N'est-ce pas l'attitude la plus sage sur tous les terrains de l'activité humaine ?

A grande durée, organisation profonde. Au premier plan, en dehors des questions purement militaires, se pose la question de la main-d'œuvre.

LA MAIN-D'ŒUVRE. SA MOBILISATION INTÉGRALE.

Les guerres de peuples que sont les guerres modernes ne comportent plus la seule entrée, dans une sorte de champ clos, de contingents militaires minimes, luttant sous les yeux des nationaux, spectateurs intéressés sans doute, mais simples spectateurs.

La mobilisation des forces du pays sera générale, comme nous l'avons dit déjà, et la mobilisation purement militaire, la plus importante toujours, n'en sera qu'une partie.

La mobilisation extra-militaire, administrative, agricole, industrielle, financière, la mise sur pied de guerre du pays absorbera un nombre *relatif* plus élevé que par le passé de citoyens en âge de figurer sur des contrôles militaires, mais qui seront distraits de leur tâche de combattants ou d'auxiliaires immédiats pour demeurer des spécialistes indispensables.

Par compensation, et en vue de réduire les conséquences de ces prélèvements sur les effectifs armés, il y aura lieu, de toute évidence, d'étendre les effets de la mobilisation civile jusqu'à une limite d'âge très élevée et pour tout dire sans aucune limite.

Tous les citoyens en état de fournir un travail utile devront être astreints à ce travail, quelle que puisse être leur situation sociale. Quand la maison brûle, si tout le monde ne peut être pompier, chacun a le devoir strict de faire la chaîne. Et à défaut de participation consentie, à l'œuvre de salut commun, il y aura lieu d'inviter, dans les formes les plus énergiques de la réquisition, au travail obligé (1).

Le principe de solidarité domine tous les autres en temps de guerre et le devoir, s'il l'a jamais été vraiment, cesse d'être facultatif.

Il n'est pas douteux que les mêmes obligations ne soient étendues aux femmes elles-mêmes avec les atténuations nécessaires.

C'est proprement la levée en masse de la Première République dépeinte dans la fameuse proclamation de la Patrie en danger et, en 1917, les Allemands, par leur fameux « civildienst », en ont réalisé la partie non militaire.

Cette mobilisation intégrale de la main-d'œuvre est destinée non seulement à pourvoir aux besoins médiats

(1) Il ne faut pas oublier qu'à partir de 1917 notre production métallurgique aurait pu être notablement augmentée s'il ne nous avait manqué plusieurs milliers de travailleurs d'usine, en même temps, il est vrai, qu'une quantité assez considérable de charbon.

ou immédiats de la conduite de la guerre, mais encore à sauvegarder la vie nationale dans toutes ses manifestations.

Sans doute le Pays sera avant tout et par-dessus tout le fournisseur des armées. Mais il faut insister sur ce point qu'avec la forme nationale des guerres modernes, la vie de la nation commande la vie de l'armée, tant au point de vue matériel qu'au point de vue moral, et que les influences réciproques sont incessantes et infinies. D'autre part, les chances de survie de la nation dépendent tout d'abord de la victoire, c'est entendu, mais encore de la puissance de rebondissement de tous les ressorts sociaux au lendemain du retour à l'état de paix.

S'il faut soigneusement préparer la guerre pendant la paix, il faut savoir aussi préparer la paix pendant la guerre, et la première des mesures consiste à intensifier jusqu'à l'exaspération l'emploi de la main-d'œuvre, puis à procéder à une répartition qui réalise un juste équilibre entre l'intérieur et les armées et évite ainsi de compromettre sans remède le sort économique du pays.

MESURES ÉCONOMIQUES.

Une des premières conséquences de la mobilisation militaire, quelles que soient les atténuations apportées, est d'enlever à la production économique le meilleur de ses bras.

La nécessité d'augmenter la production du matériel employé ou consommé à la guerre, a pour résultat, d'autre part, de distraire de leur besogne normale nombre d'usines et d'entreprises.

De plus, la consommation aux armées de certaines matières ou produits courants, atteint un total bien supérieur aux quantités consommées par les mobilisés, antérieurement à leur appel sous les drapeaux.

Il faut donc envisager les mesures propres à intensifier au maximum une production qui tendra à fléchir.

Il importe, d'autre part, de limiter l'augmentation de la consommation en instituant, dès le début, et sans attendre la pression de la nécessité, non pas des restrictions à proprement parler, mais des réglementations sévères interdisant tout luxe, tout gaspillage, tout excès.

Au premier rang des préoccupations figurera donc l'établissement d'une sorte de « self-blocus » dans le but de limiter l'exportation des produits et matières de première nécessité dont la raréfaction pourrait compromettre la vie intérieure du pays et celle de ses armées.

En sens inverse, le self-blocus serait désirable en ce qui concerne les importations, en vue de limiter les dépenses à l'extérieur. Mais ce blocus n'est possible que si le pays, jouissant d'une indépendance économique presque complète, est en mesure de se suffire à lui-même dans la plupart des domaines de la consommation.

Il n'en est jamais ainsi. Les habitudes économiques actuelles, résultant de la facilité des transports, amènent au contraire les nations, comme les individus, à se spécialiser de plus en plus et à s'adresser à l'étranger pour obtenir ce que la production nationale ne donne pas facilement et à bon compte.

On sait quelle était à cet égard la situation de l'Allemagne, devenue industrielle à l'excès au détriment de sa

production agricole, et l'on a pu voir combien les mesures prises par les Alliés, pour l'enfermer à l'intérieur de ses frontières, ont pu lui valoir de gêne.

Les nécessités de la guerre sont ici d'accord avec les intérêts économiques pour restreindre, autant que faire se peut, par la diminution des importations, la dépendance dans laquelle un pays se trouve des autres nations.

Mais l'indépendance économique ne pouvant jamais être absolue il y aura lieu de parer aux effets du blocus éventuel par l'ennemi, d'abord en constituant des stocks, ensuite et surtout en s'assurant la possession des voies maritimes, pour assurer les importations indispensables soit des colonies soit, à défaut, des états alliés ou des neutres.

LES VOIES MARITIMES.

La maîtrise des mers (1) est une nécessité primordiale. Il n'y aura sans doute plus de guerres purement continentales, au moins entre grandes puissances, et la lutte s'étendra au domaine maritime en vue d'abord d'assurer l'inviolabilité des côtes et aussi de permettre le trafic de haute-mer.

Une puissante marine de guerre est nécessaire, dans laquelle les grands sous-marins ou submersibles

---

(1) Ceci n'est pas un problème extra-militaire. Des conférences faites quelques années avant la guerre, par des officiers de marine, à l'Ecole supérieure de guerre, avaient vivement frappé les auditeurs. Les événements ont depuis souligné la justesse des idées avancées avec une magnifique clairvoyance par les conférenciers.

tiendront une place de plus en plus considérable, car la guerre fuira la surface des eaux comme elle fuit la surface du sol.

Protégée par cette marine de guerre, une flotte marchande armée et assez importante pour que son tonnage, en toutes circonstances, corresponde aux besoins, voici encore une nécessité extra-militaire dont la satisfaction a une importance vitale.

Les transports par mer, comme les transports terrestres, jouent un rôle de premier plan dans les guerres actuelles et l'on a vu, à un moment donné, l'Allemagne rechercher la décision dans la lutte sous-marine, dirigée contre ces seuls transports maritimes.

Les Alliés qui avaient, en quelque sorte, entamé ce genre d'hostilités, en bloquant dans les ports allemands ou neutres les navires ennemis, ont du réagir avec énergie, d'abord en combattant les sous-marins par les moyens les plus divers, d'autre part en augmentant au maximum leurs constructions pour lutter contre la diminution de tonnage résultant des pertes.

MOBILISATION INDUSTRIELLE.

Les apports extérieurs restent toujours nécessaires en temps de guerre, mais ceux de l'industrie nationale ont une autre importance.

Si la mobilisation industrielle apparut tout à fait insuffisante chez nous, en 1914, la cause en fut dans la croyance quasi universelle, à une durée très courte des conflits armés.

La situation fut la même d'ailleurs en Allemagne, avec

une acuité moindre cependant, parce que le pays était outillé et que les forces mobilisées étaient, proportionnellement à la population totale, moins considérables qu'en France.

Quoi qu'il en soit, les approvisionnements constitués pour subvenir aux besoins et calculés très largement, pensait-on, furent en réalité très insuffisants. Chose plus grave, la production en vue du renouvellement de ces approvisionnements avait été organisée selon les mêmes vues : elle était à peu près inexistante en dehors des établissements appartenant à l'administration de la guerre, qui devaient, d'après les prévisions, assumer toute la fabrication, mais qui allaient apparaître hors d'état de remplir la tâche totale.

Il y eut, au moment de la première bataille de la Marne, une crise très grave des munitions, les approvisionnements se trouvant à peu près taris.

La crise fut commune aux deux camps.

L'effort fourni en France pour se rétablir fut colossal, parce qu'il fallut, ou presque, partir de zéro.

C'est qu'en principe, l'industrie privée française ne faisait pas de fabrication de guerre, sauf pour la marine, dans une mesure restreinte, et pour l'étranger où sa réputation était grande.

Par suite de l'absence de mobilisation prévue dans l'ordre industriel, les rangs de l'armée avaient absorbé à peu près tout le personnel dirigeant et ouvrier, et les usines se trouvaient, en général, dans l'impossibilité de contenuer à fonctionner normalement, sinon dans la nécessité de fermer leurs ateliers.

Quelques-unes, liées par les marchés, avaient seules obtenu un nombre important de sursitaires, mais leur rendement devait être infime au regard des besoins surgis.

Il fallut tout édifier, rappeler du front les compétences et la main-d'œuvre spécialiste, créer de nouveaux outillages, ouvrir des usines de fortune, faire appel à toutes les initiatives, à toutes les bonnes volontés, à toutes les ingéniosités, inculquer des méthodes nouvelles.

Sans parler du fâcheux effet moral produit par le rappel à l'intérieur d'hommes déjà au front, ces improvisations présentaient des inconvénients redoutables dans une fabrication d'aussi grande précision. La crise des stocks du début fit bientôt place à celle de la qualité, non moins redoutable. Ce fut l'époque des munitions défectueuses et des éclatements de bouches à feu, qui fit naître à un moment donné, une angoisse véritable. Cette crise fut surmontée comme l'autre.

La question était d'autant plus difficile que l'invasion avait mis aux mains de l'ennemi, ou dans la zone du canon, les importants groupes industriels du Nord et de l'Est.

Si tout n'alla pas sans désordre et sans abus, la tâche accomplie fut remarquable et l'avenir rendra justice aux organisateurs de la première heure qui ne purent, en raison des circonstances, voir fructifier leur œuvre et qui en laissèrent à d'autres la gloire apparente. Mais le succès tardivement obtenu dans cet ordre d'idées ne doit pas faire oublier le danger d'une préparation insuffisante. Il faut songer à l'étendue du domaine de l'industrie

guerrière et aux consommations considérables de matériel pour apprécier toute l'importance des problèmes à résoudre : chemins de fer, automobiles, avions, bateaux, harnachement, s'ajoutent aux matériels complexes et innombrables d'artillerie et à leurs munitions, pour constituer un total formidable de besoins à satisfaire.

Retenons qu'ici plus qu'ailleurs, l'ingéniosité et l'ardeur dans l'improvisation ne sauraient valoir la méthode et l'esprit de prévoyance dans une préparation réfléchie et lointaine.

La mobilisation industrielle est un des chapitres les plus importants de la mobilisation nationale, sa mise sur pied est une nécessité aussi impérieuse au point de vue militaire pur, que la formation même des armées de campagne. Elle doit être traitée avec soin et résolution.

Les industriels devront, dès le temps de paix, être renseignés sur l'effort qu'ils auront à fournir après la mobilisation et seront, dans ce but, en possession d'un programme précis des fabrications à assurer par leurs établissements.

Un système de primes judicieux permettra d'obtenir la constitution d'un outillage utilisable pour les besoins militaires ou susceptible d'être facilement et rapidement transformé. L'industrie nationale pourra en même temps être orientée vers la « standarisation » actuellement à l'ordre du jour et très développée en Amérique, qui consiste à limiter la diversité des matériels répondant à un besoin donné, et à constituer chaque matériel de pièces de modèles courants, universels même, imposés à tous les fabricants.

Cette méthode donne de grosses facilités pour la constitution des stocks de rechanges, pour les fabrications, pour la constitution des outillages.

Il faut indiquer, en passant, l'avantage d'une organisation ainsi préparée qui permettra à l'administration de ne traiter qu'avec les établissements importants afin d'éviter la dispersion des efforts et les gaspillages de force motrice et de main-d'œuvre.

Un programme bien conçu doit, en outre, comprendre la réalisation, dès le temps de paix, d'un échelonnement judicieux des groupes producteurs depuis les frontières menacées jusqu'aux régions qui serviraient éventuellement de réduits lors d'une invasion. Cet échelonnement doit d'ailleurs être conçu en vue de réduire au minimum les transports vers les entrepôts et vers les régions d'utilisation.

Les grands établissements que les facilités locales ont amené à établir le long des frontières doivent être doublés par des établissements similaires situés loin à l'intérieur. On connaît l'importance des usines Solvay à Dombasle, qui se trouvaient sous le canon allemand à longue portée et qui auraient été paralysées, sinon enlevées, par la moindre avance ennemie dans la région au sud de Nancy.

Seules en France, ces usines fabriquaient la soude indispensable à la confection des explosifs et la gêne résultant de leur arrêt aurait été redoutable avant le moment où les filiales établies à l'intérieur, se trouvèrent en état de suppléer l'usine principale le cas échéant. C'est un exemple typique.

Il n'est pas douteux que la poursuite d'un tel échelonnement n'apparaisse comme assez utopique. Mais il est possible que la mise en exploitation de toutes les richesses existantes et inutilisées encore de notre sol et de notre sous-sol, conduise à sa réalisation, que facilitera encore la mise en œuvre de la houille blanche dans nos régions montagneuses, précisément éloignées des frontières les plus dangereuses.

L'AGRICULTURE.

En raison du taux nettement supérieur de la ration militaire par rapport à la ration moyenne de la population civile, la mobilisation de plusieurs millions d'hommes a pour effet d'accroître notablement la consommation en vivres du pays. Cet accroissement est influencé encore par l'arrivée des contingents coloniaux et éventuellement par la venue de travailleurs exotiques et de contingents alliés, ceux-ci, malgré les mesures prises pour leur ravitaillement, étant amenés fatalement à puiser dans les ressources locales.

D'autre part, le souci d'assurer, quoi qu'il arrive, au combattant ce qui lui est nécessaire, entraîne des pertes de denrées inévitables par suite des doubles emplois résultant des contretemps dans les expéditions aux troupes. Il suffit, pour comprendre cette nécessité fâcheuse, de songer à la manière dont peut s'effectuer le ravitaillement des troupes au cours des opérations actives.

Enfin, si en temps de paix, des stocks de précaution sont constitués en vue de la guerre, on conçoit que dès

le commencement de celle-ci, des approvisionnements autrement considérables doivent être réunis pour parer à toutes les situations et surmonter tous les obstacles : crises de transports sur voie ferrée, difficultés de circulation sur routes ou afflux soudain en certains points d'effectifs importants.

Cette augmentation subite de la demande a lieu alors que la main-d'œuvre agricole se trouve comme les autres, et plus que les autres, diminuée par la mobilisation.

Dans notre pays qui est surtout un pays de propriété divisée, de petite culture, le machinisme agricole est relativement peu développé. Les bras de l'homme sont nécessaires et l'on ne peut demander à la machine, trop rare, une compensation immédiate à la diminution de main-d'œuvre, par une prolongation de son action. Il est vrai qu'un remède est apparu, qui a fait ses preuves glorieuses : les membres restants des familles agricoles, femmes, vieillards, enfants, ont assumé le surcroît de travail résultant de l'éloignement des adultes. Il y a eu là une mobilisation spontanée de la main-d'œuvre qui a réalisé parfois des miracles.

Il n'en reste pas moins que ces moyens de fortune sont apparus en fin de compte insuffisants et qu'un problème se pose de la mobilisation agricole pour éviter l'abandon des terres et atténuer le ralentissement de la production.

La guerre de 1914-1918, en effet, nous a laissés sans restrictions trop graves, maîtres des mers, en dépit des agissements des sous-marins ennemis, et l'importation a pu parer à l'insuffisance de la production nationale.

Mais en cas de blocus relatif ou total, le pays devant vivre sur lui-même, non seulement ne pourra pas supporter un fléchissement de la production du sol, mais il en réclamera l'intensification comme celle de l'industrie. Il faudra donc consentir peut-être des sacrifices en mobilisés pour assurer la main-d'œuvre indispensable, mais il faudra surtout rechercher le renforcement de l'effectif des machines, celui-ci se prêtant particulièrement à une intensification subite du travail fourni.

A cette question de la production agricole, se rattache un plan de rationnement de la population appliqué dès l'origine de la lutte, frappant surtout les oisifs s'il en reste, et garantissant le développement des non-adultes.

Mais sauf impossibilité absolue, le soldat devra toucher sa large ration pour assurer l'entretien de son organisme malgré les fatigues de la guerre.

Il est à peine besoin de souligner l'avantage que présente un rationnement immédiat et les graves dangers d'une politique d'ajournement dans l'espoir que la lutte sera courte ou sous le prétexte de conserver au pays toute sa confiance en ne lui faisant pas sentir des répercussions inévitables de l'état de guerre.

Une direction éclairée se préoccupera non seulement d'exploiter avec méthode les ressources existantes, mais encore d'en assurer le renouvellement lointain. En particulier elle sauvegardera le cheptel difficile à reconstituer en évitant les réquisitions au petit bonheur et les abattages exagérés dont on a cité tant de cas au début de la guerre, enfin en organisant, dès le temps de paix, le ravitaillement par frigorifiques, qui permet de faire appel aux ressources du monde entier.

Elle recherchera les moyens de prévenir la hausse trop forte des prix qui provoque dans certains milieux des privations équivalentes à celles qui résultent de l'absence des produits alimentaires. Elle aura soin surtout de ne pas provoquer cette hausse, ou la dissimulation des denrées par des mesures malvenues.

L'Etat obtiendra-t-il ces résultats par le recours au monopole, à la réquisition, aux taxations ? Devra-t-il plutôt s'efforcer de ne pas entraver la liberté individuelle et les initiatives particulières jugées capables de solutionner les questions économiques ?

Les questions ne peuvent qu'être posées ici, mais il est à présumer que des organes directeurs seront toujours indispensables pour coordonner les efforts et réfréner les avidités qui agissent en temps de crise, contre le bien général.

La préparation à la guerre profitera d'ailleurs de toutes les améliorations aux procédés de culture, permettant des rendements plus considérables et rendant le pays moins tributaire de l'extérieur.

Or, on sait combien la France, trop ignorante des méthodes de culture scientifique, est en retard vis-à-vis de certains de ses voisins et combien notre sol peut intensifier sa production, puisqu'il est avéré qu'une population double y trouverait aisément sa subsistance.

Signalons en passant que, dans le même ordre d'idées, la pêche côtière pourrait donner des ressources bien plus considérables et que la comparaison avec l'exploitation qui est faite, en Angleterre, de cette richesse, n'est nullement en notre faveur.

Enfin nos colonies sont loin de fournir à la métropole tout ce qu'elles sont en mesure de produire.

Autant de causes d'infériorité qui peuvent être atténuées et qui disparaîtront si nous le voulons.

LES FINANCES.

Les perturbations nombreuses et complexes que la guerre apporte dans le processus habituel des phénomènes économiques, s'inscrivent d'une manière synthétique dans les statistiques financières.

C'est, qu'en effet, le ralentissement ou l'accélération dans les divers ordres de l'activité économique se traduisent en fin de compte par des variations dans les mouvements de fonds et par des modifications aux bilans financiers des particuliers, des banques, des états.

En raison des répercussions nombreuses de la guerre, des problèmes financiers très importants devaient se poser dès le début des hostilités. Ils étaient attendus, mais leur ampleur devait dépasser tout ce qu'avaient pu apercevoir les techniciens dans leurs prévisions.

Comme il y eut surprise, en ce qui concernait la durée, il y eut une surprise financière et celle-ci fut double, en ce sens que, si les dépenses des états atteignirent des chiffres insoupçonnés, la résistance financière apparut infiniment plus considérable qu'on ne se l'était imaginé.

Dès la déclaration de guerre, l'Etat devient le grand consommateur, donc le grand acheteur et le grand payeur.

Il achète d'abord à ses propres sujets tout ce que ceux-ci sont en mesure de lui fournir, et cette catégorie de marchés, si elle obère les finances publiques, ne diminue pas les ressources financières de la Nation.

Nous ne disons pas que la richesse nationale n'est pas entamée, car il est évident que tout ce que consomment les armées, en sus des besoins normaux du temps de paix, tout ce qu'elles détruisent de matières premières sous forme de munitions lancées sur l'ennemi, de matériels anéantis ou usés, sont des pertes sèches qui atteignent le patrimoine de la collectivité, sans qu'il y ait compensation économique par ailleurs.

Mais la nécessité de recourir aussi à l'étranger a des conséquences plus graves encore, celles de rendre vite défavorable la balance du commerce extérieur.

Subitement, en effet, les exportations baissent, puisque la production nationale cesse dans certaines branches et ne s'intensifie dans d'autres que pour les besoins militaires, cependant que les importations prennent une extension considérable et que ces produits importés, destinés à être consommés et détruits sans rien produire économiquement, ne sont pas susceptibles d'accroître, par leur entrée, la richesse générale du pays.

Il en résulte un appauvrissement qui se fait sentir en premier lieu par l'aggravation des charges financières de l'Etat, lequel, obligé de beaucoup acheter et de beaucoup payer, voit ses recettes affectées très sérieusement par la situation nouvelle.

La diminution des importations particulières, la fermeture d'une partie des frontières font tomber le pro-

duit des douanes. L'arrêt partiel de l'activité sociale, de même que les tolérances obligées vis-à-vis des familles privées de leurs adultes mobilisés, amènent une baisse considérable du produit des impôts.

Restent les emprunts, mais le moment serait mal choisi, au début de la lutte, c'est-à-dire à la veille d'événements militaires dont la caractéristique est de jouer parfois en quelques jours le sort des nations, pour recourir à ce procédé. Il faudra attendre que les inquiétudes soient calmées. et que la confiance se soit relevée en présence de faits favorables.

Enfin, l'Etat ne pourra que plus tard également établir un régime nouveau d'impôts, tenant compte des conditions créées par la guerre et frappant ceux qui ne sont pas touchés par la crise ou qui en tirent profit.

Dans cette situation, l'Etat ne peut que recourir aux grandes banques d'émissions, qui ont des ressources propres, un crédit propre, pour leur demander des avances. On sait le rôle important joué par la Banque de France en pareille matière, et que ses prêts ont pu atteindre 20 milliards.

Par ce simple aperçu on se rend compte de l'importance de la politique financière en temps de guerre, politique qui comporte des mesures d'application délicate : cours forcé des billets, administration de la réserve d'or par l'Etat en vue des relations avec l'Etranger, etc...

C'est le crédit qui, seul, permet de durer dans une situation aussi anormale, en présence de dépenses hors de proportion avec les recettes.

Ce crédit a pour base la richesse actuelle du pays, c'est-

à-dire ses ressources naturelles ou industrielles, l'encaisse métallique de ses banques, les quantités d'or en circulation dans le peuple, les qualités de la gestion nationale, mais aussi les espérances qu'il est raisonnable de fonder sur l'avenir, c'est-à-dire sur ses chances de plus grand développement économique et, en temps de guerre, sur ses chances de victoire.

C'est de tout cela qu'est faite la confiance et des nationaux et des étrangers.

Les charges financières pour tous les belligérants sont allées, avons-nous vu, bien au-delà de toutes les prévisions.

Les erreurs commises dans les évaluations ont tenu, non seulement à ce que la durée du conflit avait été, sous-évaluée, mais encore à ce que l'on était resté bien au-dessous des chiffres réels dans l'appréciation des dépenses par unité de temps.

En fait, les dépenses, considérables dès le début, se sont accrues d'année en année, pour atteindre des chiffres inouïs. L'explication en est d'abord dans le développement incessant d'un matériel de guerre coûteux, ensuite dans l'augmentation des prix des matières premières et des salaires, sans compter les charges énormes représentées par les allocations aux familles des mobilisés.

Le Russe Jean de Bloch estimait qu'une guerre continentale coûterait une trentaine de millions par jour, et, qu'à ce tarif, sa durée ne pourrait excéder un an, ce qui donnait un total de moins de 12 milliards.

Parmi les nombreuses évaluations faites sur le même sujet, en Allemagne, l'appréciation la plus élevée fut celle du capitaine Henke, qui prévoyait une dépense de 16 milliards par an, rien que pour l'Allemagne.

En 1914 enfin, la guerre commencée, M. Leroy-Beaulieu estima que la lutte durerait sept mois et que les belligérants dépenseraient au total 50 milliards, y compris les règlements de comptes d'après-guerre.

Or, la guerre a coûté 180 milliards à la France et 160 à l'Allemagne, et il est admis qu'elle aura coûté dans l'ensemble plus de 1.000 milliards de francs aux deux partis.

On voit la valeur de l'écart.

Et pour se mieux rendre compte de la signification de ces chiffres, il faut noter que la dette française est passée de 34 milliards en 1914, à 170 en 1919 et que ce chiffre montera encore avec les règlements de comptes relatifs à la guerre, qui sont loin d'être terminés.

Le budget qui était de 5 milliards, en marche sur 6, avant la crise, atteint aujourd'hui les chiffres que l'on sait.

Enfin, la fortune totale de la France est estimée à 300 milliards, son revenu à 30 ou 35, encore que l'accord soit loin d'être fait sur les modes d'estimation.

Ce sont des nombres de même ordre que donnerait l'examen des dettes et des budgets des autres belligérants.

L'Allemagne avait poussé très loin la préparation à la guerre pour cette raison qu'elle considérait cette pré-

paration, non comme une assurance contre un danger éventuel, mais comme une affaire à lancer, au moment opportun, en vue de réaliser de gros bénéfices.

Elle avait abordé toutes les questions, et un financier très réputé, Riesser, avait été appelé à collaborer avec le grand Etat-Major pour étudier le passage de l' « économie de paix » à l' « économie de guerre ».

Cet expert a écrit un livre fort documenté sur la préparation et la conduite de la guerre. Dans ce domaine particulier, il y indique la nécessité d'un plan de mobilisation financière, examinant toutes les conséquences d'une déclaration de guerre et les mesures à prendre pour se mettre dans les meilleures conditions.

On ne peut douter que la détermination d'ouvrir les hostilités en 1914 n'ait été dictée en partie par la conviction que l'Empire avait su se mettre dans la meilleure situation, au point de vue économique et financier, pour supporter la crise.

Les erreurs commises avant 1914 dans l'appréciation des conséquences financières d'une guerre montrent le danger de raisonner a priori en pareille matière, et de risquer des interprétations hâtives de faits mal observés.

La trop longue guerre de 1914-1918, étendue à presque tous les peuples organisés a ouvert un vaste champ d'études que nos spécialistes devront parcourir avec soin en employant des méthodes scientifiques éloignées de tout esprit de système.

Les réactions, en présence des nécessités de la guerre, ont varié, dans les divers états. Les résultats apparaîtront au grand jour après quelques années et permettront

de juger. Il faudra conclure, prudemment, et dégager sinon des lois éternelles, du moins des règles salutaires du moment.

LA POPULATION.

Nous avons, en effleurant la question des rapports de la guerre et des finances, indiqué que leur étude permettait d'examiner la synthèse des réactions produites par l'état de guerre sur les ordres divers d'activité sociale.

A l'inverse, si l'on veut trouver une cause générale, presqu'une cause première, de ces phénomènes si complexes, c'est dans la question de la population qu'il faut aller la chercher.

Il est manifeste, après ce que nous avons dit, que les chances de survie d'un peuple, aussi bien pendant les crises guerrières que pendant la lutte économique de chaque jour, sont fonction de la vitalité générale de ce peuple.

Le génie d'un militaire ne suffit plus à assurer la suprématie de hordes conquérantes.

La victoire est *au peuple* le plus fort, et non pas seulement à telle armée mieux conduite.

Or, la vitalité d'un peuple se mesure à l'intensité de son travail, plus qu'à la qualité et à la quantité de ses richesses naturelles ; le nombre de ses travailleurs est donc un facteur de première importance, et, à égalité d'organisation, il doit très vite compenser l'infériorité initiale qui résulte d'un sol ingrat ou d'un sous-sol pauvre.

La preuve est faite, même, que ces conditions défavo-

rables de terrain et de climat ont ce résultat de tremper fortement une race et de la mettre en bonne situation pour concurrencer des rivaux plus heureux, tout d'abord grâce à une plus grande prolificité, qui ne se rencontre pas chez les peuples à vie facile.

Malheureusement, cette trempe fait des hommes rudes, combatifs, dont la force d'expansion a une tendance naturelle à se manifester au dehors, sous forme de conquête économique d'abord, militaire quand l'occasion se présente.

Et la thèse allemande, d'une force singulière, apparaît ici : Dans les pays de faible natalité, il y a une sorte de moindre pression ; dans les pays à accroissement de population rapide, comme l'Allemagne, se produit au contraire une surpression. Les frontières seules empêchent ces vases inégalement remplis de communiquer en toute liberté ; mais des frontières peuvent être rompues. C'était, avant la guerre, la conclusion formulée par les écrivains germaniques, qui estimaient que les cinq fils de la famille allemande devaient fatalement coloniser le pays riche du fils unique de la famille française.

Inutile de s'indigner, de protester, au nom de nous ne savons quelle morale internationale outragée. C'est un fait. Le « problème allemand » reste posé. L'échec de 1914-1918 a pu mettre en sommeil la recherche d'une solution : ce n'est qu'un ajournement.

Si l'écart existant entre la densité de population française et la densité allemande continue à s'accroître, une invasion nouvelle aura lieu. Ce ne sera peut-être pas par le Feldgrau cruel, armé de mitrailleuses, de canons lourds,

de gaz nocifs et de pastilles incendiaires. Mais ce sera le commis-voyageur insinuant et souple, ouvrant son carnet de commandes, préparant l'invasion des produits, puis des machines et enfin du personnel.

Le salut de la France et sa civilisation seront encore compromis, son indépendance menacée.

Examinons les chiffres :

De 27 millions d'habitants au commencement du XIXe siècle, la France est passée à 39 millions au début du XXe.

Les populations de l'Empire germanique, réparties en 1914 entre Allemagne et Autriche, ont pendant le même temps, monté de 19 millions environ à plus de 110 millions. Est-il utile d'insister ?

Insistons encore. Puisque, dans ce travail, c'est surtout l'avenir qui nous préoccupe, il est bon de reproduire ici les chiffres éloquents donnés par M. Georges Blondel dans une conférence faite à la Société de géographie de Paris.

Le conférencier, considérant en France et en Allemagne les statistiques qui concernent les jeunes gens de 12 à 17 ans, c'est-à-dire ceux en qui résident nos espérances de relèvement après la sinistre saignée, constate que 1.820.000 jeunes Français se trouveront en présence de 4.500.000 jeunes Allemands.

Poussant plus loin le souci de l'avenir, il voit en France 4.116.000 enfants au-dessous de 12 ans, contre 9.104.000 en Allemagne.

Si, faisant abstraction de tout parti sentimental, on

commande à son esprit d'interpréter objectivement ces données, qu'y a-t-il lieu de conclure, sinon que ceci mangera cela ?

Faut-il compter, pour amener un fléchissement d'écarts aussi inquiétants, sur une baisse appréciable de la natalité allemande ?

Cette baisse a été constatée sans doute depuis longtemps et elle est très sensible dans les grandes villes.

Mais, d'abord, il n'est pas sûr que la natalité française se maintienne même au taux actuel, étant donnée l'évolution de nos mœurs, et, d'autre part, il y a ailleurs qu'en Allemagne des peuples prolifiques enclins à se jeter, eux aussi, quand ils seront suffisamment organisés, sur les vieux peuples civilisés en cours d'extinction.

L'échéance ne serait donc que reculée.

Mais ceci, c'est l'histoire d'après demain. Or, celle de demain est la plus préoccupante et la diminution constatée dans l'accroissement des populations allemandes ne commencera à se faire sentir sur le champ de bataille économique, comme sur les champs de bataille militaires, qu'une vingtaine d'années après son apparition dans les statistiques, et elle ne sera opérante vraiment que longtemps après. C'est dans un siècle, peut-être deux, que l'Allemagne, relativement dépeuplée, ou mieux, moins surpeuplée, cessera d'être un danger permanent.

Celui-ci subsiste pour demain.

Les remèdes ? Hélas, ceux qui ont été proposés sont aussi nombreux qu'ils sont peu efficaces. Il y a des courants, qu'on ne remonte qu'avec d'extrêmes difficultés,

ce sont ceux que guide le besoin de bien-être croissant, de jouissances et de moindre effort.

Au moins peut-on demander que dans toutes les mesures prises ou préconisées par les dirigeants, soit directement, soit par l'éducation officielle, soit par les moyens de pression divers qui sont en leur pouvoir, toujours l'idée de la famille, obsédante à dessein, domine les discussions, les efforts et les réformes, afin que le chef de famille ne soit pas sans cesse handicapé, mis en infériorité plus grave dans la lutte pour l'existence, vis-à-vis de ceux qui, volontairement, limitent leur tâche de continuateurs de la race, et dont les restrictions coupables mettent en péril l'existence même du pays.

DEUXIÈME PARTIE

L'OUTIL DE GUERRE

Que sera l'outil de guerre de demain ?

Il est toujours dangereux de prophétiser. Mais il n'est pas interdit, en observant une orientation générale jalonnée par des faits, d'essayer d'en voir l'aboutissement.

C'est pourquoi nous examinerons l'évolution des différentes armes pendant la guerre afin de recueillir les indications qu'elle peut donner sur leur composition dans l'avenir.

Nous pouvons dire dès maintenant que nous y retrouverons, comme dans tous les domaines de l'activité humaine, une orientation très nette vers le machinisme.

Comme l'industrie, comme l'agriculture, la guerre utilise des moyens humains et des moyens mécaniques.

L'homme lui-même, en tant qu'individu physique et mental, évolue relativement peu, mais son emploi diffère et il est fait appel de plus en plus à ses facultés d'ordre intellectuel, de moins en moins à ses facultés physiques.

Le pointeur d'une pièce de gros calibre qui fait mou-

voir son appareil de pointage, ses manivelles, surveille son niveau, ne rappelle en rien, dans ses gestes et son état d'esprit, le guerrier d'autrefois faisant tournoyer dans les mêlées sa masse d'armes ou sa lourde épée.

L'évolution générale du machinisme, très rapide, dans un siècle de grande mécanique, commande l'évolution du machinisme guerrier, et le soldat s'adapte.

Les machines de guerre se multiplient, deviennent d'une complexité et d'un rendement de plus en plus grands, l'homme étant de moins en moins ouvrier pour devenir une sorte de surveillant régulateur. Un coup d'œil sur l'utilisation des effectifs donnera de cette évolution un aperçu immédiat assez significatif.

ÉVOLUTION D'ENSEMBLE.

Ce qui frappe, en effet, dans un examen de la composition générale des armées au cours de la guerre, c'est la tendance permanente qu'ont les effectifs de l'infanterie d'une part, de l'artillerie d'autre part, à devenir sensiblement égaux, par augmentation constante et régulière de ces derniers et diminution assez rapide, et régulière également, des premiers.

On peut se demander même si, la guerre se prolongeant, la proportion ne se serait pas renversée et si les artilleurs n'auraient pas été plus nombreux que les fantassins dans l'ensemble de l'armée, comme ils l'ont été parfois sur certains champs de bataille.

Ainsi l'artillerie française, sur le théâtre du Nord-Est, comptait au début de 1916 environ 450.000 hommes et

elle atteignait au moment de l'armistice près de 620.000. Pendant la même période l'infanterie passait de plus de 1.500.000 à environ 800.000, par une chute de moitié.

C'est à dessein que nous considérons seulement la période finale de la lutte à partir de janvier 1916. D'abord parce que, depuis cette date, les renseignements sont précis, le Haut Commandement ayant fait dresser des statistiques serrées en vue de surveiller les ressources en hommes, élément capital du problème dans une guerre de longue durée. Et aussi parce qu'au cours des années 1916 à 1918, l'effort d'organisation guerrière en France se développe avec régularité, et qu'après l'ère des tâtonnements les moyens de toute nature de la nation sont utilisés désormais dans leur plénitude pour perfectionner et compléter l'outil de guerre initial.

On voit qu'en présence de la crise des effectifs, s'aggravant en France comme ailleurs à mesure que se prolonge une guerre coûteuse, c'est l'infanterie qui supporte les diminutions, tandis que l'artillerie continue à s'accroître autant que le permet la production des usines de guerre.

Même constatation si, au lieu de s'en tenir aux tableaux d'effectifs d'ensemble, on considère l'organisation des grandes unités.

Dans la division, dont les effectifs totaux diminuent, qui voit ses bataillons réduits de 12 à 9 et compter au lieu de 1.000 hommes en 1914, à peine 800 hommes en 1918, l'artillerie conserve le même nombre de canons de 75 et s'augmente d'une artillerie lourde organique.

Le corps d'armée accroît également son artillerie et

reçoit en particulier des canons longs cependant que par ailleurs les dotations propres des armées et du commandant en chef augmentent d'une manière importante, grâce à la constitution de grosses réserves.

En même temps, les effectifs consacrés à l'aviation suivent eux aussi une courbe ascendante, passant d'une vingtaine de mille hommes, en janvier 1916, à près de 60.000 fin 1918.

Or, remarquons-le, une grosse partie de l'aviation travaille au profit de l'artillerie dont elle véhicule les observateurs, une autre pratique le bombardement qui n'est autre chose que le prolongement de l'action du canon bien au-delà de l'extrême portée de celui-ci.

On peut conclure que la tendance est à l'accroissement presque illimité de la main-d'œuvre employée à servir les moyens de feu à grande puissance et à longue portée, soit directement, soit indirectement.

L'évolution est de même nature dans l'infanterie, où une compensation sérieuse est apportée au fléchissement des effectifs par l'augmentation de puissance et de variété des moyens de feu.

L'examen détaillé qui sera fait ci-dessous de chacune des armes, montrera plus nettement l'orientation générale.

CHAPITRE PREMIER

L'INFANTERIE

A. — *EVOLUTION DE L'ARMEMENT*

L'ARME AUTOMATIQUE.

En 1914, l'infanterie française mobilise des compagnies de 250 hommes dans lesquelles il n'existe pas d'armes autres que le fusil et sa baïonnette.

Dans chaque bataillon, c'est-à-dire pour 4 compagnies — donc pour environ 800 tireurs, si l'on fait abstraction des gradés et des employés qui ne manient pas le fusil, ou ne paraissent pas sur la ligne de bataille — il y a une section de mitrailleuses, soit deux tubes.

Le fusil est assez démodé. Au lieu d'être, comme les armes les plus récentes, pourvu d'un système à chargeur qui permet d'introduire dans la culasse de 5 à 7 cartouches d'un seul geste, il a encore le système plus primitif du magasin dans le fût, qui assure au tireur une sorte de réserve de 8 cartouches, mais qui est long à remplir, qu'on ne peut utiliser d'une manière permanente et dont il faut restreindre l'emploi aux moments de crise.

La mitrailleuse qui porte la marque Saint-Etienne est une arme de haute valeur mécanique, pouvant donner de grandes vitesses, mais délicate et sujette à des enrayages.

Cet armement correspond à la conception d'une guerre

en terrain libre, il laisse à l'infanterie le maximum de mobilité et l'on rencontre en France des adversaires de l'augmentation du nombre des mitrailleuses parce que ces armes sont lourdes, exigent des ravitaillements incessants de munitions dont elles sont grosses mangeuses et, par suite, sont une cause de ralentissement dans la progression offensive des fantassins.

Or, dès les premiers jours de la guerre, la mitrailleuse allemande, nombreuse, tactiquement bien employée, vient donner, pour une bonne part, au combat d'infanterie ses caractéristiques nouvelles.

La puissance de l'arme automatique se dévoile avec ses conséquences.

La première de ces conséquences est qu'on ne peut plus, tant que l'arme automatique n'est pas réduite au silence, continuer à vivre à la surface du sol. Celle-ci est « rasée » par une nappe impitoyable de projectiles débités sans arrêt. Il faut donc s'enfoncer, creuser des tranchées, avec l'obligation toutefois de garder l'œil au ras du sol, car il importe de voir coûte que coûte.

Cette nécessité de la tranchée résulte aussi par ailleurs de l'action de plus en plus intense de l'artillerie sur laquelle nous reviendrons.

Conséquence seconde : l'occupation de la tranchée étant une nécessité absolue, enlève à l'infanterie une partie de sa mobilité, car elle se cramponne à l'abri indispensable, dont l'abandon la rejetterait en terrain découvert.

D'autre part, les situations se stabilisent le plus souvent en fin de combat, les adversaires fixés à quelques dizaines de mètres les uns des autres. Pour éviter une

surprise, une irruption soudaine et obliger dans ce but l'agresseur à marquer un temps d'arrêt dans la course, on installe des défenses dites « accessoires». C'est le fil de fer barbelé, de sinistre réputation.

Ainsi les adversaires seront terrés les uns en face des autres, invisibles, mais l'œil au guet, et gardés par leurs fils de fer respectifs, souvent mitoyens.

A cause de cette proximité et en dépit de l'attention des guetteurs et des obstacles accumulés, une irruption restera toujours possible, à la faveur de la nuit, par la brume ou après une rafale violente d'artillerie coiffant la tranchée et amenant les occupants à se blottir, à rentrer même la tête sous le masque protecteur. Il sera par suite indispensable de pouvoir à tout moment, instantanément, et sur tous les points, mettre en batterie des armes à tir rapide, capables de foudroyer la troupe assaillante pendant le court trajet d'assaut qu'elle peut parcourir en quelques secondes.

Pour obtenir ce résultat, de part et d'autre, les mitrailleuses vont se multiplier dans des proportions insoupçonnées.

Ainsi, par une sorte de rebondissement des causes et des effets, l'arme automatique imposera la généralisation de la tranchée, qui elle-même exigera plus encore l'emploi de l'arme automatique.

C'est pourquoi le régiment d'infanterie français a, dès 1915, quatre sections de mitrailleuses, au lieu de deux antérieurement, formées en une compagnie.

Puis, au fur et à mesure des fabrications menées à grande allure, de nouvelles compagnies sont introduites,

soit dans la brigade d'abord, soit dans le régiment pour arriver, en 1916, à l'organisation avec laquelle fut terminée la guerre et qui donnait à chaque bataillon sa compagnie de mitrailleuses à quatre sections de deux pièces, soit au total huit tubes (1) contre deux au début de la campagne.

Et pour apprécier à sa valeur l'accroissement de puissance ainsi obtenu, il faut prêter attention à ce fait que la mitrailleuse a une vitesse de débit de 400 coups à la minute. On voit ainsi ce que représente comme possibilité d'action, dans les moments critiques où l'outil donne à plein, l'introduction dans un bataillon d'une nouvelle pièce de mitrailleuse.

A côté de la mitrailleuse, apparaissait en outre, au milieu de 1916, un engin moins puissant, moins précis, mais que ses qualités de légèreté rendaient plus propres aux déplacements, surtout dans l'offensive, et aux mises en place rapides.

C'était le fusil-mitrailleur, le F. M., appuyé pour le tir sur une simple fourche, utilisant la cartouche habituelle à la vitesse de 60 à 80 coups à la minute dans le tir coup par coup et de 140 coups à la minute dans le tir en mitrailleuse, capable d'exécuter le tir fauchant et de procéder avec une grande rapidité aux changements d'objectifs.

La compagnie reçut huit de ces engins, plus tard 16, mais il fallut redescendre à huit (2) le service d'un nombre élevé de ces armes devenant par trop lourd.

---

(1) La compagnie servit 10 et 12 pièces en certains cas.
(2) Une organisation à 12 F. M., fin 1918, ne fut pas réalisée.

Ainsi chaque demi-section d'infanterie possédait son fusil mitrailleur manié et approvisionné par trois hommes et pouvant être utilisé encore, après mise hors de combat de ses coéquipiers, par un seul fantassin, au moins jusqu'à épuisement des cartouches à sa disposition sur place.

Pendant que se multipliaient ainsi les armes automatiques, mitrailleuses lourdes et mitrailleuses légères chez les Allemands, mitrailleuses et fusils-mitraillleurs chez les Français, notre vieux fusil 1886 continuait son service, les essais tentés pour doter l'infanterie d'un fusil individuel automatique n'ayant pas permis de conclure à la généralisation de cette arme nouvelle.

L'arme individuelle cédait chaque jour davantage le pas à l'arme automatique pour devenir l'arme de l'attaque et de la défense rapprochées, sans abdiquer toutefois son rôle dans le travail général de l'infanterie.

Certaines catégories de fantassins, servants de mitrailleuses ou des autres engins collectifs que nous allons voir apparaître, recevaient le mousqueton à chargeur, plus moderne, moins encombrant, moins pesant, manifestation de la tendance sans cesse plus accentuée à donner à l'infanterie des armes individuelles courtes.

CANON D'INFANTERIE A TRAJECTOIRE TENDUE.

Fusil automatique ou non, fusil mitrailleur, mitrailleuse, ont, avec des vitesses de tir et des précisions différentes, suivant leurs mécanismes et la stabilité de l'affût, des effets de même nature.

Leurs projectiles rasent le sol, suivant des trajectoires tendues et n'ont d'action que sur le personnel saisi à découvert ou dissimulé derrière des obstacles sans résistance.

Une balle tirée avec la cartouche commune aux armes du type fusil ou mitrailleuse est arrêtée par 80 centimètres de terre ou par les murs en pierre les moins épais. Il faudra déjà recourir à des balles spéciales (1) pour pouvoir perforer les plaques métalliques relativement légères dont sont faits les boucliers employés sur le champ de bataille.

Mais lorsque l'ennemi s'abrite derrière des créneaux blindés, aux fentes minces, par lesquelles il « guette » ou qui ne laissent passer que le canon de l'arme, il est à peu près insaisissable en dépit des lunettes de visée et des artifices de pointage.

Contre ces obstacles, on emploiera un canon d'infanterie de petit calibre, lui aussi à trajectoire tendue, tirant un obus à pointe d'acier et animé d'une grande vitesse, donc capable de pénétration dans les murs de sacs de terre, les blindages en bois et même les plaques d'acier d'épaisseur habituelle. Ce sera le canon de 37, arme excellente contre les mitrailleuses à demi protégées, avec sa portée utile de 1.500 à 2.000 mètres et ses effets analogues à ceux d'une bonne grenade, le masque une fois traversé.

---

(1) Balles A. P. X.

ENGINS A TIR PLONGEANT.

Mais aucun de ces projectiles rasants ne peut atteindre l'adversaire dans le fond de son trou, d'où il entend au-dessus de sa tête le sifflement des balles, allant se perdre au loin.

Pour le frapper là, il faut un projectile qui arrive au sol suivant une trajectoire rapprochée plus ou moins de la verticale et qui par suite soit susceptible de fouiller derrière le couvert, sans buter contre celui-ci.

A portée de jet, 15 à 25 mètres, ce sera la « grenade », propulsée à la main.

Plus loin, jusque vers 150 ou 200 mètres, ce sera l' « obus V. B. » (Viven-Bessière), fusant, lancé au moyen d'un tromblon adapté au fusil, par l'action de la balle ordinaire tirée dans celui-ci.

Plus loin encore, et avec la possibilité, grâce au poids du projectile, de perforer un toit, un blindage protecteur placé au-dessus de la tête, ce sera le « mortier » d'accompagnement de l'infanterie, capable d'agir jusqu'à 1.000, 1.500, 2.000 mètres, avec un obus de plusieurs kilogrammes.

Ainsi pourvue, l'infanterie se trouve à même de mener le combat par ses propres moyens, ayant devant elle un champ d'action profond de 2.000 mètres, ce qui lui permet de parer aux éventualités qui se présentent après que l'artillerie a allongé son tir.

Donc évolution dans le sens de la complexité plus grande de l'armement, dans le sens de la spécialisation de plus en plus poussée du fantassin.

L'ARMEMENT DE L'AVENIR.

Autant qu'on peut le prévoir l'avenir montrera sans doute le bataillon d'infanterie, unité tactique, armé comme suit :

Des fusils courts à baïonnette et des pistolets automatiques à crosse d'épaule, pour l'action à distance moyenne et rapprochée, et des engins lance-grenades pour agir contre un adversaire terré.

Des mitrailleuses proprement dites, armes plutôt lourdes et encombrantes, mais à grand débit et d'une précision impitoyable en raison de la stabilité assurée par un affût pesant.

Des mitrailleuses légères, moins délicates dans leur mécanisme, plus faciles à fabriquer, et par suite d'un remplacement plus aisé, et qui seront l'équivalent du fusil-mitrailleur actuel. Peut-être d'ailleurs, si la technique de fabrication le permet, ne verra-t-on plus que des mitrailleuses d'un seul type, le type léger, sous condition que rien ne soit sacrifié de la rusticité de l'arme et de son efficacité.

Des canons légers à tir rapide, à trajectoire tendue et à grande force de pénétration.

Des mortiers légers, à trajectoire courbe et à pénétration dans le sens de la verticale.

Constatons — c'est important au point de vue de la physionomie de l'infanterie — la disparition presque totale du combattant individuel qui fait place à l' « équipe » travaillant autour d'engins « collectifs » variés et formant le groupe de combat.

Nous examinerons plus loin le nouveau venu de la

guerre, le char blindé, qui actuellement combat avec et pour l'infanterie, mais qui demain sera peut-être toute l'infanterie.

LES MUNITIONS EN 1914 ET EN 1918.

Avant de poursuivre, il est nécessaire d'insister encore sur l'accroissement de la puissance de feux résultant des transformations des armes et de leur débit sans cesse accru.

Au début de la guerre, nous l'avons dit, l'effectif total du bataillon, 4 compagnies, 1 section de mitrailleuses à 2 pièces, s'élève à un peu plus de 1.000 hommes, servant en gros 800 fusils et 2 mitrailleuses. A la fin de la campagne, cet effectif n'est plus que de 750 hommes environ ; il comprend 3 compagnies de près de 200 hommes, 1 compagnie de mitrailleuses à 4 sections de 2 pièces et une section d'engins d'accompagnement, canon et mortier.

Le bataillon possède ainsi, outre ses fusils :

12 mitrailleuses, dont il n'est servi effectivement que 10.
36 fusils-mitrailleurs (12 par compagnie).
1 canon de 37.
1 mortier d'accompagnement.

Ces chiffres sont peut-être moins éloquents que ceux relatifs aux munitions :

En 1914, chaque soldat armé du fusil porte environ 140 cartouches et l'approvisionnement du bataillon en première ligne, pour ses 800 fusils, est de 112.000 cartouches. La section de mitrailleuses disposant en gros de

11.000 cartouches, on arrive pour tout le bataillon au total de 123.000 cartouches.

En 1918, la compagnie met en ligne 140 hommes environ, dont 100 voltigeurs qui, pour une attaque profonde, emportent chacun 140 cartouches et 40 fusiliers-mitrailleurs formant douze groupes pourvus chacun de 850 cartouches. Au total pour la compagnie plus de 24.000 cartouches et pour le bataillon 72.600.

Il convient d'ajouter l'approvisionnement de la compagnie de mitrailleuses, 70.000 cartouches pour 10 pièces.

Le total général pour le bataillon est de 142.000 cartouches, de sorte que le bataillon de 750 hommes en 1918, dispose d'un *premier* approvisionnement supérieur de 20.000 cartouches à celui du bataillon de 1.000 hommes en 1914.

Et il faut ajouter environ 1.200 grenades V. B. ou à main et 400 projectiles pour les engins d'accompagnement (canon de 37, mortier).

B. — *L'AME DU FANTASSIN.*
LES CONDITIONS MORALES D'UNE GUERRE DE MATÉRIEL

Nous venons de donner de l'infanterie une description succincte, mais suffisante, nous semble-t-il, pour faire saisir les caractéristiques « matérielles » de l'arme la plus délicate à manier qui soit.

Mais l'idée que doit se faire le lecteur serait bien imparfaite si nous nous bornions à un pareil exposé. Le côté psychologique est ici fondamental, et il n'est pas un conférencier, pas un professeur de nos établissements militaires qui n'ait eu à souligner la différence existant entre le combattant d'infanterie et celui des autres armes.

On ne peut pas ne pas y insister, car cette notion subsiste dans le travail en équipe dont nous avons parlé.

Le fantassin reste par excellence le combattant de la prouesse individuelle sans cesse renouvelée, mais de la prouesse anonyme. Il est l'homme de la fatigue maximum, dans toutes les circonstances de la vie en campagne, chargé du sac lourd, qui, « comme une lime » (1) use ses forces, cheminant des heures et des heures sur le ruban de route interminable (encore que l'automobile ait amélioré son sort) ; le veilleur, le guetteur au contact permanent de l'ennemi, dans une tension nerveuse de tout l'être ; l'homme de boue *d'Artois* et de *Champagne* ; le travailleur creusant dans le sol la tranchée qui le sauvera de la mort, mais sera peut-être aussi son tombeau. Il est l'objectif principal d'une artillerie sans cesse plus nombreuse et plus efficace, l'homme de l'heure H, qui sortira de son couvert pour marcher à la mitrailleuse et au fil de fer, sachant quel accueil l'attend en terrain libre ; le blessé tombé loin de tout secours, attendant l'arrivée du brancard sauveur ; il sera aussi le mort sans sépulture, pauvre et pitoyable tache bleue sur le sol du « no man's land », ou loque douloureuse accrochée aux fils de fer. Il sera souvent le rationnaire mal servi, soit que les aliments restent en route, en raison des accidents possibles, soit qu'ils arrivent inutilisables, dans le froid et la pluie.

Et toutes ces misères de la guerre, physiques, et surtout morales, puisque le fantassin, plus que tout autre,

---

(1) Mosso.

vit parmi les visions d'horreur, les spectacles sanglants, les agonies, les détresses, créent une atmosphère d'angoisse, dans laquelle évoluent des gens au système nerveux le plus souvent suraiguisé par notre civilisation.

En compensation, ces hommes n'ont ni l'appui moral que donne l'impression d'un travail relativement stable, au coude à coude, comme chez les artilleurs servant leur pièce, ni l'excitant du cheval enlevé d'un coup d'éperon, comme chez les cavaliers, ni la griserie de l'aviateur, avide du combat individuel et de la gloire personnelle.

Le fantassin, c'est la foule qui vit, souffre, veut, défaille, s'affole, se ressaisit, combat et meurt, répétons-le, dans l'anonymat le plus glorieux et le plus ingrat. Et cette collectivité qui doit donner les preuves des qualités les plus hautes, d'énergie, de tenacité, de bravoure, d'abnégation, est formée d'êtres que leur vie et leur éducation antérieures semblaient ne laisser aptes qu'aux occupations et aux préoccupations les plus pacifiques !

A tout ce qui sera dit plus loin de l'emploi de l'infanterie au combat, il est indispensable d'accoler sans cesse la notion de l'effort individuel permanent, de la lutte contre tous les éléments adverses, la fatigue, la peur, apanage glorieux et épuisant des exécutants.

C. — *EMPLOI DE L'INFANTERIE*

Il est bien entendu que l'emploi de l'infanterie ne se conçoit que dans le cadre général d'une action de toutes les armes, et qu'en bonne logique, son étude ne devrait pas être conduite séparément.

Nous le ferons cependant, pour plus de commodité, en pratiquant au passage les incursions nécessaires dans le domaine des autres armes.

L'infanterie combat offensivement ou défensivement.

Nous examinerons tout d'abord le cas le plus général de l'offensive, qui fera saisir la mise en œuvre complète des moyens, les troupes partant de loin à l'attaque d'un ennemi fixé et reconnu, et cheminant, depuis les origines du champ de bataille jusqu'à l'assaut.

Nous verrons ensuite le cas particulier de la guerre de positions.

Enfin nous donnerons la physionomie du combat défensif.

L'INVIOLABILITÉ DES FRONTS.

Pendant la plus grande partie de la guerre qui vient de finir, le problème, pour l'assaillant, a paru se borner à l'attaque de lignes multiples très solides, et présentant les caractéristiques des systèmes fortifiés semi-permanents, avec tranchées, fils de fer, béton, casemates, etc...

La croyance à l'inviolabilité d'un tel front était alors fort répandue, et beaucoup de militaires se refusaient à admettre qu'un jour, l'une ou l'autre des armées en présence, poussant au delà, refoulerait devant elle son ennemie chassée de ses retranchements. La guerre ne semblait plus devoir finir par un événement militaire, chacune des armées ne pouvant qu'équilibrer son adversaire en attendant la solution à intervenir dans l'ordre social ou économique.

Cette croyance résultait, sans aucun doute, des expériences douloureuses faites pendant les premiers mois de la stabilisation, alors que la notion n'était pas encore acquise de la puissance matérielle qu'il fallait réaliser pour pouvoir aborder le problème de la rupture.

Les événements de 1918 ont montré que les procédés tactiques adaptés aux exigences nouvelles, et mettant en œuvre les moyens matériels nécessaires, enfin sortis des usines, pouvaient permettre le franchissement de la zone organisée, et, au-delà, la progression en terrain libre.

Comme conséquence, l'infanterie lancée dans l'espace, sans l'appui complet d'une artillerie incapable de suivre en totalité, allait être appelée à manœuvrer comme au vieux temps, en comptant d'abord et surtout sur ses propres moyens. Et la preuve allait être faite, indiscutable, que, si l'infanterie ne peut seule aborder des organisations systématiques et complètes, il en est tout autrement lorsqu'elle se trouve en présence de travaux improvisés, hâtifs, avec des actions de feu insuffisamment coordonnées, et des défenses accessoires imparfaites encore.

Alors, les bataillons, pourvus de l'armement moderne acquis au cours de la guerre, peuvent mener la lutte, venir à bout des résistances locales, et continuer la progression qui, en fin de compte, constitue la consécration du succès.

Une telle action n'est d'ailleurs possible que si les unités possèdent de grandes qualités manœuvrières, et savent combiner sans cesse, avec une souplesse extrême, le mouvement et le feu.

Et ces résultats ne peuvent être obtenus que grâce à une instruction très poussée des cadres et de la troupe, sous l'impulsion d'un commandement resté convaincu de la nécessité du combat d'infanterie et de son efficacité.

Il va sans dire que jamais le fantassin ne travaille dans un isolement intégral, que toute l'artillerie assez légère pour suivre, l'accompagne au plus près, lui donne l'appui de ses feux, d'une manière aussi continue que possible, et agit tout au moins contre les centres principaux de résistance.

Les chars, enfin, travaillent dans les rangs mêmes de l'infanterie, nous verrons plus loin dans quelles conditions.

OFFENSIVE. — MOUVEMENTS. — OBJECTIFS. — DIRECTIONS.

L'attaque se traduit toujours, nous l'avons dit, par une progression vers des objectifs assignés, objectifs successifs plus ou moins éloignés les uns des autres, et constitués par des positions, soit systématiquement organisées, soit occupées par l'adversaire après un aménagement rapide.

Le but immédiat est de s'emparer de ces objectifs malgré la volonté de l'ennemi, d'exploiter cette volonté contraire pour détruire ou capturer les défenseurs, acharnés à se maintenir, de poursuivre enfin la destruction en terrain libre afin de perturber profondément l'organisation d'ensemble et de la disloquer.

Il arrive, dans le cas où l'on estime que la résistance de l'ennemi ne sera pas très prolongée, sur chacune des

positions possibles, pour raison d'usure ou parce qu'un retrait rapide est escompté, que la notion des objectifs successifs à atteindre fait place à la notion de direction à suivre après réduction rapide des résistances rencontrées.

Ce sera, en particulier, le cas de la poursuite.

MOUVEMENTS PREPARATOIRES. — MARCHE LOINTAINE. — APPROCHE.

Avant de s'élancer pour enlever les objectifs assignés, l'infanterie doit exécuter des mouvements destinés à l'amener à pied d'œuvre le plus économiquement possible.

L'infanterie, acheminée vers le champ de bataille, et encore hors de portée du canon adverse, a toujours à redouter les attaques de l'aviation, et, plus encore, ses investigations.

A moins donc que l'aviation amie n'ait la maîtrise absolue de l'air, il est indiqué de ne faire les mouvements que de nuit. Encore les reconnaissances nocturnes des avions sont-elles devenues de plus en plus productives dans les derniers mois de la guerre et imposeront-elles dans l'avenir des précautions particulières.

Lorsque, parvenue aux origines du champ de bataille, l'infanterie progresse vers son adversaire dans la zone où elle n'a encore à craindre que les feux de l'artillerie (et toujours naturellement l'action de l'aviation), elle exécute ce qu'on appelle « l'approche ». Pendant cette phase, l'infanterie subit passivement l'action de

l'artillerie adverse, et ne peut songer qu'à y échapper ou à en diminuer les effets par des dispositions appropriées, qui la rendent moins visible et plus difficilement saisissable.

Mais il appartient au commandement de prendre des mesures de sauvegarde.

Ici, plus encore que dans la marche lointaine, il s'impose chaque fois que des raisons majeures n'y font pas obstacle, de ne faire mouvement que la nuit.

Si l'exécution de jour ne peut être évitée, il faut une action de préparation et d'accompagnement par l'artillerie, visant à la destruction ou au moins à la neutralisation (1) du canon adverse, ainsi qu'une puissante action d'aviation et de défense antiaérienne, capable de nettoyer le ciel et d'interdire la mitraillade ou le bombardement des formations d'infanterie.

Ces précautions prises, les bataillons cheminent largement articulés, c'est-à-dire avec leurs compagnies à grande distance les unes des autres, ayant elles-mêmes leurs groupes de combat espacés sur une étendue qui peut atteindre 400 mètres en largeur et 800 mètres en profondeur.

Les formations doivent s'adapter aux cheminements plus ou moins favorables, susceptibles de dérober l'assaillant aux vues, et par suite au tir « ajusté ».

Le dispositif adopté porte, en outre, en germe, la formation vers laquelle il devra évoluer en vue de la phase suivante, c'est-à-dire de l'attaque d'infanterie propre-

---

(1) Un organe est neutralisé quand il est soumis à une action qui, sans le détruire, lui interdit l'usage de ses moyens de combat.

ment dite. Il doit aussi permettre le passage rapide et anticipé à cette formation d'attaque par mise en ligne des moyens de feu nécessaires, au cas où une surprise viendrait à se produire. L'appui mutuel doit être assuré avec les voisins, à tous les moments. Enfin, quelles que soient les circonstances, des éléments de sûreté couvrent les formations en liaison avec les unités au contact de l'ennemi et prêts à prendre eux-mêmes ce contact au cas où apparaîtrait une solution de continuité.

C'est en somme, une marche en garde, attentive et hérissée, en mesure d'agir.

L'infanterie se meut à travers champs, laissant les routes aux véhicules de toute nature qui doivent l'accompagner dans sa marche, en particulier à l'artillerie. Ses minces colonnes, ou ses groupes légers, progressant en souplesse, s'étalant, se resserrant, à la demande du terrain, ou des incidents du combat. Ils évitent les nids de batteries déjà en place, dont le tir provoque la riposte, comme les couverts ou les points de passage repérés, qui sont ou peuvent être l'objet de tirs systématiques.

Pendant les arrêts, en zone tranquille s'il est possible, les cadres exigent que les hommes se reposent, prennent de la nourriture, se détendent et se distraient, afin d'éviter toute dépense nerveuse superflue.

Par contre, les chefs, à tous les degrés, se tiennent au courant de la situation, tant de l'ennemi que des voisins ; les reconnaissances fonctionnent sans interruption et le commandement reste scrupuleusement attentif aux événements, comme au maintien de la direction qui traduit,

matériellement, l'orientation des volontés vers le but unique, vers l'abordage en ordre et en puissance de l'adversaire.

L'ATTAQUE D'INFANTERIE.

A partir du moment où l'infanterie ennemie est en mesure de faire sentir son action par le feu, la marche ne peut plus continuer dans les mêmes conditions.

Des précautions plus grandes sont nécessaires, pour ne point s'exposer à des pertes considérables et soudaines. Surtout, une transformation s'impose du dispositif d'approche, en vue de permettre une riposte énergique, par les propres feux de l'infanterie, dès l'intervention des feux adverses. L'attaque d'infanterie commence.

Les unités opèrent le passage graduel à la formation de combat, par le renforcement progressif des échelons de tête tant en groupes de combat qu'en engins d'accompagnement et de mitrailleuses, par la poussée vers l'avant des éléments de queue, en vue des renforcements.

Le but est d'assurer, dès qu'il sera nécessaire, la supériorité du feu sur le défenseur, problème difficile à résoudre, puisque l'emploi du feu ne doit pas interrompre le mouvement, et que le propre de celui-ci est de faire taire les engins des fractions en marche (1).

Mais il faut remarquer que le problème de la supé-

---

(1) C'est pourquoi l'on cherchera toujours à résoudre le fameux problème du tir en marchant. Une solution aura été presque atteinte avec le fusil mitrailleur, servi par des hommes robustes et entraînés. Le char léger en est un autre.

riorité du feu ne se résout pas simplement par la mise en ligne d'un plus grand nombre de tubes et le débit d'un plus grand nombre de cartouches.

Obtenir la supériorité du feu consiste, en fin de compte, sinon à souffrir moins que l'ennemi abrité, du moins à pouvoir avancer, malgré lui. Il s'agit donc d'abord de gêner son tir en lui causant des pertes ou en le neutralisant, mais aussi de rendre son feu inopérant, par le choix des formations et du mode de cheminement.

C'est pourquoi la marche prend une allure de moins en moins continue et régulière : les groupes de combat se portent de couvert en couvert, soit en bloc, soit par fractions, soit même homme par homme, afin de ne jamais offrir d'objectif vraiment vulnérable.

Malgré tout, au fur et à mesure que la distance diminue, le feu adverse augmente d'intensité, et aussi d'efficacité, si bien qu'à un moment donné, l'infanterie, quel que soit son désir d'arriver au corps à corps, a le devoir de sacrifier sa vitesse pour joindre sa propre action de feu à celle, qui n'a pas cessé, de l'artillerie. Ainsi seulement elle pourra continuer à progresser sans pertes excessives.

Le feu est dirigé et réparti de manière à faire terrer l'adversaire partout où il se révèle et à le maintenir ainsi neutralisé, pendant l'exécution des bonds.

Le premier échelon de feu est constitué pour atteindre la densité qui permettra d'obtenir ce résultat. En particulier, l'action des mitrailleuses est portée à sa plus haute intensité et le déplacement de ces engins comme ceux des fantassins est réglé de telle sorte que le feu puisse être continu.

LA MANŒUVRE.

Ce n'est pas une formation de densité uniforme qui s'avance ainsi vers l'ennemi, sans autre idée que de mettre en action le maximum de moyens sur tous les points du front d'attaque, sans autre limite que la contenance du terrain.

A moins d'une richesse illimitée en troupes et en matériel, il serait impossible d'y suffire.

En pratique il est indispensable de doser. C'est la tâche principale du colonel qui traduit son idée de manœuvre par l'attribution à ses bataillons de fronts inégaux : grand front à celui qui doit seulement masquer les points qui ne seront pas abordés, mais tomberont après avoir été dépassés, fronts réduits aux bataillons devant attaquer les points importants, dont la prise importe à la réussite de l'ensemble.

L'ASSAUT.

Rapprochés ainsi peu à peu des positions occupées par l'ennemi, les troupes assaillantes arrivent enfin à distance d'assaut.

L'action d'artillerie prend une forme violente qui peut équivaloir à un véritable « barrage roulant » précédant l'infanterie. Celle-ci serre au plus près sur les obus, de manière à arriver sur les retranchements ennemis avant que les occupants aient eu le temps de se ressaisir et de mettre leurs armes en action.

La coordination du feu de l'artillerie et de la marche de l'infanterie est relativement facile à obtenir pour l'abordage de la position. L'infanterie a pu, en effet, se mouler sur celle-ci en marquant un temps d'arrêt uti-

lisé pour renseigner l'artillerie et lui permettre de placer son barrage roulant.

Mais, dès que l'assaut se développe et hors le cas où l'ennemi, nettement dominé, se laisse submerger ou refouler sans résistance appréciable, le problème devient tout à fait ardu.

La progression varie d'après la gravité des incidents surgis, et il en résulte que le premier échelon d'infanterie, se dissociant en partie, perd toute forme régulière.

Les difficultés sont plus grandes encore à partir du moment où l'artillerie doit elle-même, pour continuer à agir, effectuer des déplacements.

C'est alors que la valeur professionnelle des fantassins et de leurs cadres prend tout son prix et détermine le parti qui peut être tiré des engins de feux, comme du mouvement.

Du colonel, qui doit suivre la marche de ses bataillons et à qui incombe de leur assurer l'appui persistant et judicieux de l'artillerie, alors que la liaison avec celle-ci est de plus en plus difficile et aléatoire, jusqu'au chef du groupe de combat, simple gradé, qui doit faire acte d'initiative, « manœuvrer » les résistances locales, assurer la liaison avec ses voisins et les secourir au besoin pour la meilleure exécution de la tâche commune, jusqu'au troupier enfin, dont l'intelligence, le débrouillage et le « cran » doivent être poussés au maximum, il y a, au cours de cette phase, chez tous, un effort étonnant, fait de courage, d'endurance, de coopération incessante et de coordination rapide, qui exige sous le feu des qualités admirables et commande un respect religieux.

Car il faut bien noter que l'assaut ne consiste pas, ainsi qu'on a pu longtemps le concevoir, en un acte écourté de la bataille au cours duquel il suffit de pousser tête baissée, à la baïonnette, avec des hurrahs.

La mise en œuvre des moyens de feu s'y intensifie au contraire au maximum, les manœuvres locales se multiplient, combinaisons rapides et instinctives ainsi que des réflexes, du mouvement et du feu.

Dans aucune arme, la complexité de l'action n'est aussi grande, les déterminants aussi fugitifs, les qualités de coup d'œil et de décision aussi importantes, dans aucune la valeur individuelle de l'homme et du gradé subalterne n'est prépondérante à ce point, car la réussite de l'ensemble ne peut être assurée que par la somme des actions infimes qui se poursuivent dans tous les recoins du champ de bataille.

C'est en cela, quelle que soit son importance numérique à l'avenir, que l'infanterie demeurera l'arme d'élite, la reine des batailles.

LE CHEF SUBALTERNE D'INFANTERIE.

Cette conduite de l'infanterie sous le feu n'apparaît peut-être pas comme un problème d'une complexité bien grande à la lecture des quelques pages qui précèdent.

La tâche est cependant difficile. Sa bonne exécution par les cadres exige une connaissance parfaite des procédés de marche et d'emploi des feux, une volonté froide de lutter et d'avancer, qui veut être servie par la réflexion et la prudence.

Se jeter tête baissée avec sa troupe au devant des mitrailleuses ou des canons, n'est pas le fait d'un chef d'in-

fanterie. Ce peut être un indice de courage personnel, mais de courage irréfléchi, inadmissible chez qui détient entre ses mains une fraction même minime de la puissance militaire du pays.

Les hommes ne s'y trompent pas et après quelques semaines d'expérience, ils font fi volontiers des beaux gestes pour donner leur préférence à qui « sait ».

Et il est difficile de savoir.

La technique de l'infanterie, en apparence si simple, comporte des parties fort délicates. Le gradé, l'officier, ont à jouer constamment avec des éléments de détermination singulièrement variés et modifiés à tous moments : l'ennemi et ses réactions, le terrain et ses possibilités, la troupe elle-même et son état actuel, matériel et moral.

Ces éléments ne se mesurent pas avec précision, leurs fluctuations sont incessantes et inattendues, ce sont des variables dont le chef doit sentir et prévoir les sautes brusques pour y parer, ou pour en tirer tout le profit possible.

Et le chef, au moment décisif, celui de l'assaut, ce n'est plus ni le colonel, ni le chef de bataillon, ce n'est plus même souvent le commandant de compagnie, c'est le chef de section, sinon le chef de groupe de combat : un sous-officier, un caporal, parfois — dès les premières pertes — un soldat.

ATTAQUE D'UNE POSITION FORTIFIÉE.

Dans ce cas particulier on retrouve sans doute les procédés exposés à propos de la guerre en rase campagne, mais assez modifiés pour que quelques lignes soient nécessaires.

On connaît la genèse de la guerre de position : deux adversaires partis pour une campagne de quelques mois, désireux et « certains » d'en finir après une ou deux grandes rencontres, se trouvent soudain sur le front occidental dans une situation équivalente au point de vue fatigue, usure, pénurie de munitions et de matériel et impuissants tous deux à enfoncer un front même à demi-organisé.

Quelques expériences cruelles encore de part et d'autre — car les Allemands non instruits par les hécatombes françaises de 1914 suivront les mêmes errements — et la vertu du fil de fer doublé de la mitrailleuse ou du canon à tir rapide sera décidément établie.

Entre temps, l'aile restée « en l'air » chez les deux adversaires aura atteint la mer, l'autre s'étant, dès le début, épaulée à la Suisse et ce sera la stabilisation.

Stabilisation subie, sans que la notion d'une guerre appelée à durer plusieurs années et devant prendre l'allure d'une lutte de matériel, soit vraiment entrée dans les concepts des cerveaux dirigeants.

L'aménagement outrancier du terrain en une forteresse quasi continue de la mer à la Suisse, se réalisera peu à peu et, en quelque sorte, à mesure que les efforts, de mieux en mieux conçus, avec des moyens matériels offensifs sans cesse accrus, auront montré jusqu'où peut mener une attaque logiquement conduite. Il y aura comme une lutte incessante et rapide entre les procédés offensifs et les procédés défensifs.

Au cours des attaques, à visées ultérieures plus ou moins grandioses, le premier acte sera toujours une ten-

tative de pénétration, en vue d'une occupation définitive, dans un terrain organisé à loisir et puissamment tenu.

Sur ce terrain plusieurs lignes de défense se succèderont dans lesquelles les obstacles à la marche auront été multipliés, consistant presque exclusivement en réseaux de fil de fer très épais et dissimulés avec soin pour rendre plus difficile leur destruction par l'artillerie.

Les feux d'infanterie auront été portés au maximum d'intensité grâce à une répartition très étudiée des engins assurant des effets de flanquement redoutables et ne laissant aucun espace non battu.

L'artillerie, pourvue de tous les moyens d'observation, bien en liaison avec son infanterie, abritée, nombreuse, sera en mesure de déclancher, dès l'alerte donnée, les tirs les mieux adaptés.

La protection des occupants sera très poussée, grâce aux bétonnages, aux cuirassements, aux abris profonds qui permettront d'échapper au moins en partie aux effets de la préparation et de ne révéler qu'au dernier moment des organes de défense encore intacts.

On conçoit que, dans de telles conditions, le problème de l'attaque ait à sa base un véritable calcul des résistances afin de déterminer les moyens à mettre en œuvre pour briser celles-ci. Et l'on comprend le rôle primordial dévolu dans ce cas à l'artillerie, l'arme aux moyens de destruction lointains et puissants.

C'est ce qui a pu faire dire à un moment donné : « l'artillerie conquiert et l'infanterie occupe — formule qui peut paraître excessive mais qui venait à son heure,

en réaction nécessaire contre des errements antérieurs trop enracinés, et pour bien marquer qu' « on ne lutte pas avec des hommes contre du matériel. »

L'artillerie, certes, ne livrera jamais à son infanterie un terrain totalement libéré. Elle aura frayé les passages nécessaires dans les réseaux, elle aura détruit, désorganisé, neutralisé les organes de défense, de telle sorte que le fantassin puisse parachever la besogne par ses propres moyens sans risquer les lourds déboires qui marquèrent à certains moments des opérations trop téméraires.

Mais l'assaut, tâche rude, sera toujours inéluctable.

Il sera ici, puisque les troupes seront à pied d'œuvre dans leur secteur, l'acte unique de l'attaque, précédé toutefois d'une préparation beaucoup plus poussée, intellectuellement et matériellement, que l'assaut en rase campagne.

L'infanterie devra connaître à fond le terrain sur lequel elle sera appelée à évoluer, tant en deça de ses lignes, qu'au-delà, chez l'ennemi.

Ceci sera possible grâce à une occupation antérieure du secteur qui aura familiarisé les cadres et la troupe elle-même, avec toutes les particularités de celui-ci ; grâce, en ce qui concerne le terrain à enlever à l'ennemi, à des observations multiples, à l'étude approfondie des photographies d'avions, des cartes, des plans en relief, établis depuis longtemps et tenus à jour.

La manœuvre même de chaque unité offrant des difficultés très particulières dans une zone aussi truquée sera apprise d'avance et au besoin répétée sur des ter-

rains établis à l'arrière, reproduisant les positions à parcourir et à occuper.

Des places d'armes, des parallèles de départ, des abris à l'épreuve, assureront une mise en place de l'infanterie exempte de pertes trop lourdes et de fatigues trop grandes.

Enfin le travail de destruction entrepris par l'artillerie sera suivi par les intéressés directs, c'est-à-dire par les fantassins, et devra être accepté par eux. Là est le meilleur moyen de porter le moral au degré le plus élevé en établissant une confiance entière, par les garanties offertes à ceux qui devront attaquer.

Lorsque l'heure sera venue, l'heure « H », que rien n'aura dû déceler à l'adversaire attentif, l'infanterie débouchera brusquement des tranchées pour franchir d'un seul bond la zone sur laquelle, dès qu'il saura « l'attaque partie », l'ennemi va employer tous ses moyens de barrage en vue de rompre le dispositif de l'assaillant et de le disloquer.

Ce bourrage du début aura encore pour objet de coiffer au plus tôt les organisations de l'ennemi, de saisir, avant leur sortie des abris et avant la mise en œuvre de leurs moyens de défense, les fantassins terrés pendant la préparation d'artillerie et pour qui l'allongement soudain du tir, va être le signal de paraître à découvert.

Afin d'obtenir ces résultats, les troupes d'attaque serreront le plus possible sur le barrage roulant posé par l'artillerie juste en avant de la parallèle de départ. Cette nécessité a été si bien saisie, par les exécutants, que dans certaines attaques, on a vu des unités d'infanterie marcher dans la frange arrière du barrage, leur choix étant

fait sans hésitation entre le risque d'un coup de canon tombant court et le risque de trouver en place les mitrailleuses impitoyables.

Nous verrons plus loin, en étudiant les chars d'assaut, que pour les mêmes raisons, lorsque ceux-ci sont chargés d'ouvrir le chemin, les fantassins doivent marcher immédiatement derrière eux.

Cette course derrière le barrage roulant n'a d'ailleurs qu'une rapidité relative.

Les fantassins, alourdis par la tenue d'assaut qui comporte des munitions abondantes, des matériels divers, des vivres, ne peuvent être très agiles et ils ont de plus à se mouvoir dans un terrain difficile, coupé de tranchées et de boyaux ou converti par l'artillerie en ce qu'on a dénommé « champ d'entonnoirs ».

La vitesse de marche ne dépassera donc pas 100 mètres en une ou deux minutes pour diminuer même plus tard notablement.

Cette diminution s'impose non seulement pour ménager les forces du fantassin, mais encore pour permettre le maintien de l'ordre et pour ne pas rompre la concordance indispensable entre l'action de l'artillerie et celle de l'infanterie.

C'est en effet en suivant un véritable horaire que les deux armes dans une telle attaque opèreront pour rester en liaison, et c'est à condition que cet horaire soit établi très largement qu'elles auront chance de travailler en accord à tous les moments.

Il sera d'ailleurs indispensable pour parer à l'imprévu, de tenir compte des retards possibles de l'infanterie,

obligée de régler des incidents de durée inégale, d'envisager sur des objectifs intermédiaires des arrêts permettant aux unités de se remettre en ordre, de vérifier leur direction, de rétablir ou de consolider le coude à coude avec les unités voisines, d'entrer en communication avec les postes de commandement en arrière et avec l'artillerie, et enfin de recevoir les munitions et le matériel qui arrivent si difficilement aux premiers échelons.

A partir du moment où l'infanterie se trouve ainsi lancée dans un terrain difficile et soumise à toutes les influences du champ de bataille, la conservation de l'ordre dont nous avons parlé sera la condition première de la continuation du mouvement.

Au cours de l'attaque en Champagne de septembre 1915, la remarque a été faite que seuls étaient restés capables d'une action prolongée, les régiments dans lesquels les chefs de corps avaient su prévoir des mesures pour le maintien de l'ordre et pour l'interdiction d'une fusion prématurée des échelons arrière avec le premier échelon.

Dans beaucoup d'unités les vagues ne formèrent bientôt qu'une « véritable horde d'hommes courant individuellement à un objectif assigné à tous, la dernière position ennemie. Tous les liens tactiques étaient rompus ». L'expérience fut mise à profit, et dans les opérations ultérieures, les difficultés furent vaincues grâce au soin apporté à l'instruction de la troupe et des cadres.

Discipline stricte du rang — arrêt sur certaines coupures aux fins de réorganisation — maintien des troupes sous le commandement de chefs connus en évitant les

mélanges d'unités et, par suite, échelonnement en profondeur dans chacune de celles-ci, tels furent les moyens utilisés au lendemain de l'opération de Champagne, pour que les attaques ne s'arrêtent pas d'elles-mêmes, comme paralysées, dans leur marche aux objectifs.

Ce problème de la marche « en ordre » de l'infanterie est aussi important que celui de l'accompagnement incessant par l'artillerie. Ils se sont posés tous deux simultanément.

ATTITUDE DÉFENSIVE. — LE TERRAIN.

La doctrine qui régnait en France avant 1914 n'avait certes pas prévu le développement considérable que devait prendre, dans la guerre future, l'emploi de la fortification.

Quelques rares prophètes avaient bien indiqué que la puissance des armes conduirait à l'établissement d'immenses lignes retranchées, appuyées à des obstacles naturels ou à des frontières neutres et à peu près inviolables.

Ces prophètes avaient été peu écoutés. De part et d'autre la forme si particulière de la guerre instaurée en 1914, ne devait qu'être subie et la stabilisation ne fut acceptée que comme un expédient momentané et un pis aller.

La guerre n'a d'ailleurs pas infirmé cette manière de voir. La supériorité de l'offensive reste indéniable. Elle seule permet une décision. Mais ce que l'expérience de la guerre a souligné c'est, d'abord, et en toutes circonstances.

la nécessité de nombreux et importants travaux pour lutter contre l'efficacité de l'armement moderne, c'est ensuite la puissance des procédés défensifs pour compenser une infériorité du moment.

Nos réglementations en vigueur avant la guerre ne faisaient fi en aucune façon de la fortification. Elles en envisageaient et en prévoyaient l'emploi fréquent dans l'offensive comme dans la défensive en spécifiant toutefois que les organisations créées ne devaient avoir qu'un caractère essentiellement passager et temporaire et ne devaient diminuer en rien l'aptitude au mouvement. L'adhérence au sol était jugée fort sévèrement.

Ces prescriptions qui apparaissent aujourd'hui encore comme parfaitement logiques dans le cadre de la guerre de mouvement qui était envisagée, eurent cependant une conséquence fâcheuse.

Mise en garde avec insistance contre le « danger » que pouvait faire courir à l'esprit offensif, l'usage excessif de la fortification, orientée sans cesse vers plus de manœuvre et plus de mouvement, l'armée française ne tira pas des renseignements des guerres contemporaines tout le profit désirable.

L'infanterie ne mania jamais l'outil qu'avec répugnance. Au cours de l'instruction, les séances des travaux de campagne étaient certes moins nombreuses que celles consacrées au service des places et au maniement d'armes.

Surtout la pratique de ces travaux n'était pas entrée dans les réflexes des cadres et de la troupe parce qu'ils ne figuraient que rarement dans les manœuvres et dans

les exercices d'ensemble. C'était là une conséquence de l'insuffisance des camps d'instructions et de la brièveté des séjours qui y étaient effectués, d'où résultait l'impossibilité d'exécuter des terrassements chaque fois que les hypothèses envisagées ne pouvaient y inciter.

On ne peut guère contester la supériorité de la préparation allemande sur ce point. Et la stupéfaction de nos troupes fut grande au début de la campagne lorsqu'elles constatèrent avec quelle rapidité l'adversaire s'incrustait dans le sol pour y recevoir nos assauts ou pour conserver les gains acquis.

Le scepticisme vis-à-vis des travaux de fortification, le mépris dans lequel on les tenait, ne tinrent pas devant les leçons du début. Il n'en reste pas moins qu'une adaptation fut nécessaire.

Cette adaptation fut rapide. L'usage de la fortification de campagne, presque nul au début, se développa sous la pression des circonstances et l'évolution se caractérisa par deux tendances.

D'abord les concentrations de plus en plus nombreuses et intenses des feux d'artillerie et l'emploi d'un matériel lourd sans cesse plus puissant, conduisirent à une augmentation croissante de la résistance des organisations : forme particulière de la lutte entre le projectile et la cuirasse.

Les types de la fortification semi-permanente prirent très vite la place des types de la fortification passagère.

Les mêmes raisons provoquèrent une dispersion en surface des organes essentiels de la défense, qui furent

en outre dissimulés, camouflés avec soin et surtout confondus systématiquement dans le dédale des terrassements.

Ainsi la découverte des objectifs principaux était rendue plus ardue pour l'investigation terrestre ou aérienne et l'artillerie éprouvait plus de difficultés pour les saisir.

D'autre part la fragilité d'une position unique qui pouvait après une préparation intense « sauter » sur un front plus ou moins étendu, amena très vite à créer des positions successives, assez éloignées les unes des autres pour n'être pas englobées dans la même préparation.

Dans l'intervalle séparant deux positions, furent établies encore des positions intermédiaires, en vue d'augmenter le nombre des obstacles à détruire par l'assaillant, d'accroitre les difficultés et l'incertitude de sa progression.

Des « bretelles » obliques aux positions principales furent créées pour limiter le succès de l'adversaire en cas d'irruption et pour le recevoir dans une sorte de poche, organisée pour l'empêcher de développer latéralement son action et de prendre à revers les organes de la position entamée.

L'ensemble prit une apparence confuse de terrassements enchevêtrés, constituant un champ de bataille truqué et plein d'embûches, agencé en vue d'assurer une action défensive permanente, à tous les moments de la progression de l'assaillant.

L'échelonnement en profondeur des moyens d'action remplaça ainsi le procédé « du combat en ligne déployée dans une simple tranchée » en honneur au début de la

guerre, alors qu'une importance exagérée était attachée au gain ou à la perte de quelques mètres carrés de terrain.

Les armes automatiques jouèrent bien entendu le rôle principal. Chaque groupe de combat, unité élémentaire de la défense, comprit une mitrailleuse ou au moins un fusil-mitrailleur, auprès desquels prenaient place les autres engins, tant pour garantir la sûreté de l'arme automatique que pour ajouter à l'action de celle-ci leur action propre.

Groupes de combat, points d'appui, centres de résistance, — ces derniers correspondant en principe à la compagnie et au bataillon — furent disposés de manière à avoir des champs de tir, sinon toujours très étendus du moins très dégagés, grâce aux destructions nécessaires et battus sans solution de continuité.

On attacha une importance de plus en plus grande au flanquement. Des obstacles passifs à la marche, les fils de fer surtout, furent accumulés pour maintenir l'ennemi le plus longtemps possible sous le feu avant l'abordage.

Le nombre et l'étendue des organisations défensives ainsi créées pouvaient conduire à une regrettable dispersion des efforts.

Le commandement imposa donc une répartition des forces et une conduite de combat assurant la défense à outrance de l'une des positions désignée comme étant la position de résistance.

En avant de celle-ci, les éléments d'infanterie eurent pour mission de disloquer l'attaque ennemie par leurs feux, d'user l'adversaire et de le retarder en même temps

qu'ils renseignaient en arrière sur la marche de la progression. Pour chacun de ces éléments, chargés à proprement parler de la couverture, et sauf prescription contraire formelle, le devoir était de résister jusqu'au bout, sans préoccupation des événements pouvant se produire à droite ou à gauche.

Cette résistance devait faciliter, d'ailleurs, la reprise ultérieure du terrain lorsque le commandement jugerait opportun de lancer les contre-attaques prévues et organisées.

Sur la position de résistance, chaque groupe de compagnie, chaque compagnie dans son point d'appui, chaque bataillon dans son centre de résistance eut cette même mission de tenir jusqu'à destruction totale de ses moyens d'action.

L'adversaire se trouve en présence d'une défense organisée avec un soin particulier pour en assurer la continuité.

L'action des divers éléments est coordonnée de manière qu'ils soient flanqués les uns par les autres et que leurs intervalles soient parfaitement battus. Tout groupe de combat réduit au silence doit pouvoir être suppléé par un autre organe, et l'infiltration doit être rendue impossible sans la mise hors de cause quasi totale des groupes de combat.

Encore l'assaillant devra-t-il compter alors avec les feux d'artillerie et avec les troupes réservées, lancées en contre-attaque.

Ainsi, grâce à la faible densité des premières lignes, à la dispersion systématique et à la dissimulation de ses éléments, grâce aux couverts protecteurs, l'infanterie

de la défense pourra échapper, au moins en partie, aux effets de la préparation adverse.

Le moment venu, ses organes de feux surgiront et entameront contre l'assaillant leur action parfaitement coordonnée, pour lui faire subir des pertes considérables.

Les flanquements, bien étudiés, par les armes à tir rasant, les actions variées des autres engins, les contre-attaques partielles briseront les attaques déjà affaiblies par la contre-préparation d'artillerie, disloquées par la résistance de la couverture, et plus gênées dans leurs communications et leurs liaisons à mesure que se développe leur progression.

Lorsqu'enfin l'attaque ennemie sera étale ou lorsqu'une occasion favorable apparaîtra, le commandement interviendra pour rejeter les unités parvenues dans l'intérieur des lignes par de vigoureuses contre-attaques de toutes armes, mettant en jeu les procédés offensifs.

Tel est le cycle des opérations défensives dans le domaine tactique.

Bien conduites, elles peuvent user grandement l'adversaire au prix de quelques mètres carrés de terrain perdus et préparer ainsi une reprise de l'offensive au moment favorable.

Elles permettent d' « attendre » quand il est sage de le faire.

Si elles exposent au danger de somnolence, il appartient au commandement de réagir et de tenir cadres et troupe tendus vers la reprise de l'initiative et de l'offensive quand le moment opportun sera venu d'en finir.

Une guerre nouvelle verrait-elle s'intensifier ou décliner l'emploi de la fortification ? Il ne paraît pas douteux que l'activité guerrière de l'avenir portera tous les procédés connus à leur maximum de rendement.

Le terrain sera travaillé plus que jamais dans l'offensive comme dans la défensive et la mécanique interviendra là aussi sous forme de perforatrices, de machines à creuser les tranchées. L'arrière livrera les matériaux nécessaires à la construction rapide de bétonnages, de blindages. La « protection » suivra les progrès de la « destruction ».

La puissance de l'artillerie, le développement de l'aviation, conduiront à la vie souterraine ou demi-enterrée, celui surtout des adversaires qui sera, à un moment donné, en infériorité.

Qui sait si la guerre de mines, un instant apparue, ne rentrera pas en scène, plus outillée.

Quoi qu'il en soit, la leçon qui se dégage, c'est qu'aucun procédé n'est à négliger, à écarter à priori. L'instruction doit être poussée à fond en tous sens et quelques phrases de règlement ne sauraient remplacer le travail d'assimilation par les cadres et la troupe au cours des exercices du temps de paix.

UN DERNIER MOT SUR LES CARACTÉRISTIQUES DE L'INFANTERIE.

Ce qui, en fin de compte, caractérise le mode d'action de l'infanterie, c'est que la légèreté de son armement, la facilité de transport par tous terrains, le petit volume

et le faible poids relatif de ses munitions, lui permettent de se passer, à un moment donné, de tous moyens de portage autres que l'homme.

L'infanterie reste la « piétaille ».

C'est la raison de sa force, ce qui lui donne cette « fluidité », grâce à laquelle elle s' « infiltre », insaisissable, glissant derrière les moindres masques, s'insinuant dans les replis du sol pour s'incruster, à un moment donné, dans la glèbe et y tenir toujours invisible, derrière le terrible canon de sa mitrailleuse tapie au ras du sol.

Lorsque la tranchée, le fil de fer, l'arme à tir rapide, le canon plus nombreux, ont apporté des restrictions importantes aux possibilités de mouvement de la « piétaille », la mécanique a fourni la solution du « char léger ».

Mais ici même pour conserver cette fluidité caractéristique, l'orientation s'est rapidement faite vers le plus petit char. Et déjà par delà les résultats acquis — équipage de deux hommes — n'a-t-on pas songé au char individuel, au fantassin blindé, pourvu d'une arme automatique et conduisant un moteur liliputien ?

C'est, d'autre part, pour lutter contre cette fluidité, contre cette insaisissabilité, que l'emploi a été introduit de modes d'action nouveaux, capables d'étendre leurs effets à tout le terrain battu sans en laisser échapper un repli.

Nous voulons parler des gaz nocifs, débités en nappes ou par obus, des substances telles que l'ypérite, susceptibles d'atteindre les recoins les plus défilés du champ de bataille.

A vrai dire — autant qu'il est permis d'en juger — l'orientation actuelle semble conduire à une moindre utilisation de ces qualités de souplesse. Il apparaît bien qu'à l'avenir on travaillera de plus en plus « en force », pour obtenir l'écrasement préalable, à distance, de l'adversaire, grâce à l'accroissement illimité des moyens de feux, avant d'entamer la progression.

Au cours de celle-ci, le blindage jouera un rôle étendu, il complètera le défilement.

Les chars, minuscules, se répandront sur le champ de bataille, difficiles à saisir à cause de leur nombre.

Ainsi les machines de guerre seront multiples plutôt que formidables — chars légers plutôt que mastodontes, sous-marins plutôt que cuirassés— et leur puissance résultera de la coordination de leurs actions individuelles comme leur sécurité résultera de leur dispersion.

Est-ce la disparition de l'infanterie proprement dite ? C'est bien plutôt sa transformation partielle, non pour demain sans doute, mais pour un avenir qu'il faut envisager de toute nécessité, lorsque l'on considère les progrès mécaniques réalisés en quelques années de guerre.

CHAPITRE II

LES CHARS BLINDÉS

A. — *GÉNÉRALITES. — LA GENÈSE DE L'IDÉE.*

Les chars blindés ont été un élément important de la Victoire, autant par l'effet moral produit sur un adversaire démuni d'engins similaires et insuffisamment organisé pour leur résister que par les effets matériels obtenus.

Insistons, en passant, sur cet exemple intéressant d'une surprise militaire obtenue en pleine lutte dans le domaine matériel et ayant des répercussions rapides et importantes dans le domaine moral. Tant il est vrai — et il faut le répéter sans lassitude — que la supériorité morale a ses racines dans la notion claire, indéniable, d'une supériorité de moyens.

On a, bien entendu, voulu trouver dans le passé une origine à ces nouveau-venus sur le champ de bataille et le souvenir a été évoqué des éléphants de combat, des chevaliers et de leurs chevaux bardés de fer. Ce sont là des parentés assez vagues.

La nouvelle machine de combat est née des besoins résultant de la forme particulière de la guerre inaugurée dans les Balkans, au Transvaal, en Mandchourie et dont les caractéristiques sont la puissance irrésistible du tir rapide et la valeur de l'obstacle.

PUISSANCE DU FEU. — FIL DE FER ET BLINDAGE MOBILE.

Les moyens de feu acquièrent une singulière souplesse en même temps qu'ils atteignent une puissance insoupçonnée.

Le combattant apparaissant sur le champ de bataille se heurte, de face, à la mitrailleuse implacable dont le feu dense et continu, au ras du sol, atteint tout ce qui émerge.

Il subit le « fusant » qui, de haut, le saisit derrière le masque protecteur.

Il est en butte au tir d'écharpe et d'enfilade que permet d'effectuer la portée considérable des armes tant d'infanterie que d'artillerie.

De l'arrière même il reçoit les éclats des coups longs de l'artillerie.

Enfin le combattant a à compter avec un nouveau venu, l'avion, qui bombarde et mitraille de faible hauteur avec une efficacité croissante.

Si, en station, il lui est possible de tenir, grâce aux tranchées étroites, coupées de pare-éclats, aux toits blindés, aux abris profonds, se représente-t-on ce que peut être la marche à découvert dans un pareil enfer ?

Et surtout conçoit-on, sous le feu, cette marche ralentie encore par la nécessité de cisailler, pour pouvoir les franchir, des dizaines de mètres de fil de fer barbelé, non détruits par l'artillerie ?

L'idée vient fatalement de transporter les moyens de protection sur l'homme lui-même, en marche. Et ce sont le casque Adrian, les cuirasses, les boucliers rou-

lants, les brouettes blindées. Ces derniers, brouettes et boucliers, sont destinés, dans l'esprit des inventeurs, à porter jusqu'aux réseaux de fil de fer les cisailleurs chargés de créer les passages.

BLINDAGE. — MOTEUR ET CHENILLE.

Tout cela est incomplet, alourdissant, incommode, incompatible surtout avec un effort prolongé et peu à peu disparaît, sauf le casque.

Et alors, allant, par delà ces expédients, jusqu'au bout de l'idée, on imagine la carapace totale dans laquelle se tiendront un ou plusieurs combattants.

Cette carapace sera lourde et ne pourra être actionnée par l'équipage. Il ne saurait être question de chevaux. Donc, ce sera le moteur.

La solution n'est pas nouvelle. N'y a-t-il pas des locomotives et des automobiles blindées ?

Mais le problème est plus complexe que pour ces machines qui supposent une voie frayée. Il faut, en effet, conduire la carapace protectrice à travers champs, lui faire franchir les fils de fer, les tranchées, les trous d'obus, grimper les pentes en dépit du sol meuble et peu consistant. Les roues des modèles alors connus ne peuvent convenir et l'on a recours au caterpillar, aux chenilles des tracteurs agricoles américains.

C'est l'assemblage du moteur, du blindage et de la chenille qui va donner le cuirassé terrestre capable de naviguer sur la surface tourmentée du champ de bataille.

Problème technique très ardu qui, grâce aux progrès

réalisés dans la construction des moteurs, sera résolu assez vite pour que le nouvel engin puisse jouer un rôle très important dans les événements de 1918.

B. — *HISTORIQUE DE LA CREATION.*

LES PREMIERS CHARS. — LE TYPE « MOYEN ».

Avant la guerre, la marine britannique avait, paraît-il, envisagé pour les colonies l'emploi d'appareils mécaniques analogues aux futurs chars de la grande guerre.

Pendant la guerre le problème fut posé, en France, pour la première fois dans son entier par un document adressé en décembre 1915, au Commandant en chef.

Ce document demandait la réalisation de « véhicules à traction mécanique permettant de transporter à travers tous les obstacles et sous le feu, à une vitesse supérieure à 6 kilomètres à l'heure, de l'infanterie avec armes et bagages, et des canons ».

On discuta, on tâtonna beaucoup.

Les premiers chars, sortis en France, en 1916 et 1917, soit par le Creusot, soit par Saint-Chamond, ont été du type dit moyen. Ils pesaient 14 et 24 tonnes, étaient fortement blindés et portaient, avec un équipage de six ou huit hommes, un armement composé d'un canon et de deux ou quatre mitrailleuses.

Ils devaient suffire à toutes les missions.

Au début de 1916, l'industrie anglaise produisait des tanks de 30 tonnes armés les uns, tanks mâles, de deux canons et de quatre mitrailleuses, les autres, femelles, de six mitrailleuses.

LE CHAR LÉGER DE 1918.

Dans son programme pour 1918, la France adopte délibérément le type léger et rapide. La Maison Renault doit livrer 2.000 chars de 6 à 7 tonnes, ayant une protection suffisante, grâce au blindage à formes fuyantes, qui permet le glissement des balles et des éclats sur la carapace. En réalité, les usines Renault ne pouvant assurer seules cette lourde fabrication, dans les délais prévus, la commande est répartie, fin 1917, entre les Maisons Renault, Berliet, Delaunay-Belleville et la Société d'outillage mécanique et d'usinage d'artillerie.

Chaque engin ne porte qu'une arme, canon de petit calibre (37 m/m) ou mitrailleuse, et des munitions abondantes. Cette arme est sous tourelle pivotante, ce qui assure protection, vision et action en tous sens.

L'équipage est réduit dès lors à deux combattants, le conducteur et le tireur.

Ce char léger, doué d'une grande mobilité et d'une grande souplesse, grimpe des rampes de près de 100 sur 100, c'est-à-dire à la pente naturelle des terres tombantes ; il est capable de progresser dans les champs d'entonnoirs et, d'une manière générale, il passe partout où l'infanterie peut cheminer par ses seuls moyens.

Sa capacité de marche est de dix heures, soit 50 kilomètres à une vitesse variant de 1.500 à 7.500 en théorie, de 1 à 5 kilomètres dans la pratique.

Le char a ses défauts. Le conducteur voit mal le terrain. Les coupures ayant plus de 1^m80 sont infranchissables sans aménagement préalable.

Tel quel, il a rendu les services que l'on sait, redou-

table, grâce à son peu de visibilité et à sa vulnérabilité restreinte, grâce aussi à son nombre, car le nouvel engin ne peut et ne doit être utilisé qu'en masse.

LES CHARS LOURDS.

Les qualités de mobilité, de souplesse, de moindre vulnérabilité, de nombre, apparues comme nécessaires pour pouvoir affronter les nombreux engins de feu du champ de bataille moderne, ont amené à construire le char léger.

La construction du char moyen qui prétendait allier aux qualités énumérées ci-dessus, d'autres qualités, dont nous allons parler, a été abandonnée.

Et la conception a prévalu, au moins en France, d'avoir deux types : à côté du char léger, le char lourd.

Celui-ci pèsera de 40 à 60 tonnes, il aura des dimensions telles qu'il sera capable de franchir la plupart des obstacles de la guerre de position sans travaux préalables.

Son simple passage créera, par écrasement, à travers le chaos des tranchées, des entonnoirs et des réseaux, une véritable piste que pourront suivre l'infanterie, les chars légers, l'artillerie d'accompagnement.

Le char lourd sera un char de rupture.

Il n'y avait pas en France, en 1918, de chars lourds en service.

Les chars moyens fabriqués antérieurement en tenaient lieu dans la mesure de leurs possibilités, mais ils étaient condamnés.

Si le programme de mars 1917 prévoyait la fabrica-

tion de 2.500 chars dont 100 lourds, 400 moyens, 2.000 chars légers, la fabrication demandée pour 1919 devait être de 4.000 chars légers et 1.000 chars lourds.

C. — *L'EMPLOI DES CHARS* (1).

APERÇU HISTORIQUE.

Les promoteurs de l'idée des chars avaient en vue un emploi massif et par surprise des nouveaux engins, de manière à obtenir une large brèche dans le dispositif adverse.

Malheureusement, la construction fut très lente et l'armée britannique prit les devants. Ce fut pour lancer dans la bataille de la Somme quelques unités, les premières construites, qui, en raison de leur nombre réduit, n'obtinrent guère d'autre résultat que d'alerter l'adversaire.

La surprise était éventée.

La première opération française, elle, a lieu en avril 1917.

Huit groupes, au total *82 chars*, soit Schneider, soit Saint-Chamond, ne comportant que des chars de type

---

(1) On ne parlera ici, pour éviter des développements excessifs, que des chars français. L'armée britannique eut de son côté un Tank Corps puissant, qui joua un rôle considérable et qui comptait au début de 1918, 5 brigades à 12 bataillons de 36 chars. Le Tank Corps américain n'eût pas le temps de se développer avant l'armistice.

En face des moyens franco-anglais, les Allemands n'avaient à mettre en ligne que quelques chars fabriqués hâtivement par eux ou capturés aux Anglais pendant l'avance de mars 1918. Au total peut-être 75 appareils montés par des équipages peu familiarisés avec les méthodes de combat des engins. L'existence de chars légers allemands, signalée par des déserteurs, n'a pas été vérifiée.

moyen, opèrent sur le front de la 5e armée, depuis le plateau de Craonne jusqu'à l'Aisne.

Les conditions sont défavorables. Le terrain est particulièrement bouleversé et détrempé, la liaison avec les autres armes est mal étudiée ; l'affaire coûte cher et les pertes en matériel sont élevées. Mais les chars ont atteint en certains points la deuxième ligne allemande et ils donnent l'impression, à ceux qui savent voir au-delà d'un échec, regrettable sans doute, mais non définitif, qu'une force nouvelle va éclore. Ce n'est pas, fort heureusement, l'impression des Allemands, dont le scepticisme à l'égard des chars trouve une confirmation dans les événements d'avril.

Nos chars moyens entrent en action à nouveau, le 23 octobre, dans l'affaire de la Malmaison.

Les conditions de préparation cette fois sont parfaites. Les unités d'infanterie, d'artillerie et de chars intéressées ont travaillé ensemble au camp de Champlieu et le jour venu, en dépit du terrain difficile, les résultats obtenus sont des plus satisfaisants. Les pertes sont légères, 5 appareils seulement sur 67 sont détruits.

La confiance renaît dans l'engin nouveau, les souvenirs d'avril s'atténuent.

En 1918, les grandes offensives allemandes creusent dans notre front les poches de Montdidier et de Château-Thierry. L'artillerie d'assaut, qui ne compte encore que des chars moyens, difficilement amenée à pied-d'œuvre, derrière un front mouvant, intervient néanmoins dans plusieurs actions de détail, au bois Senécat, en avril, avec la 1re armée, et à Cantigny, en mai, avec les Américains.

Le 10 juin, au nord de Compiègne, 144 chars moyens prennent part à la contre-attaque qui doit briser l'élan de l'ennemi. Si les pertes sont assez fortes, les résultats de l'opération sont sérieux et les progrès allemands sont bloqués dans cette région.

Les chars légers Renault apparaissent pour la première fois sur le champ de bataille, le 31 mai, aux lisières Est et Nord-Est de la forêt de Villers-Cotterets et aident à contenir l'ennemi.

A partir de cette date, l'infanterie française, harassée réclame de plus en plus l'appui des chars. Ses exigences conduisent à un emploi sporadique des engins qui ruine le matériel. L'effet moral obtenu est cependant important et les sacrifices consentis alors sont de l'ordre de ceux qui s'imposent, lors des crises graves, où toutes considérations de méthode et de doctrine cèdent devant la nécessité de faire vite.

La nécessité s'affirme de plus en plus de n'engager les chars que par grandes masses, tout emploi de fractions minimes étant très coûteux et peu efficace, parce que l'ennemi a la faculté de concentrer ses actions de riposte.

Le 18 juillet, la 10e armée, chargée, avec la 6e, de la fameuse contre-offensive sur le flanc Ouest de la poche de Château-Thierry, dispose au Sud de Soissons de :

3 groupements Schneider } 244 chars moyens
3 groupements St-Chamond }
3 bataillons de chars légers : 225 chars

La 6e armée, plus au Sud encore, a :

1 groupement Schneider : 48 chars moyens
3 bataillons de chars légers : 225 chars

Le reste de l'artillerie d'assaut est au Sud de la Marne ou sur le front Damery-Marfaux.

Tous les chars à la disposition des armées sont ainsi au combat.

A la 10e armée, les divisions sont lancées à l'attaque le matin du 18, sans qu'un coup de canon ait été tiré. S'il en coûte aux chars 25 % de pertes, le succès est acquis, les divisions allemandes sont enfoncées.

Les jours suivants ont lieu quelques actions restreintes.

Le 23, après reconstitution des unités, 82 chars repartent à l'attaque. Ils perdent 46 des leurs, mais le front est définitivement rompu et l'évacuation de la poche allemande de Château-Thierry continue en hâte. C'est le retournement de la situation de guerre.

Sans vouloir grandir outre mesure le rôle des nouveau-venus dans ce succès, il est permis d'affirmer qu'ils en ont été un élément essentiel. L'effet de surprise obtenu le 18, par le débouché d'une attaque sans aucune préparation d'artillerie a été grand. Il n'a été possible que grâce à la collaboration des chars agissant en masse et sur un grand front.

CE QUE PEUVENT LES CHARS ACTUELS.

L'expérience des combats menés en 1918 permet de dégager les règles d'emploi des chars dans la bataille.

Grâce aux qualités que nous avons énumérées, et dont les principales sont la souplesse très grande et la vulnérabilité très faible, le char léger est essentiellement offensif et constitue, par excellence, l'engin le plus propre à accompagner l'infanterie dans ses attaques.

Il ne peut et il ne doit opérer qu'en liaison stricte avec celle-ci. S'il couvre la progression du fantassin et le débarrasse, le cas échéant, des résistances locales, en particulier des nids de mitrailleuses, le fantassin, en retour, lui doit de l'éclairer — car il est myope — tant au point de vue des cheminements possibles à travers le terrain bouleversé qu'à celui des objectifs à attaquer.

Le combat particulier des unités de chars, livré en avant de l'infanterie pour permettre à celle-ci de se porter ensuite en toute tranquillité sur un terrain nettoyé n'est pas à envisager : la coopération doit être étroite et constante. Les chars combattent au milieu même des fantassins et ceux-ci doivent « coller » aux chars pour profiter sans aucun retard des circonstances favorables nées de leur action.

Si les chars ne peuvent agir seuls et si leur utilisation n'est concevable que sous forme d'appoint de puissance à l'infanterie qui reste l'arme principale, et est seule capable d'achever et de rendre définitive la conquête du terrain, la réciproque n'est pas vraie.

Le combat de l'infanterie doit pouvoir se dérouler de bout en bout sans le secours du char d'assaut.

D'abord, il n'est pas certain que le matériel soit jamais assez nombreux pour permettre d'en doter toutes les troupes chargées d'attaquer dans une opération d'ensemble. Ensuite il faut toujours compter avec les fantaisies des moteurs et avec les arrêts possibles que l'action de l'artillerie ennemie ou les obstacles matériels peuvent imposer à la progression. Ces circonstances ne sauraient être une raison suffisante pour renoncer à la

lutte et laisser échapper des occasions susceptibles de ne plus se représenter.

Comme toutes les actions de guerre, l'action des chars comporte, autant que possible, la surprise. C'est pourquoi les attaques qui les emploieront devront se déclencher à des moments où l'ennemi ne pourra les prendre sous le feu à grande distance, c'est-à-dire au point du jour ou par les journées de brume. A défaut il y aura nécessité de demander à l'artillerie de contrebattre et de neutraliser l'ennemi le plus redoutable, c'est-à-dire les batteries ennemies susceptibles d'agir dans les zones de progression des chars et d'aveugler en employant largement les obus fumigènes, les observatoires ayant des vues sur ces zones. D'autre part, la défense contre avions aura la charge, concurremment avec l'aviation amie, de s'opposer à l'action des avions adverses.

Les observatoires, les ballons, les avions, les reconnaissances d'officiers, fourniront, avant l'action, les moyens de compléter la connaissance acquise, près des états-majors, des terrains éventuels de combat.

Il apparaît donc que ce moyen nouveau prend place, une place importante, dans le concert des armes sur le champ de bataille, mais que, comme les moyens déjà en usage, il ne peut qu'y jouer sa partie.

La nécessité est aussi impérieuse pour lui que pour les autres armes, d'opérer en union étroite avec l'infanterie, l'artillerie, l'aviation. C'est encore et toujours le principe fécond des « liaisons » du champ de bataille, en dehors duquel aucune arme ne peut agir avec efficacité.

5. — LA RÉACTION CONTRE LE CHAR.

De part et d'autre, dès la mise en action des chars blindés, les moyens furent recherchés de les combattre, soit en interdisant leur progression, soit en poursuivant leur destruction.

Les tirs de barrage avec l'artillerie du secteur attaqué étant insuffisants, des pièces furent placées sur des positions avancées et spécialisées dans la lutte contre tanks ; elles furent multipliées dans les zones offrant un accès particulièrement facile aux véhicules à chenille, avec la mission de ne se dévoiler qu'au dernier moment et à faible distance.

Ces premières mesures firent place devant l'importance croissante des actions entreprises, à des organisations vraiment complètes qui comportaient des défenses passives et des défenses actives.

Les défenses passives furent obtenues soit par l'aménagement des obstacles naturels afin de les rendre tout à fait infranchissables, soit par la création d'obstacles artificiels. Les champs éventuels de progression des chars devaient présenter des talus rapides, des fossés, des butoirs, des palissades, voire des inondations ; de véritables pièges étaient créés, tels que des ponts s'effondrant au passage ou des trous camouflés ; on devait établir enfin des champs de mine.

Dans le domaine des défenses actives, des ouvrages bétonnés ou cuirassés furent spécialement édifiés, que le char ne pouvait ni aborder ni détruire, et les défenses par le feu se multiplièrent.

Outre les pièces d'artillerie avancées, on vit apparaître

chez les Allemands, les fusils anti-tanks de 13 millimètres, les mitrailleuses de 22 millimètres, dont les balles étaient à même de percer les blindages, au moins quand elles arrivaient sous une certaine incidence. Chez nous, des moyens analogues étaient mis en action : mitrailleuses et fusils à balles perforantes, canons de 37, canons de 75.

Chaque batterie dut avoir une pièce prête, en cas d'alerte, à sortir de son emplacement normal pour tirer sur les chars assaillants. Des dispositions furent prises pour que tous les organes de feux en mesure d'agir de leurs emplacements, ou d'arriver rapidement en un point important pour faire face au danger, fussent utilisés dans ce but.

L'aviation se préoccupa d'agir, avant même leur mise en œuvre, contre les tanks signalés à proximité du front.

Peu à peu la tâche des chars devint plus ardue et leur emploi plus délicat.

Contre ces ennemis, chaque jour plus nombreux et plus avertis, le char, en l'état actuel des choses, ne peut que se tourner vers l'artillerie et lui demander une protection plus grande et en particulier un emploi plus intense des fumigènes pour diminuer sa visibilité.

E. — *LES CHARS DANS L'AVENIR*

L'année 1918 a vu employer les chars dans les conditions les plus favorables. Elle a été l'époque de la supériorité du blindage mouvant sur les moyens mis en œuvre pour le tenir en échec.

Si les Allemands ont multiplié les pièces contre chars et introduit dans leur armement des fusils envoyant des balles de gros calibres, capables de perforer les cuirasses, ils n'ont pu réussir à dominer les nouveaux engins, chaque fois que ceux-ci ont été convenablement appuyés par les autres armes. L'effet de surprise a subsisté parce que la parade n'a pas eu le temps de se développer et de se mettre au point.

A l'avenir il n'en sera pas de même. La défense contre les chars blindés sera au premier rang des préoccupations tactiques. Des bouches à feu spéciales seront mises en service, des obstacles passifs plus complets seront créés pour s'opposer à la progression.

Eternelle lutte du canon et de la cuirasse, de l'obstacle passif et de l'assaillant.

A qui restera le dernier mot ? Nul ne peut le dire. Il y aura, comme dans la fortification terrestre, comme dans les navires de guerre, alternance des supériorités. Le terme de la dispute ne sera marqué que par la fin même des conflits armés.

Quoi qu'il en soit, les chars blindés figureront dans les guerres futures, très nombreux, malgré les effets sans cesse plus puissants des bouches à feu.

Les flottilles, les escadres de chars comprendront divers modèles répondant toujours aux besoins constatés : rupture brutale par de gros vaisseaux bien protégés, possédant des armes puissantes, à tir tendu et à tir courbe, brisant ou franchissant les obstacles passifs grâce à leur poids et à leurs dimensions. Ce sera la véritable artil-

lerie d'accompagnement, attaquant les ouvrages cuirassés laissés indemnes par la préparation d'artillerie.

Action souple et manœuvrière par des vaisseaux légers, nombreux, difficiles à saisir et qui, se précipitant à la suite des chars de rupture, régleront les résistances éparpillées sur le sol que l'action soit de l'artillerie, soit des gros chars n'aura pas anéanties. Ces chars légers feront partie intégrante de l'infanterie.

Il est fort probable aussi qu'un fait nouveau apparaîtra : la lutte de chars contre chars et que cette lutte prendra une importance croissante à mesure que se multiplieront les nouveaux engins. Les chars lourds y joueront le rôle principal grâce à leur supériorité de blindage et d'armement.

Leur vulnérabilité sera sans doute une gêne sérieuse qui limitera leur action aux heures de nuit ou de brouillard. Mais l'usage généralisé des nuages de fumée produits par l'artillerie, ou par les chars eux-mêmes, sera peut-être susceptible un jour de faire disparaître cette servitude.

Pour terminer, une question se pose encore.

Toute l'infanterie ne sera-t-elle pas dans l'avenir en chars ? Ne verra-t-on pas la carapace individuelle, actionnée par un moteur extra-léger ?

Peut-être.

Ce qui paraît en tout cas devoir être le premier pas de l'évolution dans ce sens, c'est la mise sous blindage de l'arme collective automatique.

Et plus tard, il est possible qu'apparaisse la conception du char-abri mobile, dans lequel le fantassin se réfugiera

dans les moments pénibles pour en ressortir ensuite, éclairer, combattre, frayer le chemin au monstre protecteur et revenir à son fortin mouvant.

Bien d'autres emplois surgiront sans doute en vue de faciliter les liaisons dans la zone battue. A côté des chars de télégraphie sans fil, on verra les chars-postes de commandement, les chars estafettes.

Le blindage mobile sera d'un emploi de plus en plus étendu.

CHAPITRE III

L'ARTILLERIE. — ÉVOLUTION. — PROBLÈMES D'AVENIR

A. — *DOCTRINES ET MATÉRIEL DE* 1914.

DOCTRINE ET MATÉRIEL FRANÇAIS.

L'infanterie française part en campagne, en 1914, avec son arme unique, le fusil, muni de sa baïonnette, et avec quelques rares mitrailleuses. Rien ne doit alourdir le « mouvement ».

Mêmes conceptions dans l'artillerie, qui comprend, au début de la guerre, 3.840 pièces de 75 (1), le canon à tout faire, avec seulement 300 pièces d'artillerie lourde, dont un tiers tout au plus à tir rapide.

Un programme de fabrications est intervenu enfin, après les leçons tirées des guerres contemporaines, mais sa réalisation est à peine ébauchée en 1914.

En fait, l'armée française ne possède qu'une artillerie légère, admirable d'ailleurs, très bien connue du personnel servant et des cadres, et qui donnera des effets terribles, grâce à son obus explosif à ricochet, lorsque la rapidité du tir sera utilisée à plein contre le personnel découvert. Et cette rapidité peut atteindre 15 à 20 coups

(1) Il existe, en outre, 120 pièces de 65 de montagne.

à la minute, contre les 10 coups du 77 allemand, limite extrême que le matériel supporte mal.

Mais cette supériorité même ne jouera pas au début, le 75 ne travaillera qu'à faible débit, ne fût-ce qu'en considération de la faiblesse des approvisionnements en munitions constitués : 1.400 obus au plus par pièce, avec, pour le renouvellement des stocks, une fabrication quotidienne prévue de 13 à 14.000 coups, ce qui représente une moyenne inférieure à quatre coups par pièce et par jour.

L'artillerie de 75 et ses munitions seront donc employées suivant des dosages réduits. On engagera le juste nombre de canons nécessaires pour battre les objectifs dévoilés. On conservera disponibles le plus de pièces possible, pour avoir le dernier mot dans une sorte de lutte par ripostes successives.

L'artillerie « appuiera » la marche de l'infanterie. Peu de concentrations de feux, parce que, si la recherche de la destruction est théoriquement préconisée, la tendance est nette vers la neutralisation, moins coûteuse en projectiles mais à cause de cela même peu efficace.

Enfin le 75, dont la portée moyenne admise est inférieure à 4.000 mètres, devra d'abord tirer sur les hauteurs extrêmes, puis recourir à l'artifice de la crosse enterrée pour augmenter péniblement son champ d'action en face d'une artillerie qui tire jusqu'à sept kilomètres et sept kilomètres et demi avec son 105 et son obusier de 15, et peut ainsi agir en restant elle-même hors d'atteinte.

DOCTRINE ET MATÉRIEL ALLEMANDS.

La situation allemande en 1914 est la suivante : nos adversaires possèdent 5.400 pièces dites d'artillerie de campagne, dont 3/4 du calibre de 77, nettement inférieur à notre 75, et 1/4 en obusiers de 105 qui doivent en réalité prendre place dans l'artillerie lourde.

De plus, 656 pièces de 150 millimètres sont affectées aux corps d'armée, et, enfin, une réserve générale à la disposition du haut commandement comprend près de 1.400 pièces.

Au total : 2.000 pièces lourdes.

En comprenant dans la lourde les 105 des divisions, on constate que la proportion est d'environ 2 pour l'artillerie légère, contre 1.7 pour l'artillerie lourde.

Ces chiffres sont intéressants par l'indication qu'ils donnent quant aux conceptions allemandes sur l'emploi de l'artillerie.

La notion de la puissance du feu est nettement entrée dans la mentalité de nos adversaires, et il en résulte une doctrine très uniforme dans toutes les armes.

A l'allant de notre cavalier, portant haut sa latte ou sa lance, le cavalier allemand répondra par le traquenard de la mitrailleuse embusquée sur une ligne de retraite déterminée d'avance.

A la ruée héroïque — trop ardente — de notre infanterie, riposte analogue des mitrailleuses en batterie derrière les fils de fer.

De même, en matière d'action d'artillerie, les Allemands vont rechercher la mise hors de combat de nos batteries par des pièces maintenues au-delà de la portée

des nôtres, ce qui donnera toute liberté pour agir ensuite sur les autres objectifs.

Cette besogne sera entreprise dans les corps d'armée allemands avec 144 pièces de 77 et 105, plus 16 pièces de 150, contre les seuls 120 canons de 75 du corps d'armée français. Le succès sera d'ailleurs très relatif et les « gros noirs », les « marmites » de l'époque, employés avec parcimonie, tous pourvus de fusées à retard donnant des entonnoirs profonds, enverront leurs éclats vers le ciel et ne vaudront guère que par les coups au but, par le bruit, la fumée et l'effet moral, de même que les « shrapnells » de leur artillerie légère, tirés trop haut, seront sans effet sérieux, jusqu'au moment où des indiscrétions assez sottes, sinon criminelles, auront amené les Allemands à modifier leurs hauteurs d'éclatement.

Quoi qu'il en soit, l'impression morale sera grande, et la surprise de l'artillerie « lointaine » (plutôt que lourde) aura une grosse importance sur la mise en train de la guerre.

Peut-être pourrait-on caractériser les deux doctrines en disant que chez les Allemands il y a eu utilisation systématique du mouvement et de la manœuvre pour amener l'adversaire — dont les tendances sont connues — sous le feu, d'abord du canon, puis des armes automatiques, et pour le briser avant d'accepter l'abordage. Tandis que chez les Français on ne concevait l'emploi du feu que pour permettre le mouvement et l'attaque le plus tôt possible à la baïonnette.

Mais il serait exagéré de dire que les Allemands avaient prévu la nature de la guerre qui allait se développer des

Vosges à la Mer. En mettant en service leurs pièces lourdes, ils ne cherchaient pas autre chose que la supériorité du matériel dans une guerre courte, toute de mouvement. Ils ne se doutaient certes pas de l'extension de puissance formidable qu'allait prendre l'arme de l'artillerie, sous l'influence d'une stabilisation prolongée, conséquence de l'équilibre des forces.

Pour permettre de se rendre compte, sans plus tarder, de l'importance de cette extension, il faut jeter un coup d'œil sur la situation de fin de guerre.

En 1918, les Allemands auront près de 12.500 pièces de campagne, dont 1/3 — et non plus 1/4 — d'obusiers et 7.860 pièces lourdes, non compris 110 batteries d'artillerie lourde à grande puissance ou de pièces de marine à tracteurs.

La proportion de lourde s'est donc accrue encore chez nos adversaires, au point de prendre la prépondérance, au point de vue numérique, sur l'artillerie légère.

Mais l'évolution est bien plus frappante du côté français, en raison du point de départ.

Contre 3.840 en 1914, nous avons, fin 1918, près de 5.000 pièces de 75.

Contre 300 pièces lourdes, plus de 5.000.

Ce qui donne, comme proportion de lourde et de légère, en 1914, 1/13, en 1918, 1/1.

On voit le chemin parcouru.

Encore faut-il faire remarquer que la majorité de nos pièces lourdes nouvelles sont à tir rapide, alors qu'il n'y en avait, comme nous l'avons signalé au passage, qu'un tiers en 1914.

Les proportions sont analogues chez les Anglais, qui ont créé leur artillerie pendant la guerre, et ont terminé celle-ci avec environ 3.600 pièces légères et 3.200 pièces lourdes en service.

B. — *LA GUERRE SUR LES POSITIONS. TRAVAIL « EN PUISSANCE ». — LA DESTRUCTION*

Les doctrines allemandes et françaises, établies toutes deux en vue de la guerre de mouvement, ont à peine le temps de montrer leurs faiblesses, soit de principe, soit d'application, que se produit la stabilisation.

Après la Marne, la guerre prend un caractère tout particulier, qui conduit rapidement aux procédés de la guerre de siège.

L'infanterie, après de cruelles expériences dans des actions insuffisamment préparées, réclame d'énergiques actions d'artillerie. La liaison entre les deux armes se fait plus étroite peu à peu et est réalisée d'une manière satisfaisante au milieu de 1915 grâce à la juxtaposition des postes de commandement, et à l'envoi d'officiers et de gradés observateurs d'artillerie, qui vont vivre dans la tranchée même, avec les fantassins.

Ceux-ci exigent du 75 une activité incessante, une coopération immédiate, dès que l'ennemi manifeste son activité, ou dès que l'ordre vient d'entreprendre une opération, si minime soit-elle.

Le barrage défensif devient une nécessité dominante, surtout au point de vue moral, et le 75 remplacera longtemps la mitrailleuse, trop peu nombreuse, et les engins d'infanterie, qui ne sont introduits que lentement dans les unités.

La lourde, lorsqu'elle sera plus nombreuse et aura révélé sa puissance, ne sera pas l'objet de moindres exigences.

Elle s'accroît assez rapidement de toutes les pièces empruntées aux batteries de places et de côtes, mises par des procédés divers, en état de servir sur le front, et auxquelles s'ajoutent les matériels modernes, au fur et à mesure des fabrications.

L'orientation vers un emploi scientifique de l'artillerie et les facilités données par l'immobilisation du front, amènent un développement considérable des moyens d'observation et d'investigation de toutes sortes, des transmissions, des procédés de liaison, de toute la documentation pouvant intéresser la préparation du tir.

L'exécution de ce dernier devient méthodique et précise à l'extrême. Elle comporte surtout des destructions générales et complètes, auxquelles se surajoute la neutralisation s'il est besoin, mais comme pis-aller.

Dans l'attaque, le barrage mouvant apparaît. Il marque, peut-être, le maximum d'union, de coopération des armes sœurs, puisque infanterie et artillerie agiront suivant un horaire réglé à la minute. Mais c'est à la vérité une union trop rigide, en dépit des atténuations et des perfectionnements apportés pour donner plus de souplesse au système né de ce que l'infanterie, non encore remise en confiance après les mésaventures anciennes, a une tendance, contre laquelle elle réagira d'elle-même plus tard, à ne plus marcher qu'à la remorque des projectiles d'artillerie.

Cette réaction se fera sentir d'abord dans la défensive :

le barrage automatique de 75 cessera d'être aussi nécessaire, lorsque les moyens propres de l'infanterie auront été accrus et qu'elle aura pu en apprécier l'efficacité.

La notion simpliste du barrage placé sous les yeux du fantassin fera place alors à celle de la contre-préparation offensive, mettant en jeu tous les calibres y compris le 75, moins perceptible peut-être aux occupants des premières lignes mais singulièrement plus efficace pour tuer dans l'œuf les tentatives adverses.

C'est, en résumé, une période de travail « en puissance ». Ces procédés, peut-être excessifs, résultent d'une réaction nécessaire, contre les errements antérieurs, mais présentent des inconvénients très importants qui vont amener des transformations radicales de la doctrine et des procédés.

C. — *TRAVAIL « EN VITESSE ». LA NEUTRALISATION.*

A mesure que les mises en service se multiplient, les plus grandes disponibilités en artillerie conduisent à l'extension constante des fronts d'attaque, pour obtenir des résultats d'ensemble, seuls capables de procurer une décision.

Mais, pour effectuer des destructions sur de telles étendues, avec le débit des canons modernes, on arrive à des consommations de munitions capables d'épuiser les stocks les plus importants et de mettre en défaut la fabrication la plus active.

D'autre part, nous l'avons déjà souligné, les préparations longues ont l'inconvénient de ne laisser aucune

incertitude sur les intentions de l'assaillant, et elles écartent, a priori, le profit que celui-ci doit toujours chercher à tirer de la surprise.

Rien ne peut, en effet, empêcher, au delà de la portée du canon, la mise en place d'une artillerie de renforcement, ainsi que le rassemblement de réserves qui interviendront pour limiter l'irruption et pour contre-attaquer au moment où, fatigué par sa propre avance, l'agresseur se verra privé d'une très grosse partie des moyens mis en œuvre pour le premier acte de la bataille.

Aussi, arrivera-t-on, de part et d'autre, à la conception d'opérations plus vivement menées en vue d'obtenir le débouché en terrain libre, avant que l'adversaire ne se soit ressaisi, et renoncera-t-on aux destructions, radicales sans doute, mais trop longues, pour se rabattre sur la neutralisation comme procédé principal.

Les attaques que les Allemands seront à même de fournir en 1918, grâce à la situation stratégique, seront caractérisées ainsi par des préparations très courtes — de deux à six heures — mais extrêmement violentes, dans le but d'obtenir une neutralisation générale de la défense en produisant une impression morale considérable. Cette neutralisation des batteries, des observatoires, des postes de commandement, des organes d'infanterie, sera poussée aussi loin que possible. Elle sera poursuivie en avant de l'infanterie en marche pour l'attaque, au moyen d'un barrage roulant, à vitesse très ralentie. Enfin, l'artillerie appartenant aux divisions sera portée en avant, chaque régiment d'infanterie ayant sa propre artillerie d'accompagnement, chargée de l'appuyer par des actions instantanées à tous les moments de la progression.

Ces procédés ont donné des résultats importants, le 21 mars sur les Britanniques, le 27 mai sur les Français ; ils ont été inopérants en Champagne, le 15 juillet, parce que la surprise a été éventée complètement et que le défenseur a su trouver la parade appropriée (1). Tant il est vrai que l'art de la guerre doit se renouveler sans cesse.

Les mêmes procédés seront mis en action du côté français lorsque l'heure de la contre-offensive sera venue. Les résultats seront remarquables, d'abord parce que les Allemands se seront épuisés, ensuite parce que la technique du tir aura réalisé de très grands progrès et permettra d'éviter les réglages processionnels qui dévoilent la présence des batteries nouvelles, donnent l'alerte, et écartent la surprise.

Enfin, l'entrée en action, massive, des chars légers capables de rompre les défenses accessoires sans l'intervention du canon, sera un élément de succès important, surtout parce qu'il permettra de laisser l'artillerie silencieuse jusqu'au dernier moment.

La formule de la guerre de mouvement en 1918 comportera donc, des deux côtés, des préparations brèves, ou pas de préparation du tout, mais une neutralisation puissante pendant l'exécution de l'attaque, en même temps qu'un appui constant de l'infanterie, grâce à des déplacements rapides prévus.

Cette dernière condition restera la plus difficile à réaliser. Nous reviendrons plus loin sur la question.

(1) Cette parade a consisté à laisser tomber dans le vide, sur des positions évacuées, l'effort initial — artillerie et infanterie — de l'assaillant pour riposter ensuite à l'aide de moyens intacts parfaitement coordonnés, contre un ennemi déconcerté.

D. — *UNE RÉVOLUTION DANS LA TACTIQUE D'ARTILLERIE. — NEUTRALISATION PAR LES OBUS DITS SPÉCIAUX.*

Le 22 avril 1915, aux environs d'Ypres, les Allemands violant une fois de plus la convention de la Haye, procèdent à l'émission d'une nappe chlorée.

Nos hommes sont complètement surpris, dans ce secteur calme, par un mode d'action insoupçonné. Il n'existe, bien entendu, aucun moyen de protection et les pertes sont lourdes. Une brèche de plusieurs kilomètres est ouverte par laquelle les Allemands pourraient s'introduire à la suite des troupes ébranlées. Mais la situation se rétablit et tout se borne à un succès purement local. Peut-être notre adversaire n'avait-il pas aperçu lui-même toute l'efficacité de la surprise ainsi réalisée.

On peut, en tout cas, se féliciter que l'expérience ait été aussi limitée et que le commandement allemand n'ait pas ajourné l'emploi de ce nouveau moyen d'action jusqu'au moment où il eut pu développer son attaque sur un front plus vaste permettant une exploitation à grands résultats.

Quoi qu'il en soit, la guerre des gaz était ouverte. Elle n'allait pas se borner à l'émission des nappes gazeuses, et, dès juillet 1915, les Allemands lançaient, dans la région de Souchez et en Argonne des projectiles toxiques (1).

---

(1) Il semble prouvé, en outre, que les Allemands avaient envoyé dès février 1915, dans les dunes de Nieuport, des mines à gaz irritant, qui n'occasionnèrent d'ailleurs pas d'accidents très graves.

De part et d'autre les études furent dès lors poursuivies avec ardeur, soit pour conserver l'avance obtenue, soit pour rattraper l'adversaire.

Les projectiles à gaz allèrent se diversifiant de plus en plus par la nature des produits chimiques contenus et par les effets obtenus.

On vit apparaître, avec des alternatives de succès et de déboires provenant des difficultés de fabrication ou d'un emploi mal compris sur le champ de bataille, des types qui se classent en toxiques, foudroyants, suffocants, lacrymogènes, vésicants, sternutatoires.

L'ensemble constituait les projectiles « spéciaux » qui comprennent également les obus incendiaires et les fumigènes.

La conception première était bornée à la recherche du tir à tuer, en réalisant aux distances du tir d'artillerie une nappe de gaz que les « batteries de bouteilles » ne permettaient pas de prolonger aussi loin.

Mais la défense faisait, elle aussi, des progrès et les moyens de protection allaient se perfectionnant, ainsi que l'instruction de la troupe, au point que bientôt les pertes résultant des attaques aux gaz se limitaient à l'extrême.

Le mode de protection principal consistait dans le port d'un masque capable de filtrer l'air, avant son passage dans les voies respiratoires et de garantir les yeux.

Les appareils répondant à ces desiderata présentaient fatalement l'inconvénient d'apporter une gêne au jeu de la respiration, gêne supportable chez des hommes immobiles, mais très sensible et aboutissant à une fatigue

considérable chez ceux qui devaient assurer un service de combat.

On s'avisa alors d'employer massivement les obus toxiques en tir prolongé à cadence lente, pour obliger au port du masque pendant plusieurs heures consécutives et provoquer chez l'ennemi la fatigue, voire l'abattement pouvant l'empêcher d'agir.

C'était un mode nouveau de neutralisation, qui allait prendre une importance de plus en plus grande, surtout sur les batteries.

Les différentes sortes d'obus spéciaux permettaient d'ailleurs cette neutralisation sur tous objectifs avec une efficacité et une diversité d'action remarquables.

A côté de la neutralisation du personnel, dont nous venons de parler, obtenue par la gêne visuelle et respiratoire, résultant du port du masque, et par la fatigue consécutive au port prolongé, ce fut la neutralisation des observatoires par la création d'un écran formé par l'éclatement des obus fumigènes, pour empêcher de suivre la marche de l'attaque et en particulier d'agir contre les chars.

Ce fut aussi la neutralisation de certaines parties du terrain, lieux habités et bois, à l'aide d'obus incendiaires forçant à l'évacuation, et celle de zones très étendues par l'emploi d'obus à effets nocifs persistants, surtout lorsque l'ypérite eut fait son apparition.

Les premiers résultats sérieux dans ce sens apparurent en juillet 1916 sur la Somme où, dans certains secteurs de nos attaques, l'artillerie allemande fut réduite au silence pendant plusieurs jours.

Mêmes constatations à Verdun, au moment de l'attaque sur Douaumont, en octobre 1916.

La méthode adoptée consistait généralement à assaillir la zone à neutraliser par des rafales vives, puis à procéder à un tir ralenti et irrégulier avec reprises violentes de temps à autre. Les périodes de tir rapide avaient pour but de s'assurer le bénéfice de la surprise sur des adversaires n'ayant pas encore eu le temps de mettre le masque ou l'ayant retiré par lassitude.

Les effets constatés sur nos troupes et ceux — plus tard connus — obtenus sur nos adversaires furent tels que l'obus toxique eut droit de cité indiscutable parmi les obus déjà en service.

Il fallut se rendre à l'évidence, en dépit des tendances hostiles, du scepticisme résultant le plus souvent de l'ignorance et adopter, bon gré mal gré, les nouvelles méthodes de tir.

Fin 1917, la neutralisation par toxiques s'étend à des zones très vastes du champ de bataille, et la consommation des obus spéciaux s'intensifie.

Dans toutes les offensives, le plan de neutralisation en comporte l'emploi, prévu pour le cas où les circonstances atmosphériques ne seraient pas contraires.

On a soin simplement d'utiliser alors des produits fugaces, qui n'interdiront pas le terrain à conquérir aux unités d'attaque lorsqu'elles se porteront en avant.

Dans la défensive au contraire, on a recours aux produits persistants, rendant intenables pendant des heures et des jours, les régions d'éclatements.

Parmi ces produits, il en est un qui mérite une men-

tion particulière, c'est l'ypérite, le fameux vésicant aux conséquences lointaines et redoutables, atteignant les muqueuses, les parties humides et fines de la peau, et donnant des accidents pulmonaires de la plus haute gravité.

Les Allemands l'employèrent, pour la première fois, au milieu de 1917, sur Ypres et sur Arras.

Nous étions distancés et nous ne devions répondre avec une réelle efficacité, par l'emploi d'un produit de même nature qu'en avril 1918. Cette avance des Allemands fut, à un moment donné, une source d'inquiétude réelle, car les effectifs des unités attaquées souffraient beaucoup et la lutte contre l'ypérite s'accusait la plus décevante qui soit.

Le vrai remède consistait dans une riposte énergique par les mêmes procédés. Les preuves abondent que cette riposte, si elle se fit attendre, fut du moins d'une efficacité redoutable.

Ainsi l'apparition des obus toxiques et de leur méthode rationnelle d'emploi en vue de neutralisations étendues, a été une véritable révolution dans la tactique d'artillerie.

On est loin, avec ces procédés « chimiques » des neutralisations théoriques de 1914.

La vogue et l'importance des procédés nouveaux apparaît dans les chiffres d'obus spéciaux expédiés aux armées pendant la guerre, et qui atteignent plus de onze millions de cartouches de 75, tant toxiques et suffocants (9 millions) que lacrymogènes, fumigènes et à ypérite ; plus de trois millions d'obus lourds, sans compter les bombes

de l'artillerie de tranchée et les grenades à main suffocantes.

Ce développement conduit à affirmer qu'une lutte nouvelle verrait s'augmenter encore l'usage des produits chimiques.

Sans doute des conventions internationales proscriront, demain comme hier, ces procédés « barbares » mais nous avons assez souffert de nos illusions en matière d'engagements de ce genre, pour ne pas retomber dans les erreurs passées et ne pas nous tenir prêts à toutes éventualités. Quel projectile emploiera-t-on alors ? C'est ici le domaine des surprises de laboratoire. Vaste domaine à notre époque.

Il est probable que les projectiles ne seront pas seulement neutralisants, mais auront un pouvoir de destruction sans cesse plus grand.

Et la leçon qui se dégage, c'est qu'il faudra, dans l'avenir, une union particulièrement intime entre les laboratoires, les artilleurs et les états-majors, pour poursuivre la lutte ouverte en 1915, entre le masque et le toxique.

E. — *PLURALITÉ ET COMPLEXITÉ GRANDISSANTES DES MISSIONS DE L'ARTILLERIE.*

Lorsqu'on examine un plan d'emploi de l'artillerie établi pour l'une des grandes attaques où cette arme était appelée à développer son maximum de puissance, on est frappé du nombre des tâches qui lui sont dévolues et de leur singulière complexité en présence d'un adversaire qui a développé, lui aussi son matériel et perfectionné ses méthodes.

Ces missions restent les mêmes, qu'il s'agisse de la guerre sur positions, ou de la lutte en terrain libre ou succinctement organisé. Il n'y a que des différences de degré dans la puissance.

C'est en considérant le programme d'action maximum, que l'on comprendra mieux ce que doit être un système d'artillerie complet.

Chargée d' « ouvrir la voie à l'infanterie en brisant les obstacles qui s'opposent à sa marche », l'artillerie s'attaque à l'artillerie rivale, pour l'empêcher de désorganiser notre attaque, d'en interdire le débouché et la progression ultérieure, et de s'opposer à l'action de nos batteries chargées d'appuyer immédiatement l'infanterie.

C'est la besogne de la « *contre-batterie* », visant en principe la destruction des batteries adverses et des organes qui lui sont indispensables pour l'exécution du tir, observatoires, ballons, avions.

Mais cette destruction intégrale n'est pas toujours possible, quels que soient les moyens appliqués, le temps accordé, et les consommations de munitions consenties. Il faudra toujours envisager, au moins comme complément, la neutralisation, forme de lutte d'une efficacité seulement temporaire, considérée longtemps, nous l'avons vu, comme un pis-aller.

L'artillerie ennemie est ainsi réduite, sinon au silence, du moins à une action insuffisante pour s'opposer aux progrès de l'attaque. Mais il faut encore détruire les organisations défensives auxquelles celle-ci va se heurter, en ouvrant dans les réseaux de larges brèches, en cherchant la destruction de tous les organes de feu repérés

dans le lacis des tranchées, en usant le personnel par les pertes et par l'atteinte portée à son moral, en gênant les relèves, les arrivées de renforts, les ravitaillements en munitions et en vivres.

Plus loin en arrière, l'ennemi sera entravé dans toutes ses opérations par des harcèlements sur les voies de communications, sur les établissements, et par la destruction, quand ce sera possible, des points délicats, tels que les ponts, les viaducs, les gares.

Lorsque l'attaque sera imminente, l'ennemi, sentant grandir la menace, ne manquera pas de préparer des attaques préventives, destinées à rompre avant sa mise en action notre dispositif offensif.

L'artillerie devra prévenir ces actions éventuelles par de véritables *contre-préparations*.

L'attaque d'infanterie partie, il faut l'appuyer de telle manière que les défenseurs terrés sous les tirs de préparation n'aient pas le temps de se ressaisir et de gagner leurs emplacements de combat. C'est le but du *barrage roulant*, derrière lequel marchent au plus près les unités d'assaut.

Des contre-attaques locales peuvent surgir ; les points de rassemblement reconnus ou éventuels seront battus.

Les flanquements, dont on connaît le rôle décisif, seront neutralisés avec soin.

Les observatoires ayant des vues sur la zone parcourue par l'attaque et à même de renseigner l'ennemi sur les progrès de celle-ci, seront aveuglés.

Enfin, cette zone sera isolée pour empêcher l'arrivée des secours et pour s'opposer à l'exercice du commandement.

Les dotations d'artillerie qu'on a été amené à considérer comme nécessaires pour satisfaire à ces exigences sont les suivantes, variables suivant le degré de solidité de l'adversaire :

1 pièce de campagne (canon de 75) pour 15 à 25 m. de front ;

1 pièce d'artillerie lourde destinée à la destruction et 1 pièce destinée à la contre-batterie, par 25 à 30 mètres de front ;

1 pièce d'artillerie de tranchée pour le même front.

S'ajouteront encore les pièces d'artillerie lourde à grande puissance dont la dotation dépendra des objectifs justiciables de ces pièces spéciales.

L'aperçu ci-dessus donne une idée de l'importance des missions de l'artillerie dans une attaque contre un ennemi solidement implanté dans le sol et en possession de tous ses moyens (1). On voit quelle quantité de matériel est nécessaire pour les remplir et aussi quelle variété, car les objectifs indiqués par les organes de renseignements, et portés sur les plans détaillés dont les données serviront de bases aux plans d'emploi, se diversifient encore, dans chaque catégorie, par leur degré de protection et par leur éloignement des batteries chargées de les atteindre.

Il faudra, d'autre part, non seulement employer des matériels différents par la puissance et la portée, mais aussi, avec chaque matériel, utiliser des projectiles variés, à charges plus ou moins fortes, à capacité de pénétration

---

(1) Elles ne sont pas moins complexes dans la défensive.

plus ou moins grande, à fusées donnant des éclatements instantanés ou retardés, suivant l'importance du bouleversement à obtenir.

Nous examinerons ci-dessous et successivement :

1° ce que doit être un « système d'artillerie » établi pour répondre aux besoins apparus ;

2° ce que doivent être les projectiles d'artillerie appropriés aux mêmes besoins.

F. — *SYSTÈME D'ARTILLERIE.*

La pluralité et la complexité des missions énumérées ci-dessus exigent tout une gamme de matériels.

Cette gamme, nous l'avons vu, a été improvisée en France pendant la guerre, d'abord en recourant à des matériels anciens, améliorés pour accroître leur rendement, puis en fabriquant en grande hâte des matériels modernes.

C'est dire que l'ensemble de l'artillerie française ne constituait pas un « système d'artillerie » ordonné et que les types de pièces étaient fort nombreux, ce qui présente des inconvénients considérables au point de vue du ravitaillement en munitions, des réparations et des remplacements, et aussi au point de vue de l'emploi.

Il en était de même, d'ailleurs, chez les Allemands, qui n'avaient pas moins de 150 modèles de canons, dont 40 étrangers.

Si, à l'heure actuelle, on pouvait, faisant table rase des matériels existants, constituer entièrement un système d'artillerie, on verrait apparaître les grandes catégories ci-après :

Une artillerie légère, comprenant deux subdivisions. Une artillerie appelée à suivre l'infanterie, à l'*accompagner* dans ses rangs mêmes au cours de la progression, en vue de répondre sans l'aléa des liaisons et des transmissions lointaines, aux demandes d'intervention immédiate.

On a, pendant la guerre, cherché à cette question d'accompagnement des solutions de fortune dans l'emploi de pièces de campagne tirées au besoin à la bricole et dans les canons de petit calibre affectés à l'infanterie ou mis sur chars.

Les Allemands ont eu jusqu'à dix types de canons servant à accompagner les troupes d'assaut, depuis leurs canons de calibres faibles, analogues à nos 37, jusqu'aux pièces de montagne et aux canons de 77 mis sur roues basses.

Les objectifs de cette artillerie seront naturellement ceux que ni les engins d'infanterie, ni les chars légers, munis de canons de petit calibre, ne pourront réduire : les mitrailleuses et canons avancés et protégés par des blindages, se révélant soudain au cours de la marche et aussi, de plus en plus à l'avenir, les chars lancés avec les contre-attaques d'infanterie. D'où la nécessité d'une certaine puissance.

Appelée à se mouvoir dans des terrains de parcours difficile et à des distances de l'ennemi où les attelages ne sauraient être poussés, cette artillerie serait avantageusement, peut-être nécessairement, mise sur chenilles. Elle serait en outre blindée, puisque destinée à opérer dans la zone d'action des armes automatiques adverses.

On aboutit ainsi à une artillerie sur chars, apparue déjà pendant la guerre mais non généralisée, composée de mortiers et de canons d'un calibre égal à celui de l'artillerie de campagne pour utiliser les mêmes projectiles — question de facilités de ravitaillement — et ayant une portée réduite à quelques kilomètres, suffisante pour les missions prévues.

La deuxième catégorie d'artillerie légère aura, elle aussi, pour mission de travailler au profit immédiat de l'infanterie, et à la demande de celle-ci, grâce à une liaison étroite obtenue par les moyens électriques de transmission et par les coureurs.

Elle accompagnera l'infanterie, mais par ses feux, et en ne se déplaçant qu'aux moments où la progression des bataillons d'attaque met les pièces à bout de souffle et exige leur poussée rapide en avant pour qu'elles puissent recommencer à agir à bonne portée. C'est la formule ancienne, toujours nécessaire mais désormais insuffisante, de l'accompagnement.

Les caractéristiques du matériel seront celles du canon de campagne moderne, capable de tirer sous de grands angles, afin d'atteindre une portée d'une douzaine de kilomètres.

Auprès de cette artillerie légère, de calibre unique, prendraient place *des artilleries lourdes*, progressives, de moyen, de gros calibre, et à très grande puissance, chacune comptant un ou plusieurs types de canons courts, obusiers ou mortiers, un ou plusieurs canons longs ; les premiers destinés au tir courbe, en vue d'obtenir des effets d'écrasement, les seconds chargés des tirs

lointains et portant aux grandes distances à la fois les effets de l'artillerie légère et ceux de la lourde courte.

Les calibres seront d'ailleurs aussi peu nombreux que possible en vue d'obtenir une gamme très réduite de projectiles,

Le moyen calibre devra encore être capable de se déplacer avec facilité à la suite de l'infanterie, ce qui conduirait à adopter un calibre légèrement supérieur à 100 millimètres. Les portées seraient d'une douzaine de kilomètres pour l'obusier, quinze kilomètres pour le canon.

Immédiatement au-dessus, avec des portées analogues, un obusier et un canon de 150 millimètres environ.

Plus haut encore dans l'échelle de la puissance, les mortiers de l'ordre de nos 220 ou de nos 240, envoyant à douze kilomètres de fortes charges d'explosif pour les grosses destructions et, dans l'échelle des portées, un canon de 155 à grande puissance atteignant 25 kilomètres.

L'artillerie lourde à très grande puissance aurait des mortiers rappelant les premiers du genre, les 420 allemands, mais appelés peut-être à dépasser ce calibre en vue des progrès à prévoir dans la construction des bétonnages, et à tirer des projectiles formidables d'une tonne, de deux tonnes même, jusqu'à vingt kilomètres.

Avec ces mortiers, l'A. L. G. P. servirait enfin des canons à très grandes portées, s'étendant jusqu'à 50-60 kilomètres et au-delà.

C'est dans cette catégorie que prendrait place la réplique au fameux canon allemand qui tira sur Paris en

1918. Avec un calibre de 240, cet engin devrait avoir une portée de 150 kilomètres, peut-être plus.

Et l'emploi de ces monstres ne constitue pas seulement une satisfaction accordée à l'opinion publique, il correspond à une nécessité matérielle qui apparaîtra dans la prochaine guerre dès que l'on se trouvera à portée lointaine d'objectifs importants, comme sont aujourd'hui les grands centres industriels et même simplement les grandes agglomérations si, comme on peut s'y attendre, les luttes futures accentuent encore le caractère de luttes de peuples contre peuples, visent plus que jamais l'anéantissement ou l'affaiblissement à l'extrême de l'adversaire et s'efforcent d'atteindre le moral de l'arrière en laissant de côté toute préoccupation sentimentale ou humanitaire.

ARTILLERIE DE TRANCHÉE.

L'organisation, pendant la stabilisation du front occidental, de positions fortifiées sans cesse renforcées eut pour conséquence la mise en œuvre, en rase campagne, des minenwerfer qui existaient en Allemagne en vue de l'attaque de nos places fortes.

Nous répondîmes par des improvisations d'abord, en aménageant par exemple les mortiers lisses de 15 centimètres et les canons de 80 millimètres, puis par la mise en service de matériels fabriqués de toutes pièces.

Le premier utilisé fut le 58, qui envoyait à 250 mètres seulement une bombe à ailettes contenant 6 kilogrammes d'explosifs.

Des calibres supérieurs apparurent ensuite, parmi lesquels les 150 et les 240, après des modifications aux types primitifs, subsistèrent seuls dans les programmes de fabrication, avec des bombes respectives de 17 et 80 kilogrammes, portant toutes deux à 2.000 mètres environ.

Ces matériels constituaient une artillerie lourde moins coûteuse à fabriquer et qui pouvait être employée, à cause des faibles distances de tir contre des objectifs, réseaux et ouvrages, très proches de nos propres lignes, sans risquer d'atteindre celles-ci.

L'artillerie de tranchée subsistera sans doute dans l'avenir, en vue de procurer sur les fronts stabilisés un appoint de puissance facile à réaliser.

G. — *LES MUNITIONS.*

LES PROJECTILES DIVERS.

Un canon ne vaut que par sa munition, puisqu'en fin de compte c'est celle-ci qui agit sur l'objectif.

L'étude des effets de la munition, de ses qualités de puissance, de son aptitude à varier son action suivant les résultats recherchés et les obstacles à vaincre, n'est donc pas séparable de l'étude du « système d'artillerie ».

En outre, avec la rapidité de tir des canons modernes et les consommations qui en résultent, la question de fabrication est primordiale, ainsi que celle des transports depuis les usines jusqu'aux batteries.

Le 75 tirait, en 1914, deux projectiles, le shrapnell et l'obus explosif. Les approvisionnements du début, dont

la faiblesse a été soulignée déjà, comptaient 60 % d'obus à balles contre 40 % d'explosifs, mais devant les résultats comparatifs obtenus, la proportion fut vite renversée et l'obus explosif prit une place sans cesse plus importante.

Le shrapnell ou obus à balles éclate fusant, c'est-à-dire que, grâce à une fusée réglée en durées, et qui fonctionne dès le coup parti, la charge contenue dans le projectile détonne avant l'arrivée au sol. Les balles incluses dans le projectile sont alors projetées en une gerbe rappelant celle d'une pomme d'arrosoir.

L'obus explosif est pourvu d'une charge, aussi forte que possible, d'explosif brisant. C'est l'enveloppe qui fournit les éclats, ceux-ci se répartissant en majeure partie suivant une nappe à peu près normale à la trajectoire, et donnant, dans l'ensemble, un cône très ouvert, ayant pour sommet le point d'explosion.

Une caractéristique intéressante de ce projectile est de fonctionner percutant, c'est-à-dire après contact avec le sol, mais avec un léger retard, qui a pour conséquence de ne le faire exploser qu'après ricochet.

C'est le fameux coup de hache.

En 1914, la qualité de l'acier, la puissance de la mélinite employée, faisaient de l'obus explosif de 75 un projectile redoutable contre lequel les Allemands ont cru devoir protester, ce qui ne manque pas de saveur, au nom des scrupules humanitaires.

Leurs récriminations furent sans influence, est-il besoin de le dire, mais les difficultés de la fabrication, au cours de la lutte, amenèrent une baisse de qualité

regrettable, et les obus explosifs de 1918 ne valaient pas les excellents projectiles d'avant-guerre (1).

Les deux types ci-dessus, obus à balles, obus explosif, se retrouvent dans tous les petits et les moyens calibres, qui doivent agir à la fois sur le personnel et sur les obstacles.

Les gros calibres n'emploient d'une manière générale que l'obus explosif, chargé en produit moins brisant que l'obus de calibre inférieur. Celui-ci doit en effet, lorsqu'il éclate à l'air libre, imprimer des vitesses considérables aux éclats tandis que les obus de gros calibre n'interviennent que comme obus de déblaiement ou de rupture et explosent à l'intérieur des masses couvrantes qu'ils doivent disjoindre et renverser.

Certains artilleurs verraient sans regret disparaître l'obus à balles, qui est d'un réglage délicat et dont la fabrication présente des difficultés.

Ils donnent en outre comme argument que l'explosif, s'il a des effets plus localisés lorsqu'il est tiré fusant contre le personnel, a en revanche une action terrifiante par la mise en lambeaux des gens touchés, tandis que l'obus à balles donne des atteintes plus nombreuses mais bien plus légères.

L'abandon de l'obus à balles serait peut-être prématuré à l'heure actuelle, car il trouve un emploi logique contre l'infanterie disséminée dans des abris non couverts, en particulier dans les trous d'obus.

---

(1) Cette question relève de la mobilisation industrielle dont il a été parlé dans la première partie.

Quoi qu'il en soit, les divers obus explosifs seront de plus en plus munis de fusées à multiple effet, permettant de les tirer soit fusants, soit percutants instantanés ou à ricochet contre le personnel, soit percutants avec des retards plus ou moins longs, contre les obstacles.

Les canons à très longue portée verront leurs projectiles munis de fusées à mécanisme d'horlogerie, permettant le tir fusant même aux très grandes distances.

A côté des projectiles agissant par leur explosif et leurs éclats, a pris place, pendant la guerre, une importante catégorie de nouveau-venus.

Ce sont les obus spéciaux, dont le rôle a grandi considérablement, malgré la courte durée de leur évolution. Nous en avons parlé plus haut dans un chapitre particulier.

LES QUANTITES CONSOMMÉES.

Nous avons déjà signalé l'importance du problème des munitions en indiquant la complexité des effets qu'il y a lieu de rechercher selon la nature des objectifs. La question présente une autre face : la consommation.

Avec les pièces à tir rapide, de tous calibres, mises en action sur le champ de bataille moderne, cette consommation prend des proportions inouïes et, si elle n'est pas soigneusement surveillée, peut dépasser toutes prévisions.

En raison du débit des pièces, elle n'a, en effet, de limites matérielles, que celles que fixe la capacité de fabrication du pays.

Pour s'en rendre compte, quelques chiffres seront utiles.

Une brèche de 25 mètres seulement dans un réseau de fil de fer de 15 à 20 mètres de profondeur, à 2.500 mètres, exige environ 600 obus de 75. A des distances plus grandes, ce nombre augmente, pour atteindre 1.200 coups à 7.000 mètres.

Qu'on se représente le nombre de brèches à créer sur un front d'attaque de plusieurs dizaines de kilomètres, et l'on pourra se faire une idée du nombre de projectiles nécessaires pour cette seule partie de la tâche de l'artillerie.

S'il s'agit de détruire une seule batterie, il faut consommer suivant la distance, soit 500 à 800 coups de 75, soit 3 à 400 coups de 155 court, soit 200 à 300 coups de 220 ou 100 coups de 370.

Ce sont là des données qui supposent des tirs parfaitement réglés, et il faut compter avec les tâtonnements.

Veut-on des aperçus d'ensemble ? Voici les quantités fournies aux armées chargées des opérations actives en 1918, après que l'évolution des idées a amené à plus de réserve dans l'emploi de l'artillerie.

Pendant la bataille de l'Oise à la Somme, du 21 mars au 9 avril, les 1re et 3e Armées françaises ont reçu à elles deux :

plus de 4 millions de coups de 75 ;
200.000 coups de 105 ;
675.000 coups de 155.

Ce sont des chiffres de même ordre qui apparaissent pendant toutes les actions offensives et défensives de 1918.

En vue de telles éventualités, les stocks constitués pour former les réserves du commandant en chef étaient formidables.

Le 20 mars, avant le commencement des attaques allemandes, ils atteignaient les chiffres ci-après : (1)

plus de 21 millions de coups de 75 ;
750.000 coups de 105 ;
3.500.000 coups de 155.

Malgré l'importance de ces stocks, et malgré l'intensité de la fabrication, les 75 et les 155, c'est-à-dire les matériels les plus nombreux et susceptibles d'être poussés en avant avec les troupes, ont consommé, au point de faire craindre, à un moment donné, une crise nouvelle des munitions.

Il faut observer toutefois que, dans les quantités consommées, une partie appréciable était laissée sur le terrain au cours des avances. C'était là une conséquence de l'insuffisance des moyens de ravitaillement en face des besoins des batteries, et de la nécessité de constituer aux emplacements de tir des approvisionnements considérables.

Ce problème du ravitaillement en munitions est capital ; il trouvera une solution satisfaisante dans l'emploi étendu des moyens automobiles à grand rendement, capables de circuler à travers champs et dont nous allons parler.

---

(1) La totalité des existants, stocks de l'intérieur compris, devait dépasser, croyons-nous, 35 millions.

H. — *MOBILITÉ TACTIQUE ET MOBILITÉ STRATÉGIQUE. — PROBLÈME DU DÉPLACEMENT DE L'ARTILLERIE.*

Deux qualités contradictoires ont toujours été recherchées par le commandement de l'artillerie et par les constructeurs :

la puissance ;
la mobilité.

On a remarqué une tendance très nette vers la recherche de la plus grande mobilité pendant les longues périodes de paix, tandis que l'expérience de la guerre ramène à la recherche de plus de puissance.

De cette observation, on peut déduire que les qualités de puissance sont à déterminer d'abord en raison des objectifs éventuels à atteindre et à détruire, et qu'ensuite c'est l'affaire des constructeurs de réaliser la mobilité suffisante dans des matériels dont le poids est conditionné par ailleurs.

Nous avons vu plus haut, en étudiant le système d'artillerie théorique, quelles natures de calibres seraient maintenus ou introduits vraisemblablement dans l'avenir.

Or, à un calibre donné, correspond presque mathématiquement le poids de la pièce et du caisson à munitions.

Il s'agit donc de véhiculer ceux-ci.

Le problème comporte deux parties :

Sur le champ de bataille, les matériels doivent être, en principe, capables de suivre l'infanterie, à vitesse très modérée, mais hors des routes et dans des terrains de

praticabilité tout à fait précaire pouvant, à la limite, être constitués par des zones de champs d'entonnoirs jointifs.

Une très minime partie des artilleries allemande ou française de la guerre était à même de remplir cette tâche et ce fut la cause importante des arrêts subis dans les tentatives de poussée à travers les positions.

Deux modes (1) de traction sont possibles sur le champ de bataille, hors des routes :

La *traction hippomobile*, vieille comme l'artillerie elle-même ;

la *chenille* dont les progrès ont été considérables pendant la guerre, qui s'est révélée dans bien des cas, supérieure à la traction hippomobile, et qui surtout est susceptible de progrès considérables dans l'avenir, tandis que le cheval ne donnera jamais que ce qu'on lui a fait donner dans le passé, et qui est d'ailleurs remarquable.

Des polémiques sont engagées sur ce point. Au cheval on reproche sa trop grande vulnérabilité. A la chenille ses adversaires opposent cet argument qu'elle suppose la certitude d'être approvisionnée en essence d'une manière copieuse et sans défaillance, sous peine d'une panne générale de l'artillerie.

Mais ces difficultés éventuelles peuvent être surmontées, ne serait-ce qu'en constituant des stocks et d'ail-

(1) Il faut laisser de côté la traction humaine à l'aide de la bricole ou de tout autre moyen lorsqu'il ne s'agit plus de canons à très petit calibre, genre 37, qui font partie du matériel d'infanterie.

leurs le problème de l'essence dépasse de beaucoup la question de la traction automobile dans l'artillerie. Avec les besoins des automobiles et des avions, le pays qui manquera d'essence sera perdu d'avance. Aussi avec les progrès mécaniques de l'avenir, il est vraisemblable que l'on assistera à unc extension de l'emploi de la chenille dans la plupart des catégories d'artillerie, même de calibre moyen ou petit.

Le caterpillar présente, en effet, des avantages indéniables. Moins vulnérable que les attelages hippomobiles, il a plus de puissance dans les terrains bouleversés et surtout détrempés et enfin, considération très grave pour l'avenir, il est insensible aux effets des gaz toxiques.

L'accord est complet pour demander l'introduction de la chenille dans les matériels lourds.

Le problème ainsi posé en ce qui concerne la mobilité tactique, la mobilité du champ de bataille, un autre élément est à considérer qui constitue la deuxième partie du problème.

Avant de se mouvoir sur le champ de bataille, l'artillerie doit y être amenée, le plus souvent dans des conditions de temps très limité, soit qu'il s'agisse de prendre les devants au point de vue préparatifs dans l'offensive, soit, surtout, qu'il faille parer rapidement une attaque adverse plus ou moins inattendue, imposant une concentration rapide de moyens jusqu'alors répartis pour répondre à d'autres hypothèses.

Pour ces grands parcours à effectuer à des vitesses

élevées, répondant à des nécessités stratégiques, il faut recourir :

soit à la voie ferrée, toujours banale, et à son matériel ;

soit aux moyens automobiles, moyens propres à l'artillerie ou véhicules des services généraux.

La voie ferrée est relativement rare, son tracé est souvent mal adapté aux besoins militaires du moment, et est essentiellement rigide.

Le réseau routier, au contraire, a un quadrillage beaucoup plus serré, et permet, par suite, des combinaisons d'itinéraires bien plus variées.

La traction automobile est d'ailleurs susceptible d'un très grand rendement.

Les matériels à traction hippomobile, dont la vitesse est insuffisante en vue des déplacements stratégiques, sont transportés facilement par voie ferrée.

Il en est de même des matériels à chenille, de petits calibres, qui ne sont nullement organisés pour circuler sur les routes, les dégradent, et sur lesquelles ils s'usent très vite.

Mais les matériels à chenille ont, en outre, l'avantage, de pouvoir prendre place facilement sur les camions du service général, tandis que les matériels à traction hippomobile ne peuvent être transportés ainsi qu'en abandonnant les attelages (1).

Or, il faut, au débarquement, retrouver les propres moyens de transport des unités, car l'expédient qui con-

---

(1) Les transports de chevaux par camions automobiles ont été ébauchés pendant la guerre. Le rendement est faible et les chevaux sont loin d'être frais à l'arrivée. Toutefois le procédé est à retenir.

siste à faire sortir les camions des routes pour pousser jusqu'aux emplacements de batteries est à condamner sans appel. Il est aléatoire et ruineux.

Les mêmes remarques valent, bien entendu, pour les tracteurs à remorque.

La solution de fortune adoptée pendant la guerre, et qui a donné naissance à l'artillerie de 75 portée sur camions et dépourvue d'attelages, a rendu des services inappréciables, mais elle a montré tous les inconvénients d'un système qui n'assure pas aux pièces et aux caissons une traction propre une fois le transport achevé.

La solution idéale consisterait à laisser en toutes circonstances chaque matériel autonome au point de vue transport et traction, et à lui donner, dans ce but, la chenille pour la circulation lente et à travers champs, et les roues pour les vitesses plus grandes de la route. Une manœuvre mécanique permettrait de passer facilement de l'un à l'autre des deux modes de traction.

La pièce exécuterait le tir de son véhicule même, servant d'affût, ou serait descendue pour être mise en batterie sur le sol, l'appareil porteur se mettant alors à l'abri, ou servant au ravitaillement en munitions.

Il est possible que ce soit dans ce sens que s'orientent les techniciens.

Toutefois, lorsqu'on arrive aux très gros calibres le transport par voie ferrée reprend ses droits, en raison des poids considérables atteints.

Mais, il est à désirer que ces matériels, qui actuellement, tirent de la voie ferrée même, ne restent pas dans la dépendance absolue de celle-ci, et soient mis à même

de s'en libérer pour les mises en batterie ? C'est encore l'automobile qui donnera la possibilité d'exécuter les fins de parcours et de transporter, non seulement le matériel de tir, mais encore la plate-forme nécessaire à son établissement.

On voit le rôle important que jouera la traction automobile en matière d'artillerie. Les progrès réalisés en pleine guerre, sous la pression des évènements et sans les commodités du temps de paix pour les recherches et les expériences de longue haleine permettent de penser que l'avenir est gros de nouveautés et de perfectionnements qui laisseront loin en arrière nos modestes essais.

Et le développement, qui va être considérable, de l'industrie automobile pour les besoins généraux, sera la meilleure garantie de l'extension de l'automobilisme d'artillerie.

C'est peut-être le problème du déplacement qui est, actuellement, le plus important dans le domaine de l'artillerie.

Transport des voitures-canons, à grande vitesse sur route ou voie ferrée, à vitesse réduite, mais avec certitude de passer partout, dans les terrains des champs de bataille, transport des munitions en quantités suffisantes, ces questions commandent l'emploi tactique du canon comme l'emploi des masses d'artillerie dans la manœuvre stratégique.

La lutte qui vient de se terminer a été qualifiée de guerre de feux, de guerre de matériel par opposition à la guerre de mouvement dont cependant on a vu la réapparition dans les derniers mois de la bataille, ceux qui

ont fixé la victoire. L'opposition n'était que momentanée. Sans doute l'artillerie, arme par excellence des feux, arme des matériels nombreux et variés a pris un développement formidable, insoupçonné.

Mais des efforts considérables ont été faits précisément pour permettre le mouvement grâce à la puissance du matériel et des feux, et malgré la puissance d'arrêt des organisations défensives.

Questions d'artillerie pour une grosse part, questions de moteurs aussi.

Les quelques chapitres consacrés ci-dessus aux problèmes qui se posent après quatre ans d'expériences coûteuses, montrent ce qui reste à faire et avec quel soin l'évolution des moyens industriels doit être suivie par le commandement et les ingénieurs militaires pour en tirer un profit rapide dans le domaine de la préparation à la guerre.

Une collaboration constante s'imposera en temps de paix, des milieux techniques et des milieux militaires des usines et des états-majors si l'on veut écarter à jamais les improvisations ruineuses.

CHAPITRE IV

L'AVIATION (1)

A. — *LES DÉBUTS*

L'arme de l'aviation, personnel et matériel, a été une création de la guerre.

Sans doute l'emploi des avions était envisagé avant 1914 mais dans quelles conditions restreintes et en face de quel scepticisme !

Aux vingt-trois escadrilles françaises mises en ligne au début des hostilités, on demandera des reconnaissances lointaines, par avions isolés, constituant une exploration stratégique au profit du haut commandement, et fournissant d'ailleurs des renseignements intéressants sur les mouvements allemands à travers la Belgique.

Quelques services seront encore rendus en Lorraine, au cours de la marche des Allemands sur Paris, pendant la course à la mer, par ces reconnaisances intermittentes qui révéleront parfois la manœuvre de

---

(1) La plus grosse partie de la documentation et des idées qui se trouvent dans ce chapitre sont empruntées aux conférences du commandant Orthlieb.

l'adversaire et permettront d'y parer ou de profiter d'une faute.

Ce sera tout.

Si des essais avaient été faits en temps de paix à Mailly, pour utiliser l'avion dans les réglages d'artillerie, cet emploi était alors considéré comme une pure utopie par la plupart des intéressés.

De combat aérien il n'était pas question et une partie seulement des appareils étaient armés, en général de carabines, sinon de simples revolvers.

Au surplus, les avions alors existants n'accusaient que des vitesses inférieures à 100 kilomètres et il leur fallait trois quarts d'heure ou une heure pour atteindre 2.000 mètres d'altitude.

L'outil était à forger.

L'année 1915 marque un essor considérable.

D'abord, la stabilisation interdisant à la cavalerie comme à l'infanterie les reconnaissances soit stratégiques, soit tactiques, il ne reste aux adversaires que l'observation terrestre, imparfaite et très limitée. Les unités au contact ont un véritable bandeau sur les yeux, le contour apparent solidifié n'offre aucune solution de continuité qui permette de s'insinuer et de reconnaître au-delà de la première ligne.

Pour remédier à cet état de choses, nos ballons (1)

---

(1) Nous n'aurons pas la possibilité de traiter l'intéressante question de l'aérostation. Nos ballons perfectionnés, avec leur câble de 1.300 mètres, capables de tenir l'air avec un vent de 15 mètres à la seconde, ont rendu d'inappréciables services comme observatoires

vont d'abord se multiplier en face des « drachen » allemands, dont la présence obsédante énervait nos troupes depuis les premiers jours de la campagne. Elles auront désormais la satisfaction de voir braqués vers l'ennemi les mêmes yeux investigateurs.

Puis les avions vont intensifier leur action de reconnaissance et l'exercer, de plus en plus, dans le domaine tactique pour surveiller les agissements de l'ennemi à proximité du front, au profit non plus du seul Haut-Commandement, mais aussi du commandement local. Tâche plus délicate — car tout se terre, se défile et déjà se camoufle — qui sera facilitée par l'emploi de la photographie verticale donnant une singulière précision aux observations.

En même temps, la collaboration aux réglages d'artillerie prend de l'importance en perfectionnant ses procédés. Alors qu'à l'origine, l'avion n'avait d'autres ressources, pour indiquer ses observations, que ses propres évolutions ou le retour au terrain, il sera pourvu bientôt de la télégraphie sans fil qui lui permettra d'envoyer des indications complètes, instantanées, donc utilisables en temps voulu.

Le bombardement avait à peine été esquissé en 1914 ; les avions n'avaient guère lancé que quelques fléchettes et des bombes inoffensives.

On tente, en 1915, le bombardement de jour dans la bataille, avec des obus de 90 et de 155 ; mais les résultats

---

intermédiaires, en quelque sorte, entre les observatoires terrestres et les avions. Leur emploi, quels que soient les progrès de l'aviation, ne saurait diminuer de valeur.

sont à peu près nuls, les objectifs assignés étant d'ailleurs beaucoup trop restreints, eu égard à la précision des bombardements d'alors.

Par contre des expéditions sont effectuées dans l'intérieur de l'Allemagne, qui ont un grand retentissement : Ludwigshafen et Karlsruhe sont attaqués avec le succès que l'on connaît ; mais ce succès même incite les Allemands à réagir avec énergie et une tentative sur Sarrebruck est marquée par un coûteux échec.

Les bombardements de jour, devenus impraticables sont abandonnés.

La gêne ressentie de part et d'autre par cet accroissement d'activité, devait conduire fatalement aux combats aériens, dans le double but de soustraire les troupes aux entreprises adverses et de protéger l'aviation amie dans ses propres entreprises.

1915 voit réaliser à ce point de vue d'importants perfectionnements techniques qui donnent plus de facilités pour l'exécution du tir à bord. Il y a lieu de signaler, entre autres, l'ingénieuse installation d'une mitrailleuse fixe tirant à travers l'hélice, par synchronisation, dispositif malheureusement vite connu par les Allemands, à la suite de la chute d'un appareil dans leurs lignes.

L'action aérienne, ainsi accrue dans ses moyens, trouve son application en Artois et en Champagne, lors de nos attaques de mai et septembre.

Des applications nouvelles surgissent au cours de ces actions. C'est en particulier pendant l'offensive de septembre qu'apparaît, d'une part, la liaison, à l'état

encore embryonnaire, avec l'infanterie, d'autre part, l'observation pendant la bataille au profit du commandement pour renseigner celui-ci avec rapidité sur l'allure générale de la lutte.

B. — *VERDUN ET LA SOMME*

Pendant la campagne de 1915, l'ennemi s'était contenté, en présence de notre activité, de se mettre sur la défensive et de garder ses arrières. Son allure allait changer du tout au tout au début de 1916.

Les Allemands avaient préparé la bataille de Verdun dans les airs comme à terre et l'aviation française fut littéralement écrasée aux premiers jours de la lutte.

Pour mettre fin à un état de choses des plus critiques la chasse fut organisée suivant un principe nouveau, dont l'application vigoureuse devait être féconde.

Des groupes d'escadrilles furent constitués, qui eurent l'ordre de porter leur offensive hardie dans les lignes ennemies et d'y attaquer tous les appareils rencontrés.

Cette conception avait pour conséquence de laisser l'aviation d'observation sans protection immédiate, alors que l'habitude régnait de protéger chaque appareil d'observation par un appareil de chasse. Cette conséquence fut acceptée et s'il y eut quelques sacrifices, les résultats d'ensemble « payèrent », la situation s'équilibra sensiblement malgré les difficultés matérielles provenant de l'insuffisance des installations.

Le rétablissement de Verdun, laborieux, tenace, fut suivi de la prise très nette de la supériorité aérienne pendant la bataille de la Somme.

Grâce à des concentrations massives dans certaines zones et à certains moments, la chasse y fut maintenue offensive avec succès, et permit à l'observation de commandement de se montrer vraiment efficace. Le résultat fut qu'une confiance grandissante s'établit chez tous dans les aptitudes de l'arme nouvelle.

Pendant que la tactique de chasse évoluait vers l'action en masse et transformait la physionomie du champ de bataille aérien, des modifications heureuses intervenaient par ailleurs dans l'organisation ou les procédés.

C'est ainsi que l'aéronautique d'observation employée à Verdun était répartie en secteurs, à raison d'un secteur aéronautique par secteur défensif.

Tous les moyens d'observation, avions et ballons se trouvaient dorénavant placés sous le même commandement, leur action était mieux coordonnée, la liaison avec les troupes améliorée. Ce fut le début d'une organisation qui devait être généralisée plus tard et donner d'excellents résultats.

D'autre part, les bombardements reprenaient, de nuit maintenant, et sur des objectifs de grandes dimensions de manière à obtenir des effets sérieux.

Ces randonnées allaient, en outre, faire découvrir l'importance, jusqu'alors insoupçonnée, des reconnaissances nocturnes au point de vue stratégique et tactique.

Si l'année 1917 présente moins d'intérêt en ce qui concerne l'emploi de l'arme que les deux années « héroïques » qui l'encadrent, elle voit s'élaborer la codi-

fication de l'emploi en masses, qui portera ses fruits en 1918, et s'effectuer la mise au point de l'organisation.

Les corps d'armée sont pourvus d'escadrilles organiques.

Ce sont ces escadrilles qui renseignent, en mars 1917, sur les préparatifs des Allemands en vue de leur repli pendant que l'aviation d'armée, poussant plus loin, relève la position Hindenburg qui limitera ce recul.

Lorsque les Allemands exécutent leur mouvement, les lignes qu'ils occupent successivement sont reconnues au moyen de vols bas, provoquant des réactions par le feu.

L'aviation de chasse, largement dotée maintenant des bons appareils que sont les Spad, engage la lutte au moment de notre offensive de 1917, contre l'aviation ennemie, redoutable elle aussi, la sévère leçon de la Somme ayant été mise à profit par les Allemands.

L'état de l'atmosphère ne permet pas d'ailleurs de grandes entreprises.

Avec l'emploi des avions pour relever le contour apparent de l'adversaire en retraite, la seule nouveauté de 1917 est la réapparition du bombardement de jour, exécuté par les appareils Bréguet bien escortés.

Les bombardements de nuit ont été poursuivis, eux, méthodiquement.

En résumé, l'année écoulée a surtout donné lieu de part et d'autre à un puissant effort de fabrication qui va permettre la mise en application de la doctrine d'emploi en masses mise en honneur surtout dans l'aéronautique française.

C. — *L'ANNEE 1918*

En 1918, les armées de l'Entente, pour des raisons stratégiques, sont obligées de subir les attaques de l'adversaire.

Ce sera ,au moins au début, la bataillle défensive avec tous ses inconvénients.

Bataille défensive ne veut pas dire passivité. Tout sera mis en œuvre pour dévoiler les projets de l'adversaire et pour les contrecarrer.

L'aviation jouera un rôle important.

D'abord et sans attendre le déclanchement des grandes attaques terrestres, elle s'efforcera de provoquer les masses aériennes adverses pour obtenir tous les avantages qui résultent de la maîtrise du ciel.

Mais l'ennemi ne se prêtera nullement à cette tactique.

Toujours, il refusera la lutte et nos escadres de chasse ne trouveront jamais l'occasion de livrer la bataille aérienne recherchée.

Nos bombardements seront nombreux sur les arrières ennemis : gares, nœuds ferrés, cantonnements, dépôts de munitions, aérodromes.

Les reconnaisances stratégiques seront reprises, possibles maintenant dans de bonnes conditions, grâce aux appareils perfectionnés mis en service en 1917.

Il faut noter que ces reconnaissances prennent dans la défensive une importance particulière, puisqu'elles permettent seules de pénétrer les secrets de l'adversaire, de donner la connaissance des points et des moments d'attaque et de limiter ainsi les effets de l'avance réalisée par l'agresseur dans ses préparatifs.

Les grandes rocades parallèles au front ainsi que les voies d'accès à celui-ci, les grands carrefours, seront donc surveillés de jour et de nuit.

Les reconnaisances ne seront pas moins actives dans le domaine tactique et s'appliqueront à relever les indices locaux de renforcements ou les organisations nouvelles préparatoires aux attaques.

A partir du 21 mars, se produit la grande poussée allemande sur le front anglais, au nord de l'Oise.

L'intervention française commence le lendemain et notre aviation offensive est jetée dans la bataille tout entière, dès les premiers jours, grâce à sa rapidité de déplacement.

Les difficultés sont grandes, l'amplitude du repli effectué interdisant l'emploi des terrains organisés pendant la stabilisation. Mais ces difficultés sont vaincues grâce à d'heureuses improvisations et l'activité aérienne est remarquable.

Elle prend dès le début une forme nouvelle : l'aviation intervient en forces contre les objectifs au sol.

Cette *intervention dans la bataille à terre* est prescrite impérativement.

« L'action du canon sera prolongée par toute l'aviation disponible. A coup de bombes et de mitrailleuses nos avions s'acharneront de jour et de nuit sur les colonnes en marche, sur les convois et sur les parcs. Tous les moyens aériens seront concentrées pour exercer une puissante action de démoralisation sur les troupes destinées à mener et à nourrir une attaque. »

L'avance allemande est rapide et inquiétante. C'est l'heure des sacrifices.

L'Aviation donne à fond.

« Le jour, chasseurs et bombardiers attaquent les colonnes. La nuit, les bombardiers s'acharnent sur les bivouacs ou font barrage aux gares. Au cours de la ruée, l'ennemi, toujours en mouvement, offre de belles cibles. Les colonnes de route, à peine entrevues depuis la Marne, réapparaissent, objectifs vulnérables. La période héroïque et fructueuse est celle des grands mouvements. Celle également où l'aviation ennemie déconcertée par l'avance foudroyante de son infanterie est encore trop loin pour agir. (1) »

L'exécution vaut la conception. L'effet moral produit est considérable et justifie les sacrifices entraînés par cette tactique nouvelle.

La stabilisation survenue, l'artillerie et l'infanterie terrées à nouveau, la lutte aérienne réapparaît contre l'aviation ennemie qui a enfin poussé en avant.

Et aussi les bombardements de jour et de nuit sur les gares et les rocades, entravant parfois gravement les transports vers le front.

Cette action est maintenant très ordonnée, suivant des plans qui règlent l'*emploi en masse* des moyens réunis par des *concentrations* audacieuses et presque outrancières. On ne s'en rapporte plus comme jadis aux initiatives individuelles ou locales.

L'aviation est bien une arme, avec tous ses rouages,

---

(1) C[t] Orthlieb.

connue du commandement et employée par celui-ci au même titre que les autres armes.

L'état de choses nouveau trouve sa consécration tangible dans la création de la *division aérienne* en mai 1918.

Moins de 15 jours après, survient l'attaque du 27 mai, en direction de la Marne, puis, le 9 juin, celle au nord de Compiègne ; enfin, le 15 juillet la dernière offensive allemande qui permet à l'ennemi de franchir la Marne, mais est bloquée entièrement en Champagne.

L'aviation a connu pendant cette période des tribulations nombreuses ; elle a effectué des mouvements en retraite quelque peu hâtifs.

Pourtant, elle n'a pas cessé d'agir au cours même de ses déplacements, de multiplier ses bombardements et ses attaques d'objectifs à terre.

Parmi celles-ci, on cite comme un modèle de liaison heureuse avec l'infanterie, l'intervention de deux groupes de bombardement et d'un groupe de chasse sur une attaque allemande en préparation à la lisière est de la forêt de Villers-Cotterets, le 4 juin.

L'infanterie adverse, très éprouvée, se disloque et l'attaque n'a pas lieu.

L'activité incessante de la division aérienne rend extrêmement pénibles les conditions d'existence des troupes allemandes accumulées dans la poche de Château-Thierry et fort aléatoires leurs communications vers le Nord.

Lorsqu'après le 18 juillet, l'ennemi est contraint de vider cette poche et que nous reprenons l'attitude offen-

sive, qui ne sera plus abandonnée, l'aviation continue son rôle et intervient en Picardie, à Saint-Mihiel, en Champagne, etc., intensifiant sans cesse son action.

Pendant que la « chasse » et le « bombardement » opèrent ainsi, « l'observation » et « l'aviation défensive » chargée de sa protection, continuent à rendre les mêmes services dans le domaine des reconnaissances à courte portée.

C'est ainsi que l'aéronautique prend une part importante à la détermination exacte dans l'espace, comme dans le temps, de l'attaque allemande en Champagne dont l'arrêt devait marquer le point de départ du retournement de la situation générale.

D. — *LE CHEMIN PARCOURU. — L'AVENIR*

Le très simple historique, ébauché ci-dessus, donne, nous l'espérons, une idée assez nette des transformations opérées en quatre ans dans la puissance de l'arme nouvelle et dans les exigences du commandement à son égard.

Chez nous, au lieu de 23 escadrilles et 134 avions en 1914, 322 escadrilles, comptant près de 3.900 appareils.

Chez les Allemands, au lieu de 34 escadrilles, 325 à la fin de la guerre.

Et un effort de même grandeur fourni par les Anglais.

Alors que les avions de 1914 volent isolément, non armés, ne pratiquant qu'une exploration diluée à laquelle personne n'attache beaucoup d'intérêt, nous voyons en 1918 l'aviation exécuter des reconnaissances systématiques et nombreuses, au profit du commandement, de

l'infanterie et des chars, de l'artillerie, pour donner tous renseignements sur l'ennemi, ses emplacements, ses mouvements et ses réactions, sur le terrain et ses organisations, sur les résultats obtenus dans les tirs ou les attaques, sur la marche générale des combats.

L'aviation assure des transmissions rapides : demandes de l'infanterie et ordres du commandement ; elle opère au profit de celui-ci des contrôles divers : avancement des travaux, mesures prises pour échapper aux vues de l'aviation ennemie, etc.

Par ses bombardements, elle prend une part grandissante à la lutte.

En arrière du front et souvent très loin de celui-ci, elle s'attaque aux objectifs de toute nature, en vue de gêner le fonctionnement des organes militaires et industriels et d'atteindre le moral ennemi par la tension et la fatigue imposées au personnel.

L'aviation de combat livre de véritables batailles, en vue d'obtenir sur sa rivale la supériorité et de s'assurer la maîtrise du ciel.

Elle intervient enfin dans la bataille de toutes armes par ses attaques contre les troupes à terre.

L'arme de l'aviation est organisée, elle a son commandement, ses grandes unités.

Elle a sa tactique propre.

Les progrès considérables réalisés en quatre ans garantissent la grandeur de son rôle dans un conflit éventuel.

La marche ascendante qui va être celle de l'aviation civile, en temps de paix, aura d'ailleurs une répercussion importante sur le développement de l'aviation militaire.

Le réseau général des communications aériennes avec ses routes, ses ports, ses stations d'essence, son réseau météorologique, ses stations radio-télégraphiques, aura sa mobilisation propre.

Il en sera de même des usines, des laboratoires, comme du personnel navigant ou technique, pilotes, mécaniciens, télégraphistes.

L'arme de l'air, dans la prochaine guerre, mobilisera les forces aériennes de la nation et en adaptera les ressources aux besoins de la guerre.

Le matériel civil, dont la fabrication aura été orientée par l'offre de primes à la construction, viendra grossir dans une certaine mesure les forces aériennes militaires du temps de paix qui comprendront tous les types dont l'aviation civile n'aurait pas l'emploi.

Dès le début de la guerre, l'armée aéronautique interviendra avec toute sa puissance, grâce à sa rapidité de concentration, et les batailles de l'air compteront parmi les premières.

On l'a dit, l'aviation a introduit dans la lutte guerrière la troisième dimension. Celle-ci est appelée à grandir singulièrement.

La bataille aérienne aura ses multiples étages, depuis la surface terrestre sur laquelle les avions cuirassés volant bas, déverseront leurs projectiles, jusqu'aux plafonds de 10.000 mètres, où planeront les monoplaces des grands as, en passant par toutes les hauteurs intermédiaires où évolueront les multiplaces, sans cesse plus souples et mieux armés, les bombardiers avec leurs projectiles atteignant une tonne et les observateurs braquant leurs appareils de téléphotographie perfectionnés.

Pour échapper aux vues comme aux coups, les armes qui resteront liées au sol, seront amenées à s'enfoncer de plus en plus à l'intérieur de la terre. Autre sens de la troisième dimension.

L'existence à la surface deviendra sans cesse plus pénible.

Avec le développement futur des moyens aériens et l'efficacité de leurs actions, si l'un des adversaires réalise, à un moment et dans une région donnés, la maîtrise absolue de l'atmosphère, l'autre se trouvera littéralement réduit à l'immobilité, à l'inaction absolue.

La tendance sera d'ailleurs à obtenir la supériorité, non pas locale et momentanée, mais générale et persistante.

Maîtrise de l'air, maîtrise de la mer. Les belligérants chercheront à avoir des flottes puissantes dans l'air comme ils ont toujours cherché à les avoir sur mer.

Nous disions que les batailles de l'air seraient des premières livrées.

Ne précèderont-elles pas les autres, la victoire dans ce domaine donnant un tel avantage pour la mise en œuvre de tous les organismes à terre ?

Ce serait alors une concentration générale vers la frontière dès la période de tension politique, puis une envolée des escadres, des divisions aériennes pour « couvrir offensivement » la mobilisation du pays, le jour même de la déclaration de guerre.

Volonté d'action symétrique et contraire de l'autre côté de la frontière : Bataille !

Et le ciel du vaincu sera livré aux entreprises du vain-

queur avec les conséquences incalculables d'une incursion agressive illimitée dans les arrières, compromettant la mobilisation et la concentration, s'attaquant aux centres industriels, frappant le moral des populations dont l'imagination ajoutera encore aux résultats effectifs.

La défense contre avions pourra-t-elle suivre ces progrès ? Beaucoup sont sceptiques.

Comment agira-t-elle contre des appareils ayant des plafonds de 10.000 mètres peut-être et des champs d'action de plusieurs centaines de kilomètres de profondeur ? Quel matériel, quel personnel n'exigera-t-elle point pour remplir un rôle d'efficacité douteuse ?

Sans doute elle pourra créer des masques pour certains objectifs, « barrer » les avions volant bas, mais n'est-il pas évident que la question de la supériorité aérienne se règlera d'abord « entre aviations » et que l'aviation victorieuse aura ensuite beau jeu pour se porter vers ses objectifs au-delà des barrages de la défense contre avions la plus active et la plus vigilante.

Ces arguments sont fort sérieux. Ils ne sauraient cependant amener à interrompre les recherches effectuées dans un domaine qui peut voir surgir des procédés inattendus pour la défense du sol. Les innovations introduites dans ce service, à la fin de la guerre, promettaient d'intéressants résultats et justifient amplement les espoirs de ceux qui y ont employé leur ingéniosité et leur intelligence. La recherche de la lutte en haute mer, entre escadres, n'a jamais exclu la défense des côtes.

UN MOT DE L'EVOLUTION DU MATERIEL

Ce travail ne comporte aucun aperçu technique, si utile qu'il puisse paraître de le donner pour faire saisir l'évolution de l'emploi de moyens nouveaux qui datent, ou à peu près, de la guerre même.

Ces aperçus techniques figureront ailleurs (1).

Mais il est difficile de quitter l'aviation sans montrer d'un mot les progrès réalisés dans le matériel. Nous nous bornerons d'ailleurs à l'aviation française.

En 1914, la force des moteurs varie de 70 à 130 chevaux.

Les vitesses horizontales ne dépassent guère 120 ou 125 kilomètres et les altitudes possibles, les plafonds, sont inférieurs à 2.500 mètres.

Enfin, les temps de montée à 2.000 mètres varient de 25 minutes à une heure.

En 1918, les moteurs sont de 140 à 300 chevaux. Les vitesses obtenues dépassent, dans les appareils de chasse, 200 kilomètres et les plafonds varient de 3.800 à 6.800 mètres, les montées s'effectuant à 4.000 mètres en des temps variables, inférieurs à 13 minutes dans les appareils de chasse.

En même temps, l'aménagement du bord est amélioré de manière à faire disparaître les angles morts susceptibles d'entraver l'action des mitrailleuses ou de gêner l'observation.

---

(1) Voir le volume de la présente collection consacré à l'aviation, et signé du commandant Orthlieb.

Il n'est pas exagéré d'envisager pour l'avenir des plafonds de 10.000 mètres, des vitesses bien supérieures à celles qui ont été réalisées jusqu'à ce jour et un armement de plus en plus puissant et précis.

Ces progrès, dont rien n'indique le terme, autorisent à voir dans l'aviation de demain un terrible instrument de combat qui bouleversera la physionomie de la guerre et en rendra les conditions plus effroyables que jamais.

CHAPITRE V

GÉNIE ET CAVALERIE

LE GÉNIE.

Lorsqu'au début de la guerre on se trouva en présence des conditions nouvelles résultant de l'emploi intensif des armes automatiques et du canon, la nécessité apparut de donner un développement considérable aux travaux du champ de bataille.

Nous nous sommes étendus longuement sur ce point et nous avons signalé quel effort avait dû être fait par l'infanterie pour vaincre ses répugnances au maniement de l'outil et combler les lacunes de son instruction dans ce domaine.

Ce fut l'époque où les troupes du génie étaient mises incessamment à contribution, prenaient part, en groupes plus ou moins importants, à toutes les opérations, petites et grandes, et se dépensaient à l'excès, perdant de vieux sapeurs expérimentés, à peu près irremplaçables.

Malgré la création d'une deuxième compagnie divisionnaire, les unités de génie ne pouvaient d'ailleurs fournir qu'une fraction infime de la totalité des travaux indispensables. Sous la pression d'une nécessité impé-

rieuse, le fantassin acquit les aptitudes qui lui manquaient et assuma la charge à peu près complète des travaux courants du champ de bataille. Il devint un pionnier.

Les sapeurs, remis à leur place normale furent des pionniers à formation technique plus étendue, qui n'intervinrent plus que pour l'exécution des travaux qui dépassaient les possibilités de l'infanterie.

Sans parler de la guerre de mines, qui fut localisée et n'eut qu'un temps, les unités du génie furent employées à creuser rapidement, et grâce à un outillage perfectionné, les vastes et profonds abris nécessaires dans les secteurs sans cesse plus bombardés et avec des calibres de plus en plus puissants. Elles furent chargées également du rétablissement des communications lors des avances, à la suite immédiate des premiers éléments d'infanterie. Les sapeurs télégraphistes et téléphonistes, tout à fait spécialisés, continuèrent leur tâche rude et sans cesse amplifiée.

Ce rôle technique du champ de bataille a donné aux unités du génie l'occasion de lutter d'héroïsme avec l'infanterie. Le sapeur a été uni étroitement au fantassin dans la même gloire des sacrifices obscurs. Une nouvelle guerre les trouverait encore côte à côte, au travail sous le feu.

Mais ces éléments de l'extrême avant ne seront qu'une partie infime de l'arme. Le génie est appelé à se transformer en troupes des *transmissions* et des *communications*, pour assurer la construction et l'exploitation des lignes télégraphiques et téléphoniques de commande-

ment (1), le service des chemins de fer à voie normale ou étroite et des transports automobiles, et enfin l'entretien et la réfection des voies de communication de toute nature.

Il absorbera ainsi, fort heureusement, des services rattachés à la fin de la guerre à trois armes différentes, et ce que nous dirons plus loin des transmissions et des communications au cours des opérations soulignera l'importance du rôle ainsi assumé par nos sapeurs.

CAVALERIE.

La guerre dernière n'a pas été clémente à la cavalerie. Faut-il admettre la faillite de cette arme généreuse, aux belles qualités d'audace et d'allant ? Les polémiques sont ouvertes. Elles n'évitent pas toujours les exagérations en sens divers et les conclusions prématurées.

Dès les premières heures, en 1914, le cavalier français a affirmé un mordant très supérieur à celui de son adversaire.

Imbu de la doctrine du combat à cheval et du choc, peu enclin au combat à pied qui répugnait à sa mentalité et qu'il ne concevait guère que dans la défensive, il s'est trouvé en face d'un adversaire prudent, rusé, habile à tendre des pièges et déterminé à refuser tout combat au sabre. C'était la dérobade perpétuelle des gros de cavalerie allemands comme des patrouilles.

Tendance positive, utilitaire, opposée à un esprit

(1) Les différentes armes auront toujours leurs lignes propres, qu'elles construiront et exploiteront elles-mêmes.

chevaleresque et ardent dont s'accomodent de moins en moins, il faut le reconnaître, les réalités des luttes modernes.

Mais aujourd'hui encore, et demain toujours, les forces morales vivifient et vivifieront l'action.

La cavalerie allemande, pourvue d'une doctrine de prudence excessive, privée par son éducation de l'allant caractéristique de l'arme, s'est manifestée singulièrement inférieure à sa tâche lorsque de belles occasions lui ont été offertes.

Pendant la retraite consécutive aux revers de Belgique de 1914, combien, parmi les officiers qui marchaient alors aux arrières-gardes de troupes parfois désorganisées par la vitesse même de la retraite, les fatigues des nuits sans sommeil et des journées sans nourriture, ont songé avec effroi aux conséquences de l'apparition soudaine, dans les intervalles de nos colonnes, de quelques escadrons ou pelotons déterminés !

Groupes isolés sabrés ou dispersés, attelages jetés à terre et embouteillant les routes, hommes exténués soumis aux épreuves de l'alerte continuelle, toutes conditions propres à faire naître le désordre et la panique et que devait chercher la cavalerie allemande si elle avait osé jeter le poids de son sabre dans la balance.

Que n'aurait-elle pas obtenu en 1918, lors des poussées sur Amiens et Château-Thierry, si elle avait été capable de lancer ses sabres, ses mitrailleuses, ses automobiles blindées sur l'adversaire en retraite ?

La cavalerie française, à qui ne furent pas offertes de telles occasions, a consumé son esprit guerrier dans des

besognes inhabituelles, auxquelles elle s'est d'ailleurs remarquablement adaptée.

Les régiments à pied, jeunes et ardents, ont soutenu la comparaison avec les meilleures unités d'infanterie.

Les officiers et les sous-officiers de cavalerie ont remplacé, dans les corps d'infanterie, les camarades tombés et ils y ont fait l'admiration de leurs hommes, de leurs égaux et de leurs chefs.

Tout n'a donc pas été perdu, à beaucoup près, des qualités de race et d'éducation guerrières qui animaient nos cavaliers.

Mais de combats à cheval, de chevauchées hardies, suivant les belles conceptions d'avant guerre, point ou peu.

Doit-on conclure que la cavalerie ne sera plus, dans l'avenir et exclusivement, qu'un ensemble de moyens de feux, analogues à ceux de l'infanterie, mais transportés à dos de cheval ?

Ne perdons pas de vue que les conditions de la guerre d'hier peuvent n'être pas celles de la guerre de demain. Il y a toutes chances, nous l'avons fait remarquer déjà, pour que la lutte prochaine débute par l'emploi d'effectifs faibles. Pendant quelques jours, quelques semaines, des mois peut-être, il n'y aura pas ces fronts interminables, couverts de fils de fer, sans une solution de continuité, sans un passage.

Avant les batailles en terrain libre qui se livreront alors, la cavalerie reprendra ses anciennes missions de couverture et de reconnaissance, concurremment avec l'aviation.

Le succès obtenu, elle sera lancée sur l'infanterie adverse ébranlée, sur les colonnes en retraite, et sera « un instrument essentiel de l'exploitation ».

Mais tout ceci à une condition, qu'il n'est plus besoin de discuter, c'est que la cavalerie considère comme compatible avec « l'esprit cavalier » l'emploi de toutes les armes modernes et des procédés qu'elles imposent et mette ces armes et ces procédés en œuvre dans l'exécution de toutes ses missions.

Le sabre pourra avoir, il aura son heure, mais son emploi victorieux sera la récompense du cavalier remonté à cheval après avoir mené laborieusement le combat à pied, comme un bon fantassin, en liaison avec son canon.

Le premier problème qui se pose pour la cavalerie est de pouvoir transporter rapidement et de mettre en ligne de puissants moyens de feux, carabines, mitrailleuses. Son cheval devra donc être un solide porteur, son cavalier un bon tireur, un bon mitrailleur.

Les cadres, les cavaliers spécialisés dans les reconnaissances seuls pourront encore connaître le plaisir de monter les pur-sang légers. Ceux-ci ne figureront plus dans le rang.

Quels que soient les regrets il faut être de son temps.

CHAPITRE VI

LA COORDINATION DES ACTIONS PARTICULIÈRES DES ARMES GRANDES UNITÉS

A. — *LA DIVISION D'INFANTERIE*

Nous avons vu, dans les chapitres précédents, quels étaient les moyens d'action et les procédés des différentes armes.

Mais il a été impossible de faire de chacune de celles-ci une étude, même ébauchée, sans être amené à tout instant à des incursions sur les domaines voisins.

C'est que les actions de l'infanterie et des chars, de l'artillerie, de l'aviation, des autres armes, ne se juxtaposent pas, elles se pénètrent et ne sauraient être conçues séparément.

Il y a donc, au dessus des questions d'emploi des armes, considérées dans leur technique, des problèmes d'ensemble qui se rapportent à la mise en œuvre collective des moyens propres à chacune des armes et à la constitution de celles-ci en une entité hétérogène, mais harmonieuse.

Ces problèmes d'amalgame des moyens et de coordination des actions sont du ressort des officiers « géné-

raux (1) ainsi qualifiés parce que leur activité doit être exclusive de tout particularisme d'arme, quelle que soit leur origine, et ne doit connaître que des ensembles.

Dans toutes les circonstances de guerre, que la situation assure la supériorité des moyens vis-à-vis de l'adversaire ou implique une infériorité notoire, que le cadre stratégique tracé par le haut commandement soit offensif ou défensif, l'officier général subordonné, dans son alvéole aux étroites limites, a comme préoccupation dominante d'assurer la *coordination* de tous les moyens à sa disposition pour réussir, malgré la volonté contraire qui lui est opposée, sa *manœuvre* offensive ou défensive.

Nous étudierons dans ce chapitre la réalisation de cette coordination indispensable, ses difficultés, son évolution, ses conditons présentes, puis la manœuvre tactique, qui, connue de tous les exécutants, est elle-même génératrice d'une coordination de qualité supérieure, la coordination intellectuelle.

PREMIER DEGRÉ DE LA COORDINATION : LA DIVISION.

En raison même de cette solidarité étroite des armes, la véritable unité d'exécution tactique n'est ni le bataillon ou le régiment d'infanterie, ni le groupe ou le régiment d'artillerie, mais la première unité qui, organiquement, comprend des troupes de toutes armes actionnées par une volonté unique : la division.

---

(1) Le général de brigade d'avant-guerre, le général commandant une infanterie divisionnaire ne tiennent pas, à proprement parler, des emplois d'officiers généraux, pas plus que le général commandant une artillerie de corps d'armée, par exemple.

Le général de division conduit directement le combat, en utilisant l'organe coordinateur qu'est son état-major.

Cet état-major est le centre nerveux auquel arrivent, sous forme de renseignements, de comptes rendus, toutes les impressions ressenties à la surface de contact avec l'adversaire, en même temps que les manifestations plus ou moins fréquentes de la volonté de l'échelon supérieur, le corps d'armée, qui situe et maintient les divisions dans un ensemble.

Le commandant de la division réagit à ces sensations diverses par des manifestations de sa propre volonté, transmises à tous les organes dont il dispose pour l'action.

Et ainsi un mouvement de va-et-vient incessant, un échange constant d'impressions, de pensées, de décisions, tient orientée dans le sens voulu, malgré les fluctuations de la lutte, la machine de guerre complexe et déjà lourde constituée par la première unité de toutes armes.

En certaines circonstances cependant, des réactions se produisent sans l'intervention du chef, par la volonté des sous-ordres, qui ne peuvent ni ne doivent attendre, faute de temps, l'impulsion d'en haut. C'est le jeu délicat de l'initiative. Les phénomènes auxquels elle donne lieu peuvent être comparés aux reflexes dans un organisme animal. Et chacun sait que si les reflexes sont indispensables à la vie, il en est parfois de dangereux.

Mais ces effets fâcheux de l'initiative ne sauraient inciter à en rechercher la limitation étroite. Ils font partie des aléas. Les à-coups sont à « encaisser », le cas échéant, au passif de l'opération entreprise.

Dans bien des cas, par contre, devant l'imprévu inévitable que créent les réactions adverses, l'initiative seule permet de poursuivre l'œuvre entreprise et d'aboutir. Elle est donc une dérogation indispensable au principe de la coordination régulière, ou, si l'on veut, elle en est une forme supérieure plus artistique, mais offrant moins de garanties.

La division, cellule tactique, est théoriquement indivisible.

Lorsqu'employée en première ligne, elle a été jusqu'au bout de sa capacité de résistance ou d'attaque, elle est remplacée en bloc par une unité identique qui prend la suite, dans le même cadre, et le renforcement, quelquefois obligé, par des régiments d'infanterie ou d'artillerie empruntés aux divisions dont ils font partie organiquement, n'est qu'un pis aller (1).

L'organisation de la division *traduit* ainsi la solidarité et la camaraderie de combat indispensables au bon travail en commun.

Quelle est cette organisation ?

COMPOSITION DE LA DIVISION.

La composition de la division a notablement évolué au cours de la guerre.

Formée en 1914 de quatre régiments d'infanterie, soit douze bataillons à l'effectif de 1.000 hommes, de trois

(1) Le renforcement par des unités d'artillerie extra-organiques par des spécialités diverses est, au contraire, normal et indispensable.

groupes d'artillerie, soit 36 canons de 75, d'une compagnie de génie (1), elle comprend théoriquement, en 1918, trois régiments d'infanterie, soit neuf bataillons de 700 hommes, trois groupes de 75, deux groupes de 155 court (2), deux compagnies du génie. Elle n'allait pas tarder à avoir son aviation et ses chars.

Remarquons en passant que le terme de *division d'infanterie* ne convient plus avec la constitution actuelle de cette grande unité.

C'est proprement *division de toutes armes* qu'il faudrait dire ou, par abréviation et comme il est d'usage, *division.*

L'évolution s'est effectuée dans le sens d'une plus grande proportion d'artillerie par rapport à l'infanterie, c'est-à-dire dans le sens général que nous avons indiqué au début de ce travail et qui est marqué par l'accroissement incessant des moyens matériels.

Il est vraisemblable que cette tendance ne fera que s'accentuer encore ; il est possible que l'on soit amené à renforcer l'artillerie légère et même à doter la division d'une artillerie longue propre.

Ce renforcement apparaît comme une nécessité dans le combat en terrain libre, qui doit pouvoir être mené sans attente et sans retard, avec les moyens organiques de la

---

(1) Plus un ou deux escadrons de cavalerie mis, suivant les circonstances, à sa disposition par le corps d'armée.

(2) Cette dotation n'a pas été atteinte, les divisions n'ont pu recevoir qu'un groupe de 155 court.

division et au cours duquel celle-ci aura à battre sans délai tous les objectifs du champ de bataille, y compris les batteries éloignées.

Il apparaît moins nettement dans la guerre sur des positions organisées, où la division ne saurait se passer des moyens supplémentaires, surtout en artillerie légère et en artillerie lourde courte, prélevés sur les réserves du haut commandement et où, de plus, elle a toujours près d'elle, pour compléter son action au delà de sa zone propre, les artilleries de corps d'armée et d'armée.

La question s'est posée de savoir si, dans une organisation définitive répondant à son rôle tactique, la division devait être à trois ou à quatre régiments d'infanterie (1).

Les considérations qui précèdent donnent à penser que l'on inclinera vers la division à trois régiments, pour cette raison que la proportion d'artillerie qui s'impose et qui doit être maintenue ou augmentée encore, conduirait à avoir des divisions beaucoup trop lourdes à commander et d'un maniement moins facile et moins souple au cours des transports stratégiques et des acheminements vers la bataille.

Ce besoin primordial de légèreté amènera sans doute à enlever à la division, même réduite à trois régiments, une partie de ses services, l'automobile devant permettre de ravitailler à plus longue portée par les services de l'échelon supérieur.

(1) On sait que la réorganisation à quatre régiments, après l'armistice, n'a été effectuée que pour de plus grandes commodités dans la démobilisation.

On ne saurait cependant aller très loin dans cette voie, car il est certain qu'une unité de toutes armes exige, organiquement, un minimum de « moyens services » de toute espèce (ravitaillements en subsistances, munitions, matériels divers, service sanitaire, transports, etc...) dont les personnels, connus des troupes, habitués à travailler avec elles, servent de liens naturels avec les services du corps d'armée, dans lesquels la division est appelée à s'encadrer.

On n'aime pas, à la guerre, renouveler trop ses relations, surtout dans les moments difficiles où chacun voit plus volontiers, autour de soi, passer des figures connues et pratiquer les méthodes familières de travail.

De ce côté aussi, il faut une coopération, une coordination sans troubles si possible.

Immédiatement au-dessus de la division, le corps d'armée et l'armée sont encore des unités d'exécution tactique, mais avec des caractéristiques différentes, qui vont souligner la nature très particulière du rôle de la division.

B. — *LES UNITES TACTIQUES SUPERIEURES*

LE ROLE DU CORPS D'ARMEE.

Chargé de la conduite immédiate du combat, ayant à exercer une action personnelle sur les troupes et obligé, par conséquent, de se tenir à proximité du front d'engagement, le général de division est, en quelque sorte, « plaqué » sur l'ennemi, avec tous ses moyens, que

ceux-ci soient déjà en cours d'utilisation ou sur le point d'être employés.

D'autre part, la division, que ce soit en terrain libre ou dans la lutte sur positions organisées, a une capacité d'action assez bornée en largeur, comme en profondeur.

Elle est destinée, sa besogne accomplie, à « passer la main » après un temps relativement réduit.

Il résulte de cette situation que le divisionnaire manque du recul nécessaire qui, seul, permet d'avoir une vue d'ensemble du développement de la lutte.

Le commandant de corps d'armée, lui, a déjà un horizon moins étroit. Il étend son action directrice sur un front deux, trois ou même quatre fois plus étendu et sur une profondeur plus grande également, puisqu'il aura à diriger des actions successives de divisions, et à en assurer la continuité.

Mieux dégagé des contingences locales, il est à même de voir plus loin et plus large. Il a, peut-on dire, un plus grand « champ d'incidents ».

Les moyens dont il dispose correspondent à la fois à ces possibilités et à ces nécessités plus larges. Le commandant de corps d'armée met en action une artillerie longue capable d'agir au delà des portées des artilleries divisionnaires pour pratiquer la contre-batterie, les destructions, les harcèlements lointains, dans le prolongement des secteurs divisionnaires.

Avec son aviation propre, il pousse l'observation loin vers les arrières, pour pressentir les intentions de l'adversaire d'après son attitude aux abords du champ de bataille et pour contrecarrer déjà ses projets.

Grâce à lui s'établit la coordination entre les éléments qui sont engagés en plein dans la mêlée et ceux qui, par la nature et la portée de leur action, échappent à la direction divisionnaire.

D'une manière générale, il se charge de toutes les tâches qui doivent faciliter, par delà la conquête des objectifs immédiats ou la défense des positions actuelles, les tâches ultérieures des divisions de première ligne et l'entrée en action des divisions fraîches chargées de continuer l'œuvre des divisions dépensées.

Après avoir nuancé la force des attaques partielles par le partage inégal du front et l'attribution, inégale aussi, de moyens supplémentaires entre les divisions, ou déterminé la conduite à tenir sur les positions avancées dans la défensive, le commandant de corps d'armée fait intervenir ses réserves pour parachever l'œuvre des divisionnaires en exploitant les événements favorables, en limitant les insuccès locaux, en poursuivant, avec les adaptations nécessaires aux circonstances, l'exécution de sa manœuvre ou de son plan de défense.

Il assume enfin la lourde besogne des ravitaillements en renforçant au besoin les moyens des divisions en ligne, non seulement à l'aide de ses moyens propres, mais aussi de ceux des divisions de deuxième ligne ou des divisions réservées mises à sa disposition.

Pendant la guerre, sur les positions organisées et malgré les inconvénients résultant de la rupture des liens organiques, le corps d'armée a été de plus en plus un cadre dans lequel les divisions se sont placées par relèves successives au fur et à mesure de l'usure, souvent rapide, des devancières.

Le commandant de corps d'armée et son état-major ont ainsi assuré la « permanence intellectuelle » , condition primordiale dans les secteurs très actifs, pendant que les services divers relevant du corps d'armée continuaient, eux aussi, à fonctionner au profit des divisions, sans l'inconvénient des passages de consignes et des hésitations ou ralentissements consécutifs.

Faut-il ajouter que cette disposition permit souvent, lorsque des situations délicates réclamaient certaines compétences ou certains caractères, de laisser « the right man in the right place » ?

Un tel mode d'emploi du corps d'armée ne doit d'ailleurs pas être envisagé comme normal. Dans la guerre en terrain libre où l'usure est beaucoup moindre, où les mêmes unités peuvent prolonger leur action plus longtemps et où, surtout, les situations se renouvellent avec une plus grande fréquence, les relèves s'effectueront de préférence par corps d'armée dans le cadre de l'armée.

L'ARMÉE.

L'armée est « l'unité complète » de bataille, en ce sens qu'elle dispose de tous les moyens, troupes et services, prenant part à la lutte : corps d'armée, divisions et éléments extraorganiques attribués par le haut commandement.

Une répartition analogue à celle que nous avons vue entre la division et le corps d'armée, confie à l'armée le soin d'actionner directement certains matériels d'artillerie à grande puissance dont les objectifs sont en quelque sorte en marge du champ de bataille. De même son

aviation se consacre aux besognes d'exploration stratégiques et de destructions lointaines.

L'armée mène la lutte de bout en bout, y compris l'intervention des gros de cavalerie tenus prêts à déclancher leur action dès que les conditions d'emploi seront réalisées, c'est-à-dire la porte ouverte sur le terrain libre et la désorganisation de l'adversaire suffisamment poussée.

Sa manœuvre, au degré supérieur, met en pratique les mêmes procédés que ceux dont nous avons parlé ci-dessus : le commandant de l'armée fait connaître ses intentions, répartit les tâches, nuance les efforts initiaux par une répartition appropriée des objectifs et des moyens extraorganiques, et intervient ensuite au cours de la bataille par des renforcements judicieux et opportuns (1).

C. — *LA COORDINATION DES ACTIONS*

LIAISON DES ARMES.

Le corps d'armée a bien, nous l'avons vu, son rôle particulier, mais, en dehors de la mise en œuvre de son artillerie longue et de son aviation propre, il n'a à manier que des divisions, des organismes constitués.

L'armée a un rôle analogue vis-à-vis des corps d'armée.

Et pour conclure, le problème de l'amalgame des

(1) Nous verrons, en parlant des opérations stratégiques, comment le haut commandement actionne ses armées pour conduire la bataille générale.

différentes armes, de leur liaison intime en vue d'une action toujours coordonnée est à résoudre en entier à l'échelon division.

COORDINATION IMPARFAITE ET PARALYSIE CONSÉCUTIVE.

Nous avons vu quels moyens puissants sont ceux de l'artillerie, de l'infanterie et des autres armes sur le champ de bataille moderne.

Il semble, quelles que soient les dispositions prises, que, sous l'ouragan de feu déchaîné, tout doive être, sinon détruit, du moins réduit à l'impuissance totale.

S'il s'agit d'adversaires « en garde » ayant à leur disposition des *moyens comparables*, l'un pour attaquer, l'autre pour résister, on conçoit que le résultat puisse être une sorte de gigantesque et réciproque neutralisation qui laissera le champ de bataille jonché de morts et de blessés, de matériel détruit, d'ouvrages retournés, sans que l'assaillant puisse progresser en raison de son usure propre.

Enfin, l'apport de moyens nouveaux s'effectuant parallèlement, ou à peu près, dans les deux partis, il n'y aura, à aucun moment, un déséquilibre assez accentué pour permettre la rupture.

Mais lorsqu'il y a *surprise*, lorsque le défenseur n'a pas eu le temps de procéder aux renforcements nécessaires, comment les vagues lancées par l'assaillant ne submergent-elles, après les avants ennemis, les arrières eux-mêmes ?

Et pourquoi a-t-on vu, toujours, avant les grands événements militaires de juillet 1918, où intervinrent des

causes extérieures à la tactique même — l'usure générale de l'ennemi « l'usure stratégique » — pourquoi a-t-on vu les grandes attaques finir, étales, après de gros succès de début.

Voici, croyons-nous, la réponse.

Le but de l'assaillant, dans une action offensive est moins de rechercher la destruction matérielle et totale des forces adverses que la dislocation de leur dispositif, que leur *destruction organique*, qui obtenue par la rupture des liens unissant les éléments divers ne permettra plus que des efforts incohérents voués à l'impuissance.

Mais, en même temps, l'assaillant subit lui-même l'influence dissolvante du combat, soit par suite des réactions de l'adversaire, soit à cause du désordre consécutif à une progression un peu vive, qui relâche les relations de commandement et de liaison.

En face de l'affaiblissement organique de la défense, se produit un affaiblissement organique de l'attaque, et là se trouve la raison de l'impuissance à poursuivre sans arrêt le succès initial, malgré la supériorité numérique réalisée.

Le cas a été très net le 21 mars sur le front anglais, le 27 mai sur le front français, où les troupes allemandes victorieuses n'ont pas échappé à la désagrégation consécutive à une progression rapide au combat. Elles ont dû stopper devant la ligne ennemie reformée, à raison d'une division « en ordre » par 5 kilomètres de front, sans avoir atteint leurs objectifs stratégiques.

Nous avions nous-mêmes connu semblables aventures dans les années précédentes, et il y avait à cela cette même

cause dominante que le problème de la coordination des actions n'avait pu être résolu de manière satisfaisante.

Il est loin de l'être en entier à l'heure actuelle.

LES ELEMENTS DE LA COORDINATION.

Ce problème peut se décomposer en trois parties :

1° La question des *déplacements* à l'allure de l'infanterie — qui mène la lutte — des différents engins de combat, même les plus encombrants, pour qu'ils soient, à tous moments, présents là où, suivant le mot du général Cardot, il faut « taper ensemble ». Nous avons indiqué les solutions vers lesquelles on s'orientait actuellement à l'aide de la traction automobile combinée avec la chenille ou avec un procédé de portage similaire.

2° La question des *liaisons*, liaison des pensées et des volontés, qui exige des communications constantes entre les dirigeants et les exécutants, ces derniers fournissant tous renseignements sur la marche de la lutte et sur leurs besoins, les premiers distribuant leurs moyens encore disponibles à la demande des événements.

3° Enfin, la question des *transmissions*, intimement liée à celle des liaisons, puisqu'elles doivent permettre l'échange en temps utile des communications dont nous venons de parler. Question purement matérielle, mais primordiale, qui apparaît de plus en plus aiguë à mesure que se développe l'action et que deviennent plus lointaines et souvent caduques les directives du plan initial.

Seule, en résumé, la réalisation de la *liaison*, au sens le plus large du mot, entre les unités, entre les armes, assure un travail collectif continu, orienté, combiné, en vue d'un rendement maximum.

EVOLUTION DES PROCEDES.

La question avait été étudiée avant la guerre.

Un grand progrès avait été réalisé par l'emploi sans cesse plus étendu du téléphone complétant les procédés optiques ou l'utilisation des coureurs, mais combien incertain.

En réalité, la liaison infanterie-artillerie, partie capitale du problème, était recherchée dans l'observation à la vue ou à la jumelle, jugée suffisante par suite de la croyance répandue que le canon travaillerait, dans la bataille future, aux distances moyennes de 3.500 à 4.000 mètres.

Mêmes errements quant à l'observation de la lutte par le commandement en vue de l'intervention opportune des réserves.

La guerre venue, les difficultés surgirent, très grandes. Elles se manifestèrent surtout lorsqu'après les premiers engagements de 1914, la notion de préparation obligatoire sur chacun des objectifs successifs apparut impérieuse. Des efforts furent faits, souvent stériles, pour obtenir l'accompagnement de l'infanterie, de bout en bout de ses attaques, par une artillerie devant tirer couramment à 6.000 mètres et souvent au delà jusqu'à 8.000 mètres.

Au début de l'engagement, tout marchait convenablement. Les batteries, bien renseignées sur les objectifs à atteindre, étaient à même de les battre avec efficacité. Mais, dès que l'infanterie s'était ébranlée et avait commencé à progresser, une incertitude pénible régnait, les observatoires terrestres étant incapables de renseigner sur les situations successives des unités lancées à l'attaque.

L'infanterie attendait alors trop souvent en vain le concours de son artillerie, ou opérait à contre-temps.

Plus tard, à partir du milieu de 1915, les observateurs d'artillerie, suivant les fantassins et emportant leur téléphone au bout du fil fragile, rendirent de grands services et écrivirent d'admirables pages d'héroïsme.

Puis de nombreux systèmes furent essayés, en particulier les signaux par fusées, pour permettre l'envoi des renseignements ou au moins l'indication de jalonnements successifs des fronts atteints.

Mais une solution acceptable et générale du problème des liaisons et des transmissions de commandement, comme des liaisons et des transmissions d'artillerie, ne devait intervenir qu'avec l'avion nombreux, pratiquant l'observation verticale, fouillant les replis du sol et portant son investigation au-dessus des régions mêmes à observer.

Encore fallut-il l'installation à bord de la T. S. F., permettant des transmissions instantanées, pour que les résultats de l'observation fussent utilisables en temps utile.

Le dernier progrès réalisé est celui de la « réception » à bord des avions, permettant de modifier les missions sans atterrissages multiples.

Ainsi, grâce aux renseignements par avions, comparés à ceux qu'envoient les ballons, les observatoires terrestres, ou qui arrivent du front de combat par le téléphone, par coureurs, le commandant de la division peut intervenir opportunément et avec fréquence dans l'action, en agissant par son artillerie, dont il fait varier les missions,

et en actionnant ses réserves. Il peut poursuivre sa tâche de commandement au-delà de l'impulsion initiale, toujours insuffisante, et conduire effectivement le combat jusqu'à l'accomplissement de sa mission.

LES DOCUMENTS COORDINATEURS. — PLANS ET ORDRES.

Cette impulsion initiale est donnée au moyen de documents écrits qui varient dans leurs développements et leur complexité suivant la situation.

L'action coordinatrice s'y traduit par la répartition des tâches dans le temps et dans l'espace, de manière à demander à chaque arme aux différents moments du développement de l'action et sur les divers points du champ de bataille, tout ce qu'elle peut donner et rien que ce qu'elle peut donner.

POSITIONS ORGANISEES. — PLANS.

Lorsque les opérations se déroulent sur des *positions organisées* et exigent, par suite, la mise en action de moyens particulièrement nombreux et puissants, le général de division élabore de véritables « plans » d'emploi de tous les organes dont il dispose, réglant les actes successifs avec minutie et précision.

La force de résistance des organisations à enlever, comme la puissance des moyens mis en œuvre pour les réduire sont, de part et d'autre, en effet, des éléments redoutables de dissociation des liens organiques.

Et c'est pourquoi, à une certaine époque, on voit apparaître dans l'offensive ces « horaires » réguliers, — où figurent à la place d'honneur les barrages roulants, —

qu'on s'efforcera d'assouplir, d'abord par des « décalages » prévus pour le cas où les événements bouleverseraient les prévisions, puis par des communications plus actives entre l'avant et les postes de commandement.

C'est pourquoi, également, dans la défensive, la crainte du bouleversement soudain du système conduit à établir des plans de défense très détaillés permettant aux subordonnés d'agir éventuellement le plus longtemps possible sans l'intervention — entravée — du commandement.

Il y a, en quelque sorte, pléthore de prescriptions au début, suivie souvent d'une disette que le commandement s'efforce de réduire au plus vite, mais avec laquelle il faut compter.

Le plan indique dans l'offensive le but général de l'action entreprise, et, dans la défensive, l'échelonnement et le rôle des diverses positions.

Il donne la mission de la division, et celle des unités voisines, fixe les conditions d'exécution, définit les objectifs successifs de l'attaque ou indique les conditions générales de la défense, répartit les moyens d'action dans le secteur en fixant les missions particulières et les conditions d'emploi de chacun des échelons subordonnés : infanterie et chars d'assaut, artillerie, aéronautique, génie, cavalerie, spécialités combattantes diverses, services de tous ordres.

Une partie très importante du plan, offensif ou défensif, traite des missions de l'artillerie sur lesquelles nous nous sommes étendus longuement plus haut.

Une autre partie met sur pied l'organisation des transmissions téléphoniques, radiotélégraphiques, optiques, acoustiques ou par avions, ballons, artifices, pigeons, coureurs, qui, seules, nous l'avons vu, pourront permettre la continuité de l'action de coordination du commandement.

Un paragraphe spécial est consacré à l'emploi des voies de communications qui veut une réglementation très nette pour éviter les embouteillages et la paralysie soudaine des services de ravitaillements et d'évacuations.

Les travaux de toute nature figurent enfin dans un programme qui fixe leur ordre d'importance et d'urgence, soit au cours de la préparation, soit au cours de l'exécution.

Les mêmes préoccupations se retrouvent à l'échelon du corps d'armée et de l'armée.

TERRAIN LIBRE. — ORDRES.

On conçoit que si des plans aussi complets dans leurs prévisions conviennent au cas d'opérations intéressant l'attaque ou la défense de positions organisées, il faut faire plus simple et faire plus vite à mesure qu'on se rapproche de la guerre en terrain libre.

C'est que les actes successifs de la lutte se suivent ici rapidement et qu'il n'y aura place alors que pour les ordres vite établis, courts, clairs, précis et laissant aux subordonnés beaucoup plus de latitude dans l'emploi de leurs troupes. La coordination nécessaire des actions est recherchée dans ces circonstances beaucoup plus, et presque uniquement, dans l'orientation antérieure des

cerveaux que dans l'agencement et la mise en action, réglée dans les détails, des moyens matériels.

Souvent même, comme ce fut le cas en 1918, dans une lutte contre un adversaire usé, en retraite sur des fronts importants et résistant encore par des arrière-gardes pourvues de canons légers et de mitrailleuses, la division cessera d'être indivisible — il ne faut aucun formalisme à la guerre — et on procédera à une décentralisation très poussée des moyens d'artillerie. Chaque régiment d'infanterie, chaque bataillon même, recevra ses canons, de manière à appliquer instantanément les forces nécessaires pour faire sauter les points de résistance sporadiques organisés par l'adversaire.

FORMATION PROFESSIONNELLE.

C'est en pareil cas qu'interviennent au maximum les qualités de la troupe, des états-majors et du commandement, obtenues grâce à une instruction et à une éducation militaires très poussées. Car de telles qualités ne s'improvisent pas et, à vrai dire, ne peuvent être inculquées, en ce qui concerne surtout le commandement jusqu'aux chefs de corps, ceux-ci compris, que par une formation professionnelle qui suffit à absorber l'existence d'un individu.

Dans le recrutement futur des cadres de l'armée où les officiers de complément auront une place très large, il sera sage de tenir compte de ces considérations dans l'attribution des emplois. Nos camarades de la réserve ont montré et démontré que cette source de recrutement des cadres pouvait donner des commandants de compa-

gnie admirables, et qu'un choix éclairé parmi ceux-ci pouvait fournir d'excellents commandants de bataillon.

Il ne faudra toutefois aller au delà qu'avec quelque circonspection, et nous ne voulons pas douter que ceux des intéressés qui liront ces lignes, ne se rangent à notre avis, après l'expérience acquise par eux au cours des longues années de guerre.

Qu'il s'agisse de plans ou d'ordres, les prescriptions, détaillées ou largement énoncées, qui s'y trouvent, tendent toutes à la réalisation d'une idée directrice, que les exécutants doivent connaître pour pouvoir « s'y raccrocher » lorsqu'au cours de l'exécution un doute surgit dans leur esprit et que se produit — pain quotidien de la guerre — le cas fortuit échappé aux prévisions initiales. Cette idée, c'est l'idée de manœuvre.

D. — *L'IDÉE DE MANŒUVRE ET L'ORIENTATION DES EFFORTS*

NATURE DE LA MANŒUVRE.

On se représente volontiers la manœuvre exécutée par un général habile, comme une sorte de tour magique, de jonglerie, qui, après quelques feintes rapides, laisse soudain l'adversaire désemparé, impuissant, livré pieds et poings liés à son vainqueur.

Si cette image a pu, dans une certaine mesure, valoir pour les guerres passées où figuraient, dans des espaces très étendus, des armées peu considérables, si l'événement a pu surgir alors comme résultat de l'intervention inopinée d'un élément de manœuvre apparaissant dans une

direction imprévue, on peut constater que ce caractère se perd de plus en plus dans la guerre moderne, surtout dans le domaine réservé aux unités telles que la division et le corps d'armée.

L'extension et la continuité des fronts ont pour conséquence un coude à coude général. Chaque division, chaque corps d'armée, dans leur alvéole, combattent encadrés, et le commandement, loin d'exécuter des tours savants, opère bien plutôt comme s'il agissait sur des leviers plus ou moins puissants, à l'aide desquels il cherche à provoquer l'effondrement du dispositif adverse.

La conception de la manœuvre consiste alors à apercevoir les points d'application favorables des forces dont le choix judicieux permettra d'escompter les meilleurs résultats locaux jusqu'à ce que, de démolition partielle en démolition partielle, un effondrement d'ensemble soit obtenu du front attaqué.

Mais dans le domaine tactique, il s'agit à tout instant, il faut le répéter, d'actions de forces, de calculs de résistances, d'application de moyens appropriés, de discernement clairvoyant et de ténacité plutôt que de conceptions géniales bouleversant soudain les événements et forçant le destin.

Ceci est d'autant plus vrai que les adversaires se présentent, dans les temps modernes, avec des moyens, des procédés, des méthodes à peu près identiques, et que, sauf le cas d'une disproportion numérique accentuée, deux volontés en sens contraire sont opposées, également attentives, également armées.

On pense ici, fatalement, à l'image des deux chèvres

luttant front contre front, sur un arbre tombé en travers d'un torrent et qu'avait observée de Brack, croyons-nous, au fronton d'un château de Bohême, avec l'inscription : « Le plus entêté l'emporte ».

Il y a plus d'entêtement que de génie à la guerre, au moins dans le domaine tactique.

La manœuvre, néanmoins, y est de tous les instants. Elle se traduit dans l'offensive par l'enlèvement successif d'objectifs très nettement désignés, par le placement, face à ces objectifs, des forces et moyens nécessaires et suffisants pour en venir à bout, par l'utilisation judicieuse des facilités offertes par le terrain.

Elle comporte, non des attaques frontales lancées vaille que vaille, mais des poussées opportunes partout où des circonstances favorables apparaissent, qui permettent de déborder, d'encercler les points d'appui, donc de les saisir par les côtés faibles et de menacer leurs communications.

La force n'est pas exclusive de la souplesse.

Dans la défensive, la manœuvre est non moins efficace et nécessaire, elle est faite à la fois de dérobades habiles et contre-attaques bien ajustées, de tous les procédés susceptibles de déjouer les projets adverses, de briser son dispositif par des résistances inattendues et des coups de boutoir rudement appliqués. Jeu plus délicat certes que dans l'offensive, et qui exige les plus hautes qualités tactiques.

Si, généralement, la conception d'ensemble est simple, elle se ramifie pour ainsi dire dans l'application, chaque

exécutant faisant découler sa manœuvre propre de la manœuvre de l'échelon supérieur.

Dans l'offensive comme dans la défensive, la lutte est faite d'actions partielles réparties sur le champ de bataille, s'épaulant mutuellement, mais ayant chacune leur développement propre influencé par le terrain et les réactions adverses, et ne recevant les impulsions du commandement qu'espacées, parfois périmées au moment où elles parviennent à destination.

L'orientation de tous ces efforts dispersés dans l'espace n'est possible, comme nous l'avons dit, que grâce à la compréhension parfaite de l'idée du chef. Les moyens mentaux, plus encore que les moyens matériels, doivent former un faisceau ordonné, et il n'y a pas de plan ou d'ordre qui permette de négliger, devant les inconnues du combat, cette orientation générale.

Cependant, nous y insistons, la mise en train par une impulsion première, la connaissance parfaite des volontés du chef ne sauraient dispenser celui-ci d'intervenir constamment dans le combat à toutes ses phases. Il faut se garder des excès dans quelque sens que ce soit.

Lorsqu'au milieu de 1918, les divisions françaises se retrouvèrent en face des situations tactiques de 1914, le haut commandement dut rappeler à tous que l'ère cessait des lourdes manœuvres en terrain chaotique, que les temps étaient revenus des actions rapides, exigeant coup d'œil et décision, vivement poussées dans leurs conséquences vers des exploitations immédiates et hardies.

« Tout succès tactique doit être poussé à fond », tel était le mot d'ordre. Ce mot d'ordre fut appliqué.

Nos troupes retrouvèrent vite leur souplesse et leur aptitude à la manœuvre. Elles obtinrent d'excellents résultats contre la ténacité des unités allemandes cramponnées au terrain.

Mais quelques semaines, quelques mois suffirent pour faire apparaître des exagérations, au moins dans quelques unités. La vitesse tendit à devenir de la précipitation. Il y eut des excès de décentralisation, certains chefs ayant tendance, dans les conditions nouvelles créées, à négliger, à « abdiquer » leur fonction de coordination.

Il fallut réagir. Le haut commandement dut rappeler la nécessité pour tous les chefs de suivre la bataille et de la conduire avec méthode, en consentant les temps d'arrêt indispensables au rétablissement de l'ordre, aux reprises des relations entre les divers organes, en un mot à la *continuité de la coordination*. L'armistice survint à ce moment de l'évolution.

Parmi les procédés qui permettent d'obtenir une désorganisation rapide de l'adversaire, la surprise tient une toute première place. Elle est susceptible de décupler les effets recherchés. Nous examinerons rapidement la question de la surprise tactique, réservant, pour l'avenir, l'examen de la surprise stratégique, dont le fondement est d'ailleurs identique.

LA SURPRISE TACTIQUE.

La surprise est faite du « secret » qui en est l'essence même et de la « vitesse » qui, seule, permet un développement convenable de l'effet initial obtenu.

Le secret doit être recherché dans l'espace, c'est-à-dire que l'ennemi sera tenu aussi rigoureusement que possible dans l'ignorance des points d'attaque.

Il est recherché ensuite, au besoin, dans le temps, en ce sens que, si l'adversaire a pu discerner le front exact d'attaque, il reste la ressource de laisser planer l'incertitude sur le moment du déclanchement de l'action, sur le jour J, sur l'heure H.

Ces conditions réalisées plus ou moins heureusement, il viendra un moment, cependant, où l'attaqué sera fixé. Si, au pis pour lui, son investigation a été mise en défaut totalement, ce qui est rare, au moins n'aura-t-il plus rien à apprendre lorsque le déclanchement s'effectuera.

Orienté, il mettra tout en œuvre pour réaliser une parade proportionnée à l'effort subi, il commencera son « rétablissement ».

C'est alors qu'intervient la vitesse pour conserver l'avance obtenue grâce à la priorité des préparatifs, au secret, et pour atteindre les résultats visés avant que l'adversaire ait pu réaliser sa parade.

Le but poursuivi est de prendre successivement à partie les éléments du système adverse présents sur le champ de bataille, ou aux abords, et de régler leur sort avant qu'ils aient pu faire bloc pour agir ensemble. Le commandement, pris au dépourvu, n'aura pas le temps de faire sentir son action, d'organiser sa contre-manœuvre dans les délais voulus. La surprise saisira l'ennemi en flagrant délit d'insuffisance de coordination de ses moyens.

Bien entendu, à côté du facteur surprise se trouvent d'autres facteurs tels que la supériorité numérique qui

interviennent également, mais toutes choses égales d'ailleurs, la surprise est un élément primordial de désorganisation de l'adversaire, ses effets soulignent l'importance de l'accord incessant des moyens et l'impuissance qui résulte de la destruction de cet accord.

En résumé, le secret combiné avec des feintes habiles susceptibles d'induire l'ennemi en erreur permet d'attaquer du fort au faible.

La vitesse assure une exploitation aussi complète que possible de cette situation favorable qui peut n'être que momentanée.

Mais les difficultés sont considérables pour réaliser les conditions voulues. C'est d'abord une lutte d'un genre nouveau entre, d'une part, l'investigation, devenue si puissante avec le développement de l'aviation et l'extension des services de renseignements, d'autre part, le camouflage méthodiquement pratiqué pour dissimuler à l'adversaire les préparatifs et tous les procédés de secret qui se sont perfectionnés à l'extrême : discipline des routes, mouvements de nuit, faux renseignements, etc..., Mais il faut aussi la discrétion de tous ceux qui ont à connaître les projets du commandement. Et les occasions de fuite sont innombrables. Une discipline stricte peut seule limiter ces dernières, ainsi qu'une compréhension intelligente de l'importance, à tous les échelons, d'un mutisme absolu.

C'est une partie importante de l'éducation de la troupe et des états-majors.

E. — *QUELQUES ENSEIGNEMENTS*

LA DOCTRINE DE 1914 ET SES APPLICATIONS.

Les notions que nous venons d'exposer n'étaient en aucune façon inconnues avant 1914 et l'enseignement de l'Ecole de guerre, en particulier, insistait fortement sur leur importance.

Pourtant, il est de notoriété publique qu'au début de la campagne, l'infanterie française s'est généralement portée avec une bravoure folle sur les positions occupées par les Allemands, garnies de fils de fer et pourvues de mitrailleuses en nombre important.

Ces organisations n'étaient en aucune manière comparables à celles qui devaient naître, dès après la Marne, au cours de la stabilisation des adversaires. Cependant, telles qu'elles étaient, elles ont suffi à briser l'élan de nos fantassins, lancés de distances trop grandes, pour aboutir au corps à corps à l'arme blanche, dans une course ardente insuffisamment appuyée par l'artillerie.

Les règlements de combat que nous possédions en 1914 ont été souvent discutés depuis la guerre.

Nous allons examiner à nouveau leurs textes très brièvement, moins pour en faire la critique, toujours aisée a posteriori, que pour tirer des faits une leçon importante qui ne peut être négligée et qui se rapporte très exactement au chapitre qui vient d'être écrit.

Le décret de septembre 1913 sur le Service des armées en campagne, intermédiaire, dans notre littérature militaire, entre le règlement sur la conduite des grandes unités, corps d'armée et au-dessus, et les règlements

spéciaux à chacune des armes, s'applique à l'unité qui, la première, comprend des troupes de toutes armes, c'est-à-dire à la division (1).

C'est donc là que nous verrons traitée la question de la coopération nécessaire entre l'infanterie, l'artillerie, la cavalerie, le génie et tout particulièrement la liaison entre le canon et le fantassin. Il était alors très peu question d'aviation.

Dans le rapport au Président de la République, se trouve tout d'abord une remarque très importante sur la conception nouvelle du rôle de l'artillerie, apparue dans le texte du décret.

On admettait, dans les réglementations antérieures, une *lutte d'artillerie* contre artillerie, jusqu'à obtention de la supériorité, pour passer ensuite à la *préparation des attaques* d'infanterie, en battant les objectifs de celle-ci avant son entrée en action.

Il n'en est plus de même en 1913.

L'artillerie ne préparera plus les attaques, elle les appuiera, en détruisant tout ce qui s'oppose à la progression de l'infanterie. Si la supériorité vis-à-vis de l'artillerie ennemie est recherchée, c'est pour pouvoir agir plus librement avec le maximum de moyens-canons contre les objectifs d'infanterie. D'ailleurs, on luttera fatalement, dès le début, contre l'artillerie adverse, puisqu'elle apparaîtra comme le premier obstacle opposé par l'ennemi à la marche de nos fantassins.

Mais la préparation ne sera pas indépendante de l'action de l'infanterie et antérieure à celle-ci parce que, pour

(1) Voir le rapport à la Commission.

agir avec efficacité contre l'adversaire, il faut le forcer à se découvrir et qu'il ne se découvrira que devant la menace de l'infanterie en progression vers lui.

Tout ceci peut paraître un peu subtil. Il semble qu'en fin de compte, il y aura toujours lieu de tirer sur l'artillerie, sur l'infanterie adverses, sur tous les obstacles.

Mais c'est cela précisément, qui, en 1914, a été l'objet d'une exécution défectueuse.

La coordination, explicitement prévue et prescrite par les textes officiels, n'a pas été réalisée en général dans la pratique des premiers combats.

Alors que le décret spécifie que l'avant-garde doit être appuyée, *dès le début*, par l'artillerie de la division en mesure d'intervenir au besoin *tout entière*, que cette action commence dès que l'approche est entamée, qu'au cours de l'attaque l'artillerie aide de tous ses moyens la progression de l'infanterie, tire contre les points d'appui ou contre les troupes gênant la marche, enfin qu'elle détruit en temps voulu les obstacles matériels rencontrés, nous avons tous vu l'infanterie partir à l'assaut avant même la mise en batterie de son artillerie.

Le haut commandement a dû, en pleine guerre, rappeler sans cesse aux exécutants, dans les premiers mois, ces vérités élémentaires d'appui mutuel et de coopération intime.

Pourquoi ?

D'abord, il faut reconnaître, et nous l'avons souligné déjà, que notre artillerie était insuffisante en nombre. Une division pouvait s'engager sur un front atteignant quatre kilomètres, un corps d'armée sur huit. En suppo-

sant en ligne dès le début les dix groupes du corps d'armée, six groupes divisionnaires et quatre propres au corps d'armée on arrivait à une moyenne de 800 mètres par groupe, soit environ 300 m. par batterie.

Avec la pluralité des missions de cette artillerie, en l'absence de toute artillerie lourde, c'était peu.

C'était peu, encore et surtout, en raison de la pauvreté des approvisionnements en munitions, dont le 75 s'est révélé un terrible consommateur.

Mais de ce 75 trop rare sur nos fronts d'attaque, de ces munitions parcimonieusement attribuées, eu égard aux nécessités apparues plus tard, on s'est servi souvent assez mal et à contretemps.

Pourquoi ces erreurs ?

Parce que l'infanterie et l'artillerie *n'avaient que la notion théorique du travail en commun, sans en avoir assimilé la pratique.*

Parce qu'une minorité trop importante de nos commandants de division et de brigade, âgés, n'avaient pas entretenu leurs connaissances militaires en suivant les modifications apportées à la conduite des troupes par l'introduction de matériels nouveaux.

De l'avis de toutes les personnalités qui ont été à même de se rendre compte de nos causes de faiblesse, l'instruction de l'armée française avait été insuffisamment poussée à l'échelon « division », à l'échelon où les trois armes sont actionnées par la même main.

Et cela à cause d'une orientation défectueuse des efforts, à cause de la mauvaise répartition des garnisons et de l'insuffisance des grands camps, où de longs

séjours en commun eussent amené les officiers de toutes armes à réfléchir sur des problèmes que trop d'entre eux soupçonnaient à peine, et procuré aux commandants des grandes unités l'occasion d'exercer intégralement leurs fonctions du temps de guerre, loin du service courant et des préoccupations bureaucratiques.

La lacune constatée a d'ailleurs pu être favorisée dans une certaine mesure par la rédaction trop particulariste du règlement d'infanterie de 1914.

En effet, si, dans le règlement d'artillerie, la plupart des prescriptions du service en campagne sont reproduites au sujet de l'appui indispensable au fantassin, le règlement d'infanterie, lui, est trop peu loquace sur ce point, et, à part quelques allusions fort vagues, il donne cette impression que l'infanterie mène le combat seule.

Or, le fantassin, chef de section, commandant de compagnie, chef de bataillon, voire colonel, trouvait dans ce règlement sa pâture, et, trop rarement, cherchait au delà, avec l'impression, d'ailleurs, qu'il sortait de ses obligations professionnelles et se lançait dans les hautes études militaires.

Il faut conclure. L'infanterie et l'artillerie doivent *travailler ensemble* à l'instruction comme elles travaillent au combat. Il leur faut des garnisons communes, il leur faut des camps communs.

Plus : *les règlements de combat doivent être communs*, il n'y a pas une tactique d'infanterie et une tactique d'artillerie, il y a la tactique du combat commun à ces deux armes sœurs, à toutes les armes.

Seuls, les techniques, les procédés d'armes peuvent être traités à part, et jusqu'à un certain point, être ignorés des étrangers à l'arme.

LE COMMANDEMENT.

Il y a lieu, enfin, de rechercher les conditions d'une sélection saine assurant, en temps de paix, l'accès aux commandements supérieurs d'officiers maintenus en pleine forme, non seulement physique — ce qui se manifeste assez facilement — mais intellectuelle et professionnelle, ce qui offre des difficultés beaucoup plus grandes d'appréciation.

Quelle que soit l'horreur que le bon ton impose en France pour les mandarinats, peut-être des épreuves conçues objectivement sur d'exclusives données de guerre assureraient-elles la possibilité de constater l'existence, chez les candidats aux grades élevés de certaines qualités nécessaires, sinon suffisantes, pour l'exercice du commandement.

Ces épreuves auraient au moins l'avantage de tenir en haleine, jusqu'en fin de carrière, les aspirants aux hauts emplois militaires, en les obligeant à la mise à jour incessante de leur bagage professionnel.

Peu importent d'ailleurs les moyens. Il suffit que les dirigeants, se refusant à admettre trop facilement l'impossibilité d'un conflit armé, ne laissent point un scepticisme coupable présider aux choix militaires, et des influences de cour ou des intrigues politiques favoriser parfois des ascensions déconcertantes.

Il faut au surplus reconnaître qu'en l'absence même

de ces errements déplorables, il reste toujours difficile de discerner les qualités qui priment toutes les autres. celles du caractère, du courage intellectuel, que seule la guerre fait apparaître avec quelque netteté.

Le début de la campagne a vu s'effondrer, dès les premières semaines, des personnalités qui étaient à juste titre considérées comme remarquables, mais que le poids des responsabilités, les horreurs des combats et parfois aussi le souvenir des jours malheureux de la guerre précédente, accablaient totalement.

S'il faut attendre la guerre même pour faire de telles constatations et y remédier, du moins peut-on affirmer que l'insuffisance de la culture militaire peut être dévoilée par des moyens appropriés. Mais il faut le vouloir.

Pour finir, une observation se présente ici, qui a son importance : les limites d'âge élevées comme celles que nous avons connues avant la guerre, et que nous connaîtrons peut-être encore après, ont, entre autres conséquences, celle fort grave de restreindre à l'excès le champ des choix à exercer. Nous allons expliquer ce qui peut paraître un paradoxe au premier examen.

A partir de 50 ou 55 ans. la généralité des hommes décline. Les affaissements les plus apparents, causés par l'âge, sont ceux de l'enveloppe physique. Ils motivent très justement des éliminations nombreuses.

Ne restent donc dans les rangs de l'armée jusqu'à 60 ans et au delà, que des organismes particulièrement robustes et à ces sujets seuls qui ont résisté à la sélection impitoyable de l'âge, sont limités les choix pour les hauts grades.

Or, cette vigueur physique, cette intégrité de tous les organes, ne garantit pas dans tous les cas des aptitudes intellectuelles intactes.

Ce qui est sûr, par contre, c'est que parmi les éliminés se trouvent des intelligences qui, cinq ou dix ans plus tôt, avec un physique non encore fatigué, eussent donné des chefs complets, et qui ont dû terminer leur carrière dans des emplois inférieurs à leurs capacités réelles.

Le rajeunissement apparaît donc bien comme susceptible d'étendre le choix en vue d'un recrutement mieux assuré des hauts grades.

S'il est objecté qu'on écartera ainsi trop tôt des sommités de premier ordre, on peut répondre qu'il est toujours possible de conserver hors cadres un nombre réduit de personnalités indiscutées, ou de puiser largement dans le cadre de réserve, en cas de conflit.

La guerre, en effet, a mis en relief des chefs militaires qui ont conservé de hauts commandements bien au delà des limites d'âge que nous laissons entrevoir comme désirables et qui parfois même étaient déjà en retraite. Mais il s'agit d'une douzaine à peine d'individualités marquantes, d'exceptions caractérisées, et le profit n'est pas moins indiscutable qu'assure le rajeunissement de la masse.

L'expérience a d'ailleurs été faite pendant la guerre. Les résultats ont été probants. L'abaissement progressif de l'âge moyen des commandants de division et des chefs de corps n'a pas été une des moindres causes de nos succès définitifs, Et il est impossible de prétendre que le maintien de quelques personnalités au delà des limites

ordinaires de la pleine activité humaine, soit autre chose qu'un correctif bienfaisant au rajeunissement systématique de l'ensemble.

Enfin, sans vouloir traiter ici dans son entier un problème fort vaste, il faut bien indiquer quel intérêt il y a à ne pas laisser les officiers d'avenir s'user dans les grades de début pour faire franchir ensuite aux élus, à des vitesses exagérées, les échelons supérieurs.

La connaissance de la troupe est, sans doute, indispensable, le commandement de la section et de la compagnie sont d'excellentes écoles, mais il faut bien constater qu'après une demi-douzaine d'années passées dans l'exercice de chacun de ces commandements, le bagage expérimental est constitué — ou alors il ne le sera jamais — et la lassitude vient.

Par contre, avec l'état de choses d'avant-guerre, les officiers supérieurs et généraux appelés aux commandements des corps de troupe et des unités supérieures n'y faisaient que passer et avaient à peine le temps de se confirmer dans leurs fonctions.

C'est proprement l'inverse qui s'impose.

Les statuts futurs de l'armée devront tenir compte de cette importante question.

C'est à cette condition seulement que nos grandes unités, et les autres, partiront en campagne, le cas échéant, ayant à leur tête des hommes capables d'affronter l'épreuve des réalités guerrières et assez souples intellectuellement pour s'adapter, s'il y a lieu, aux méthodes et aux procédés nouveaux surgis — comme il est arrivé pendant la grande guerre — en pleine exécution.

TROISIÈME PARTIE

LA MISE EN ŒUVRE DE L'OUTIL DE GUERRE

CHAPITRE PREMIER

GÉNÉRALITÉS

A. — *OBJET DE LA STRATÉGIE*

Nous avons examiné successivement, dans les chapitres qui précèdent, les moyens et les procédés des différentes armes, puis nous avons montré l'importance d'une coordination de leurs actions respectives, ainsi que les difficultés de réalisation.

Dans les pages qui suivent, nous étudierons la mise en œuvre des grandes unités par le haut commandement, en nous restreignant aux notions générales et aux problèmes principaux.

A chaque instant, plus encore que dans les questions déjà abordées, nous serons amenés à faire allusion aux idées, aux doctrines qui ont régné, avant et pendant la guerre, aux événements heureux et malheureux qui ont jalonné la longue période d'efforts et parfois d'angoisses vécue par le pays, au rôle des grands acteurs dans ce drame de quatre ans.

Nous ne ferons jamais, à aucun degré, de la critique visant les personnes. Nous chercherons seulement et toujours, à faire comprendre l'ampleur et la complexité des problèmes de la guerre.

Au surplus, pour reprendre une réflexion faite par un de nos anciens chefs, il est vraiment irrationnel et trop aisé de vouloir juger les actes de 1914 ou des années suivantes, avec les mentalités de 1920 et après les éclaircissements et les sanctions apportés par les événements.

Et les censeurs ne devraient jamais perdre de vue que la critique a sur la conception l'avantage inappréciable d'opérer après coup.

STRATÉGIE.

Le domaine dans lequel nous entrons est généralement, dans l'armée, considéré comme réservé aux sommités militaires, et... aux présomptueux de tous grades.

Par contre, certaines gens, d'esprit, ne craignent pas de donner M. de la Palice lui-même comme patron aux stratèges, tant les vérités découvertes par ceux-ci apparaissent, aux yeux non prévenus, comme de toute évidence.

Enfin, l'existence même de la stratégie est contestée en ce sens que certains écrivains n'admettent pas sa distinction d'avec la tactique, proclament que de telles délimitations sont factices, et que l'art militaire est un et indivisible.

Exagérations, croyons-nous, que ces opinions.

Il suffit de songer aux préoccupations d'un généralissime commandant les forces alliées de plusieurs nations modernes, aux buts d'ensemble qu'il poursuit, à l'étendue des moyens qu'il met en œuvre, pour être contraint d'admettre qu'ils ne sont pas du même ordre de grandeur, ni de même nature que celles d'un divisionnaire opérant dans son secteur, et que la stratégie existe.

Si les vérités qu'elle émet, si les principes qu'elle prétend poser apparaissent d'une simplicité presque ridicule, d'une évidence à faire sourire, il faut se hâter de voir à travers quelles difficultés ils trouvent leur application et combien les tentations abondent de les violer. Leur valeur directrice apparaîtra, dès lors, indiscutable.

Enfin, l'étude de la stratégie, quoi qu'on puisse penser, est parfaitement accessible, au moins comme science théorique, ou sous forme d'étude a posteriori. Elle est, à ce point de vue, au niveau des autres sciences. Or, on peut comprendre l'histoire, par exemple, sans être à même de l'écrire, et surtout sans être capable d'intervenir comme acteur dans les événements de son temps.

La pratique, il faut le reconnaître, est, pour la stratégie particulièrement, une toute autre affaire qu'une simple initiation théorique. La première raison, majeure, en est qu'il y a toujours en face une volonté contraire.

Une autre raison, non moins importante, est que les décisions du commandement, objectives en principe, sont souvent subjectives, en ce sens que le coefficient personnel du chef, son aptitude à accepter les risques, son *tempérament*, pour tout dire, ont à jouer un rôle

considérable. Car souvent les inconnues de la guerre, les incertitudes sur les intentions et les réactions éventuelles de l'ennemi, écartent toute possibilité de détermination purement rationnelle.

Or, n'a pas du tempérament qui veut, et il n'est pas d'études qui vaillent — stratégiques ou autres — en face des qualités natives indispensables. Mais ceci ne signifie en aucune façon que le savoir soit inutile. Ce serait une lourde erreur de penser que le chef suprême, avec ces qualités natives, avec un solide bon sens, a besoin seulement de quelques données générales, et que surgiront en temps utile les étincelles de génie qui illumineront soudain, toute bâtie dans son cerveau, la manœuvre à faire.

Le stratège doit, d'abord, avoir la notion la plus exacte des *possibilités*, et il ne peut en être ainsi que s'il possède une connaissance approfondie du rendement des moyens humains et matériels à sa disposition, ainsi qu'une vue toujours exacte et positive des circonstances dans lesquelles il opère.

S'il lui faut une imagination féconde pour faire œuvre de créateur dans l'élaboration de ses projets d'opérations, encore cette faculté doit-elle être soumise au contrôle incessant d'un jugement sûr et froid, capable, en outre, de s'exercer sous le poids des responsabilités les plus lourdes qui puissent charger le cerveau et le cœur d'un homme.

Il doit enfin être tendu constamment de tout son être vers l'action, sans impatience, mais avec une résolution extrême, seule susceptible de conserver chez tous ses

subordonnés, quelles que soient les vicissitudes momentanées, la foi qui sauve.

A défaut de génie, lequel échappe le plus souvent à toute analyse, l'ensemble des qualités à réunir est assez impressionnant.

Et c'est pourquoi, évidemment, les stratèges *de fait* ne sont pas légion.

Considérée ainsi dans toute son ampleur, c'est-à-dire sans la limiter à l'étude des buts poursuivis, et en y comprenant toutes les difficultés qu'entraîne l'exécution, la stratégie a dans son domaine non seulement les conceptions du haut commandement visant les résultats d'ensemble, mais encore l'administration et le rassemblement des moyens de toute nature, les possibilités de terrain et les réactions possibles de l'ennemi, ainsi que les conditions générales de la guerre, politiques, économiques et autres, dans lesquelles s'encadre l'action militaire.

La tactique, elle, traite de l'exécution sur le champ de bataille. Elle recherche des résultats locaux qui, additionnés, conduiront aux résultats d'ensemble ; elle organise les actes de force pour briser la résistance matérielle et morale de l'ennemi ; elle met en action dans ce but, tous les moyens de lutte amenés à pied d'œuvre par la haute direction de la guerre.

Il est impossible de fixer des limites précises entre deux parties de l'art militaire qui se pénètrent à tous moments, quoique, en bloc, les différences apparaissent assez nettes.

Mais, qu'il s'agisse de stratégie ou de tactique, à côté

des concepts directeurs, la préoccupation des possibilités doit sans cesse intervenir. On ne saurait trop le souligner, au risque de se répéter.

Les élucubrations stratégiques sont, en effet, enfantines quand elles se traduisent simplement par le tracé de flèches sur des cartes et quand elles n'ont pas à leur base les bilans comparatifs des moyens existant dans les deux partis.

Qu'on ne réponde pas que c'est là question d'état-major, et pour reprendre un vieux mot, affaire de « logistique » (1).

Lorsqu'un homme exerce un commandement important, il opère avec sa mentalité propre, influencée par la compréhension plus ou moins profonde qu'il peut avoir, à chaque instant, des réalités militaires à tous les degrés.

A planer trop haut, à négliger le contact avec l'exécution, le chef risque de demander, un beau jour, l'impossible et, ce faisant, il ruine la confiance, compromet son prestige, émousse l'outil à lui confié. On aperçoit les conséquences.

Sa responsabilité de décision, en tous cas, reste entière, et l'état-major, simple organe d'exécution, peut tout au plus, en certaines circonstances, servir de compensateur, grâce aux éclaircissements qu'il apporte sans cesse, aux commentaires qu'il a le devoir de fournir,

---

(1) Le colonel Grouard, qui a étudié la stratégie avec une méthode remarquable et qui a publié, avant 1914, un ouvrage des plus intéressants sur « La guerre éventuelle », réemploie ce mot de logistique pour établir une distinction tout à fait fondée — mais peut-être un peu sèche — entre les préoccupations du haut commandement et celles de l'état-major.

et que tout chef réfléchi ne manque pas de provoquer, ne serait-ce que pour vérifier ses propres impressions et asseoir ses résolutions.

B. — *QUELQUES NOTIONS PREMIÈRES*

Avant d'aborder les problèmes généraux qui sont à résoudre par le haut commandement, il est indispensable de montrer très simplement de quelle manière les armées en opérations, loin d'être isolées et indépendantes dans l'espace, se rattachent au corps social dont elles sont issues. Ce sera l'occasion de reprendre quelques termes anciens usités en stratégie et de montrer l'extension qu'ils ont prise à notre époque.

BASE D'OPÉRATIONS.

La région avec laquelle l'armée est en relations constantes pour assurer ses besoins et vers laquelle elle expédie ses déchets pour éviter l'encombrement dans la zone des opérations, s'appelle la base d'opérations.

Ce qu'on appelait autrefois la *base immédiate* est représentée par les stockages de la zone des armées et surtout par les gares régulatrices vers lesquelles affluent les envois de l'intérieur aux fins de triage et d'expédition vers les gares de ravitaillement.

La *base totale* est constituée par les entrepôts et les stations-magasins alimentés automatiquement par le ministre et dans lesquels le commandant en chef puise d'après ses besoins.

Mais, à la vérité, avec les ravitaillements considérables et variés, renforts, matériels, munitions, qu'exigent les

effectifs mis sur pied dans les luttes contemporaines, c'est le pays tout entier qui constitue la base d'opérations.

Les installations permanentes de la zone des armées ou de l'intérieur ne sont guère que des en-cas, de larges stocks de précaution, et la production du pays, à laquelle s'ajoute l'appoint des importations, s'écoule d'une manière continue vers les armées, par les voies ferrées et les voies fluviales dont l'ensemble constitue les communications.

LES COMMUNICATIONS.

Les faibles armées d'autrefois, engagées dans des opérations offensives qui pouvaient les conduire fort loin en territoire ennemi, étaient reliées à leur territoire national, à leur base d'opérations, par une sorte de cordon ombilical soigneusement gardé contre les tentatives de rupture, et sur lequel s'échelonnaient des magasins relais, inclus dans des places fortes.

Aujourd'hui, ce n'est pas une ligne, mais un faisceau, qui constitue les communications d'une armée. Ce faisceau est déterminé d'après le tracé et le rendement du réseau ferré, et se prolonge, à la vérité, au delà du territoire national vers tous les pays qui fournissent les produits nécessaires pour nourrir la lutte.

L'action des sous-marins allemands en haute mer constituait, à proprement parler, une entreprise sur les communications des Alliés et, ceci, avant même l'entrée en ligne des Américains, qui fit des voies maritimes de l'Océan une ligne de communications au sens littéral du terme.

Enfin le blocus des côtes allemandes, en ne laissant à nos ennemis que des relations très réduites et précaires avec le reste du monde, par l'intermédiaire des neutres, d'ailleurs surveillés, était, lui aussi, une opération sur les communications adverses, et combien efficace.

Le faisceau des communications, — entendu dans son sens limité — a, le plus souvent, la même direction générale que la ligne d'opérations, laquelle est formée de l'ensemble des routes servant chacune de ligne de marche à une ou plusieurs grandes unités en mouvement vers les objectifs stratégiques assignés.

Si la ligne de communications moderne constitue un faisceau, la ligne d'opérations, elle, est devenue une véritable *nappe* qui s'étend sur une largeur égale ou supérieure à celle du front de déploiement, actuel ou futur, et sur laquelle s'inscrivent transversalement les *rocades* ferrées et automobiles, dont nous dirons plus loin l'importance.

Pendant la guerre, contrairement au principe posé par Napoléon, qu'une armée opérant sur un même théâtre d'opérations ne doit avoir qu'une ligne de communications, de manière à éviter toute cause de division des forces, les Anglais ont eu leurs communications organisées vers les ports de la Manche et les lignes maritimes reliant ceux-ci à l'Angleterre, alors que les Français irradiaient leurs communications vers l'intérieur de leur territoire, en direction générale du Sud.

Ainsi les deux armées alliées avaient des communications nettement divergentes.

Les inconvénients apparaîtront en 1918. Devant la poussée allemande, les Britanniques n'admettront pas un instant l'éventualité de l'abandon des ports du Pas-de-Calais, leur base immédiate (1) et le transfert de leurs communications vers le Sud pour rester en union intime avec les forces françaises, point capital pour la suite de la campagne.

Malgré les conséquences graves d'une séparation des forces anglo-françaises, la direction éventuelle de retraite sera vers la mer. Les troupes britanniques pourront n'être plus que la garnison d'une vaste tête de pont, exposée au risque d'être acculée à la côte par une poussée générale des Allemands, et d'être mise hors de cause, faute de pouvoir prendre du champ et manœuvrer en retraite.

C'était, à coup sûr, le but stratégique poursuivi par nos ennemis dans leur offensive de mars, et la divergence des lignes de communications faisait singulièrement leur jeu.

Il faut se hâter de reconnaître que les Anglais ne manquaient pas d'arguments à opposer aux raisons qui pouvaient leur être données d'envisager une autre attitude. Au point de vue militaire d'abord, la retraite vers le sud, si habilement menée qu'elle eût pu être, aurait présenté des difficultés sérieuses, en raison de l'étroitesse du couloir constitué par le front, d'une part, et la mer, de l'autre. De plus, des approvisionnements importants auraient été perdus, difficiles à reconstituer dans les

(1) Une partie des communications anglaises était toutefois assurée par Le Havre.

limites de temps acceptables. D'autre part, la possession par l'ennemi de la côte franco-belge aurait eu pour l'Angleterre des conséquences matérielles et morales incalculables, susceptibles d'agir sur l'issue de la guerre.

D'ailleurs, nous-mêmes n'aurions pu accepter une telle solution que comme un pis-aller tragique, en raison de l'importance du territoire national livré à l'ennemi avec le restant de nos richesses minières du Nord, indispensables à la conduite de la guerre.

On sait avec quelle ténacité les troupes françaises et britanniques défendirent, dès lors, la fameuse charnière, sur laquelle les Allemands, arrivés à quelques kilomètres d'Amiens, portaient tous leurs efforts.

Cette charnière devint bientôt un point de force. L'ennemi, sans renoncer à le réduire, fut amené à tenter des diversions au nord, puis au sud, plus tard vers Soissons. Lourde tâche qui allait consommer son usure, et l'acheminer vers l'échéance fatale de juillet.

Une fois de plus, la violation d'un principe ne devait pas être suivie de sanction. Constatation qui n'infirme en aucune manière la valeur du principe, mais qui souligne la complexité des applications dans un domaine aussi éloigné qu'il est possible des sciences exactes.

C. — *OFFENSIVE — DÉFENSIVE — INERTIE*

Quelle que soit la variété des applications stratégiques, les concepts du haut commandement se classent en deux catégories : ils sont offensifs ou défensifs.

L'offensive, qui, seule, donne des résultats décisifs, est envisagée quand la situation, par rapport à l'adversaire,

permet de rechercher un dénouement rapide. On s'en tient à la défensive lorsque l'expectative, l'ajournement de la décision, s'imposent.

La stratégie offensive recherche donc la bataille « générale », en y contraignant au besoin l'adversaire, si celui-ci se dérobe.

La stratégie défensive évite autant qu'elle le peut la bataille, et si celle-ci ne peut être écartée, elle recourt aux procédés tactiques appropriés pour en limiter les effets, user l'adversaire, permettre de se dérober.

Ces deux attitudes sont des manifestations très nettes de la volonté du commandement. Elles sont aussi actives et énergiques l'une que l'autre.

Ainsi que l'a clairement souligné le commandant Colin dans son livre profond sur les « transformations de la guerre », l'inertie, la passivité sont aussi éloignées de la défensive que de l'offensive. Un chef qui subit les événements, qui n'a aucune réaction de volonté, en face des manifestations de la volonté adverse, n'est pas plus « défensif » qu'il n'est « offensif », il abdique.

Tout au plus peut-on dire que ses subordonnés non orientés, livrés aux initiatives ennemies, seront amenés fatalement à appliquer, dans leur sphère réduite, les procédés tactiques défensifs, mais on ne peut prétendre que l'ensemble ait adopté une attitude quelconque. C'est l'aboulie caractérisée. Le cerveau est en sommeil, les membres seuls réagissent, sans coordination ni cohésion.

Bien plus, un chef, comme le fait encore remarquer le commandant Colin, peut être inerte « offensivement »

s'il marche à l'ennemi et s'il attaque sans avoir un projet d'opérations raisonné, objectif, reposant sur les données actuelles, et s'il agit simplement en vertu de ce préjugé qui veut que « action » soit toujours synonyme de « mouvement en avant », d'« attaque quand même », attaque et mouvement entrepris au besoin sans but réel ni foi dans les résultats, pour faire quelque chose, pour s'étourdir ou donner satisfaction à l'opinion.

Il importe de remarquer, d'ailleurs, que mouvement en avant et offensive d'une part, mouvement rétrograde et défensive d'autre part, ne sont pas liés nécessairement à tous les instants. Un commandant en chef peut avoir résolu d'adopter l'attitude défensive sur tel champ de bataille choisi en avant de sa zone actuelle de stationnement, et être amené, par conséquent, à préluder à cette défensive par un mouvement en avant et même par des engagements partiels nettement offensifs.

L'inverse aussi peut se produire, et les mouvements préparatoires, en fin de compte, ne préjugent pas de l'attitude ultérieure. Nous en pouvons citer comme exemple le début de la campagne de 1914.

Au commencement d'août, le commandement français décide de rechercher la bataillle, toutes forces réunies, la droite au Rhin. Les diverses armées reçoivent des missions et des objectifs précis pour saisir les forces allemandes en Lorraine et sur les deux rives de la Meuse, les attaquer et les battre. Tous les ordres concordent, il y a volonté de rencontre et de bataille générale. L'aboutissement sera Charleroi et les batailles de Lorraine.

Après Charleroi, l'échec tactique subi, le développe-

ment de la manœuvre allemande, que notre infériorité numérique et la situation de nos armées ne permettent pas de contrecarrer, obligent à l'abandon du plan initial.

Le commandement donne l'ordre du repli général, en vue d'un décrochage complet. Les obstacles du terrain seront utilisés pour retarder l'ennemi s'il est trop menaçant et, lorsque l'ordre en sera donné, pour l'arrêter. Pendant ce temps, un groupement de manœuvre sera constitué à notre gauche, pour reprendre l'offensive dès que le moment sera opportun et permettre la reprise du mouvement offensif par l'ensemble. Cette phase aboutira à la Marne.

Conséquence d'une situation nouvelle née d'une bataille malheureuse, et d'une surprise stratégique, la marche rétrograde entreprise est une manœuvre *voulue* par le haut commandement. Le mot de retraite est impropre. Et cela est si vrai que le contact est à peine conservé, que les exécutants ont l'impression nette que les Allemands ne talonnent pas.

Il y a autant de volonté de manœuvre dans cette marche rétrograde que dans la poussée de nos forces au delà des frontières, quelques jours plus tôt.

Il y a même toujours une égale volonté offensive, mais le commandement attend son heure, veut reconstituer sur de nouvelles bases son corps de bataille, et il exécute un mouvement rétrograde de dégagement qui, seul, peut permettre l'exécution des préparatifs pour la manœuvre nouvelle envisagée.

La bataille est toujours au bout de ces opérations dila-

toires, elle est considérée comme proche et désirée telle. A voir le fond des choses, l'armée française, en exécutant son rétablissement reste, en pleine retraite, conservons ce mot, strictement dans l'attitude offensive.

Au contraire, les Allemands en 1917, les Alliés à partir de la deuxième moitié de 1917 et en 1918, envisagent de longues périodes de défensive systématique, parce que les circonstances, sur lesquelles nous reviendrons, leur interdisent toute action offensive.

Celle-ci n'est qu'ajournée, c'est toujours entendu, mais à une autre période stratégique de la guerre. Ici, c'est nettement l'attitude défensive qui est prise. Nous verrons plus loin comment elle était conçue dans ses manifestations et les résultats que prétendait en obtenir le commandement français, en particulier au point de vue de l'usure préparant la phase offensive finale.

Bref, attitudes offensive et défensive sont des formes d'activité dont le commandement joue délibérément, et qui lui permettent de varier son jeu, étant entendu que la forme offensive est seule susceptible de procurer un dénouement définitif.

Nous allons les examiner toutes deux plus à fond.

LA DÉFENSIVE.

La défensive s'impose aux faibles, soit qu'ils veuillent gagner du temps pour attendre que la situation relative des forces se renverse à leur profit, soit qu'ils escomptent la lassitude de l'adversaire qui se verra refuser l'occasion d'une fin rapide de la lutte et qui subira des pertes sans rapport avec les résultats obtenus.

Cette dernière conception était, dit-on, celle de Falkenhayn avant l'avènement de Lüdendorf.

La défensive peut être employée aussi comme moyen d'usure de l'adversaire précédant une poussée offensive.

Mais quelles que soient les raisons qui la font adopter, la défensive exclut, répétons-le, toute passivité dans le domaine stratégique ou dans le domaine tactique.

Rester passif, surtout avec l'infériorité numérique, c'est accepter la défaite plus ou moins proche, l'adversaire n'ayant devant lui qu'un plastron en face duquel il peut à loisir prendre des dispositions appropriées, répartir ses forces, monter ses actions en toute liberté, et arriver tôt ou tard à découvrir les points faibles, à dominer et à vaincre.

La défensive donc, pour n'être pas une attitude de suicide consenti, doit être agissante, intellectuellement et matériellement.

Le commandement doit avoir son plan, son idée de manœuvre. Il ne se contentera pas de metttre en œuvre les procédés défensifs que la tactique tient à sa disposition, la puissance des positions organisées et des feux parfaitement coordonnés, mais il envisagera de larges mouvements pour échapper à l'étreinte préparée par son adversaire, des contre-offensives énergiques déclanchées, soit en riposte, soit comme actions préventives. Il aura, en somme, le souci constant de faire échec aux projets de l'adversaire et de faire pencher au désavantage de celui-ci la balance de l'usure matérielle et morale, tout en se refusant à jouer la partie décisive dont les résultats ne peuvent être favorables.

Certes, une telle attitude offre de graves inconvénients. Tout d'abord, elle n'est généralement possible qu'en consentant des pertes de terrain, avec les répercussions morales et les conséquences matérielles pénibles qui en résultent, surtout lorsqu'il s'agit de territoire national.

De nombreux auteurs militaires préconisaient, avant 1914, la défensive pendant les premiers mois d'une guerre avec l'Allemagne, et estimaient que les premières grandes batailles devraient se livrer sur notre sol, loin en arrière de la frontière, après la réunion accomplie de toutes nos forces et l'entrée en lutte effective de nos alliés russes. Leur thèse était parfaitement logique au point de vue militaire. Aurait-elle été acceptée par le Pays ? Ses conséquences économiques auraient-elles permis, d'ailleurs, de soutenir une guerre de plusieurs années, si le succès n'avait pas été total dès les premières rencontres ?

Hindenburg, eut, sans aucun doute, exécuté moins volontiers son repli de 1917 si l'opération avait dû se faire en terre allemande, et nos adversaires ont maintes fois proclamé les avantages, la liberté d'allures que leur donnait ce fait que la guerre avait son théâtre en territoire ennemi.

Enfin, la défensive a l'inconvénient de soumettre les nerfs du commandement et ceux de la troupe à de sérieuses tensions morales, avec lesquelles il faut compter.

Malgré tout, elle peut être une nécessité. Ainsi, à partir du milieu de 1917, l'effondrement russe est attendu. Les Allemands vont pouvoir faire revenir sur le front occidental la plus grosse et la meilleure partie

des forces devenues sans emploi sur un théâtre d'opérations, où un cordon de gardes-frontières et quelques agents de désordre vont désormais suffire.

Ils réaliseront ainsi une supériorité d'effectifs très accusée sur les armées franco-anglaises.

Cette supériorité n'est que momentanée. L'Entente escompte un renversement de la situation à la faveur de l'entrée en ligne des forces américaines alors en cours de levée, d'organisation, de transport et d'instruction.

La direction allemande, en dépit de ses affirmations aux populations et aux troupes déjà inquiètes, appréhende fort cette intervention américaine.

Conséquenses : pour le commandement allemand, nécessité d'en finir avant l'échéance redoutée ; pour les commandements de l'Entente, nécessité de durer jusque là, de « faire le pont ».

Offensive, pour le premier. Expectative pour les seconds, en aucune manière, passivité.

L'Allemand attaquera. On l'arrêtera d'abord, et, par les procédés tactiques appropriés, on lui fera payer cher ses succès locaux. On le contre-attaquera ensuite sur place, tant, pour annuler les résultats acquis que pour lui en interdire l'exploitation et surtout pour l'empêcher de prendre la supériorité morale à la faveur de succès non contre-balancés.

La contre-attaque du 11 juin 1918 au nord-ouest de Compiègne répond à ce type. Elle a mis un terme aux progrès des Allemands dans la région, et ébranlé fortement leur moral en leur révélant un adversaire encore puissant malgré tous leurs efforts.

On se tiendra prêt aussi à mener de véritables contre-

offensives qui devront avoir pour effet de dégager les parties du front trop fortement prises à partie, menacées d'être rompues ou devenues particulièrement sensibles en raison de la proximité de certains objectifs, ports de la Manche, grandes rocades, Paris, etc.

C'est la formule de l'attaque franco-anglaise de la Somme dégageant Verdun en 1916 par une succion énergique.

Enfin l'occasion pourra naître de retourner la situation par un coup de force ou d'audace.

L'Entente, en 1918, est prête à « encaisser » s'il le faut jusqu'en 1919, moment où ses forces seront réunies et où la supériorité lui sera acquise. Mais le commandement n'en sera pas moins à l'afflût des occasions, il tâtera sans cesse les points faibles de son adversaire, notera les signes d'usure, et si celui-ci se présente à un moment donné en posture défectueuse, il recherchera sans hésitation l'événement décisif avant l'heure primitivement envisagée. Ce sera le 18 juillet 1918.

Dans la défensive, l'adversaire ayant l'initiative des projets, c'est sa volonté qui oriente au début les événements.

Le jeu de la riposte vise à limiter cette influence et à faire disparaître au plus tôt l'avance prise par l'assaillant grâce au secret de ses préparatifs.

Car, malgré le perfectionnement des procédés d'investigation de toute nature, l'assaillant parvient presque toujours à faire régner le doute par le camouflage de ses arrières, la dissimulation de ses mouvements, les fausses nouvelles systématiquement répandues.

Il est peu commun qu'on obtienne des résultats aussi complets que ceux fournis par nos 2es Bureaux avant l'attaque allemande du 15 juillet qui fut délimitée très exactement de l'Argonne à la Marne, même avec ses solutions de continuité. Tout le monde était alors en place à la densité convenable. La défense était « montée », comme l'attaque, et l'agresseur, loin de surprendre, allait être pris au dépourvu lui-même par la parade de son adversaire.

L'incertitude est rarement dissipée à ce point. Elle peut demeurer totale jusqu'à la fin.

Il en résulte pour le parti qui a accepté de rester sur la défensive une véritable angoisse de l'attente, quelles que soient les mesures prises en vue de riposter.

Ignorant la région d'attaque choisie, il lui faut s'interdire les concentrations prématurées et ne compter que sur la rapidité de ses transports pour mettre un terme à la crise.

Si celle-ci débute par un enfoncement considérable du front, la situation devient tragique.

L'observation a été faite au cours des affaires de 1918 que le rétablissement n'était achevé qu'autant que l'assailli parvenait à mettre en ligne devant l'adversaire ayant largement pénétré dans les organisations et disloqué les unités chargées de la défense, une division *en ordre* par cinq kilomètres de front.

Quel que soit l'effort demandé aux chemins de fer et aux automobiles, le temps est terriblement long qui est nécessaire pour amener à pied d'œuvre les 15, 20 ou 30 divisions fraîches capables de cercler la poche.

D'autant plus que pendant le début de la crise, il aura fallu lancer dans la tourmente, par bribes, les premières divisions arrivées afin d'étayer tant bien que mal les éléments refoulés qui cèdent lentement devant l'ennemi, pratiquant une défense pied à pied, opiniâtre sans doute, mais sans coordination réelle.

Heureusement pour la défense, l'offensive rencontre, elle aussi, dans l'ordre tactique, des difficultés considérables qui limitent sa rapidité d'action. On peut affirmer que ce ralentissement a seul permis, aux diverses époques de la guerre et de part et d'autre, la parade stratégique. Mais pour qu'à l'avenir le rôle du défenseur ne devienne pas intenable, il faudra qu'aux perfectionnements réalisés dans les transports tactiques (1) correspondent des améliorations compensatrices dans les transports stratégiques. Il en sera vraisemblablement ainsi par le développement intense de l'automobile.

De cet exposé général, on peut conclure qu'il faut, pour adopter résolument l'attitude défensive — nous ne disons pas la subir, — une force d'âme peu commune.

L'OFFENSIVE.

Si la passivité, l'inertie, conduisent aux pires défaites, l'offensive irraisonnée peut avoir des conséquences aussi néfastes, avec cette différence, cependant, qu'elle peut du moins gêner l'adversaire dans ses projets, alors que l'inertie lui laisse toute liberté.

Pour que l'offensive ait des chances réelles de succès, il est indispensable qu'il y ait, au profit de l'agresseur,

---

(1) Voir plus haut cette question au chapitre artillerie.

un *écart de supériorité* qui lui permette de supporter l'usure, de poursuivre l'exploitation avec des forces encore suffisantes pour triompher des rétablissements successifs de l'adversaire, et obtenir ainsi des résultats d'ensemble qui, seuls, justifient les sacrifices consentis.

Ceci est vrai dans la guerre de mouvement comme dans la guerre de positions. Les troupes lancées à découvert, à moins d'être appuyées par une artillerie très supérieure, ont en effet, dans les deux cas, plus à souffrir du feu que le défenseur qui reste immobile, dissimulé derrière les couverts du terrain ou dans ses tranchées.

On a trop souvent répété le mot fameux : je suis le plus faible, donc, j'attaque.

On a cité à l'envi, dans les chaires militaires, l'illustre exemple d'Alvensleben, accrochant par son attaque l'armée de Bazaine et déterminant, au moins pour une part, son arrêt fatal sous Metz.

Quoi qu'on prétende tirer de tels exemples, la formule n'est à la vérité qu'une formule d'audace, qui confine au désespoir ou implique une volonté de sacrifice à un échelon subordonné, dans le cadre d'une action de plus grande portée. C'est le cas d'Alvensleben.

Cette formule peut, dans certaines circonstances tactiques, donner des résultats, mais elle est infiniment dangereuse à transporter dans le domaine stratégique, où les actions plus étendues, les masses mises en jeu, la durée des incidents, s'accommodent mal de coups d'audace, si les lendemains ne sont pas garantis.

Quelles que soient les circonstances, il y a presque

toujours, en stratégie, une phase d'usure plus ou moins prolongée, rarement évitable, qui permet à la supériorité des moyens de se manifester.

L'écart de supériorité — l'expérience le prouve — doit être considérable.

Le rapport établi par le commandement local, après l'attaque de septembre 1915 en Champagne, bloquée, comme on le sait, sur les deuxièmes positions allemandes, concluait qu'il y avait lieu désormais de s'abstenir si les forces disponibles pour une action d'ensemble n'étaient pas supérieures à celles de la défense dans la proportion de trois à un.

L'année 1918 a vu les Allemands disposer, sur le théâtre occidental, de 207 divisions contre 169 chez les Alliés. Les artilleries étaient sensiblement comparables, et les autres moyens de combat ne différaient guère, puisque nos chars ne devaient jouer un rôle efficace qu'en juin, mais surtout en juillet, l'usure allemande une fois acquise.

L'écart en faveur des Allemands paraissait donc considérable. Or, il s'est dépensé assez vite dans quelques offensives poussées à fond pour que la situation arrive à se renverser dès juillet, obligeant nos adversaires à une retraite générale — fort méthodique d'ailleurs — pour se dérober, raccourcir le front, et récupérer des réserves.

Si l'on ne considère, en effet, que les divisions fraîches, disponibles pour mener les attaques successives, on constate que les Allemands en pouvaient mettre en action : le 21 mars, 78 ; le 27 mai, 62 seulement, bien que les apports du front russe eussent continué dans l'intervalle ; le 15 juillet, 43.

Ce nombre devait fondre plus rapidement encore par la suite, et il n'était plus que de 21 le 26 septembre et de 2 le jour de l'armistice !

A ces chiffres s'ajoutaient, bien entendu, ceux des divisions reconstituées après engagement, mais c'étaient alors les effectifs qui diminuaient au point que l'effectif moyen de la compagnie allemande n'était plus, le 15 juillet, que de 70 à 90 hommes, contre 120 au 21 mars, et devait tomber à 50 en novembre (1). On voit l'usure réalisée en quelques mois d'attaques répétées, usure qui préparait un véritable effondrement sous la poussée ultérieure d'un adversaire à même de compenser ses pertes par un appel aux ressources de l'armée américaine qui commençaient à affluer.

Cette notion de l'écart de supériorité nécessaire est apparue avec netteté pendant la guerre, et l'expérience l'a imposée aux plus récalcitrants.

Elle était moins volontiers admise avant la guerre.

D. — *LES DOCTRINES DE* 1914

LA DOCTRINE FRANÇAISE.

Le 28 octobre 1913, le ministre de la guerre avait soumis à la signature du Président de la République un décret qui était une nouveauté dans la littérature militaire officielle.

Ce décret portait règlement sur la *conduite des grandes*

(1) Tous ces renseignements sont pris dans l'opuscule publié le 10 janvier 1919 par le G. Q. G. français « Pourquoi l'Allemagne a capitulé ».

unités. Il tient dans un mince opuscule qui a fait beaucoup parler de lui depuis que les principes contenus dans ses quelque soixante pages ont été soumis à l'épreuve des faits.

Le rapport de la Commission, qui le termine, en indique le but :

Il s'agissait d'asseoir la doctrine de guerre française en utilisant les résultats des études qui, entreprises en France depuis une vingtaine d'années, avaient mis en évidence un certain nombre de principes qui dominent les règles d'emploi des grandes unités. En voici *l'analyse succincte :*

Le règlement de 1913 institue véritablement la « loi d'offensive ».

Le gouvernement fixe le but politique de la guerre, détermine, s'il y a lieu, l'adversaire principal et, après avoir réparti les moyens d'action entre les théâtres d'opérations, s'en remet aux divers commandants en chef du soin de conduire la guerre.

A partir de ce moment, les opérations militaires visent l'obtention aussi rapide que possible de la décision par l'anéantissement des forces organisées de l'ennemi.

Ce résultat ne pouvant être atteint que par la bataille générale, les combinaisons stratégiques ont pour unique objet de contraindre l'ennemi à l'accepter et dans les conditions les plus propres à procurer des succès tactiques importants, suivis d'une exploitation féconde en résultats décisifs.

Pour imposer ainsi sa volonté, il est nécessaire qu'une impulsion vigoureusement offensive, donnée dès le

début, permette de prendre et conserver l'initiative des opérations.

En ne laissant pas à l'adversaire la priorité de l'action, en poursuivant avec ténacité, en dépit des obstacles et des accidents inévitables, l'idée directrice initiale, en donnant, d'autre part, aux opérations un tel caractère de violence et d'acharnement que l'ennemi soit réduit à la parade, on fera naître les événements au lieu de les subir, et l'on pourra se maintenir, malgré la volonté contraire de l'ennemi, dans les grandes lignes du plan adopté jusqu'à résultat complet.

Ainsi, quand même et toujours, la guerre d'attaque à l'exclusion de toute guerre d'attente, ce dernier mode d'action étant d'ailleurs condamné par l'expérience historique.

Pas d'autre loi que l'offensive.

Pas d'autre but que la bataille générale, seule capable, par ses conséquences, de régler le conflit.

La bataille, but exclusif des opérations, étant le seul moyen de briser la volonté de l'ennemi, le premier devoir du chef est de vouloir cet acte essentiel de la guerre.

Il se lancera à fond, sans arrière-pensée, avec la volonté d'engager jusqu'au dernier bataillon pour rompre par la force le dispositif de combat de son adversaire, il poussera les attaques jusqu'au bout et consentira les sacrifices sanglants inévitables, toute autre conception devant être rejetée comme contraire à la nature même de la guerre.

Le succès revient non à celui qui a subi le moins de pertes, mais à celui dont la volonté est la plus ferme, et

dont le moral est le plus fortement trempé, et le chef méconnaît son devoir qui, dans la bataille décisive, même lorsque la balance menace de pencher du côté de l'ennemi. renonce à la lutte avant d'avoir épuisé tous les moyens dont il dispose.

La doctrine que nous venons de résumer est une pure doctrine offensive. Les mécomptes du début de la guerre l'ont fait condamner en bloc, souvent avec violence.

Les prescriptions édictées avaient cependant leur valeur, puisque les derniers mois de la campagne les ont remises en honneur avec des modifications non fondamentales. Mais en 1914, elles étaient inopportunes.

Il est de toute évidence *qu'on ne fait pas la guerre rien qu'avec des attitudes morales.* Il faut des moyens d'exécution adaptés au but poursuivi. Or, l'armée française de 1914, en face de l'armée allemande qui lui était opposée, n'était pas en état d'appliquer le règlement sur la conduite des grandes unités sans les plus sérieux correctifs. En particulier, la supériorité numérique allemande allait rendre vaines les tentatives offensives de nos armées frappées, par ailleurs, de faiblesse relative par suite de notre infériorité dans les moyens tactiques.

Si la Marne a pu avoir lieu, c'est d'abord qu'une occasion de manœuvre s'est présentée, que guettait le haut commandement. C'est ensuite que le phénomène de l'usure était intervenu en même temps que la diversion russe produisait un effet déjà sensible sur le front occidental.

Ainsi, il apparaît que des prescriptions correspondant à un cas déterminé de supériorité ou tout au moins

d'égalité de moyens, ont été appliquées à contre-temps. Et la critique d'ordre général que provoque l'instruction de 1913 est celle-ci :

L'instruction est trop spéculative. S'il existe des principes immuables dans l'art militaire, ils tiennent en quelques lignes, et les leçons de l'histoire peuvent seules les faire pénétrer dans la mentalité des chefs d'armées au point que l'application leur en devienne naturelle.

A côté de cette formation de l'esprit, il ne reste de place que pour l'étude concrète du « cas de guerre » éventuel et du plan adapté aux conditions de forces, de frontières, d'états sociaux.

Aucune prose didactique, aucun exposé philosophique de l'art de la guerre ne vaut dans ce domaine. On ne prépare pas la Guerre, mais *une* guerre dans *un* milieu donné, à *une* époque donnée.

L'objectivité est la meilleure garantie contre les écarts possibles du jugement.

L'ESPRIT OFFENSIF.

Il serait d'ailleurs injuste de méconnaître l'influence morale considérable exercée par cette doctrine, où la foi dans l'offensive confine peut-être à l'exaltation. Croit-on que, sans cette foi, l'armée française, après sa retraite de Belgique et de France, eût pu accomplir ce qu'on a appelé, bien à tort, le miracle de la Marne, et qui était, en réalité, le fruit de la volonté du haut commandement et de l'énergie des subordonnés tendue vers la reprise de l'initiative ?

Croit-on qu'après quatre ans de stabilisation et de rudes épreuves en face d'un ennemi tenace, instruit, les cadres et les troupiers français eussent entretenu la force morale nécessaire pour reprendre le mouvement en avant, s'ils n'avaient gardé vivace au fond d'eux-mêmes ce culte de l'offensive tant critiqué ?

Il faut, il est vrai, ajouter que les moyens matériels avaient été développés et mis en harmonie avec les aspirations offensives du haut commandement et de la troupe, condition fondamentale du maintien du moral par la sensation de puissance.

L'auteur d'un opuscule récemment paru cite un extrait d'une conférence célèbre faite, en 1911, à l'état-major de l'armée et qui a donné lieu à de nombreux commentaires au moment même où elle a été faite et aussi depuis que sont intervenues les leçons de la guerre.

Le conférencier (1) concluait « qu'il faut se préparer à la seule méthode qui puisse forcer la victoire et y préparer les autres, en cultivant avec passion, avec exagération et jusque dans les détails infimes de l'instruction, tout ce qui porte — si peu que ce soit — la marque de l'esprit offensif : « Allons jusqu'à l'excès et ce ne sera peut-être pas assez ».

Et l'auteur de l'opuscule qui critique cette conclusion, affirme que c'était là l'oubli de la saine doctrine de l'Ecole de guerre qui comportait couverture et liaison, et n'était nullement exclusive de courage et de cran. « On est allé, dit-il, jusqu'à l'excès au début de la campagne, et ce fut trop ».

---

(1) Colonel de Grandmaison, tué comme général au début de la guerre.

Or, nous avons dit plus haut quelles lacunes dans l'instruction et dans l'organisation matérielle avaient pu contribuer à expliquer nos revers du début. Mais la théorie incriminée doit-elle être considérée comme détestable, parce qu'il y a eu des erreurs d'application ? Nous ne le croyons pas.

L'esprit offensif n'est point — loin de là — étranger au calcul, à la science et à l'instruction. Surtout il ne saurait se manifester de la même manière depuis le bas jusqu'au haut de l'échelle hiérarchique.

Vous avez à l'entraînement un cheval ardent et le fier animal, dès qu'il sent sous son sabot le terrain meuble de la piste, cherche à s'élancer, sans calculer ses forces. La main du cavalier doit intervenir sans cesse pour maîtriser, régler une ardeur désordonnée, éviter le claquage des jambes ou du cœur. Ce n'est qu'à bon escient, pour la partie décisive, que le cavalier rendra tout.

La théorie éducative critiquée vise très justement à faire de chaque unité un instrument de combat vibrant, énergique, toujours prêt à la détente totale sans compter. Mais le commandement a le devoir de maintenir constamment cette force dans sa main souple, et de n'utiliser ce potentiel élevé qu'au moment et au point voulus par lui, et lorsque les circonstances seront favorables au succès.

La volonté d'offensive doit être bien déterminée chez tous, sans être jamais exclusive de réflexion. Spontanée, violente chez le combattant du rang, elle doit, dès les

premiers échelons et à mesure que l'on s'élève vers les hautes fonctions militaires, devenir plus froide, plus calculatrice, plus intellectuelle, avoir une portée plus lointaine.

Elle se réservera, s'il est nécessaire, et saura se résoudre délibérément aux procédés défensifs en attendant son heure. C'est bien ce qui s'est produit dans l'armée française, au cours de la campagne, dans l'attente des événements décisifs de 1918.

LA DOCTRINE ALLEMANDE.

La doctrine allemande de 1914 est non moins offensive que la doctrine française.

Son fondement est logique. Les Allemands ont, en effet, la certitude d'avoir une supériorité numérique marquée en Europe occidentale pendant les quelques semaines nécessaires à la Russie pour mobiliser ses forces. Ils ont une entière confiance dans leur organisation en face d'un adversaire qu'ils estiment socialement et militairement dégénéré. Ils ont, enfin, la conscience d'une haute supériorité morale reposant sur les souvenirs de 1870-1871, et sur la croyance aux destinées de leur pays, qui a pour lui à la fois le vieux bon Dieu allemand et le « Faustrecht » le droit du poing, le droit du plus fort.

Cette volonté offensive fera adopter un plan adéquat, avec toutes ses conséquences : violation du territoire belge, pour déployer toutes les armées, conduite extrêmiste de la guerre, sans aucune limitation à l'exercice de la force, etc...

Mais l'armée française, un moment débordée par le nombre, surprise par des procédés tactiques d'extrême prudence qui s'opposent à sa fougue, saura se dérober à l'étreinte.

Après la Marne, les Allemands, pressés d'en finir, se lanceront dans des attaques rudes et coûteuses qui leur vaudront de sérieuses hécatombes et n'empêcheront pas l'équilibre de s'établir.

A partir de ce moment, l'écart de supériorité, assuré par une mobilisation intensive et exploité dans une manœuvre hardie, s'atténue et devient insuffisant pour qu'une décision puisse intervenir. Il faut faire face aux Russes, fabriquer des munitions pour remplir les coffres vides. Le coup de force initial est manqué décidément.

Pendant ce temps, l'autre camp s'organise. La diplomatie entre en jeu, aidée par les fautes psychologiques des Allemands, pour déterminer des alliances nouvelles. L'équilibre se confirme, et malgré de gros succès germains sur le front oriental, c'est l'acheminement à l'épilogue de 1918 et à la rupture définitive de cet équilibre en faveur des Alliés dont la politique d'attente portera enfin ses fruits.

CHAPITRE II

L'ACTION DU HAUT COMMANDEMENT ANTÉRIEURE AUX OPÉRATIONS

A. — *L'ACTION PAR LES RÉSERVES*

En stratégie comme en tactique, le commandement agit par manœuvres successives, dont il prend l'initiative ou qu'il « monte » en réplique aux manœuvres de son adversaire.

Au début d'une campagne, les ordres, instructions ou directives du commandant en chef déterminent la manœuvre initiale et amènent le corps de bataille au contact de l'adversaire, soit offensivement, soit défensivement.

Tant que le contact n'est pas effectif, et sauf conditions matérielles à réaliser, le commandement, maître de toutes ses forces, jouit d'une liberté entière concernant leur dispositif et leurs mouvements.

A partir du moment où le contact est pris, le commandement n'a plus la libre disposition que des troupes non encore engagées et qui constituent ses réserves.

Les unités de la ligne de bataille ne figurent désormais dans ses prévisions que pour ce qui leur reste de puissance et de capacité de durée, *là où elles combattent*, elles n'existent plus comme éléments de manœuvre nouvelle.

La liberté d'action du commandement est donc fonction de ses disponibilités.

C'est pourquoi sa préoccupation capitale sera toujours de s'assurer des réserves supérieures à celles de l'adversaire et, au cours de la bataille, de les dépenser moins vite que lui.

C'est pourquoi, dans les travaux fournis par les états-majors, figurent toujours, comme résultat synthétique de l'étude des renseignements obtenus, les disponibilités adverses avec leur valeur effective : divisions très bonnes, bonnes ou médiocres, suivant les qualités révélées au cours des événements antérieurs ; divisions fraîches, reconstituées seulement, ou encore fatiguées, d'après le temps écoulé depuis les derniers engagements, l'effort fourni et l'usure subie au cours de ceux-ci.

Le tableau ci-dessous, emprunté au travail du G. Q. G. « Pourquoi l'Allemagne a capitulé », montre comment était suivie la situation des réserves dans le camp adverse.

DATES 1918	NOMBRE DE DIVISIONS		VALEUR DES DIVISIONS EN RÉSERVE		
	Total	En réserve	Fraiches	Reconstituées	Fatiguées
21 Mars	186	78	78	0	0
27 Mai	206	81	62	0	19
15 Juillet	207	81	43	26	12
26 Septembre	197	67	21	40	6
11 Novembre	184	17	2	5	10

La chute des disponibilités est très apparente. Elle est un indice irréfutable de ce qui serait advenu sans la capitulation de l'Allemagne entière, intervenue juste à temps pour sauver l'armée.

B. — *CONSTITUTION DES RÉSERVES ET PRINCIPE DE L'ÉCONOMIE DES FORCES*

La nécessité pour le commandement de se constituer les réserves les plus nombreuses possibles, demande, pour être satisfaite, une économie judicieuse de l'ensemble des forces, le mot économie étant pris ici dans son sens étymologique d'administration et non dans le sens vulgaire « d'épargne. »

Une bonne économie des forces consiste à n'avoir jamais, en chaque partie secondaire d'un théâtre d'opérations, que les moyens nécessaires et suffisants pour faire face à la situation du moment. C'est dans ces conditions seulement qu'il sera loisible de déployer, l'instant venu, le maximum de puissance sur le champ de bataille principal, par l'afflux de toutes les ressources disponibles.

Un dosage aussi parcimonieux n'est possible qu'en réagissant contre la tendance à une répartition uniforme des moyens sur tout le front de bataille, qui résulterait inévitablement de l'influence des chefs subordonnés, tous enclins à réclamer, avec une égale énergie, des renforcements jugés par eux indispensables.

Il appartient au commandement supérieur, seul à même de juger les ensembles, de fixer les risques à courir dans les secteurs secondaires et d'en prendre la responsabilité,

puis d'imposer sa manière de voir aux exécutants hypnotisés par les circonstances locales.

Un tel effort n'est d'ailleurs pas toujours nécessaire, et il convient de rendre hommage aux nombreux commandants de grandes unités qui, lors des crises graves de la guerre, ont eu, spontanément, une perception désintéressée des besoins généraux, ont su sacrifier leur souci local de sécurité aux graves nécessités apparues ailleurs et sont allés parfois au devant des ordres du commandant en chef en prenant d'eux-mêmes les mesures destinées à libérer les grandes unités.

Pour citer un cas, notons qu'au cours des offensives allemandes de 1918, alors que les réserves du commandant en chef fondaient avec rapidité et qu'on pouvait craindre de les voir s'épuiser, un commandant de corps d'armée *offrit* une division retirée de la première ligne grâce à une extension outrée des secteurs affectés aux divisions restantes.

Et il se trouva que cette division, pendant plusieurs jours, fut seule disponible derrière le front français, les autres unités étant, soit engagées, soit fatiguées, soit en cours de transport.

Tant qu'il s'agit seulement de résistances ou de scrupules de subordonnés, le commandement peut toujours imposer son point de vue et faire, au besoin, acte d'autorité. Mais si, comme ce fut le cas pendant la grande guerre, des contingents alliés opèrent côte à côte, les difficultés à vaincre en la matière sont autrement sérieuses qu'à l'intérieur d'une armée nationale.

Quoi qu'on fasse et que décident les Conseils supérieurs de guerre, il est impossible de faire disparaître le point de vue italien, le point de vue britannique, le point de vue français sur un front interallié.

Si convaincus que puissent être les hommes de guerre ou les hommes d'état de l'excellence des principe et de leur utilité théorique, les préoccupations nationales se chargent d'en troubler l'application intégrale.

L'Histoire montrera l'influence exercée sur les opérations par les particularismes nationaux. Mais, dès à présent, il est permis de dire que l'armée française a su mettre en œuvre, avec une énergie méritoire et inégalée, le principe de l'économie des forces, pendant toute la durée de la guerre. Une carte des situations journalières, suivie dans ses variations, montrerait la diminution constante du nombre des divisions disposées sur les fronts calmes et leur étirement à l'extrême, parfois sur un nombre de kilomètres impressionnant.

La règle admise était de suivre avec soin l'occupation allemande du front et d'avoir au maximum une division française en face d'une division ennemie. Or, celle-ci était supérieure d'un tiers en infanterie à la division française.

L'étendue des risques consentis apparaît plus encore si, d'autre part, l'on met en parallèle les densités d'occupation britannique et française.

A la fin de 1917, avec 108 divisions, l'armée française tenait 630 kilomètres, tandis que l'armée britannique étendait son front, avec 63 divisions, sur 150 kilomètres seulement.

En face des Français, 75 divisions allemandes occupaient la première ligne tandis que les Anglais n'en avaient devant eux que 31.

Encore faut-il remarquer que nos divisions étaient moins fortes que celles de nos alliés, puisque ceux-ci comptaient pour leurs 63 divisions 2.975 compagnies, alors que nous n'en avions que 3.500 environ pour 108 divisions.

Il est juste d'ajouter que les Anglais avaient une ligne de communications assez précaire, parce que très courte, et que, manquant de recul, ils devaient être fatalement préoccupés de couvrir très solidement leurs bases, constituées par les ports de la Manche. Ils avaient, en outre, la préoccupation d'assurer la sécurité de leur territoire national, qui eût été gravement compromise par l'arrivée des Allemands sur la côte du Pas-de-Calais. Autant de motifs qui étaient susceptibles d'influencer le commandement. Tant il est vrai que les déterminants sont toujours complexes à la guerre et qu'un théâtre d'opérations n'est ni un billard, ni un échiquier.

Il n'en reste pas moins que l'économie stricte — au sens d'épargne cette fois — pratiquée par le commandement français sur les fronts secondaires, a seule permis de parer aux événements de 1918 par la mise en action instantanée de réserves considérables.

Ces réserves se composent non seulement de divisions, de matériels d'artillerie extraorganiques, d'unités de chars, d'unités d'aviation, mais encore des organes de commandement destinés à prendre place sur les fronts

actifs, dès la bataille allumée. On verra donc en réserve des états-majors d'armée, des états-majors de corps d'armée qui auront la tâche de se préparer aux éventualités prochaines et de se mettre en mesure, intellectuellement, d'y parer.

C. — *LA RÉSERVE GÉNÉRALES D'ARTILLERIE*

Ici se pose la question, très discutée pendant la guerre, de la Réserve générale d'artillerie.

La manœuvre stratégique comporte, nous venons de l'indiquer, des concentrations puissantes et rapides de moyens, qu'il s'agisse, dans l'offensive, de faire vite pour surprendre, dans la défensive, de faire non moins vite pour parer en temps opportun, et, dans les deux cas, d'opposer le maximum de moyens à l'adversaire.

Avec la forme prise par la guerre, les matériels d'artillerie tiennent une place de plus en plus importante parmi ces moyens.

Aux ressources des grandes unités engagées doivent venir s'ajouter les batteries extra-organiques, non pas comme simple appoint, mais bien pour former la masse principale d'artillerie, composée dès lors, nécessairement, de la gamme complète des matériels.

La conception de la Réserve générale d'artillerie aux ordres exclusifs du haut commandement, et mise par lui, en tout ou en partie, au moment opportun, à la disposition des armées, répond à cette notion de l'emploi en masse et du déplacement aisé de la masse.

L'idée n'est pas neuve. Les grandes batteries de Napoléon ont eu un rôle célèbre dans certaines batailles et leur action, à une échelle plus réduite, présentait une grande analogie avec l'action de la Réserve générale de création récente.

Malheureusement, l'emploi le plus souvent tardif, fait sous le deuxième Empire et, en particulier en 1870, des réserves d'artillerie, avait jeté le discrédit sur elles et les enseignements de l'histoire devaient provoquer, lorsque la question fut reprise au cours de la guerre, des oppositions farouches qu'il ne fut pas facile de faire céder.

Malgré ces oppositions, le nouvel instrument stratégique n'a fait que croître en importance, et la Réserve générale française ne comprenait pas moins, au moment de l'armistice, de 1.200 batteries de toute nature.

Les Allemands ont suivi la même voie. Nous avons dit plus haut, en parlant de l'artillerie, que, dès 1914, il existait chez eux une réserve d'artillerie à la disposition du haut commandement d'environ 1.400 pièces. Cette réserve, en 1918, atteignait 3.200 pièces d'artillerie de campagne, 4.500 pièces d'artillerie lourde, et 200 pièces d'artillerie à grande puissance, sur un total en service de 12.000 pièces légères et de 7.860 pièces lourdes.

La cause paraît donc entendue. Et de l'importance du rôle de la Réserve générale d'artillerie naît l'obligation d'en étudier l'organisation et le commandement dès le temps de paix, de manière à pouvoir l'utiliser éventuellement dans les premières batailles.

D. — *ARTICULATION DES RÉSERVES. LIGNES INTÉRIEURES*

Il ne suffit pas de constituer des réserves pour parer aux événements ou pour les préparer. Ces réserves doivent encore être réparties sur les théâtres des opérations de manière à pouvoir être utilisées, en totalité ou en partie, sur un point quelconque et en temps utile. Elles doivent, dans ce but, être *articulées*.

L'*articulation* est un procédé employé en tactique et en stratégie, qui consiste à disposer les troupes, suivant un dispositif large, avec des fractions poussées dans les directions les plus probables d'emploi, pour permettre un déplacement rapide et aisé de l'ensemble sur l'une de ces directions hypothétiques et assurer la mise en œuvre, presque instantanée, d'une partie au moins des éléments.

Lorsqu'une offensive est en préparation, les réserves s'échelonnent en profondeur, à proximité du point d'attaque choisi. Même dans ce cas, cependant, il faut encore prendre des assurances contre les velléités d'action de l'adversaire, naturellement enclin, s'il en a les moyens, à faire avorter, par une action préventive, l'offensive qu'il sent mûrir, ou, une fois celle-ci déclanchée, à reprendre l'initiative au moyen de diversions en des points de son choix.

Mais c'est surtout dans la défensive que le problème est épineux.

L'incertitude sur les intentions de l'adversaire oblige alors à une articulation a priori, tenant compte des probabilités d'attaque sur les différentes parties du front et

des possibilités de transport, pour assurer une congestion rapide de la partie attaquée.

Les intentions de l'adversaire sont recherchées, d'une manière plus ou moins heureuse, et révélées plus ou moins tardivement par les services de renseignements.

Les possibilités de transport dépendent de la puissance et de la souplesse de l'organisation des chemins de fer et du service automobile.

Mais si poussée que soit cette organisation, si judicieuse que soit l'articulation, il n'y a jamais instantanéité dans la prise d'un dispositif approprié aux circonstances nouvelles et les troupes d'occupation du front, dans la région attaquée, doivent durer le temps nécessaire à l'exécution des mouvements.

La capacité de résistance des divisions soumises au premier choc, indiquée par les enseignements des actions les plus récentes, permet d'apprécier le nombre ainsi que les délais d'arrivée des grandes unités et des matériels d'artillerie à amener pour conduire la bataille défensive sans défaillance.

Ce ne sont là, bien entendu, que des approximations et il faut songer à tous les aléas du combat. Mais ces approximations donnent toutefois des minima.

Dans les conditions d'occupation du front français au début de 1918, on estimait nécessaire pour un front de 40 kilomètres d'attaque, l'arrivée dans les quatre jours d'une trentaine de divisions et d'une centaine de batteries, pour répondre aux premiers besoins, et résister dans de bonnes conditions au choc initial.

Ces données résultaient de l'expérience acquise dans les

grandes offensives antérieures, où il était apparu que les divisions en pleine action ne pouvaient, pour mener la bataille, avoir des fronts supérieurs à 2 kilomètres 500 ou 3 kilomètres, que leur durée devant le premier choc, en moyenne de huit jours, était descendue au-dessous de huit jours dans certaines circonstances à Verdun, et pouvait être moindre encore.

Les procédés inaugurés en Russie par l'armée von Hutier devant Riga amenaient, en effet, à penser que l'offensive allemande sur le front occidental, plus brusquée et plus brutale que jamais, ferait flamber, avec une rapidité accrue encore, les divisions prises à partie.

Les événements du 21 mars ont fait constater la justesse de ces prévisions, même sur un front alerté.

Toutefois, la bataille défensive type, celle de Champagne en juillet 1918, a montré que sur un front parfaitement organisé une densité d'occupation beaucoup moindre pouvait suffire à arrêter une attaque puissante.

Le 15 juillet, les 26 divisions allemandes lancées contre nos positions sur un front de 42 kilomètres ont trouvé devant elles, sur la ligne de résistance, seulement 8 divisions renforcées de quelques régiments, soit un front de 4 kilomètres 500 environ par division.

En deuxième ligne, 5 divisions étaient prêtes à obturer toute brèche.

Les divisions de première ligne détachaient en avant d'elles des éléments de couverture dont on connaît le rôle glorieux de sacrifice.

L'artillerie, il est vrai, comprenait 1.500 canons de 75

et 1.200 canons lourds, au total 2.700, soit une pièce par 17 mètres.

Tel est le dispositif qui a brisé le choc allemand au point de régler l'attaque en vingt-quatre heures.

Il faut remarquer que le secteur était le mieux organisé peut-être du front français, que l'attaque était prévue avec précision et que le rendement des moyens, mis en place à loisir, devait atteindre le maximum.

Le choc initial endigué, il reste à faire face à l'usure de la bataille. Mais c'est la phase du début qui est la plus grave ; les conditions du temps sont ultérieurement beaucoup moins rigoureuses pour constituer les jeux de grandes unités appelées à prendre la suite.

Les données numériques évaluées, le problème devient un problème de disposition topographique et de transport.

Si l'on considère une partie déterminée du front, siège possible d'une attaque ennemie, on verra d'abord les divisions destinées au renforcement immédiat stationnées, en principe, à moins d'une forte étape à pied des premières lignes.

En arrière d'elles, à trois étapes à pied au plus, soit une cinquantaine de kilomètres, d'autres divisions sont à même d'arriver par route, leur infanterie allégée, l'artillerie précédant les fantassins.

Plus loin encore, dans un rayon de 80 kilomètres, se trouvent des divisions dont l'infanterie sera transportée en automobile, l'artillerie faisant toujours la route par ses propres moyens.

Les éléments qui viennent d'être énumérés peuvent arriver dans les quatre jours aux points attaqués, et le problème consiste, pour l'ensemble, à avoir une répartition telle des réserves que, quelle que soit la partie du front assaillie, le nombre de divisions à portée d'intervention, dans les conditions indiquées ci-dessus, satisfasse aux besoins numériques indiqués.

Ce résultat est obtenu en plaçant les paquets de divisions de telle sorte qu'ils puissent servir à deux ou trois fins.

Les renforcements ultérieurs se feront par combinaison de la voie ferrée et de l'automobile. Leur action sera nécessairement à échéance plus lointaine, puisqu'ils seront assurés par les unités les plus éloignées. Leur rapidité dépendra du débit des grandes voies de rocade assurant les transports transversaux d'une extrémité du front à l'autre.

Les disponibilités épuisées, la relève des grandes unités mises momentanément hors de combat aura lieu au moyen de la fameuse « noria » qui, après quelques jours de repos et une première reconstitution, envoie les divisions sortant de la bataille dans les secteurs calmes, pour y libérer les divisions appelées à leur tour dans les secteurs actifs.

On saisit le processus suivant lequel le maximum de puissance peut être réalisé *et entretenu* sur la partie principale du théâtre d'opérations par l'échelonnement judicieux des ressources, la mise en garde de tous les moyens de transport et leur exploitation intensive pendant toute la bataille.

Ces notions se sont imposées avec les conditions particulières de la guerre de positions. Elles sont devenues familières aux états-majors et un exposé plus détaillé permettrait de faire ressortir la virtuosité atteinte dans la mise en action des réserves par le commandement français dans les différentes phases de la guerre (1).

Les mêmes procédés vaudraient à l'avenir pour une guerre de mouvement. L'articulation des disponibilités, en arrière des unités au contact et leur transport rapide par les moyens mécaniques, permettraient seuls de réaliser les conditions premières de la manœuvre stratégique qui peuvent être synthétisées dans la formule : agir toujours du fort au faible, en surprise, donc avec le maximum de masse et le maximum de vitesse.

Si l'on examine, au point de vue des possibilités d'une articulation commode, la forme du front occidental, on est frappé par la différence des longueurs des trajets qu'avaient à couvrir les réserves allemandes d'une part, les réserves franco-britanniques de l'autre.

En faisant abstraction des Vosges et de la Haute-Alsace, qui se prêtaient mal à des opérations et vers lesquelles les transports étaient assez difficiles pour les deux partis, on voit que de la région d'Hirson, à peu près centrale, les Allemands n'avaient à parcourir que de très courts rayons pour jeter leurs forces sur un secteur quelconque, depuis les Flandres jusqu'à la Woëvre. Pour les Franco-

(1) L'étude que nous ferons plus loin des transports en donnera l'idée.

Britanniques, au contraire, il fallait roquer sur une longue ligne enveloppante qui, de la région de Doullens à celle de Neufchâteau, en passant par Paris, ne mesure pas moins de 400 kilomètres.

On voit le gain de temps dont bénéficiaient les Allemands, et aussi quelles facilités pour réaliser le secret. La présence du gros de leurs réserves vers Hirson-Vervins-Rethel, ne pouvait, en effet, donner d'indication sur leurs intentions, puisqu'elles se trouvaient à égale distance d'une demi-douzaine de champs d'action possibles.

Ils avaient ainsi le bénéfice qu'assure l'utilisation des lignes intérieures et dont le plus illustre exemple, dans le passé, est celui de la campagne de 1814, marquée par les dernières victoires de Napoléon.

Etre en possession des lignes intérieures, c'est se trouver, par rapport aux différentes masses de l'adversaire non réunies, dans une situation qui permette d'aller d'abord sur l'une des masses, et de régler son sort avant que les autres aient pu intervenir, puis de se retourner vers une deuxième masse pour la battre à son tour.

Cette manœuvre suppose, à égalité de vitesse, des parcours sur des lignes plus courtes que celles de l'adversaire.

Le dispositif allemand se prêtait à cette manière d'opérer, non seulement sur le front occidental considéré en particulier, mais encore sur l'ensemble du théâtre européen, grâce à la disposition centrale de l'Allemagne entre la Russie et la France.

Pour l'Entente, il n'existait que des lignes extérieures maritimes, longues, lentes, de rendement réduit. Ces

lignes permettaient, tout au plus, l'envoi de quelques renforts et de certains ravitaillements de l'un à l'autre des théâtres d'opérations, mais il ne pouvait être question de manœuvre à proprement parler, par déplacement des forces.

L'Allemagne, au contraire, disposait des lignes intérieures constituées par son réseau ferré national.

C'est grâce à cet état de choses qu'elle avait pu, en 1914, adopter son plan initial suivant lequel le gros de ses forces agirait d'abord en Occident, pour régler la question française, puis serait retourné vers l'Orient pour liquider la question russe, en profitant du non-synchronisme des deux mobilisations, française et russe.

L'emploi des mêmes lignes intérieures devait permettre encore au commandement suprême allemand de ramener, en 1918, les forces libérées par la défection russe et de tenter sa dernière chance sur le front occidental.

E. — *MANŒUVRES STRATÉGIQUES ET MOYENS DE TRANSPORTS*

Une armée vaut par sa *masse* et par sa *vitesse*. C'est Napoléon qui parle.

La masse s'obtient par la constitution de réserves aussi importantes que possible et par la *réunion*, en temps opportun, de ces réserves sur le champ de bataille du moment, les autres parties du théâtre d'opérations ne conservant que le minimum indispensable à leur sécurité.

Mais ce n'est pas encore suffisant. La masse ainsi constituée n'a de valeur réelle que si elle dispose, à tous

les instants, de l'intégrité de ses moyens d'action. Il faut pour cela que les unités qui la composent, reçoivent et entretiennent des approvisionnements indispensables pour vivre et pour agir et qu'elles puissent remplacer effectifs et matériels usés, au fur et à mesure de leur emploi.

Lorsque ces conditions ne sont pas réalisées, la masse s'effrite et devient une cohue sans valeur guerrière.

La nécessité de faire vite, plus vite que l'adversaire, pour constituer, soit une masse offensive destinée à obtenir un effet de surprise, soit une masse de riposte, d'assurer ensuite la relève des grandes unités dépensées, de ravitailler le corps de bataille sans jamais juguler le commandement dans ses conceptions, conduit à intensifier sans limite l'emploi des moyens mécaniques de transport. D'où l'importance, prévue et escomptée, des chemins de fer et le développement formidable des services automobiles au cours de la campagne.

Napoléon faisait la guerre avec les jambes de ses soldats..... faute de mieux. Il est vrai que tout était relatif, et les « transports » du camp de Boulogne à l'Europe centrale sont restés fameux.

A notre époque, un commandant en chef fait la guerre, pour une grande partie, avec le chemin de fer et avec l'automobile, seuls capables de réaliser la vitesse, second facteur de la force guerrière.

Ces moyens jouent un tel rôle dans la conduite stratégique d'une campagne que la forme même de la guerre moderne serait inconcevable sans leur mise en action.

Sans chemin de fer et sans auto, impossibilité de mettre

sur pied les effectifs des nations armées que les ressources locales ne peuvent plus nourrir et qui doivent recevoir de l'arrière leur subsistance ; impossibilité de réaliser des concentrations de plusieurs dizaines de divisions pour la bataille sans y consacrer des temps prolongés, et sans aboutir à une sorte de sursaturation qui ne pourrait désormais être clarifiée qu'au prix d'efforts prolongés et pénibles, exclusifs de toute manœuvre ultérieure à brève échéance ; impossibilité de mettre en œuvre des matériels à tir rapide, vers lesquels les usines dispersées sur le territoire envoient un courant continu de munitions, aux taux que nous avons indiqués ; impossibilité, faute de matériel et d'outillages, d'effectuer les travaux considérables imposés par l'emploi intensif de la fortification.

Le « moyen de transport » mécanique est vraiment un des termes fondamentaux de l'évolution de la guerre et l'on a pu dire que celle-ci était devenue une guerre de transports, autant qu'une guerre de matériel.

Ce caractère est apparu dès le début.

Sans parler de la mobilisation et de la concentration, basées essentiellement sur l'emploi de la voie ferrée, 1914 a vu notre armée d'aile gauche qui devait avoir un rôle décisif dans la bataille de la Marne, constituée, pour une grosse part, grâce à des transports en chemin de fer, par des divisions venues de l'autre extrémité du front.

Les taxis de Paris, eux-mêmes, ont été, à ce moment, d'un emploi symbolique.

Après la Marne encore, effort considérable de transports pour jeter à notre aile gauche toutes nos troupes disponibles, dans la course à l'enveloppement réciproque et à

sa parade, que pratiquaient alors les deux partis, et dont le résultat fut l' « appuyé » à la mer des ailes non encore fixées. Cette période marque le premier emploi parallèle du chemin de fer et de l'automobile à ses débuts.

De même, à Verdun, en 1916, la ligne ferrée de la Meuse étant coupée à Saint-Mihiel, la ligne de Paris sous le canon à Aubréville, la fameuse voie automobile dite « Voie sacrée » permit, avec le « Petit Meusien » à voie étroite, de maintenir un lien stratégique entre le champ de bataille où se jouaient nos destinées et le reste du front, pendant qu'en toute hâte était entreprise la construction de la voie normale directe de Bar-le-Duc à Verdun.

1918 marque l'apogée des services rendus par les transports. Chemin de fer et automobile furent mis en plein rendement dès la ruée du 21 mars des Allemands sur le front anglais. Pendant toute la campagne défensive, ils furent les instruments efficaces de nos parades successives et de nos ripostes sans cesse plus énergiques et restèrent en combinaison constante pour faire face aux exigences croissantes de la situation.

Les chemins de fer ont eu, pendant cette guerre, un rendement formidable et, surtout, leur emploi au point de vue stratégique a pris une ampleur qui a dépassé les limites attribuées à leur puissance.

Pendant la bataille de Verdun, 90 divisions furent transportées, soit plus de 1.500.000 hommes, à l'aide de 3.592 trains.

La Somme exigea la mise en marche de 6.768 trains.

Mais l'effort principal fut fourni pendant la campagne

de 1918. Afin de permettre l'arrivée des renforts au secours des Anglais assaillis le 21 mars, les chemins de fer firent circuler pendant la dernière décade du mois, 1.376 trains de troupes combattantes, le jour le plus chargé comptant 172 trains.

Au total, de mars à novembre, le nombre des trains de combattants s'éleva à 17.000, et le maximum atteint en 24 heures fut de 198 trains, le 5 mai.

Ces nombres ne correspondent qu'à la constitution des masses de manœuvre et à leur entretien au point de vue effectifs, puisqu'il s'agit uniquement de trains de troupes. L'entretien des moyens matériels s'ajoutant, le nombre total des trains mis en circulation fut au total de 50.000, le jour le plus chargé en comptant 424.

Après les événements de juillet et le retournement de la situation, les deux réseaux « combattants », le Nord et l'Est, qui souffraient cependant de l'épuisement de quatre années de guerre, intensifièrent leur trafic au point d'atteindre leur maximum en *kilomètres-trains* (1), 1.900.000 sur le Nord, 1.760.000 sur l'Est, par mois, rien qu'en trains de troupes.

Les efforts fournis par les travailleurs de la voie peuvent également constituer une notion intéressante. Ils n'ont pas construit ou réfectionné moins de 7.000 kilomètres de voie et de 9 kilomètres d'ouvrage d'art.

Enfin, le soin apporté par les Allemands à mettre hors d'état le réseau ferré pour éviter les conséquences d'une

---

(1) On devine que le *kilomètre train* est une unité correspondante au déplacement d'un train sur 1 kilomètre.

poursuite intensive, indique avec assez de netteté l'importance attribuée au chemin de fer comme instrument d'opérations.

L'ennemi a détruit derrière lui 5.500 kilomètres de voie, 500 ponts, 1.000 passages inférieurs, 12 tunnels, 600 bâtiments, 150 réservoirs d'alimentation.

Les services rendus par les automobiles ont été, eux aussi, considérables. Mais ici l'évolution matérielle, comme celle des idées sur l'emploi, auront pris une ampleur remarquable en raison de la modestie des débuts.

De 6 à 7.000 véhicules en 1914, nous sommes passés à près de 100.000 en 1918 et le personnel, qui comptait 10.000 hommes à la mobilisation, atteignait au moment de l'armistice 150.000 hommes, dont 14.000 ouvriers.

Alors que les transports d'août 1914 n'ont porté que sur 18.000 tonnes de matériel et 14.000 hommes, les automobiles ont véhiculé, en août 1918, 1.040.000 tonnes, plus de 950.000 combattants, et 456.000 blessés.

Si l'on considère les unités de transport, la comparaison donne 101 sections de transport de matériel en 1914, en face de 800 sections en 1918. Chaque section étant à même de transporter soit 50 tonnes de matériel, soit environ 250 hommes, on voit quel accroissement de puissance a été réalisé.

Il faut ajouter encore les chiffres concernant le service sanitaire, qui disposait initialement de 25 sections, et en fin de guerre de 200, chaque section véhiculant en moyenne 100 blessés.

Nous avons mentionné déjà le rôle de la Voie sacrée au

moment de la crise de Verdun en 1916. Une véritable « noria » de camions fut instituée sur cette voie unique, le tracé et la qualité des routes interdisant les circuits, et la circulation y atteignit, grâce à une discipline rigoureuse, une intensité vertigineuse. Les camions, en mars 1916, s'y succédaient toutes les quinze secondes environ, les véhicules défaillants étant, après une brève tentative de remise en marche, culbutés dans le champ voisin pour dégager le passage.

Ces quinze secondes ne représentent d'ailleurs qu'une moyenne et, à certains moments, les véhicules défilèrent a raison d'un par cinq secondes !

Si la Voie sacrée est restée populaire et a pris place déjà dans la légende autant que dans l'histoire, d'autres exemples d'efforts analogues peuvent être cités, par lesquels méritent d'être illustrés non seulement le service automobile, mais aussi le service des routes, son complémentaire indispensable.

Pendant la bataille de la Somme, la grande artère Amiens-Proyart a joué un rôle semblable. Elle servait, elle, à deux armées, dont les circuits particuliers partaient du tronc commun, et celui-ci présenta, pendant la bataille, des densités de circulation de même ordre que celles de la Voie sacrée.

Voie sacrée, artère Amiens-Proyart, étaient organisées d'une manière très stable. Leurs trafics avaient une allure régulière que permettaient ces batailles sur positions organisées, non suivies d'amples oscillations du front de combat. Il en fut tout autrement lorsqu'en 1918 nous eûmes à accomplir nos « rétablissements » devant les

poussées allemandes qui menaçaient ou coupaient nos grandes artères routières et entretenaient pendant des semaines un front mouvant et incertain.

Les organisations sur itinéraires fixes étaient alors impossibles. Ce fut le triomphe de la souplesse dans l'organisation rapide de la route par les Commissions régulatrices, jalonnant, « fléchant » les parcours et renseignant à tout moment le commandement sur le degré d'avancement des transports. Ceux-ci s'effectuaient alors sur de grandes rocades d'où partaient des voies pénétrantes permettant de pousser les convois vers l'avant, sur le front ou sur les flancs des « poches » qu'il s'agissait de cercler et de fixer.

Les réserves automobiles, à cette époque, transportèrent jusqu'à 100.000 et même 120.000 hommes en vingt-quatre heures pour assurer la mise à pied-d'œuvre de nos unités combattantes.

Et peu à peu, comme était apparue la nécessité de réserves de troupes interalliées, vint au jour l'idée d'une réserve générale automobile interalliée qui eut mis à la disposition du commandant en chef les moyens capables de transporter non seulement l'infanterie, mais aussi l'artillerie des divisions, les munitions et les chevaux indispensables au service sur le champ de bataille des mitrailleuses et des canons.

Cette réserve devait atteindre le chiffre respectable de 24.000 camions à fournir par tiers par les armées américaine, britannique et française.

Tel était l'aboutissement logique de la rapide évolution du service automobile.

L'importance à la guerre des moyens de transport augmentera sans cesse, ce n'est pas douteux.

Vraisemblablement le chemin de fer se verra de plus en plus remplacé *à l'avant* par l'automobile moins liée à des itinéraires rigides, plus « variantable » donc moins influencée par les destructions de l'aviation et toujours nécessaire au surplus pour les fins de parcours par voie ferrée.

Si beaucoup de matériels d'artillerie doivent posséder leurs moyens automobiles propres pour les transports sur de grandes distances, si le service de santé doit avoir ses véhicules spécialisés et le service de l'intendance également, au moins pour certaines denrées, il y aura tendance, dans l'ensemble, à « banaliser » le matériel pour pouvoir l'appliquer, sans distinction, aux transports de diverses natures exigées par les besoins du moment.

La manœuvre stratégique sera à base de transports mécaniques rapides par route (1) et voie ferrée, comme la manœuvre tactique sera à base de transports mécaniques accélérés à travers champs. *Bandage* et *chenille* (2) règneront respectivement dans ces deux domaines.

Organisé presque entièrement pendant la campagne dernière, le service automobile, dans un conflit nouveau, aurait, au départ, une puissance inconnue en 1914 et sans doute supérieure à celle qui était réalisée en 1918. C'est une question d'orientation de la production nationale et une question de mobilisation judicieuse, et il n'y

---

(1) Il est encore prématuré peu-être de parler de la voie des airs, encore qu'il soit bon que nos techniciens y pensent.

(2) Ou moyen nouveau ayant les mêmes propriétés.

a pas lieu de douter que les leçons de la guerre ne soient des plus fécondes dans ce domaine parce qu'elles y auront été nettes, frappantes et indiscutées.

F. — *L'ÉQUIPEMENT DU FRONT*

Les réserves une fois constituées grâce à une gestion stricte des ressources, puis convenablement articulées pour assurer une concentration rapide, dans une direction quelconque, par l'emploi intensif des transports, la question de l'intervention en masse, dans un secteur de bataille, n'est pas encore réglée.

La mise en place, pour le combat, des moyens de toute nature qu'exige la lutte sur les positions, ne peut se faire, sur un sol vierge ou à peine organisé, sans des révélations capables de compromettre le secret d'une offensive ou sans des retards incompatibles avec une prompte parade ou une riposte opportune.

Le front doit être *équipé*, c'est-à-dire mis en état, par des travaux appropriés, de recevoir les éléments étrangers à l'occupation habituelle, sans préparatifs du dernier moment.

L'idée, systématisée, de l'équipement du front est apparue, au milieu de 1917, quand l'éventualité de l'abandon russe, la situation des forces respectives et le malaise moral qui sévissait dans notre armée, amenèrent le commandement à adopter l'attitude expectante et à renoncer momentanément aux opérations à grands résultats.

Les Allemands pouvant prendre l'offensive en des points quelconques depuis la Suisse jusqu'aux Flandres, il était

nécessaire d'avoir, sur *tout le front*, des organisations défensives permettant l'occupation rapide, à la densité de combat, des lignes successives de résistance et la mise en œuvre immédiate des moyens de défense ainsi introduits sur le front.

Mais ce n'était que la partie passive de l'organisation. Le commandement entendait aller au delà.

Il avait d'abord la ferme résolution d'agir contre l'adversaire par des opérations énergiques, quoique limitées dans leur développement, susceptibles de l'user et de l'entraver dans ses initiatives d'agression. La première condition à remplir par ces actions était de pouvoir être déclanchées avec instantanéité.

De plus, l'offensive générale était seulement remise au moment où la situation serait modifiée à notre avantage. Il importait de préparer les fronts d'attaque éventuels.

Au total, il y avait lieu d'entreprendre l'équipement défensif du front entier et l'équipement offensif des parties choisies tant pour les opérations partielles d'usure et de diversion que pour les grandes contre-offensives ultérieures qui devaient procurer la décision.

L'importance des travaux allait être considérable avec l'étendue du front sur plusieurs centaines de kilomètres et la conception de lignes successives de bretelles d'arrêt, permettant de se dérober au choc initial, d'user l'assaillant et de le barrer ensuite sur la ligne choisie comme position réelle de défense.

Elle était accrue encore par la mise au point des organisations de l'arrière.

Les troupes, en réserve, les unités de travailleurs de la

zone des armées ne pouvaient y suffire, d'autant qu'en ce qui concernait les réserves, le haut commandement avait le constant souci de leur assurer le repos nécessaire en vue des efforts futurs et de pousser à fond leur instruction, aussi indispensable, pour le moins, que les terrassements.

C'est pourquoi une importante main-d'œuvre fut fournie par le ministre de l'armement. Bientôt même on vit débarquer dans la zone des armées un contingent nombreux de travailleurs italiens avec cadres et états-majors.

Ainsi, en arrière des combattants occupés à manier le fusil, la mitrailleuse, le canon, tout en travaillant à accroître la puissance défensive des premières lignes, une véritable armée de pionniers allait être employée à mettre en état, dans toute sa profondeur, le champ de bataille éventuel.

Les travaux étaient variés. Beaucoup, heureusement, à deux fins, répondaient à la fois aux besoins offensifs et défensifs.

Ils consistaient d'abord, sur le front même, à assurer les communications, par routes ou voie de 0.60, par boyaux ou pistes, jusqu'aux premières lignes, puis à garantir l'exercice du commandement par la création des postes d'observation protégés et l'établissement de moyens de transmission abondants, susceptibles de se suppléer mutuellement.

Ils comprenaient, pour l'artillerie, l'organisation de positions de batteries, de postes d'observation et de commandement et la constitution de dépôts de munitions.

L'existence des effectifs nombreux devait être assurée, tant par la constitution d'abris plus ou moins protégés ou de baraquements, que par les dispositions prises en vue des ravitaillements de toute nature et des évacuations.

Bien entendu, les travaux de fortification proprement dits absorbaient une grosse partie de l'activité déployée, et le nombre de mètres cubes de terre à remuer, comme celui des mètres carrés de fils de fer à établir, était incommensurable.

Si les travaux de l'avant étaient considérables, ceux de l'arrière ne l'étaient pas moins.

Comme on peut s'y attendre, après ce que nous avons dit plus haut de l'importance des moyens de transport, ces travaux se rapportaient surtout aux voies ferrées et aux routes. Des tronçons de voies normales étaient à créer pour améliorer les parcours, et effectuer les raccords permettant de multiplier les grandes rocades, des quais à établir pour les embarquements et débarquements de troupes. Des gares complètes devaient être construites, organes importants comprenant des chantiers de ravitaillement multiples pour les denrées et des voies de service destinées aux grands stockages de l'artillerie et du génie, et aux hôpitaux d'évacuation.

On touche vraiment ici du doigt cette industrialisation de la guerre dans son exécution même, qui la fait si différente de ce que l'histoire des campagnes classiques est susceptible de montrer. Il n'y a cependant pas rupture

avec les errements d'autrefois. Les buts sont les mêmes, l'application seule varie et se complique.

Ce besoin de l'équipement préalable du front n'est rien d'autre, en effet, qu'une conséquence moderne du vieux principe énoncé par Jomini, et suivant lequel il faut être en mesure de faire effort avec la masse principale dont on dispose, successivement sur plusieurs points du front de l'adversaire (1).

Seulement, au temps où Jomini écrivait ses célèbres leçons, la simplicité des moyens d'action nécessitait, pour l'application de cette règle, seulement des troupes mobiles et un commandement hardi et manœuvrier.

Aujourd'hui, la même conception conduit à créer des armées de travailleurs, et à recourir à de véritables entreprises industrielles pour truquer le terrain dans la mesure voulue.

Sans doute le problème, tel qu'il vient d'être exposé, concerne le cas particulier de la guerre de positions, et l'on peut se demander comment il se présenterait dans une guerre non stabilisée, dont la caractéristique est de présenter un front mouvant, sans organisations autres que celles improvisées en quelques jours par les combattants eux-mêmes.

Il n'y aurait à la vérité qu'une différence de degré.

D'abord, les troupes de communications auraient à tenir constamment en état les voies ferrées et les routes et à les pousser vers l'avant à la suite des troupes, pour

(1) Cité par le colonel Grouard, dans ses dernières études relatives à la guerre de 1914-1918.

permettre les déplacements de forces et l'acheminement, au plus près, des ravitaillements.

Ensuite, les troupes de transmissions devraient superposer aux installations civiles ou créer de toutes pièces les lignes télégraphiques ou téléphoniques ou les organes de T. S. F., et en maintenir le fonctionnement intégral pour assurer les relations de commandement. La grosse différence porterait sur les organisations permanentes ou semi-permanentes de ravitaillement et d'évacuations, remplacés par les organes mobiles des armées, et sur les travaux de fortification proprement dits, réduits aux travaux « passagers ».

Mais il y aurait bien, toujours, un équipement du front à prévoir et à réaliser à l'aide des troupes spéciales dont nous avons parlé.

G. — *LA MISE AU POINT DE L'OUTIL DE GUERRE GRACE AUX RÉSERVES*

Si l'existence de réserves abondantes est nécessaire au commandement pour manœuvrer, elle a encore un autre avantage, celui de permettre la mise au point de la troupe et des cadres.

Les divisions en ligne, absorbées par la garde de leur secteur, par les travaux d'entretien et d'amélioration dont personne n'a jamais vu le terme, ne peuvent ni prendre du repos ni s'entraîner.

Le repos n'est réel que loin du canon, dans une détente complète à l'abri des alertes.

L'entraînement n'est possible qu'en éliminant pour plusieurs semaines l'ankylose des tranchées.

Mais ce n'est pas tout. Avec les incessantes modifications apportées au matériel en service, avec les changements entraînés dans les méthodes par la lutte des procédés et des innovations, cadres et troupes ont besoin de renouveler constamment leur formation professionnelle et presque leur mentalité.

C'est un fait nouveau dans l'histoire de la guerre que cette nécessité d'instruire sans cesse au cours des opérations, et la raison en est dans la mise au service de l'armée de toute la puissance industrielle moderne.

Celle-ci est à même, en quelques mois, de changer la physionomie de la guerre, et il en résulte pour les exécutants la nécessité d'une adaptation perpétuelle qui ne peut être obtenue qu'en dehors du contact avec l'adversaire.

Les spécialistes, les cadres, pourront suivre des cours, les conférences pourront être multipliées, rien ne remplacera, quel que soit l'effort fourni, le séjour dans les camps des grandes unités retirées du front.

C'est pourquoi le commandement s'est toujours efforcé d'établir un roulement approprié des divisions entre le front et l'arrière-front, entre les unités d'occupation de secteur et les unités en réserve. Ce desideratum était malheureusement assez difficile à satisfaire pour l'armée française, qui avait, à cause de son front démesuré, une proportion de réserves relativement faible.

Et les Allemands ont eu sur nous le gros avantage, surtout après le renoncement de la Russie, d'avoir un chiffre important de divisions réellement entraînées, et

à même de « répéter » les futures attaques dans les formes nouvelles, convenant au stade où était parvenue l'évolution des moyens et des procédés.

On ne peut douter que le succès de leurs offensives brusquées n'ait été, pour une part, le résultat de ce travail d'instruction intensif, que nous ne pouvions nous-mêmes réaliser, pour les raisons données, que très imparfaitement.

CHAPITRE III

LES OPÉRATIONS

Le haut commandement a constitué des disponibilités, il a articulé celles-ci en vue de leur emploi éventuel dans toutes les directions, il a groupé ses moyens de transport de manière à pouvoir les mettre en action très rapidement, enfin le front est équipé et peut, sans retard, dans une quelconque de ses parties, être érigé en front de bataille.

D'autre part, les circonstances sont favorables à l'adoption d'une attitude agressive, et le haut commandement va rechercher des résultats stratégiques, par des opérations dont il entend prendre l'initiative.

Quels vont être ses objectifs ? Quelles grandes directions donnera-t-il à ses attaques d'ensemble, quelle forme à ses actions offensives ?

A. — *OBJECTIFS*

La fin même de la guerre est la mise à genoux de l'adversaire.

Le but proprement militaire consiste dans la destruction de ses forces organisées, partie capitale, sinon totale du problème.

Il est manifeste que la destruction des moyens mili-

taires, en désarmant la nation adverse, la livre, sans recours, à son vainqueur, quelle que soit, à ce moment, sa capacité restante de résistance économique, industrielle et financière.

Mais en raison des relations étroites qui existent entre l'Armée et le Pays, au cours d'une crise guerrière, il est non moins évident qu'il y a, à côté des armées qui tiennent la campagne, d'autres objectifs dont la perte ou la destruction peuvent avoir une importance stratégique considérable et parfois décisive.

Qu'une action, terrestre ou aérienne, aît pu, un jour, réduire à l'inaction les centres industriels de la Ruhr, le résultat ne valait-il pas celui d'une grande bataille gagnée ?

La prise de ce qui restait de nos mines du Nord par l'ennemi, en 1918, n'aurait-elle pas eu pour nous des conséquences infiniment plus graves — et sans doute à très brève échéance — que la mise hors de combat de quelques divisions et de quelques groupes d'artillerie ?

Et l'occupation de Paris, lors des avances de 1914 et de 1918, n'entraînait-elle pas d'importantes répercussions morales, susceptibles d'aider au triomphe des Allemands ?

A l'heure actuelle, la guerre se fait non seulement contre les armées, mais contre les peuples dont elles sont issues, qui ne cessent de leur fournir tout ce qui est nécessaire à leur vie et à leur action, et dont elles suivent les fluctuations morales.

De cette formule, prônée par eux depuis longtemps, les

Allemands ont tiré des règles d'application qui les ont fait tomber dans la sauvagerie, sous le prétexte d'agir sur le moral de l'adversaire.

Sans admettre avec eux des conséquences outrancières qui nous répugnent, il faut bien conclure que si le haut commandement doit avoir toujours comme but principal la mise hors de combat des armées adverses, cette orientation ne doit pas exclure la poursuite de buts qui ne sont souvent secondaires qu'en apparence.

Sans aucun doute, l'existence d'une forte armée aérienne aura pour conséquence naturelle l'extension de ces actions sur les points sensibles des arrières, par delà les fronts stabilisés ou non, et les centres industriels, par exemple, seront au premier rang des objectifs de l'aviation. Mais il est certain également que ces objectifs, lorsqu'ils se trouveront à portée d'action, provoqueront et justifieront des entreprises terrestres.

Autrement dit, le théâtre d'opérations ne sera plus une sorte de champ clos, où les armées lutteront jusqu'à ce que l'une d'elles, ayant partie gagnée, les diplomates interviennent pour régler la question des enjeux.

De plus en plus, l'Armée et la Nation feront corps pendant la lutte, celle-là couvrant celle-ci contre les tentatives susceptibles de compromettre son existence ou sa santé morale, et ne pouvant, d'ailleurs, continuer à vivre et à agir elle-même, que grâce à la sauvegarde de la vitalité nationale.

Au surplus, presque toujours, en marchant vers les organes vitaux du pays, l'envahisseur trouvera devant

lui les forces militaires dressées pour en assurer la défense, et le succès contre un grand objectif industriel, économique, ne fera que s'ajouter aux résultats purement militaires de la rencontre. Ce sera tout profit.

B. — *LES FORMES DE L'ACTION STRATÉGIQUE*

Pour triompher des forces militaires de l'adversaire et les mettre, si possible, hors de cause, la « manière » stratégique n'est pas variée dans ses formes.

On ne peut guère sortir de l'enveloppement, soit d'une aile, soit des deux ailes, de l'attaque frontale ou de la manœuvre sur les communications, que nous allons examiner successivement en même temps que le problème de l'usure stratégique qui doit, presque toujours, précéder une action générale visant la décision.

MANŒUVRE ENVELOPPANTE.

Dans la recherche de l'action *du fort au faible*, qui est à la base de toute conception stratégique, la manœuvre enveloppante présente d'évidents avantages.

Elle prend en défaut le dispositif de la bataille adverse, qui se trouve en quelque sorte abordé par sa « tranche », et elle oblige à un renversement de front pénible, en pleine bataille.

Si, grâce à la supériorité numérique initiale, l'adversaire a pu être, au préalable, accroché sur un front de déploiement capable d'absorber la majeure partie de ses forces, ce peut être un désastre total, puisque le débordement aura pour effet de couper ses lignes de retraite et de l'empêcher de se dégager.

L'idéal est d'obtenir un enveloppement complet entraînant la destruction sur place ou la reddition.

Ce fut le cas de Sedan où l'armée française fut prise littéralement au filet. Mais l'importance des masses actuelles et l'étendue de leurs déploiements ne permettent d'obtenir des résultats aussi nets que dans des cas tout à fait exceptionnels de supériorité numérique ou de supériorité de manœuvre.

Les difficultés s'accroissent encore si les dimensions du théâtre d'opérations, eu égard aux effectifs mis en ligne, permettent d'appuyer les ailes à des obstacles infranchissables, mer, montagne ou frontière neutre. La manœuvre enveloppante doit alors être effectuée avant que cet appui des ailes soit réalisé. Sinon le problème se pose différemment : il faut, bon gré mal gré, recourir à l'attaque frontale.

Le plan initial allemand de 1914 visait, on le sait, à l'enveloppement de notre aile gauche, grâce à un large mouvement par la Belgique, et il est possible que nos ennemis aient songé, en outre, à parfaire cet enveloppement par une poussée dans la trouée de Charmes.

L'échec tactique de Charleroi, si douloureux par les pertes subies, eut au moins l'avantage de ne laisser aucun doute sur l'opportunité d'un retrait rapide. Une victoire locale ou un demi-succès aurait pu entraîner un accrochage complet de nos forces, fixer nos armées et assurer la réussite du plan ennemi.

En réagissant trop vigoureusement, le centre allemand n'a pas permis la constitution de cette « nasse », dans

laquelle nos forces, inférieures en nombre, réunies pour agir sur une fausse direction, eussent pu être broyées en quelques jours.

La retraite exécutée ajourna l'enveloppement. C'est en en poursuivant la réalisation que von Klück allait amorcer la manœuvre de la Marne.

La riposte française fut alors, elle aussi, à forme enveloppante, et c'est ce qui amena le recul général de la ligne allemande si profondément infléchie, déjà, vers le sud, dans la région de Bar-le-Duc.

Pendant tout le temps de la course à la mer, chacun des deux adversaires s'efforçait encore, en gagnant l'autre de vitesse, de le déborder, pour renouveler la même manœuvre.

L'arrivée jusqu'à la côte des ailes en mouvement, l'emploi intensif de la fortification et la stabilisation des fronts allaient éliminer cette forme d'action et obliger les adversaires à aborder la question difficile de la rupture.

ATTAQUE FRONTALE.

Lorsque les ailes sont appuyées à des obstacles infranchissables, force est de recourir à l'attaque frontale.

On peut concevoir qu'avec une supériorité numérique et matérielle considérable, le haut commandement envisage l'écrasement complet de l'adversaire sous une gigantesque pression, intéressant le front en totalité ou en grosse partie, et se produisant assez vite pour que l'ennemi ne puisse s'échapper.

Une telle entreprise présentera en toutes circons-

tances de sérieux aléas. La bataille « parallèle » a toujours été considérée comme trop coûteuse et comme incertaine dans ses résultats, l'ennemi pouvant se replier sur ses lignes d'opérations sans éprouver de dommages décisifs, sauf cependant lorsqu'il manque de champ, comme c'était le cas pour les Anglais adossés à la Manche.

Ce cas est exceptionnel. Aussi, comme nous l'avons indiqué plus haut, l'attaque frontale ne sera-t-elle, la plupart du temps, que le premier acte de l'opération engagée. Elle aura pour but de disloquer le dispositif ennemi et, à la faveur de la brèche ouverte dans le front jusqu'alors continu, de permettre la manœuvre sur les arrières par un rabattement.

Cette première phase de la bataille a alors pour objet la *création d'un flanc dans le dispositif ennemi.*

C'était, en avril 1917, le projet du commandement français, qui se proposait de rompre le front, de détruire la masse principale des forces ennemies sur le théâtre occidental, en battant les disponibilités et en portant ultérieurement le gros de ses propres forces sur les communications de l'adversaire, par exploitation latérale du succès obtenu.

Cette tentative ne devait pas donner les résultats attendus, l'adversaire, alerté, s'étant mis en garde et se trouvant à égalité de moyens grâce à l'afflux des réserves sur le front relativement étroit (1) qu'abordait l'armée française.

---

(1) Ce front était d'ailleurs proportionné aux moyens matériels dont disposait le commandement. On ne pouvait faire plus à cette époque.

Une attaque frontale n'a, en effet, quelque chance de donner des résultats, que si l'assaillant, très supérieur, augmente encore sa puissance relative par la surprise, et agit sur un front considérable pour interdire à l'ennemi des concentrations puissantes sur les points de rupture choisis. Il y a ici analogie avec ce qu'on appelait autrefois, en tactique d'infanterie, maintenir les fusils droits.

Avec des fronts étroits et des moyens trop mesurés, le résultat ne dépasse pas la création des fameuses « poches » dans lesquelles l'agresseur se trouve en mauvaise posture sur un terrain à réorganiser et avec des flancs accusés qu'il a lui-même fait apparaître dans sa ligne de bataille.

L'enveloppement et l'attaque frontale envisagée comme il vient d'être dit, avec mouvement ultérieur à revers, visent tous deux à une décision par le déploiement maximum des forces, dans le minimum de temps.

C'est l'acte violent dans toute sa simplicité et la décision stratégique est amenée par un événement capital dans le domaine tactique.

La manœuvre vise à saisir le corps de bataille ennemi et, sans autre forme de procès, à l'écraser sur place. Solution rapide et définitive.

Si l'enveloppement n'est plus possible, si le front adverse a pris une consistance telle, grâce à l'emploi de la fortification et la mise en ligne de moyens équivalents, en nature et en nombre, à ceux qui peuvent être employés pour le rompre, il y a lieu évidemment de recourir à des procédés moins immédiats dans leurs

résultats. Or, un front ne vaut que par ses occupants. L'usure systématique et préalable de ceux-ci peut donc, à un moment donné, rendre inefficaces les meilleures organisations et assurer, d'autre part, cet écart de supériorité indispensable pour dominer l'adversaire, non seulement au début de l'attaque, mais encore pendant tout son développement, malgré l'usure initiale due à la progression à découvert des hommes et du matériel.

USURE GENERALE PREPARATOIRE.

Nous avons vu que la défensive constitue un moyen d'usure très efficace vis-à-vis d'un adversaire qui a pris l'initiative des attaques, à condition d'être active, manœuvrière et assez souple pour échapper à une étreinte prématurée. Nous avons vu également qu'une des formes de cette activité consiste à entreprendre une série d'attaques à objectifs volontairement limités, qui, outre l'usure obtenue, auront pour effet de gêner l'adversaire dans ses projets.

Ces attaques trouveront encore leur emploi pendant la période précédant les actions décisives. Elles viseront, tout en usant l'adversaire, à compromettre ses préparatifs défensifs.

De telle actions sont exclusives d'une large exploitation en vue d'obtenir une désorganisation d'ensemble. Elles doivent frapper avec brutalité en des points dont l'ennemi ne saurait admettre l'abandon sans y être contraint, et visent uniquement la destruction ou la

prise des moyens de défense locaux et des premiers renforts jetés sur le front assailli (1).

Le rôle principal est confié à une artillerie aussi nombreuse que possible, tandis que l'infanterie n'intervient qu'avec des effectifs réduits, pour cette raison qu'il s'agit beaucoup moins de gains territoriaux que de destruction sur place des forces opposées.

Les affaires de cette nature, déclanchées par surprise, doivent être menées rondement et n'avoir pas de lendemain.

Dès que le résultat fixé est atteint, le secteur d'attaque reprend la physionomie d'un secteur défensif bien armé, capable de faire tête à la réaction ennemie, mais avec une volonté très nette d'extinction progressive de la lutte, pendant que de nouvelles actions, montées en d'autres points, dans les mêmes conditions, absorbent, à leur tour, l'attention et les efforts de l'adversaire, et assurent, par leur succession rapide, une usure systématique et ininterrompue des réserves.

L'exemple typique de ce genre d'affaires est l'attaque de la Malmaison, pour laquelle il fut mis en ligne une pièce d'artillerie de tranchée par vingt-cinq mètres, une pièce de 75 par seize mètres, une d'artillerie lourde courte par vingt-cinq mètres, une d'artillerie longue par trente mètres et enfin une pièce à grande puissance par soixante mètres. Au total un canon pour six mètres de front.

Une telle attitude pourra être conservée, plusieurs

---

(1) Elles visent quelquefois, accessoirement, l'amélioration du tracé du front ou l'acquisition d'un avantage tactique local.

mois, s'il est nécessaire. Elle ne prendra fin qu'une fois obtenue l'usure des munitions, des matériels, des effectifs surtout, qui permettra d'envisager la rupture de la couverture constituée par les positions fortifiées, pour livrer, en rase campagne, une bataille décisive.

Sentant le danger d'une pareille subordination, coûteuse et démoralisante, l'adversaire ne manquera pas d'essayer d'y mettre fin et de ressaisir l'initiative. Il attaquera, à son tour, en des points choisis par lui. Sur ces points, pour pouvoir continuer à agir suivant le plan initial adopté, il faudra être prêt à tenir avec le moins de forces possible, donc en recherchant au maximum le surcroît de puissance que donnent les organisations défensives.

C'est la question de l'équipement décisif du front, sur laquelle il n'y a pas à revenir.

ABSORPTION DES RESERVES AU COURS DE LA BATAILLE GENERALE.

L'usure préparatoire ayant été poussée aussi loin que possible, l'heure de la bataille générale arrivera.

Il est vraisemblable que l'ennemi aura encore, à ce moment, des disponibilités qui lui permettront de manœuvrer, d'échelonner ses forces en profondeur et de s'opposer à la progression de l'assaillant par une défense méthodique.

Dans ces conditions, par suite des phénomènes de dissociation qui affectent toujours une masse d'attaque en progresion, il faudra s'attendre à voir les avances

rapides des premières heures faire place à des avances plus réduites, puis à de courts sursauts de la ligne de bataille. On aura bientôt l'impression que la poussée est bloquée. A partir de ce moment, le premier champ de bataille est « usé ».

Il faut agir ailleurs. Une nouvelle attaque absorbera une autre partie des disponibilités adverses, et il viendra un moment où, le dispositif ayant atteint un degré de fragilité suffisant grâce à la faiblesse de l'occupation, l'irruption sera possible, suivie de la manœuvre en terrain libre.

Il ne faut pas confondre ces attaques poussées à fond et sans arrière-pensées avec les actions à objectifs limités dont nous avons parlé plus haut.

Celles-ci étaient, a priori, réduites à un coup de massue appliqué en un endroit sensible, celles-là comportent le développement maximum en profondeur et l'exploitation, jusqu'à la limite des forces, du succès obtenu.

Seul le haut commandement, attentif à la marche d'ensemble des événements, a la latitude de clore telle entreprise qui lui semble à bout de rendement, pour transporter son effort sur un autre point.

Le but poursuivi dans ces actions successives est de pousser, en pleine bataille, l'usure ennemie jusqu'au point où les forces restantes ne lui permettent plus qu'une occupation plus ou moins précaire du front, sans échelonnement en profondeur, donc sans possibilité de manœuvre.

Une des conditions d'efficacité de ce mode d'usure est la succession assez rapide, dans le temps, des diverses actions, pour que l'adversaire soit dans l'impossibilité de reconstituer, même hâtivement, ses divisions retirées de la bataille et de les employer à nouveau.

Si les Allemands avaient pu fournir, vers le 15 juin, la grande attaque déclanchée seulement un mois plus tard, il est vraisemblable qu'ils auraient obtenu des résultats tout autres, grâce à l'épuisement total des disponibilités de l'Entente.

ABSORPTION PAR EXTENSION DES FRONTS.

Ce résultat peut également être obtenu par une extension du front de contact, ainsi que nous l'allons exposer très simplement.

Examinons une situation analogue à celle de 1918 sur le front occidental et supposons deux partis inégaux disposant, le parti A de 150 divisions, le parti B de 200. Nous arrondissons les chiffres pour la commodité de l'exposé.

Chacun des deux camps a, en première ligne, une centaine de divisions qui se neutralisent. Restent, comme réserves, 50 divisions chez A, 100 chez B. La proportion des réserves est de 1 à 2.

Les premiers événements militaires ayant lieu, des « poches » se produisent, qui étendent le front de contact au point que, de part et d'autre, 25 divisions nouvelles doivent être portées en première ligne, par prélèvement sur les réserves. A et B auront tous deux 125 divisions en ligne et garderont respectivement en réserve 25 et 75 divisions. La proportion est de 1 à 3.

Il apparaît donc que l'extension du front est favorable au parti le plus fort.

Au contraire, le parti le plus faible prend la décision, par un repli, de raccourcir le front. Au lieu d'avoir 100 divisions en ligne, son adversaire et lui-même n'en ont plus que 75. Les réserves s'élèvent alors aux chiffres de 75 et 125, proportion 3 à 5.

Le raccourcissement du front est à l'avantage du parti inférieur numériquement.

On conçoit qu'à partir d'un certain moment, l'extension du front puisse avoir pour conséquence la paralysie totale du parti le moins fort, puisque toutes ses réserves seront absorbées par la ligne de bataille et que le commandement se trouvera désarmé au même degré que si ces réserves avaient fondu dans la bataille.

Le phénomène n'a pas été loin de se réaliser chez nous en 1918, lors des poussées allemandes vers Amiens et Château-Thierry, avec création des deux larges poches que l'on connaît.

L'usure des effectifs allemands, plus considérable que la nôtre, s'est chargée de rétablir l'équilibre, puis de le rompre à notre avantage ? Et l'un des mobiles de la retraite exécutée par l'ennemi sous la pression de nos armes, était de raccourcir son front pour récupérer des réserves. L'usure morale est intervenue à son tour pour précipiter les événements, et en même temps, la menace que les Allemands sentaient grossir sur leurs communications déjà presque embouteillées.

Cet avantage d'opérer sur un front très étendu lorsqu'on se trouve en présence d'un adversaire plus

faible, a été, en dehors même de l'idée de manœuvre enveloppante, une raison de la détermination allemande de violer la Belgique en 1914.

Le déploiement des 33 corps d'armée allemands, qui allaient apparaître sur le théâtre occidental, pour régler en quelques semaines le sort des armées françaises, exigeait beaucoup d'espace.

Or, non seulement la distance est courte du Luxembourg à la Suisse, mais la frontière franco-allemande présentait des régions où les opérations rapides étaient interdites, soit en raison du terrain défavorable — c'est le cas des Vosges — soit à cause des barrières fortifiées importantes, obligeant à des opérations de siège retardatrices.

Dans les espaces libres très mesurés, par lesquels l'armée allemande devait déboucher, si elle respectait les neutralités, elle ne pouvait présenter que des têtes de colonnes auxquelles l'adversaire opposerait des forces comparables. Aucune manœuvre de grande envergure ne pouvait être envisagée, la supériorité des moyens ne jouerait point instantanément, et ce serait l'ajournement inévitable de la décision jusqu'à usure de l'adversaire. Or il fallait en avoir fini avant que ne fût effectuée la mobilisation russe.

Que d'avantages, décidément, à renier les engagements antérieurs et à violer le territoire belge !

Outre l'effet de surprise escompté, le déploiement de la force allemande serait total.

En admettant même que l'armée française ne fût pas « accrochée » toute entière sur le front du Nord-Est

et qu'elle étendit sa gauche vers l'aile marchante allemande, il lui serait impossible de suffire à la tâche. L'enveloppement était fatal, il aurait les conséquences recherchées, résultat d'une extension du front hors de proportion avec les possibilités françaises.

LA MANŒUVRE SUR LES COMMUNICATIONS.

Dans les procédés qui viennent d'être exposés, l'assaillant vise à ruiner la force adverse par action directe : écrasement, enveloppement, usure plus ou moins rapide.

La manœuvre peut avoir une envergure plus grande et prendre pour objet de compromettre les communications de l'armée ennemie avec l'intérieur de son propre pays.

Si une offensive heureuse, sur une direction choisie dans ce but, procure une avance telle qu'une partie des routes et des voies ferrées constituant les communications soient interceptées, il peut en résulter des impossibilités de ravitaillement ou une gêne telle qu'un mouvement de repli s'impose pour recouvrer la liberté indispensable.

Mais ce repli peut être lui-même d'une réalisation difficile en raison de l'insuffisance des routes de marche, et, dès lors, la reconstitution du front de bataille peut devenir très aléatoire.

Sans pouvoir atteindre, généralement, à un développement total, une semblable manœuvre peut produire des effets de même ordre par « l'embouteillage » des arrières.

Il y a une différence notable entre une entreprise de

cette nature et le rabattement latéral dont il a été question plus haut, pour exploiter une rupture du front.

Dans ce dernier cas, il s'agit uniquement d'un procédé tactique permettant de prendre de flanc ou à dos les lignes successives de résistance et de faire tomber, de proche en proche, le reste du front. Tandis que la manœuvre sur les communications s'efforce de menacer l'ensemble de celles-ci et de contraindre l'adversaire à une large retraite, à moins qu'il n'accepte une bataille mal orientée et mal alimentée.

On peut, en effet, évoquer le souvenir de Valmy, et concevoir que l'ennemi se résolve à accepter la bataille malgré cette brèche dans son faisceau de voies de ravitaillement et la menace sur ses arrières. Mais il faut alors une solution rapide, car une armée moderne ne peut vivre sur ses propres approvisionnements que pendant un temps fort limité.

C'est ce qui rendra, dans l'avenir, si redoutables les incursions aériennes, lorsque les avions auront assez perfectionné leurs procédés de tir pour obtenir des résultats réels sur les carrefours ferrés ou routiers.

Leur action pourra alors compléter, avec une efficacité singulière, sinon suppléer, la manœuvre sur les communications.

Pendant toute la guerre, les Allemands, dont le front s'étendait de Noyon vers le Nord d'une part, vers les Vosges d'autre part, avaient tout à craindre d'une poussée française partant de la Champagne ou de la Woëvre,

en direction générale de Maëstricht et tendant à l'étranglement de la nappe des voies de communications du territoire belge.

A la fin de 1918, au moment où le réseau ferré belge était congestionné à un degré extrême, en raison des évacuations entreprises, une offensive par la rive droite de la Meuse, visant la région du Luxembourg, eût provoqué, même en ne réalisant qu'une avance réduite, une reddition globale des forces mises dans l'impossibilité d'achever leur retraite.

L'opération allait commencer, lorsque la capitulation de la nation allemande tout entière est intervenue pour sauver la face, en évitant à l'armée la capitulation en rase campagne.

A une échelle plus réduite, la contre-offensive du 18 juillet (1) sur les flancs de la poche allemande enfoncée jusqu'à Château-Thierry, a eu pour résultat l'évacuation de celle-ci, non seulement à cause de la menace d'enveloppement complet, mais aussi parce qu'une avance, plaçant sous notre feu le nœud ferré de Soissons, par où passait l'unique voie de ravitaillement, mettait les divisions ennemies dans l'impossibilité de vivre et de combattre au sud de ce point.

---

(1) Bien que se produisant sur un espace relativement réduit, l'événement avait une portée stratégique considérable, car la majorité des unités allemandes en état de combattre étaient accumulées dans cette région, et leur mise hors de cause eût porté une rude atteinte à la puissance militaire de notre adversaire.

LA SURPRISE STRATEGIQUE.

Dans toutes ses entreprises, la manœuvre stratégique est puissamment aidée par l'effet de surprise.

La surprise stratégique est faite des mêmes éléments que la surprise tactique, secret et vitesse, mais elle intéresse le théâtre d'opérations tout entier.

Elle vise à rassembler, à l'insu de l'adversaire, la masse de manœuvre sur un point de ce théâtre, et à lui faire fournir son action totale avant que la réunion des moyens adverses ait pu être effectuée devant le même point.

La surprise peut fort bien être éventée tactiquement, à un moment donné, et subsister au point de vue stratégique. Il suffit qu'à partir de cet instant, le temps manque de prendre les mesures d'ensemble nécessitées par la situation nouvelle apparue.

Les forces d'occupation des secteurs intéressés seront bien alertées, elles seront renforcées par les réserves locales, mais l'effort de l'ennemi se développera avant que la masse des réserves générales, mises en branle trop tard, puissent apporter leur contribution à la bataille. Elles fondront ensuite, au fur et à mesure de leur arrivée, sans pouvoir faire bloc.

Le 27 mai 1918, les forces de l'Entente étaient orientées vers l'attente d'une action des Allemands dans le Nord, que des indices nombreux avaient révélée, et elles étaient accumulées dans la zone britannique, lorsque se produisit l'attaque sur l'Ailette, simple diversion allemande exploitée ensuite au maximum, en raison de l'avantage obtenu.

Les réserves locales étaient incapables de rétablir la

situation après le succès initial qui avait emporté toutes les positions et à peu près pulvérisé les divisions d'occupation.

C'est pourquoi la poche put se creuser avec une rapidité un peu déconcertante aux yeux non prévenus, et atteindre la Marne.

La puissance des transports permit, encore une fois, l'arrêt de la progression allemande et, six semaines plus tard, la réplique du 15 juillet allait montrer comment les troupes françaises, en garde cette fois, étaient capables d'arrêter sur place une offensive de grand style.

La surprise stratégique peut encore résulter de l'apparition de moyens matériels nouveaux ou de méthodes inattendues dans l'ordre tactique, qui permettent d'oser des entreprises inadmissibles avec les conditions antérieures de la lutte.

L'apparition des gaz nocifs, celle de l'ypérite, celle des chars ,étaient susceptibles, si le secret avait été gardé jusqu'au moment où il eût été possible de procéder à des emplois massifs, de procurer une surprise d'ensemble, de produire un événement stratégique considérable.

Alors que la tendance se manifestait d'ériger en dogme la croyance à l'inviolabilité des fronts — principe mort-né — les obus spéciaux à grand pouvoir de neutralisation, les escadrilles de chars, pouvaient permettre de rompre soudain la couverture et de réaliser une surprise complète.

L'éveil ayant été donné, chaque fois, prématurément, les conséquences ont été limitées. Cependant la neutra-

lisation a donné le 21 mars, et pour une partie, le 27 mai ; l'action des chars a donné le 18 juillet.

La surprise stratégique provient, dans de pareils cas, de ce que les procédés nouveaux changent brusquement la valeur courante des éléments militaires, rendent caduques les règles admises d'après l'expérience, et mettent en défaut les prévisions et les calculs du haut commandement.

L'avenir de la guerre chimique et mécanique pourra faire surgir bien des phénomènes de surprise de cet ordre. Ce sera une des conséquences de la puissance industrielle appliquée aux choses de la guerre au cours de la lutte même.

CHAPITRE IV

LA PRÉPARATION AUX OPÉRATIONS INITIALES

En examinant, au cours des chapitres précédents, le développement des opérations et les actes divers de leur préparation, nous avons toujours considéré une armée constituée, avec ses organes multiples, tous indispensables au fonctionnement intégral de l'ensemble.

Lorsque se produit une tension politique, dont l'aboutissement guerrier s'annonce inévitable, les circonstances sont toutes différentes.

Le danger est imminent, puisque la première bataille est à échéance de quelques semaines peut-être, et, cependant, les forces militaires du pays sont dans un état de dispersion complet, ou, plus exactement, à l'état de non-agrégation.

A part une, deux ou trois jeunes classes sous les drapeaux, les combattants futurs poursuivent leur existence de citoyens paisibles, vaguement prévenus par les manchettes des journaux que, dans un coin de la planète, un événement, un geste, une parole — simples prétextes le plus souvent — menacent de déchaîner un cataclysme.

Parmi les unités du temps de paix, un certain nombre, aux frontières, sont, sans doute, en état d'entrer en action

au bout de quelques heures, grâce à leurs effectifs renforcés et aux mesures prises pour parachever sur place leur organisation. Mais la généralité des corps de troupe, dits actifs, sont plus ou moins squelettiques et ne sauraient entrer en campagne *de plano*. Ils sont, d'ailleurs, répartis sur tout le territoire national, loin du théâtre éventuel des opérations militaires. Quant aux corps de troupe de réserve et aux services, ils n'existent pas, ou ne sont représentés que par des noyaux réduits.

La plus grosse partie des véhicules et des animaux, enfin, proviennent de la réquisition et sont à rassembler et à sélectionner avant d'être remis aux unités, opérations plus longues à beaucoup près, soit dit en passant, que toutes celles concernant uniquement le personnel.

Tout est à mettre sur pied par l'assemblage ordonné d'éléments épars, les organismes formés s'emboîtant, de proche en proche, dans la hiérarchie des unités pour constituer, en fin de compte, des armées complètes.

La *mobilisation* consiste à former les unités élémentaires, à mettre la frontière en état de défense et à donner à tout le territoire son organisation de guerre.

La *concentration* doit assurer la réunion des grandes unités et leur mise en place initiale en vue des opérations prochaines.

Pendant que mobilisation et concentration s'effectuent, la *couverture* s'oppose aux tentatives ennemies visant à les troubler, et assure la garde du territoire, en s'appuyant sur les organisations préparées dans la zone frontière.

La concentration terminée, le plan d'opérations entre en application.

A. — *LA MOBILISATION*

La mobilisation « générale » consiste à faire occuper par chaque citoyen l'emploi qui lui est attribué en temps de guerre, à former les organismes de toutes sortes chargés de prendre part à la lutte, soit sur le front de bataille ,soit à l'intérieur du territoire.

Nous avons dit, dans la première partie de ce travail, ce que devait être la mobilisation, considérée dans son ensemble, des forces vives du pays. Nous n'insisterons, ici, que sur la mobilisation purement militaire.

La France, en 1914, avait une mobilisation rigide, mécanique, dont les opérations, déclanchées par l'ordre de mobilisation générale, devaient se développer avec une régularité tout administrative, de bout en bout.

Cette mobilisation ne connaissait aucune variante. Tout au plus, certaines mesures spéciales étaient-elles prévues pour les régions frontières, dans le but de réaliser les mesures particulières intéressant la sécurité des places fortes, et de procéder à la mise en place de la couverture et à son renforcement.

Chez les Allemands, au contraire, des rappels successifs par catégories étaient préparés, qui étaient destinés à permettre de prendre les devants, dans le secret, et d'acquérir ainsi une avance qui ne pourrait plus être rattrapée par l'adversaire, quitte à précipiter au grand jour les dernières opérations, à partir du moment où le secret ne jouerait plus.

Eternelle combinaison du secret et de la vitesse pour réaliser la surprise. Celle-ci était d'autant plus nécessaire

pour les Allemands qu'ils devaient jeter sur la frontière belge et française, trente-trois corps d'armée, afin de pouvoir exécuter leur plan grandiose et que les Français étaient à même de les prévenir par la mise sur pied, plus rapide, d'une vingtaine de corps actifs capables d'agir avant que le dispositif allemand ne fût en place.

Les renseignements reçus à Paris pendant la semaine précédant l'ordre de mobilisation français montrèrent l'acheminement sournois de nos adversaires vers le pied de guerre et, au moment où la grave décision fut prise de fixer le premier jour de la mobilisation au 2 août, il était grand temps d'agir pour ne pas être distancé irrémédiablement.

On reconnait aujourd'hui qu'une mobilisation devrait être dorénavant plus souple et susceptible d'être proportionnée aux exigences de la situation, avec la possibilité de passer, à tout moment, au maximum de vitesse, lequel n'a de limites que le débit des courants de transport enlevant les éléments mobilisés, ou l'exécution matérielle des opérations de mobilisation elles-mêmes.

Etant donnée la puissance actuelle du chemin de fer, c'est, sans aucun doute, la dernière limite qui fixera les délais d'enlèvement, et, en conséquence, les délais d'arrivée dans la zone de concentration.

Ces opérations de mobilisation sont fort compliquées.

Outre les hommes qui sont rappelés sous les drapeaux, un élément, pour être mobilisé, doit recevoir tout le matériel et les approvisionnements divers qui permettent son existence et son action en campagne : animaux, véhicules, armement, munitions, outils et matériel tech-

nique, habillement, campement et harnachement, vivres, fourrages, etc.

Les chevaux ou mulets, en sus de ceux qui figurent dans les unités du temps de paix et ne sont qu'en nombre relativement infime, sont fournis par la réquisition.

Il en est de même du matériel roulant à ajouter aux véhicules du modèle régulier qui sont emmagasinés dans les lieux de mobilisation avec les matériels de combat ou de service.

Quant aux approvisionnements destinés à être emportés par les hommes et les voitures, ou à rester dans les magasins en vue des premiers remplacements à l'avant, ils sont, en principe, constitués dès le temps de paix, ou, si leur conservation est aléatoire, donnent lieu à des marchés exécutoires dans des délais appropriés.

Toutes ces opérations provoquent une activité considérable, des déplacements complexes d'hommes, de détachements, d'animaux et de matériels qui, aux yeux d'un observateur non initié, peuvent donner l'impression d'une agitation de fourmilière heurtée par le pied d'un passant.

Des isolés gagnent les dépôts par terre ou par voie de fer, des fractions, séparées de leur corps pour des besoins du temps de paix, rejoignent, pendant que des détachements vont occuper certains postes de garde ou de police ; des cadres de police vont et viennent.

Les animaux circulent sur toutes les routes, allant subir l'examen des commissions de réquisition, puis s'acheminant en détachements ou se transportant en chemin de fer vers les garnisons où ils seront répartis entre les parties prenantes.

Les régions riches déversent l'excédent de certaines ressources sur les régions pauvres.

Pendant ce temps, les lieux de mobilisation eux-mêmes donnent le spectacle d'une activité intense.

Des cantonnements de mobilisation sont mis en état, les quartiers étant insuffisants devant l'afflux des hommes de complément ; les transports et les distributions de matériels divers commencent ; les réservistes sont reçus, visités par les médecins, dirigés sur leurs unités, habillés, équipés, armés, pourvus de vivres individuels. Des ateliers fonctionnent pour rectifier les effets, pour les matriculer. Les vivres, les munitions sont touchés.

Mille détails, dont aucun n'est négligeable pour la marche ordonnée des choses, figurent ainsi dans les journaux et les carnets de mobilisation établis d'après les ordres des généraux commandant les régions, responsables du passage, dans les délais voulus, du pied de paix au pied de guerre.

Outre la constitution des forces mobiles, la mobilisation comprend encore, pour les régions qui avoisinent le théâtre d'opérations éventuel, la mise en état de défense des organisations militaires ainsi que le renforcement des troupes de couverture et des garnisons des ouvrages.

D'autre part, dans l'ensemble du pays, elle doit organiser les services du territoire appelés à se substituer aux services du temps de paix, privés de la plus grosse partie de leurs personnels envoyés aux armées.

L'ordre, dans de telles circonstances, est non seulement

une garantie de bonne exécution, il est encore un puissant facteur du maintien du moral.

La mobilisation de 1914, régulière, silencieuse, digne, a certainement créé un état d'esprit très heureux dans la nation et n'a pas peu contribué à mettre celle-ci à même de supporter les rudes secousses des premières semaines.

La réussite d'une telle opération n'est possible que grâce à un travail minutieux de préparation, aussi bien de la part de l'organe central que de la part des innombrables exécutants appliqués à prévoir tous les détails.

Le Pays a vu, en 1914, le résultat de plusieurs dizaines d'années de besogne obscure et ignorée. Il a généralement su rendre hommage à l'état-major qui l'avait accomplie, mais il est juste d'ajouter que la volonté de tous les citoyens, conscients du devoir à remplir, a seule permis la réalisation des mesures prévues pour constituer le grand organisme mis sur pied pour la première fois.

Le succès dans cette branche n'a eu d'égal que celui remporté dans l'exécution des transports de concentration.

B. — *CONCENTRATION DU PLAN INITIAL*

Pendant la mobilisation même, les transports commencent, qui doivent mettre l'armée, munie de tous ses moyens, en place pour agir.

La concentration est le rassemblement des forces en vue des opérations par lesquelles doit s'ouvrir la campagne, elle contient, en germe, la réalisation des projets initiaux du commandement.

Ceux-ci sont dans la dépendance des volontés du Gouvernement qui fixe les buts politiques à atteindre et les énonce dans son plan de guerre. Les chefs militaires ne sauraient, en effet, être autorisés à faire fi des données diplomatiques qui influent grandement sur la conduite de la guerre, à tous les instants de son développement, mais surtout au début.

Par exemple, le plan d'opérations allemand, en 1914, comportait la violation du territoire belge, ce qui pouvait et devait déterminer l'armement de la Belgique et l'intervention anglaise. On conçoit que des décisions à conséquences aussi étendues ne puissent être prises par les chefs militaires en toute indépendance, quelles que soient les excellentes raisons stratégiques de leur choix.

Le Gouvernement français, désireux de souligner sa volonté d'éviter le conflit recherché par nos voisins, crut devoir faire reculer nos éléments avancés de couverture jusqu'à dix kilomètres en arrière de la frontière.

A ne considérer que le point de vue strictement militaire, la mesure était condamnable au premier chef, puisqu'elle jugulait le commandement et entraînait même, en certaines parties de la frontière, l'abandon de points importants qu'il fallut reconquérir ensuite péniblement, dans les Vosges en particulier.

Mais le Gouvernement, seul à même de balancer les avantages moraux et diplomatiques de son attitude, avec les inconvénients militaires, était dans son droit en agissant ainsi, quitte à prendre ses responsabilités devant la Nation.

Fonction du plan initial, la concentration peut, en

outre, être influencée par les premières manifestations de la volonté adverse. Et c'est pourquoi elle doit être « variantable », afin de s'adapter aux circonstances si celles-ci ne sont pas conformes aux prévisions.

Il est bien connu que le mouvement très large exécuté en Belgique par les Allemands, et s'étendant jusque vers Bruxelles et Anvers, n'avait pas été admis comme vraisemblable par le commandement français.

Nos forces avaient été rassemblées sur la frontière du Nord-Est, et la variante, prévue pour le cas où l'ennemi ferait passer une partie de ses forces par la vallée de la Meuse, s'est trouvée insuffisante.

L'incertitude des hypothèses à la guerre, si brillants que soient les cerveaux qui les émettent, si judicieux que soit, en apparence, l'enchaînement des raisonnements, qui ont trop souvent l'inconvénient de pratiquer des déductions rigoureuses en partant de bases incertaines, conduit, en somme, à ne jamais négliger les cas extrêmes. Il faut, en pareille matière, prendre une « fourchette » large, pour être assuré d'encadrer les réalités futures et, si les dispositions prises ne peuvent répondre à tous les cas, du moins est-on sûr ainsi de ne pas être pris, intellectuellement, au dépourvu.

Ceci est vrai pour toutes les périodes de la guerre, sans doute, mais s'impose en particulier au début, tant que les prises de contact et la mise en œuvre des moyens d'investigation n'ont pas limité le champ des hypothèses, en permettant de discerner les intentions de l'adversaire et de localiser ses forces.

Or, une fausse manœuvre initiale peut avoir des

répercussions graves sur toute la conduite de la guerre. La concentration sera donc bien un rassemblement dans les formes habituelles, largement articulé, avec des amorces sur les directions les plus probables d'action, chacune des « avant-gardes » ainsi constituées étant capable de tenir, s'il y a lieu, pendant tout le temps nécessaire à la prise des dispositions de bataille. Pour abréger ce temps, le groupement judicieux des moyens de transport, trains et automobiles, sera poursuivi, avec le même degré d'urgence que les rassemblements des troupes elles-mêmes.

Un sujétion grave pèse sur les projets de concentration.

Au point de vue seulement militaire, et si la guerre doit être courte, peu importe qu'une bataille décisive franco-allemande aît lieu vers Mayence ou aux abords d'Orléans, puisque le vainqueur dictera ensuite sa loi, récupérera, le cas échéant, le sol national envahi, exigera toutes réparations.

Mais, d'abord, comme les guerres ont chance d'être longues, aucune ressource du territoire ne peut être, de gaîté de cœur, abandonnée à l'adversaire. Ensuite, le nombre des masses envahissantes et les procédés de guerre de certains belligérants font que les horreurs de l'invasion sont décuplées, que la ruine en est une conséquence fatale.

Dans ces conditions, la concentration doit mettre les armées à même de protéger le sol national, non en le couvrant par un cordon inefficace, mais en donnant à

la manœuvre initiale une forme qui interdise la pénétration de l'adversaire et qui porte, si possible, la guerre sur son territoire pour lui en faire supporter tous les dommages.

Sous certaines réserves, cette action pourra être entamée par les troupes de couverture elles-mêmes.

C. — *LA COUVERTURE*

A partir du moment où les relations sont rompues, et même pendant la période de tension qui précède la rupture, les incursions et les coups de force sont possibles.

La tentation est grande, en effet, sans attendre l'heure des grandes opérations, de préparer le succès de celles-ci en mettant la main sur des points intéressants, en détruisant des ouvrages d'art, des lignes télégraphiques ou téléphoniques, en enlevant des magasins, en portant atteinte, enfin, au moral de l'adversaire par la hantise d'une invasion prochaine.

De part et d'autre, la couverture a, en principe, pour premier objet, de s'opposer à ces tentatives, qui peuvent compromettre la mobilisation et la concentration.

Elle est la « sûreté » de cette concentration, en même temps qu'elle garantit le territoire des insultes de l'ennemi.

Son rôle est donc essentiellement subordonné, en ce sens que les troupes qui la composent ne doivent pas être engagées dans des entreprises où elles risqueraient d'être malmenées avant la réunion des gros et la bataille générale.

Il est possible, toutefois, que le plan de couverture, si les circonstances l'indiquent, comporte une avance rapide et limitée en territoire adverse, pour saisir des positions favorables à la résistance ou pour augmenter le champ d'action de la couverture, celle-ci devant, en tout état de cause, interdire à l'ennemi l'accès du champ de bataille prévu pour les gros.

La couverture peut avoir également à mettre la main sur des gages importants ou sur des organes adverses présentant un intérêt particulier.

Mais, dans l'ensemble, les troupes chargées de cette mission doivent garder une attitude toute de prudence et d'expectative, assurant aux gros en voie de formation la sécurité d'une part, et, d'autre part, la certitude de pouvoir agir malgré l'ennemi, le moment venu.

L'investigation déploie, pendant cette période, tous ses moyens, pour déterminer la situation exacte de l'adversaire et démêler ses intentions. L'aviation entre en action dès qu'elle est à même de le faire.

Son intervention en masse modifiera, sans aucun doute, dans l'avenir, la physionomie de la couverture. Alors qu'à terre les tentatives des deux partis, encore insuffisamment nombreux et outillés, pourront être réciproquement entravées ou interdites grâce à l'utilisation des obstacles naturels, de la fortification et des moyens de feux, les actions aériennes prendront sans tarder un grand développement.

C'est aux escadrilles que seront confiées les missions contre les voies ferrées, les carrefours des grands itinéraires automobiles, les centres de mobilisation, les con-

vois innombrables, contre les rassemblements ennemis et les cantonnements bourrés de la zone de concentration.

La défense anti-aérienne s'efforcera de lutter contre cette aviation entreprenante, mais nous avons fait remarquer qu'elle avait chance d'être peu efficace, au moins dans l'état actuel des choses, en dehors de la défense immédiate de certains organes fixes.

Dans ces conditions, la besogne de couverture défensive contre les entreprises par l'air reviendra à l'aviation elle-même, et elle se confondra avec les premières grandes actions aériennes qui viseront à l'anéantissement des escadrilles adverses, pour avoir, au plus tôt, la maîtrise du ciel et jouir d'une entière liberté d'action.

Peut-être même faut-il s'attendre à voir régner une tranquillité relative sur les frontières, où les couvertures terrestres seront face à face, s'enterrant, se couvrant de fils de fer, d'obstacles divers, épaulant leur résistance aux organisations permanentes et aux obstacles naturels, tandis que les arrières, plus sensibles, seront l'objet de tentatives puissantes de destruction et d'intimidation par la voie des airs.

D. — *PRÉPARATION DE LA FRONTIÈRE*

Quel rôle joueront les organisations fortifiées dans l'avenir, tant dans la bataille des frontières que dans les batailles ultérieures, si des lignes successives ont été établies par les belligérants à l'intérieur de leur territoire national ?

On sait qu'au début de la guerre, des jugements pour le moins hâtifs, furent portés en cette matière, que devaient controuver bientôt les faits mieux observés.

Parce que des forts isolés et de grandes places avaient rapidement succombé sous les effets un peu inattendus — tant matériels que moraux — de l'artillerie lourde allemande, la conclusion avait été admise que le règne de la fortification permanente, du béton et du cuirassement, était clos, que les ouvrages les plus modernes étaient condamnés.

Le revirement se fit, dès avril 1916, à Verdun. Les ouvrages permanents, désarmés dans les mois précédents, furent réoccupés dans la mesure convenable, et prirent une part intéressante à la bataille.

Les abris profonds, les lignes téléphoniques et télégraphiques enterrées, les magasins protégés, donnèrent, au cours des luttes d'artillerie intenses qui caractérisèrent les actions devant la vieille place, des sécurités précieuses. Il apparut, en contradiction avec les enseignements prématurés tirés de faits isolés, que la cuirasse n'avait point dit encore son dernier mot en face du canon.

C'est la conclusion sage du moment actuel. Il faudra bâtir plus épais et creuser plus profond. Il faudra, surtout, disperser les éléments de la fortification, les camoufler, les dissimuler, pour les rendre insaisissables, mais les régions fortifiées auront à jouer leur rôle. Elles auront leur place dans *l'équipement* général de la frontière, qui préparera le terrain des premiers champs de bataille.

La conception sera analogue à celle que nous avons exposée à propos de l'équipement du front au cours des opérations.

La fortification permanente, complétée au moment

du besoin par la fortification passagère organisée en profondeur, donnera des barrages défensifs permettant l'application du principe de l'économie des forces. Elle limitera les possibilités de surprise par agression brusque, et jalonnera le front continu — les ailes appuyées à des obstacles — qui sera recherché, en cas d'infériorité, pour éviter l'enveloppement.

En arrière, pour préparer soit la manœuvre offensive, soit la manœuvre défensive, les voies ferrées seront multipliées (lignes de transports, rocades, antennes greffées sur celles-ci) et combinées avec les itinéraires automobiles.

Les terrains d'aviation, nombreux, prépareront la grande bataille aérienne pour la maîtrise de l'air.

Les transmissions seront assurées grâce au quadrillage serré des lignes et aux mesures spéciales de protection.

Le commandement de la couverture, puis le commandement général des forces, disposeront ainsi de tous les moyens matériels nécessaires pour mettre en œuvre, sans tarder, les unités de guerre à leur disposition, et leur faire donner le maximum de rendement.

CHAPITRE V

L'ORGANISATION DU TEMPS DE PAIX
IDÉES DIRECTRICES

Le rapide aperçu que nous avons donné des choses de la guerre a montré l'importance de la préparation du temps de paix, que les improvisations ne remplacent qu'au prix de sacrifices regrettables.

Dans les quelques pages qui termineront ce livre, nous ne pouvons prétendre étudier complètement ce que doit être une organisation répondant aux nécessités d'une telle préparation. Nous désirons seulement exposer un certain nombre d'idées directrices, dans le but, toujours, d'éclairer le lecteur sur l'étendue des problèmes posés.

Nous examinerons, dans le sens indiqué, l'organisation générale de l'armée, la constitution du corps d'officiers, les méthodes d'instruction, la préparation matérielle.

A. — *ORGANISATION GÉNÉRALE*

La nécessité du service à durée aussi limitée que possible, *à court terme*, est en France un axiome.

Les charges militaires constituent, à proprement parler, une assurance contre les risques de guerre, et l'on ne peut imposer à quelqu'un, sous le prétexte qu'un incen-

die peut menacer, un jour, ses propriétés, de payer une assurance qui le ruine sûrement en quelques années.

Or, au point où est arrivée la France, quant à la main-d'œuvre, après la saignée subie, il ne peut être question de distraire de leur tâche, au delà du temps strictement indispensable, les artisans du relèvement économique.

Comment sera calculé ce temps ?

On se trouve ici en présence, d'une part, des nécessités d'effectifs, d'autre part, des nécessités d'instruction.

Les nécessités d'effectifs sont dans la dépendance de la situation générale. L'état militaire d'un voisin suspect, les besoins résultant de l'occupation de la Rhénanie, les exigences des théâtres extérieurs, la garde des colonies, créent des obligations auxquelles il y a lieu de faire face par l'utilisation des rengagements, l'incorporation de nos indigènes coloniaux et par le maintien sous les drapeaux d'un nombre déterminé de soldats *instruits* de notre contingent annuel.

Service de deux ans ou de dix-huit mois ? Service d'un an, ou moindre encore ? Question d'opportunité. C'est aux gouvernants à trancher, après avoir jugé de la valeur relative des intérêts nationaux à sauvegarder.

Le mode d'incorporation, global ou par échelons, découlera du temps de service adopté et du temps minimum jugé indispensable pour instruire le contingent.

Avec un service militaire dont la durée est supérieure à un an, l'incorporation du contingent annuel peut avoir lieu en une seule fois.

La jeune classe est instruite pendant que son aînée est encore sous les drapeaux. La seule condition à rem-

plir est que le temps qui s'écoule entre l'incorporation des recrues et le départ de leurs anciens — le chevauchement — soit suffisant pour mener à bien une instruction exclusive de surmenage et de bourrage.

L'appel global permet en outre de choisir la date d'incorporation, de manière à réaliser les meilleures conditions d'hygiène et d'instruction.

Lorsque le temps de service descend au-dessous d'un an, l'incorporation en deux fractions s'impose pour éviter qu'il n'y aît un blanc au cours duquel l'armée ne compterait que des hommes non mobilisables.

Il faut remarquer, d'ailleurs, que l'effectif des hommes instruits présents sous les drapeaux n'est plus alors que d'une demi-classe de recrutement, au lieu d'une classe entière.

Il est possible aussi d'envisager un autre échelonnement en trois, quatre fractions et plus, réparties tout le long de l'année, mais alors il devient fort difficile d'aménager l'instruction.

Les nécessités de celle-ci peuvent-elles influencer, elles aussi, la durée du service ?

Oui, puisqu'on a vu qu'elles conditionnent le chevauchement du temps de service d'une classe ou d'une fraction de classe, sur le temps de service de la suivante, chevauchement qui doit permettre aux recrues de s'instruire pendant que leurs aînés « veillent » et tiennent les emplois (1) nécessaires à la vie courante.

A notre époque d'industrialisation du champ de

(1) Des considérations budgétaires empêcheront de faire disparaître en totalité ces emplois, comme il serait hautement désirable.

bataille et de spécialisation toujours plus grande des combattants dans toutes les armes, on peut admettre que six mois de dressage et d'entraînement pendant la belle saison pourront mettre la nouvelle classe en état de remplacer l'ancienne dans ses emplois et de satisfaire aux exigences d'une mobilisation éventuelle.

Les seules réserves à faire sont relatives au maniement du cheval et à la conduite de l'avion qui exigent des mesures particulières avant l'incorporation, et à la formation des officiers de complément qui demande, évidemment, plus de soins et plus de temps.

Mais, dans l'ensemble, la limite inférieure fixée à la réduction du service par les nécessités de l'instruction sera, au moins dans la situation actuelle de la France et pour dix ou vingt ans, incluse dans la limite résultant des nécessités d'effectifs de précaution.

En résumé, nous voyons la partie instruite des appelés formant l'armée du Rhin, les troupes de couverture et celles de l'Afrique du Nord (1), et constituant des unités en mesure d'agir militairement, sans délai, le cas échéant.

A l'intérieur du territoire, l'organisation devrait permettre de concilier les exigences opposées de la mobilisation (d'autant plus facile qu'on disposera, en temps de paix, d'un plus grand nombre d'unités élémentaires, ce qui conduit à la dispersion des effectifs), et de l'instruction (qui ne dépend pas du nombre des unités élémen-

---

(1) Nous laissons de côté la question du service dans les colonies lointaines, qui est très spéciale. Un certain degré de fusion entre l'armée coloniale et l'armée métropolitaine pourrait être envisagé.

taires, mais bien de leur effectif ce qui conduit à la condensation de ces derniers).

La seule manière de concilier ces exigences divergentes sera de réaliser l'indépendance aussi complète que possible de la mobilisation et de l'instruction, en constituant dans les régions autres que les régions de couverture (2), d'une part un nombre restreint de « centres, de chantiers d'instruction » chargés de former les hommes et les cadres, d'autre part un nombre de « centres de mobilisation » en rapport avec celui des formations à mobiliser.

Les centres de mobilisation seraient répartis de manière à tenir compte tant des ressources en personnel et en matériel des différentes régions, que des facilités de mouvement vers les frontières dangereuses, par voie ferrée.

Les « chantiers d'instruction » fonctionneraient, en principe, dans les grands camps dont nous ne possédons, à l'heure actuelle, qu'un nombre beaucoup trop réduit.

L'amalgame des futurs corps de troupe mobilisés serait ébauché grâce aux convocations effectuées par régiments ou, mieux, par grandes unités constituées. Si écourtés que soient des contacts de ce genre entre les cadres et la troupe, comme entre les camarades de combat eux-mêmes, ils sont précieux pour donner quelque consistance, la mobilisation venue, à ces unités constituées de toutes pièces.

La qualité de l'encadrement devra faire le reste.

---

(2) Les troupes de couverture étant à effectifs constamment renforcés, il est possible d'y superposer les exigences de l'instruction et celles de la mobilisation.

B. — *LE CORPS D'OFFICIERS*

Avec l'ancienne conception de l'armée active fournissant l'effort principal dans une guerre courte, grâce à sa jeunesse, à son homogénéité, on était amené à rechercher sans cesse, pour cette fraction des forces militaires, un encadrement plus solide par des officiers et des gradés de carrière.

Saint-Cyr, Fontainebleau, Versailles, Saint-Maixent formaient d'importantes promotions qui devaient alimenter l'armée en chefs de section comme en généraux.

Les mesures prises pour constituer des cadres de complément étaient inefficaces. Beaucoup de jeunes gens, qui eussent fait d'excellents officiers, se refusaient à accroître volontairement leurs charges militaires et restaient à l'écart. Eloignés par la corvée immédiate des périodes supplémentaires, ils ne percevaient point, parmi le scepticisme général vis-à-vis de la possibilité d'une guerre, l'utilité de quelques sacrifices ni l'urgence du devoir. Cependant l'organisation des cours spéciaux, institués quelques années avant la guerre, avait donné des résultats satisfaisants et montré la voie à suivre. La mesure était malheureusement tardive, et il fallut improviser, en cette matière comme en beaucoup d'autres, la guerre venue.

Celle-ci, malgré les défectuosités de la préparation, a montré que l'encadrement des sections et des compagnies pouvait être assuré, dans des conditions parfaites, par des cadres de complément, et qu'au surplus, avec l'entrée effective dans la bataille des formations de réserve, aussi

bien que des formations actives, et avec l'usure rapide des cadres, on ne pouvait songer à faire commander toutes les compagnies, encore moins toutes les sections, par des professionnels. Il est donc inutile d'encombrer les cadres actifs d'une quantité considérable d'officiers chefs de section, destinés à s'éterniser en temps de paix dans des besognes trop longtemps répétées pour ne pas devenir monotones et être accomplies bientôt sans ardeur ni foi.

Ce point acquis, reste l'encadrement des bataillons et des régiments. Comme nous l'avons dit plus haut, de grandes qualités professionnelles sont nécessaires pour bien commander ces unités déjà complexes, en liaison avec l'artillerie, les chars de combat, l'aviation, surtout dans les actions improvisées de la guerre de mouvement.

Des choix pratiqués avec circonspection peuvent permettre, après des stages spéciaux, de désigner un certain nombre de chefs de bataillon parmi les officiers de complément. Mais l'obligation de faire commander la plus grosse partie des bataillons et tous les régiments par des officiers de carrière, est la donnée numérique essentielle qui doit déterminer les chiffres de la loi des cadres.

S'ajouteront, pour donner le total des nécessaires, tous les « hors cadres » des états-majors et des emplois spéciaux.

La péréquation des grades sera telle que, nommés chefs de bataillon vers trente-cinq ans, quarante ans au plus tard, les officiers de l'armée active feront la plus grosse partie de leur carrière à la tête d'unités importantes et

pourront se familiariser avec les hautes questions de commandement, au lieu de passer vingt, vingt-cinq, vingt-huit ans à s'user dans les grades subalternes, à routiner leur esprit et à acquérir la philosophie découragée du vieux militaire « qui n'a plus rien à attendre ».

Une conséquence de cette destination donnée aux officiers de l'armée active est qu'ils devront tous être d'un niveau intellectuel leur permettant de remplir au moins l'emploi de chef de corps, les plus aptes atteignant le généralat, les moins favorisés ne dépassant pas le grade de lieutenant-colonel, et, *très exceptionnellement*, celui de chef de bataillon.

Le maintien ou le relèvement du niveau du corps d'officiers s'imposera d'autant plus qu'en dehors du rôle d'encadrement, conçu comme nous venons de le voir, leur rôle d'instruction et d'éducation militaires prendra une importance plus grande que jadis.

En vue de la formation de tous les spécialistes du rang, qui incombera aux sous-officiers, il faudra d'abord un dressage parfait de ceux-ci dans des écoles particulières, pourvues d'excellents instructeurs et inculquant des méthodes vraiment rationnelles, sans rien de commun avec certaines routines d'autrefois.

Mais, surtout, la formation d'une quantité considérable de gradés et d'officiers de complément, depuis les chefs de section jusqu'aux commandants de bataillon, exigera le passage entre les mains des officiers de l'armée active de tous les éléments supérieurs de la nation, auxquels leurs instructeurs ne s'imposeront ni par les galons, ni par le ton de commandement, mais seulement par

l'autorité du savoir technique, l'étendue des connaissances générales et la valeur morale.

Contrairement à ce qu'ont pu prétendre certains auteurs, plus que jamais, le corps d'officiers, réduit en nombre, doit être une élite.

Les raisons que nous venons d'en donner sont péremptoires, il en est d'autres encore.

D'abord la guerre doit être préparée dans tous ses détails. C'est une lourde besogne qui veut des états-majors instruits et rompus à leur métier. Trop peu de gens se rendent compte de l'importance des travaux fournis dans ce sens.

Enfin et surtout, tant que les conflits armés seront possibles, ils entraîneront la nécessité des hautes études de guerre, auxquelles devront se consacrer ceux qui auront le goût de la réflexion personnelle, des travaux historiques, et à qui incombera la charge de maintenir la tradition de la pensée militaire.

Ainsi la principale supériorité à acquérir par l'officier est bien la supériorité intellectuelle. Et il ne faudrait pas que l'orientation actuelle, logique, vers les exercices physiques, conduise à des exagérations, à la conception de l'officier trop exclusivement sportif. La culture physique peut fort bien, d'ailleurs, s'allier à une excellente culture intellectuelle, sous condition que chaque chose reste à son plan.

La conclusion est qu'une grande homogénéité est désirable dans la constitution du corps d'officiers. Ses éléments proviendraient avec avantage *d'une seule*

école (1) recrutée parmi les bons élèves de nos lycées, et, aussi, pour varier les origines, de nos établissements de l'enseignement primaire supérieur, dont les diplômes ouvriraient l'accès au concours comme ceux de l'enseignement secondaire.

Cette école unique, complétée par des écoles d'application des différentes armes, assurerait une haute formation professionnelle entretenue ultérieurement par des cours d'information fréquents.

Sa création entraînerait la suppression des écoles de sous-officiers-élèves officiers, mais avec un correctif : l'école unique ouvrirait ses portes, jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans, aux candidats malheureux dans les concours subis avant l'incorporation et aux candidats tardifs autorisés à se préparer dans des cours spéciaux, une fois terminé leur temps légal de service et la preuve faite de leurs aptitudes militaires. Ces derniers pourraient être dispensés de la production de diplômes, mais les épreuves de réception seraient les mêmes que celles des candidats de l'Université.

Comme contre-partie de la diminution du nombre des officiers subalternes, la situation des sous-officiers, surtout des adjudants-chefs de section, serait relevée matériellement et moralement au sein de l'armée, et des avantages certains leur seraient faits à leur départ, après douze ou quinze ans de service. Eux aussi passeraient obligatoi-

(1) A la sortie de l'école unique, un certain nombre de places d'officiers, dans les différentes armes, seraient réservées aux élèves sortant de l'Ecole Polytechnique, comme il leur en est réservé actuellement dans la marine, par exemple. Polytechnique fournirait, en outre, les ingénieurs militaires, dont nous reparlerons.

rement, avant d'être nommés chefs de section, dans des écoles, où leur culture générale serait complétée et leurs aptitudes aux fonctions d'instructeur très développées.

D'autre part, deux ans avant leur sortie de l'armée, ils seraient nommés sous-lieutenants pour être promus au grade supérieur dès leur passage dans la réserve et être pourvus alors de commandements de compagnie, et, éventuellement, de bataillon.

Ce qu'il faut éviter, c'est l'encombrement des cadres-officiers subalternes entraînant l'abaissement du niveau général et multipliant dans l'armée les mécontents et les découragés, car rien n'est plus contraire à la vie de l'institution.

Il convient d'ajouter qu'avec le recrutement proposé, les fonctions actuelles d'officiers d'habillement, de casernement et d'armement, de trésorier, de major, seraient occupées par des officiers d'administration ou par des officiers pris parmi les anciens sous-officiers et autorisés — dans ces seuls emplois — à prolonger leur temps de service au delà des douze ou quinze ans fixés par la loi.

A ces cadres actifs réduits, correspondent nécessairement des cadres de complément nombreux et vraiment préparés à leur rôle.

L'honneur et les charges attachés aux fonctions d'officier de complément ne doivent plus être facultatifs.

Les citoyens appelés sous les drapeaux y seront appréciés et classés par leurs instructeurs et recevront, avant d'être libérés, un brevet militaire indiquant quelle doit être leur utilisation dans l'armée mobilisée : spécialiste du rang, chef de groupe de combat, commandant d'unité.

Le brevet sera établi d'office. Les charges qui en résulteront en temps de paix seront aussi réduites que possible et limitées rigoureusement aux convocations indispensables, sans pertes de temps fâcheuses.

Les seules dérogations admises seront celles exigées par l'emploi, en marge de l'armée mobilisée, des citoyens réclamés par les mobilisations extra-militaires dont nous avons parlé au début du volume. Une réglementation précise sur la matière évitera les abus du favoritisme et des relations et donnera les garanties nécessaires à une opinion facilement cabrée devant des exceptions de ce genre.

C. — *LES MÉTHODES D'INSTRUCTION ET D'ÉDUCATION* (1)

La vie de caserne doit faire place, le plus tôt possible, à la vie dans des camps bien aménagés, où le jeune soldat vivra loin des bouges et des assommoirs.

A l'autorité militaire, armée au besoin de textes législatifs nouveaux, d'écarter des terrains militaires la nuée habituelle des mercantis et des autres industriels, et de substituer à des distractions suspectes ou dangereuses des délassements de meilleur aloi, susceptibles de combattre l'ennui d'une existence un peu austère.

L'incorporation au printemps permettrait l'envoi immédiat au grand air des nouveaux incorporés et l'expérience du front garantit les meilleurs résultats au point de vue sanitaire, résultats dont la race pourrait, à la longue, tirer profit.

---

(1) Nous ne reviendrons pas, dans cette partie, sur l'instruction des cadres et des grandes unités dont nous avons eu déjà l'occasion de parler dans les chapitres précédents.

Les facilités de terrain offertes par les camps d'instruction (1) feraient disparaître à jamais les emplois du temps désuets et les progressions routinières appliqués dans les cours des casernes ou sur les places publiques.

Trop souvent, la pauvreté d'imagination s'y traduisait par les fastidieuses séances d' « ordre serré » dont la fréquence était hors de proportion avec les résultats à attendre de cette partie de l'instruction.

Le maniement d'armes, le rang serré et leurs succédanés ou dérivés ont d'excellents effets éducatifs, qu'il faut s'assurer, mais il doivent être à leur place normale, qui est secondaire, et ne pas donner lieu à des surenchères conduisant aux excentricités et aux enfantillages.

Il est indéniable d'ailleurs que la pratique du foot-ball, de tout jeu ou travail organisé en « équipe », avec une discipline stricte, comme celle que pratiquent les habitués des matchs, a une valeur éducative bien supérieure à celle du maniement d'armes et des mouvements « carrés » les plus impressionnants.

Le Français est individualiste au plus haut degré, et il faut lui donner, à tout prix, cette mentalité de l'équipier qui emploie sa volonté, son initiative, dans un cadre, en liaison avec ses voisins, sous l'impulsion d'un chef dont l'action ne se fait sentir que par intermittences.

Or, le travail de rang serré est, sans doute, un travail en équipe, mais de forme inférieure. Il pouvait être pratiqué seul pour dresser des soldats du temps de Frédéric II, combattant en ligne avec la pique et le mousquet ;

---

(1) Il faudrait avoir un grand camp par corps d'armée. Nous sommes loin de ce nombre.

il est mal adapté aux nécessités du combat moderne, mené par des groupes dispersés, dans lesquels chacun a un rôle particulier, loin souvent de l'œil du chef.

Les exercices, pour être acceptés *moralement* par l'homme, doivent laisser apparaître avec netteté leur raison d'être. Celle-ci doit, d'ailleurs, être mise en évidence et expliquée par les instructeurs, de telle sorte que le plus humble des exécutants aperçoive le but.

Si l'on joint à cette orientation féconde les bienfaits de l'émulation individuelle et surtout de l'émulation des « équipes », le rendement peut être considérablement augmenté.

Une autre condition de la bonne marche de l'instruction est de ne jamais laisser piétiner les sujets bien doués, sous le prétexte d'attendre ceux qui restent à la traîne.

Chaque soldat doit avoir l'impression que, chaque jour, il acquiert quelque chose, et il est nécessaire, pour cela, qu'après le premier débourrage en commun, les spécialistes soient éduqués sans tarder, ainsi que les futurs gradés, au fur et à mesure que leurs aptitudes se révèlent et les désignent.

Le service militaire, en attendant d'être, la guerre venue, un impôt du sang, est un terrible impôt du « temps », exigé au moment où le jeune citoyen va se lancer dans la vie. Au moins faut-il donner à celui-ci la sensation que le sacrifice n'est pas consenti en vain, que le profit est réel.

C'est à dessein que nous avons employé plus haut le terme de « chantier d'instruction », pour éveiller l'idée

de grand rendement et d'organisation à la Taylor, opposée à l'idée d'instruction de caserne, où chacun attendait la « classe » avec plus ou moins de philosophie.

D. — *LA PRÉPARATION MATÉRIELLE*

Tout ce que nous avons dit des opérations et des conditions de leur réussite n'a fait que souligner l'importance de la supériorité des moyens.

Au premier rang de ceux-ci figurent évidemment les moyens humains. Il faut des hommes pour manier les machines de guerre, il en faut pour les fabriquer, pour les approvisionner. Le nombre a un rôle important dans la lutte moderne comme dans les luttes anciennes.

Mais alors, qu'adviendra-t-il de la France, sous-peuplée, à natalité décroissante, en face d'une race prolifique, avide, qui paraît avoir gardé quelque amertume de son humiliation et quelque regret du coup manqué ?

Des alliances ont permis hier de tenir tête, puis de vaincre. Elles peuvent, non pas demain, sans doute, mais après-demain, faire défaut. Qui donc peut garantir les avenirs diplomatiques un peu lointains ? Dans ce cas, — un des cas extrêmes que nous prétendons devoir être envisagés toujours quand il s'agit d'éventualités à conséquences aussi graves — faudra-t-il tendre le front au joug, subir la loi de l'agresseur, sans engager une lutte jugée trop inégale ?

Le fier refus de s'incliner n'est pas douteux. Il est garanti par des siècles d'honneur et d'énergie, au cours

desquels, souvent, d'effroyables situations ont été « retournées » comme par miracle.

Mais cette fermeté morale doit se traduire par autre chose que la résolution de mourir en beauté, elle doit s'appuyer sur une organisation tenant compte de notre infériorité numérique et cherchant la compensation nécessaire dans l'utilisation extrême des formes mécaniques de la guerre.

Il faut que l'armée française, avec ses effectifs relativement faibles, soit dotée de l'armement et de tous les moyens matériels qui représentent le dernier cri de l'industrie militaire. La seule limite sera celle qu'assigneront les ressources financières consacrées à l'assurance contre la guerre, et qui devront être utilisées avec un souci constant de leur faire fournir le rendement maximum.

Et comme il ne saurait être question de changer à grands frais les matériels en usage, dès qu'un modèle supérieur fait son apparition, l'effort consistera surtout à préparer la fabrication intensive et en série des appareils nouveaux, cette fabrication étant entreprise soit pour riposter aux progrès réalisés à l'étranger, soit au moment d'une tension grave, soit à la mobilisation.

Sans doute, à organisation égale, le nombre gardera ses droits. Mais il est certain qu'en présence d'un adversaire scientifiquement armé pour la guerre, le peuple le plus fort au point de vue numérique hésitera devant l'énormité de la tâche et des risques.

C'est la meilleure garantie en face d'appétits excessifs, en attendant l'âge d'or de la Société des nations, dont

les fondations, jusqu'à ce jour, manquent, hélas ! d'assises consistantes.

La préparation matérielle doit être poursuivie sous l'impulsion directrice du haut commandement et s'effectuer en harmonie avec la préparation générale, grâce à la coordination assurée par l'état-major.

Mais l'importance des techniques diverses, la nécessité absolue d'une liaison constante, par des agents idoines, avec les usines et les laboratoires, comme celle du groupement de toutes les valeurs en vue de leur utilisation rationnelle, exigent la constitution d'un *corps d'ingénieurs militaires* possédant les compétences indispensables.

C'est grâce à une collaboration étroite entre le commandement, l'état-major, le corps des ingénieurs, et les troupes, que l'évolution des moyens matériels, si rapide au cours de la guerre sous la pression de la nécessité, pourra continuer en temps de paix en s'appuyant à la fois sur les enseignements récents de l'histoire et sur les progrès de l'industrie, suivis pas à pas et utilisés sans tarder au profit de l'outil de guerre.

Il va sans dire que l'effort fourni dans ce sens sera, comme les autres, fonction des conditions politiques. Sans aucun doute il sera moindre en face d'une Allemagne effectivement démocratique et vraiment désarmée, que vis-à-vis d'un empire mené par une minorité militariste et aristocratique pour qui la guerre était une « industrie nationale ».

Encore faut-il n'être pas dupe des camouflages trompeurs.

CONCLUSION

Nous venons de parcourir, à une allure à la vérité un peu vive et inégale, le domaine fort vaste des sciences militaires.

Bien des chapitres, ébauchés à peine, fourniraient, s'ils étaient traités selon leur importance, la matière de plusieurs volumes.

Des sujets importants, même, n'ont pas été effleurés.

Nous avons indiqué la physionomie du combat, le mode d'emploi des armes, mais que n'y aurait-il pas à dire de l'organisation de ces services innombrables, sans lesquels les armées ne sauraient ni vivre, ni combattre, et qui conditionnent leur action.

Nous avons parlé des différentes mobilisations, économique, industrielle et autres, et de leur préparation attentive. Mais que ne faudrait-il pas écrire sur la préparation du moral, sa mobilisation, son entretien au cours de la guerre ?

Guerre d'artillerie, guerre de matériel, guerre de transports, sans doute ! Mais derrière toutes ces machines, monstres sans âme, qu'y a-t-il — pour employer un mot que vient de propager la mode — comme animateur, sinon le cœur humain, avec sa force supérieure à toutes les énergies physiques et ses faiblesses soudaines ?

La psychologie de la guerre a une étendue sans limites. Souhaitons qu'un jour, ceux qui ont été à

même d'en mettre en pratique les données, fassent connaître au public les grands enseignements fournis par la dernière crise.

Pour nous qui avons indiqué, en abordant ce travail, ce qu'en devaient être les limites, notre but aura été atteint si nous avons su, en dépit de la sévérité du sujet, retenir un instant l'attention du lecteur, combattant d'hier ou soldat de demain.

Et nous serons pleinement satisfait si celui-ci a pu pénétrer la complexité des choses de la guerre, les difficultés de sa préparation et l'évidence du devoir, pour chacun des citoyens d'une nation, d'y contribuer dans la mesure de ses facultés, aux côtés des militaires professionnels.

TABLE DES MATIÈRES

TROISIÈME PARTIE

LA MISE EN ŒUVRE DE L'OUTIL DE GUERRE

LA CHIMIE ET LA GUERRE. - SGIENCE ET AVENIR, *par* Ch. Moureu,

Membre de l'Académie des Sciences et de l'Académie de Médecine, Professenr au Collège de France.

Cet ouvrage comprend quatre parties :

I. — La Chimie française et les problèmes de la Guerre.
II. — La Chimie allemande et les problèmes de la Guerre.
III. — La Chimie et les leçons de la Guerre.
IV. — Eléments et conditions de la grandeur nationale. La science et l'avenir.

Dans les deux premières parties, l'auteur fait apparaître le rôle immense de la chimie dans l'activité guerrière.

Après avoir montré, comment dans l'un et l'autre camp, le problème chimique avait été vital pendant la guerre, il dégage les conclusions que nous imposent pour l'avenir les leçons de la Guerre ; nécessité d'assurer le recrutement des savants par un meilleur enseignement de la chimie ; organisation de la recherche scientifique ; — réorganisation de notre haut enseignement et de nos établissements de recherche ; — rapports de l'Industrie et de l'Agriculture avec l'Université, des techniciens avec les savants.

Dégageant enfin, dans une puissante vue d'ensemble, les facteurs généraux de la grandeur nationale, l'Auteur en trois chapitres : *L'énergie potentielle de la France, — La puissance de la science, — L'évolution nécessaire de la science,* — montre ce que nous pouvons faire, si nous savons nous organiser et donner à la recherche scientifique et à la méthode scientifique le rôle capital qui leur appartient.

Un tel livre ne pouvait être écrit que par un savant et un philosophe, un esprit aussi ouvert aux idées les plus générales que nourri des disciplines les plus précises. L'ouvrage qui paraît aujourd'hui est digne du nom du Professeur Moureu, et il faut souhaiter qu'il exerce dans notre pays l'action en vue de laquelle il a été conçu et écrit.

1 vol. de 384 pages. . . . . **10 fr. net.**

Pr.906. — Orléans, imp. P. Pigelet et Fils.






UTL AT DOWNSVIEW
D RANGE BAY SHLF POS ITEM C
39 15 12 13 11 007 1